



# Bulletin

de la

# Banque Nationale de Belgique

LIII<sup>e</sup> Année

Tome II N<sup>o</sup> 5 - Novembre 1978

Publication mensuelle

## **SOMMAIRE :**

- 3**    **Recommandations de politique monétaire du 23 octobre 1978 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers.**
  
- 101** **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats du mois d'octobre 1978.**
  
- 1**    **Statistiques.**
  
- 157** **Législation économique.**
  
- 175** **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

**RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE MONETAIRE**  
**DU 23 OCTOBRE 1978**  
**ADRESSEES PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**  
**AUX PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS**

**RECOMMANDATION AUX BANQUES.**

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, corresponde à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) lorsque des tensions se sont manifestées sur le marché monétaire dans le passé — comme il s'en produit actuellement par suite des tensions sur le marché des changes — on a observé une diminution de l'importance relative des « straight loans »; ceux-ci étant devenus plus chers que les crédits de caisse « ordinaires », les entreprises qui y faisaient précédemment appel les ont remplacés par des crédits du second type. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il faut établir les normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les autres crédits à court terme aux entreprises;

5) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

6) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation de l'Association Belge des Banques,

La Banque Nationale de Belgique adresse aux banques la recommandation suivante :

#### CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.

##### *Article 1 :*

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, de tous les crédits accordés à leur origine par la banque, est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en six catégories :

1. les crédits « Creditexport », c'est-à-dire les effets financés effectivement par les pools de Creditexport — à l'exclusion des effets ayant au maximum un an d'échéance — ainsi que les effets à plus d'un an mobilisés par ces pools sur le marché hors banque tenu par l'Institut de Réescompte et de Garantie;

2. « les crédits à long terme »; accordés à des résidents belges sous la forme de crédits d'investissement et de crédits à l'habitation, ainsi qu'ils sont repris sous la rubrique 319, colonne 04 du tableau III C, et sous la forme de crédits de leasing, ainsi qu'ils sont repris sous les rubriques 410 et 420, colonne 04 du tableau III C, majorés des crédits du même type accordés au Grand-Duché de Luxembourg;

3. les crédits finançant des ventes à tempérament et des prêts personnels, accordés à des résidents belges, ainsi qu'ils sont repris sous la rubrique 219, colonne 04 du tableau III C, majorés des crédits du même type accordés au Grand-Duché de Luxembourg, appelés ci-après les « crédits à la consommation »;

4. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

5. les « straight loans » ainsi qu'ils sont définis dans la circulaire n° B 75/8 de la Commission bancaire, mais à l'exclusion des « straight loans » en devises accordés à des non-résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise;

6. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des crédits « Creditexport », des « crédits à long terme », des « crédits à la consommation » et des « crédits universitaires

à court terme », définis respectivement aux a) 1., 2., 3. et 4. ci-avant, ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours utilisé total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis aux a) 5. et 6. ci-avant, ne peut dépasser les normes suivantes :

— à fin novembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1 p.c. et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 5,5 p.c.;

— à fin décembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1,5 p.c. et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 10 p.c.

La norme est au minimum égale au total du montant de référence défini à l'annexe III A et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré respectivement de 25 et de 50 millions à fin novembre 1978 et à fin décembre 1978.

#### *Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours utilisé effectif total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 2., donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire, pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) En outre, les banques pour lesquelles est enregistré un dépassement de norme doivent résorber ce dépassement dans les plus brefs délais. Elles doivent de surcroît fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer leurs possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

#### *Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des crédits à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

#### *Article 4 :*

a) Les banques communiquent à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard le 31 octobre 1978, les données nécessaires

pour le calcul des montants de référence mentionnés à l'annexe III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) Les banques communiquent à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, les données indiquées aux tableaux de l'annexe IV.

Si les données communiquées en vertu de l'alinéa précédent s'écartaient de celles calculées ultérieurement, notamment sur base de la situation mensuelle, modèle A, de ses annexes et des tableaux III A, III B, II et III C, transmis à la Banque Nationale de Belgique, l'excédent ou l'insuffisance de réserve qui en serait résulté, serait compensé par une réduction ou une majoration, selon le cas, de la réserve à former pendant la plus prochaine période de réserve.

c) Toutes les banques communiqueront à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, en même temps que leur situation — schéma A — à la fin du mois de novembre 1978, un tableau III A « Ensemble des crédits accordés à leur origine par la Banque », un tableau III B, II « Acquisitions à titre de placement » et un tableau III C « Destination économique apparente des crédits » établis à la même date.

## CHAPITRE II. — **Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

### *Article 5 :*

a) Chaque banque maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible d'une banque, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette banque maintient entre ses avoirs en effets et fonds publics dont question ci-avant et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport existant entre le montant de référence, défini ci-après, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

### *Article 6 :*

Pour l'application de l'article 5, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les postes du schéma A de la banque comme il est indiqué à l'annexe V;

b) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes au cours de la période du 25 au 29 septembre inclus, augmenté du montant au 30 septembre des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le montant des engagements en francs belges envers la Belgique, calculé sur la base des postes indiqués à l'annexe VI.

*Article 7 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 5 ont été respectées, seront, pour le passif exigible, ceux se rapportant aux dates indiquées dans la colonne 1 de l'annexe VII et, pour les effets et fonds publics belges, le total de ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 2 et 3 de l'annexe VII.

*Article 8. :*

a) Si lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 7 et à l'annexe VII, il apparaît que les avoirs en effets et fonds publics d'une banque accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 5, cette banque devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant.

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte des manquants n'excédant pas 20 millions.

*Article 9 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 8, et qui est entre autres calculée sur la base du montant des avoirs en fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 10 :*

a) Chaque banque communique à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard le 31 octobre 1978, le montant au 30 septembre de ses avoirs en effets et fonds publics autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes.

b) Chaque banque communique à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiqués à l'article 9, les données visées au tableau de l'annexe VII; le passif exigible (colonne 1) ne doit cependant être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978.

c) L'exactitude de chacune de ces communications sera certifiée par un reviseur de la banque.

### CHAPITRE III. — Dispositions diverses.

#### *Article 11 :*

Les banques, créées après le 1<sup>er</sup> janvier 1976, peuvent demander à la Banque Nationale de Belgique d'examiner leur situation si elles estiment que l'application des normes fixées au chapitre I donnerait lieu, dans leur cas, à des anomalies en raison de leur création récente.

#### *Article 12 :*

La Banque Nationale de Belgique peut admettre, dans des cas spéciaux, des dérogations aux obligations incombant à une banque.

#### *Article 13 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits bancaires à leur origine, visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits accordés à leur origine par chaque banque sous la forme de crédits d'escompte, d'acceptation, promesses et de caisse à l'exclusion des crédits promesses et de caisse en devises à l'étranger, autres qu'au Grand-Duché de Luxembourg.

Ces crédits comprennent les crédits recensés dans une des rubriques suivantes :

*N° rubrique -  
schéma A*

*Intitulé*

1639	Service des encaissements
1649	Cessionnaires d'effets à l'encaissement
1721	Effets commerciaux — effets réescomptables
1732	Effets commerciaux — effets non réescomptables
1890	Reports et avances sur titres
1900	Débiteurs par acceptations
2099	Débiteurs divers
6699	Effets réescomptés
6799	Effets « en pension »

*Sous déduction :*

4600	Créditeurs pour effets à l'encaissement
1890	Reports et avances sur titres. Avoirs de la banque en devises sur l'étranger
2099	Débiteurs divers. Avoirs de la banque en devises sur l'étranger

Tableau III B, II

Acquisitions à titre de placement :

- 1) Total (colonne 13) de a) Promesses, c) Crédits d'escompte et warrant mobilisables à la B.N.B., d) Autres crédits d'escompte et warrant, e) Prêts personnels et autres à tempérament
- 2) Montants mobilisés (colonne 14) de b) Acceptations bancaires

*Majoré de :*

Annexe à la situation active et passive, avoirs sur et engagements envers le Grand-Duché de Luxembourg :

- Actif : rubrique 1890 Reports et avances sur titres. Avoirs de la banque en devises
- Actif : rubrique 2099 Débiteurs divers. Avoirs de la banque en devises

**Définition des « crédits universitaires à court terme »**

(Article 1, a) 4.)

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits, autres que les crédits d'investissement, accordés à leur origine par la banque — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

**A. Universités :**

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur Belge* du 17 septembre 1971.)

*Numéro de code auprès  
du Service « Centrale  
des Risques » de la  
Banque Nationale  
de Belgique*

*Dénomination*

8.030.533	Vrije Universiteit Brussel
8.310.003	Université Libre de Bruxelles
8.180.372	Katholieke Universiteit Leuven
8.310.002	Université Catholique de Louvain
8.397.037	Rijksuniversiteit te Gent
8.180.443	Université de l'Etat à Liège
8.280.162	Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles
8.270.318	Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel
8.120.014	Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur
8.280.305	Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen
8.397.099	Rijksuniversitair Centrum Antwerpen
(*)	Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux
8.190.046	Facultés Polytechniques de Mons
8.010.206	Universitaire Instelling Antwerpen
8.180.510	Universitair Centrum Limburg
8.190.078	Faculté Universitaire Catholique de Mons
8.190.036	Université de l'Etat à Mons

(\*) Cette institution ne dispose pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

B. Cliniques universitaires :

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Article I, § 2, 2., publiée au *Moniteur Belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964.)

<i>Numéro de code auprès du Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique</i>	<i>Dénomination</i>
(*)	Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht
(*)	Institut Bordet à Bruxelles
(*)	Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles
(*)	Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent
(*)	Academisch Ziekenhuis V.U.B. à Jette
(*)	Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken
(*)	Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain
8.270.243	Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain
8.180.372	Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain
(*)	Academisch Ziekenhuis à Pellenberg
(*)	Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert
(*)	Academisch Ziekenhuis à Gand
(*)	Hôpital de Bavière à Liège
(*)	Sart Tilman à Liège
(*)	Institut du Docteur G. Thérasse à Mont-Godinne

(\*) Ces institutions ne disposent pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

**A. Montant de référence pour l'encours utilisé des « straight loans »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « straight loans », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 5.

**B. Montant de référence pour l'encours utilisé  
des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 6.

**Encours utilisés des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », et dépassement de la norme pour ces crédits**

Données prévues par les articles 4, a) et 4, b)

*(En millions de francs)*

A. Encours utilisés des crédits à la fin du mois de .....	
a) Montant total des crédits établi conformément à l'annexe I .....	
b) Montant des crédits « Creditexport » [article 1, a) 1.] <sup>(1)</sup> ... ..	
c) Montant des « crédits à long terme » [article 1, a) 2.] :	
1) sur la Belgique <sup>(2)</sup> .....	
2) sur le Luxembourg .....	
(dont crédits de caisse et promesses en devises).....	(.....)
d) Montant des « crédits à la consommation » [article 1, a) 3.] :	
1) sur la Belgique <sup>(3)</sup> .....	
2) sur le Luxembourg .....	
(dont : crédits de caisse et promesses en devises) .....	(.....)
e) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 4.] .....	
f) Montant des « straight loans » [article 1, a) 5.] :	
1) total (tableau III A) <sup>(4)</sup> .....	
2) en devises sur l'étranger (tableau III C) .....	
3) en devises sur le Luxembourg .....	
4) = f 1) - f 2) + f 3) .....	
g) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises » = a) - b) - c) - d) - e) - f) 4) [article 1, a) 6.] .....	
(dont : crédits de caisse et promesses en devises au Luxembourg) bourg) .....	(.....)

<sup>(1)</sup> Encours établi par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, organisme apériteur.

<sup>(2)</sup> Postes 319 + 410 + 420 (colonne 04) du tableau III C.

<sup>(3)</sup> Poste 219 (colonne 04) du tableau III C.

<sup>(4)</sup> A l'exclusion des éventuels « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires dont la liste figure à l'annexe II. Indiquer s'il y a lieu le montant de tels « straight loans » ci-après (P.M. « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires ...).

**B. Réserve monétaire à constituer :**

- a) Encours utilisé total des crédits soumis à une norme = A, f)  
4) + A, g) .....
- b) Partie de B, a) qui est supérieure à la norme de .....  
calculée comme prévu à l'article 1, b) 2. = réserve monétaire  
à constituer .....

**Montants des avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges  
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

(Article 6, a)

a) Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes :

montant de ces effets repris sous la rubrique 1700 « effets publics » du schéma A

*sous déduction* du montant de ces effets sub 1701, dont pris « en pension »

*majoré* du montant de ces effets sub 7700, dont effets publics « en pension »

b) Autres effets et fonds publics :

montant de ces effets, autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes, compris sous la rubrique 1700

*majoré* des montants repris sous les rubriques suivantes du schéma A :

2110	} Fonds publics belges	Emprunts émis par l'Etat
2121		Obligations ou actions garanties par l'Etat
2132		Autres fonds publics belges

**Passif exigible**

(Article 6, c)

*N° rubrique -  
schéma A**Intitulé*

## Engagements en francs belges envers la Belgique (uniquement)

4790	}	Dépôts et comptes courants
4890		
4900		Carnets de dépôts
5000		Autres dépôts reçus en carnets ou livrets
5190		Sociétés financières
5200		Obligations et bons de caisse

**Montants qui seront utilisés pour les vérifications**  
(Article 7)

	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (Montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)
1° vérification	31 octobre 1978	30 octobre - 3 novembre 1978	31 octobre 1978
2° vérification	30 novembre 1978	les 5 jours qui suivront la date normale de clôture de l'emprunt du Fonds des Routes	30 novembre 1978
3° vérification	31 décembre 1978	22 décembre - 28 décembre 1978	31 décembre 1978

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

## RECOMMANDATION AUX CAISSES D'EPARGNE PRIVEES.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, corresponde à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) lorsque des tensions se sont manifestées sur le marché monétaire dans le passé — comme il s'en produit actuellement par suite des tensions sur le marché des changes — on a observé une diminution de l'importance relative des « straight loans »; ceux-ci étant devenus plus chers que les crédits de caisse « ordinaires », les entreprises qui y faisaient précédemment appel les ont rem-

placés par des crédits du second type. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il faut établir les normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les autres crédits à court terme aux entreprises;

5) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

6) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation de l'Association des Caisses d'Epargne Privées,

La Banque Nationale de Belgique adresse aux caisses d'épargne privées la recommandation suivante :

#### CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.

##### *Article 1 :*

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, de tous les crédits accordés à leur origine par la caisse d'épargne privée,

est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en quatre catégories :

1. les « crédits d'investissement » tels qu'ils ont été définis dans les « Instructions pour la communication au Service Centrale des Risques de la Banque Nationale de Belgique des crédits et prêts accordés et de leur utilisation » que le Service Centrale des Risques de la Banque Nationale de Belgique a communiquées au mois de janvier 1974 à toutes les caisses d'épargne privées;

2. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

3. les « straight loans » définis comme des prêts en compte d'un montant fixe, à utiliser pour un terme fixe d'un an au plus;

4. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des « crédits d'investissement » et des « crédits universitaires à court terme », définis respectivement aux a) 1. et 2. ci-avant, ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours utilisé total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis aux a) 3. et 4. ci-avant, ne peut dépasser les normes suivantes :

— à fin novembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1 p.c. et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 5,5 p.c.;

— à fin décembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1,5 p.c. et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 10 p.c.

La norme est au minimum égale au total du montant de référence défini à l'annexe III A et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré respectivement de 25 et de 50 millions à fin novembre 1978 et à fin décembre 1978.

#### *Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours utilisé total effectif des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 2., donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire, pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) En outre, les caisses d'épargne privées, pour lesquelles est enregistré un dépassement de norme, doivent résorber ce dépassement dans les plus brefs délais. Elles doivent de surcroît fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer leurs possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

*Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des crédits à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 4 :*

a) Les caisses d'épargne privées communiquent à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard le 31 octobre 1978, les données nécessaires pour le calcul des montants de référence mentionnés à l'annexe III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) Les caisses d'épargne privées communiquent à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, les données indiquées aux tableaux de l'annexe IV.

Si les données communiquées en vertu de l'alinéa précédent s'écartaient de celles calculées ultérieurement, notamment sur base de la situation mensuelle, schéma A, transmise à la Banque Nationale de Belgique, l'excédent ou l'insuffisance de réserve qui en serait résulté, serait compensé par une réduction ou une majoration, selon le cas, de la réserve à former pendant la plus prochaine période de réserve.

**CHAPITRE II. — Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

*Article 5 :*

a) Chaque caisse d'épargne privée maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible d'une caisse d'épargne privée, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette caisse d'épargne privée maintient entre ses avoirs dont question ci-avant en effets et fonds publics et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport existant entre le montant de référence défini ci-après, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

*Article 6 :*

Pour l'application de l'article 5, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les avoirs calculés en partant des postes de la situation active et passive, schéma A, comme il est indiqué à l'annexe V;

b) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes au cours de la période du 25 au 29 septembre 1978 inclus, augmenté du montant au 30 septembre des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le montant des fonds d'épargne, calculé sur la base des postes indiqués à l'annexe VI.

*Article 7 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 5 ont été respectées, seront pour le passif exigible, ceux se rapportant aux dates indiquées dans la colonne 1 de l'annexe VII et, pour les effets et fonds publics belges, le total de ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 2 et 3 de l'annexe VII.

*Article 8 :*

a) Si, lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 7 et à l'annexe VII, il apparaît que les avoirs en effets et en fonds publics d'une caisse d'épargne privée accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 5, cette caisse d'épargne privée devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant.

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte des manquants n'excédant pas 20 millions.

*Article 9 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 8, et qui est entre autres calculée sur la base du montant des avoirs en fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 10 :*

a) Chaque caisse d'épargne privée communique à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, au plus tard le 31 octobre 1978, le montant journalier moyen des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes pour la période allant du 25 au 29 septembre 1978 inclus, selon la manière indiquée à l'annexe V; chaque caisse d'épargne privée communique, en outre, le montant au 30 septembre de son portefeuille d'effets et fonds publics autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes, également de la manière indiquée à l'annexe V.

b) Chaque caisse d'épargne privée communique à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiquées à l'article 9, les données visées au tableau de l'annexe VII. Le passif exigible (colonne 1) ne doit être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978. Les données des colonnes 2 et 3 doivent être présentées sous la forme de l'annexe V.

c) L'exactitude de chacune de ces communications sera certifiée par un reviseur de la caisse d'épargne privée.

CHAPITRE III. — **Dispositions diverses.**

*Article 11 :*

La Banque Nationale de Belgique peut, dans des cas spéciaux, admettre des dérogations aux obligations incombant à une caisse d'épargne privée.

*Article 12 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits accordés à leur origine par chaque caisse d'épargne privée, visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits accordés à leur origine par chaque caisse d'épargne privée, et qui sont compris dans une des rubriques suivantes de la situation active et passive, schéma A, dans la colonne « Total ».

*N° code -  
schéma A*

*Intitulé*

*Effets de commerce et factures :*

1725 + 1726	Acquis à titre de placement (sauf Creditexport) « d'autres intermédiaires financiers »
1790 (partim) + 1791 (partim)	Représentatifs de crédits directs (sauf Creditexport). Total sous déduction du montant finançant des ventes à tempérament

*Débiteurs par acceptations :*

1991 + 1992	Acceptations en circulation
-------------	-----------------------------

*Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires <sup>(1)</sup> :*

2005	Avances sur effets de commerce
2008	Avances sur warrants
2040	Prêts avec aval bancaire
2045	Crédits de caisse
2060	Autres prêts et/ou avances sur factures
2062	Autres prêts et/ou avances sur fonds de commerce
2070	Autres prêts et/ou avances aux établissements hospitaliers et médicaux sociaux

*Débiteurs divers <sup>(1)</sup> :*

2640	Avances sur impôts
------	--------------------

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des avoirs de la caisse d'épargne privée en devises sur l'étranger compris dans la colonne « Avoirs de la caisse d'épargne privée en devises sur l'étranger ».

**Définition des « crédits universitaires à court terme »**

(Article 1, a) 2.)

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits, autres que les crédits d'investissement, accordés à leur origine par la caisse d'épargne privée — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

**A. Universités :**

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur Belge* du 17 septembre 1971.)

<i>Numéro de code auprès du Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique</i>	<i>Dénomination</i>
8.030.533	Vrije Universiteit Brussel
8.310.003	Université Libre de Bruxelles
8.180.372	Katholieke Universiteit Leuven
8.310.002	Université Catholique de Louvain
8.397.037	Rijksuniversiteit te Gent
8.180.443	Université de l'Etat à Liège
8.280.162	Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles
8.270.318	Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel
8.120.014	Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur
8.280.305	Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen
8.397.099	Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen
(*)	Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux
8.190.046	Faculté Polytechnique de Mons
8.010.206	Universitaire Instelling Antwerpen
8.180.510	Universitair Centrum Limburg
8.190.078	Faculté Universitaire Catholique de Mons
8.190.036	Université de l'Etat à Mons .

(\*) Cette institution ne dispose pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

B. Cliniques universitaires :

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Article 1, § 2, 2., publiée au *Moniteur Belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964.)

Numéro de code auprès  
du Service « Centrale  
des Risques » de la  
Banque Nationale  
de Belgique

Dénomination

(*)	Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht
(*)	Institut Bordet à Bruxelles
(*)	Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles
(*)	Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent
(*)	Academisch Ziekenhuis V.U.B. à Jette
(*)	Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken
(*)	Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain
8.270.243	Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain
8.180.372	Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain
(*)	Academisch Ziekenhuis à Pellenberg
(*)	Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert
(*)	Academisch Ziekenhuis à Gand
(*)	Hôpital de Bavière à Liège
(*)	Sart Tilman à Liège
(*)	Institut du Docteur G. Therasse à Mont-Godinne

(\*) Ces institutions ne disposent pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

**A. Montant de référence pour l'encours utilisé des « straight loans »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « straight loans », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 3.

**B. Montant de référence pour l'encours utilisé  
des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 4.

## ANNEXE IV

### Encours utilisés des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », et dépassement de la norme pour ces crédits

*Données prévues par les articles 4, a) et 4, b)*

*(En millions de francs)*

- A. *Encours utilisés des crédits à la fin du mois de* .....
- a) Montant total des crédits établi conformément à l'annexe I .....
- b) Montant des « crédits d'investissement » [article 1, a) 1.] ... ..
- c) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 2.] .....
- d) Montant des « straight loans » [article 1, a) 3.] <sup>(1)</sup> .....
- e) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises »  
= a) - b) - c) - d) [article 1, a) 4.] .....
- B. *Réserve monétaire à constituer :*
- a) Encours utilisé total des crédits soumis à une norme = A, d)  
+ A, e) .....
- b) Partie de B, a) qui est supérieure à la norme de .....  
calculée comme prévu à l'article 1, b) 2. = réserve monétaire  
à constituer .....

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des éventuels « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires dont la liste figure à l'annexe II. Indiquer s'il y a lieu le montant de tels « straight loans » ci-après (P.M. « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires ...).

**Montants des avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges  
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

(Article 6, a)

<i>N° dans schéma A</i>		<i>Code</i>	<i>Montant</i>
			<i>(En millions de francs)</i>
a) <i>Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes :</i>			
1.08.1	Certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes	2110	.....
	<i>diminués</i> du montant des certificats que la caisse d'épargne a repris d'autres établissements dans le cadre d'opérations de mobilisation et que ces établissements se sont engagés à lui racheter à une échéance conventionnelle .....		.....
	<i>majorés</i> du montant des certificats que la caisse d'épargne a cédés à d'autres établissements et qu'elle s'est engagée à leur racheter à une éché- ance conventionnelle .....		.....
			.....
b) <i>Autres effets et fonds publics :</i>			
1.08.2	Fonds publics belges et valeurs assimilées visées à l'article 12, § 1 <sup>er</sup> , 4. des dispositions coordon- nées :		
	1. dettes directe et indirecte de l'Etat belge ...	2115	.....
	2. autres fonds publics et valeurs assimilées ...	2220	.....
	Sous <i>déduction</i> des fonds publics qui consti- tuent la contrepartie des postes suivants du passif :		
15.01	Montants à libérer sur titres et participations repris à la rubrique 1.08.A .....	5015	.....
15.02	Montants à libérer sur titres et participations repris à la rubrique 1.08.B .....	5020	.....
			.....

**Passif exigible**

(Article 6, c)

<i>N° dans schéma A</i>		<i>Code</i>
	<i>6. Fonds d'épargne visés à l'article 1<sup>er</sup> des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :</i>	
6.01	n'excédant pas 2 ans .....	4.001
6.02	excédant 2 ans mais inférieurs à 5 ans .....	4.002
6.03	de 5 ans ou plus .....	4.003
	Total ...	4.009
	<i>7. Réserves techniques :</i>	
7.01	Réserves mathématiques :	
	1) relatives à des contrats d'assurance-vie et/ou de capitalisation adjoints :	
	1. aux prêts hypothécaires repris au n° 1.09.3.A de l'actif .....	4.215
	2. aux prêts hypothécaires repris au n° 1.09.3.B. de l'actif .....	4.225
	Total 7.01.1 ...	4.230
	2) autres .....	4.235
	Total 7.01 ...	4.240
7.02	Autres réserves techniques .....	4.245
	Total 7 ...	4.290

**Montants qui seront utilisés pour les vérifications**  
(Article 7)

	Passif exigible <i>(colonne 1)</i>	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (Montant journalier moyen) (a) <i>(colonne 2)</i>	Autres effets et fonds publics <i>(colonne 3)</i>
1° vérification	31 octobre 1978	30 octobre - 3 novembre 1978	31 octobre 1978
2° vérification	30 novembre 1978	les 5 jours qui suivront la date normale de clôture de l'emprunt du Fonds des Routes	30 novembre 1978
3° vérification	31 décembre 1978	22 décembre - 28 décembre 1978	31 décembre 1978

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

**RECOMMANDATION**  
**A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE.**

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, corresponde à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) lorsque des tensions se sont manifestées sur le marché monétaire dans le passé — comme il s'en produit actuellement par suite des tensions sur le marché des changes — on a observé une diminution de l'importance relative des « straight loans »; ceux-ci étant devenus plus chers que les crédits de caisse « ordinaires », les entreprises qui y faisaient précédemment appel les ont rem-

placés par des crédits du second type. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il faut établir les normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les autres crédits à court terme aux entreprises;

5) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

6) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation des institutions publiques de crédit,

La Banque Nationale de Belgique adresse à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite la recommandation suivante :

#### CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.

##### *Article 1 :*

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, de tous les crédits à court terme accordés à leur origine par la Caisse

Générale d'Epargne et de Retraite, est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en trois catégories :

1. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

2. les « straight loans » définis comme des prêts en compte d'un montant fixe, à utiliser pour un terme fixe d'un an au plus;

3. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des « crédits universitaires à court terme », définis au a) 1. ci-avant, ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours utilisé total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis aux a) 2. et 3. ci-avant, ne peut dépasser les normes suivantes :

— à fin novembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1 p.c., et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 5,5 p.c.;

— à fin décembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1,5 p.c., et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 10 p.c.

La norme est au minimum égale au total du montant de référence défini à l'annexe III A et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré respectivement de 25 et de 50 millions à fin novembre 1978 et à fin décembre 1978.

#### *Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours utilisé total effectif des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », par rapport aux normes fixées à l'article 1), b) 2., donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) En outre, si un dépassement de norme est constaté, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite doit résorber ce dépassement dans les plus brefs délais. Elle doit de surcroît fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer ses possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

*Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des crédits à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 4 :*

a) La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 7 novembre 1978, les données nécessaires pour le calcul des montants de référence mentionnés à l'annexe III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, les données indiquées aux tableaux de l'annexe IV.

**CHAPITRE II. — Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

*Article 5 :*

a) La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette institution maintient entre ses avoirs dont question ci-avant en effets et fonds publics et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport existant entre le montant de référence défini ci-après, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

*Article 6 :*

Pour l'application de l'article 5, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les avoirs calculés selon les indications de l'annexe V;

b) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes au cours de la période du 23 au 27 septembre 1978 inclus, augmenté du montant au 30 septembre des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le montant total des engagements sous forme de dépôts, bons d'épargne et bons de capitalisation.

*Article 7 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 5 ont été respectées, seront, pour le passif exigible, ceux se rapportant aux dates indiquées dans la colonne 1 de l'annexe VI et, pour les effets et fonds publics belges, le total de ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 2 et 3 de l'annexe VI.

*Article 8 :*

a) Si, lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 7 et à l'annexe VI, il apparaît que les avoirs en effets et fonds publics de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 5, cette institution devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant.

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte d'un manquant n'excédant pas 20 millions.

*Article 9 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 8, et qui est entre autres calculée sur la base du montant des avoirs en fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 10 :*

a) La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 7 novembre 1978, le montant journalier moyen des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes pour la période allant du 23 au 27 septembre 1978, selon la manière indiquée à

l'annexe V; elle communique, en outre, le montant au 30 septembre de son portefeuille d'effets et fonds publics autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes, également de la manière indiquée à l'annexe V.

b) Au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiquées à l'article 9, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite communique à la Banque Nationale de Belgique les données visées au tableau de l'annexe VI. Le passif exigible (colonne 1) ne doit être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978. Les données des colonnes 2 et 3 doivent être présentées sous la forme de l'annexe V.

### CHAPITRE III. — **Dispositions diverses.**

#### *Article 11 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits à court terme accordés à leur origine  
par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits accordés à leur origine par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite et qui sont compris dans une des rubriques suivantes de la situation trimestrielle : « Comptabilité Générale - Eléments de l'actif et du passif à fin de trimestre » (1).

**A. Portefeuille des placements :**

**2. Placements à court terme :**

- a) Effets d'escompte ordinaire :  
Effets sur Bruxelles
- b) Crédit industriel professionnel et crédit aux universités :  
Industrie  
Professions  
Universités
- c) Prêts aux particuliers :  
Crédit provision impôts
- d) Placements à court terme :  
Sociétés commerciales
- e) Ouverture crédit de caisse

**B. Valeurs échues du portefeuille :**

**2. Placements à court terme :**

- a) Effets sur Bruxelles
- b) Crédit provision impôts

(1) Tous les crédits finançant d'autres intermédiaires financiers (soit sous la forme de mobilisation de warrants, soit sous une autre forme), qui ne donnent pas lieu à la comptabilisation dans le chef de ces derniers de crédits accordés à l'origine, et qui ne sont pas repris sous l'une des rubriques citées doivent, le cas échéant, également être pris en considération.

**Définition des « crédits universitaires à court terme »**

(Article 1, a) 1.)

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits, accordés à leur origine par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

**A. Universités :**

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur Belge* du 17 septembre 1971.)

<i>Numéro de code auprès du Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique</i>	<i>Dénomination</i>
8.030.533	Vrije Universiteit Brussel
8.310.003	Université Libre de Bruxelles
8.180.372	Katholieke Universiteit te Leuven
8.310.002	Université Catholique de Louvain
8.397.037	Rijksuniversiteit te Gent
8.180.443	Université de l'Etat à Liège
8.280.162	Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles
8.270.318	Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel
8.120.014	Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur
8.280.305	Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen
8.397.099	Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen
(*)	Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux
8.190.046	Faculté Polytechnique de Mons
8.010.206	Universitaire Instelling Antwerpen
8.180.510	Universitair Centrum Limburg
8.190.078	Faculté Universitaire Catholique de Mons
8.190.036	Université de l'Etat à Mons

(\*) Cette institution ne dispose pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

B. Cliniques universitaires :

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Article 1, § 2, 2., publiée au *Moniteur Belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964).

Numéro de code auprès  
du Service « Centrale  
des Risques » de la  
Banque Nationale  
de Belgique

Dénomination

(*)	Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht
(*)	Institut Bordet à Bruxelles
(*)	Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles
(*)	Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent
(*)	Academisch Ziekenhuis V.U.B. à Jette
(*)	Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken
(*)	Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain
8.270.243	Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain
8.180.372	Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain
(*)	Academisch Ziekenhuis à Pellenberg
(*)	Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert
(*)	Academisch Ziekenhuis à Gand
(*)	Hôpital de Bavière à Liège
(*)	Sart Tilman à Liège
(*)	Institut du Docteur G. Therasse à Mont-Godinne

(\*) Ces institutions ne disposent pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

**A. Montant de référence pour l'encours utilisé des « straight loans »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « straight loans », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 2.

**B. Montant de référence pour l'encours utilisé  
des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 3.

**Encours utilisés des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », et dépassement de la norme pour ces crédits**

Données prévues par les articles 4, a) et 4, b)

*(En millions de francs)*

- A. *Encours utilisés des crédits à la fin du mois de* .....
- a) Montant total des crédits établi conformément à l'annexe I .....
- b) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 1.] .....
- c) Montant des « straight loans » [article 1, a) 2.] <sup>(1)</sup> .....
- d) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises »  
= a) - b) - c) [article I, a) 3.] .....
- B. *Réserve monétaire à constituer :*
- a) Encours utilisé total des crédits soumis à une norme =  
A, c) + A, d) .....
- b) Partie de B, a) qui est supérieure à la norme de .....  
calculée comme prévu à l'article 1, b) 2. = réserve monétaire  
à constituer .....

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des éventuels « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires dont la liste figure à l'annexe II. Indiquer s'il y a lieu le montant de tels « straight loans » ci-après (P.M. « Straight loans » aux universités ou cliniques universitaires .....).

**Montants des avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges  
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

(Article 6, a)

*Montant*

*(En millions de francs)*

a) *Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes :*

La valeur nominale des certificats à 1 an au plus émis par le Trésor et par le Fonds des Rentes .....

*diminuée* du montant des certificats que la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite a repris d'autres établissements dans le cadre d'opérations de mobilisation et que ces établissements se sont engagés à lui racheter à une échéance conventionnelle .....

*majorée* du montant des certificats que la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite a cédés à d'autres établissements et qu'elle s'est engagée à leur racheter à une échéance conventionnelle .....

b) *Autres effets et fonds publics :*

La somme des montants suivants :

1. Les effets publics autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes .....

2. La *valeur nominale* des éléments suivants des placements définitifs en portefeuille-titres :

— dette directe de l'Etat y compris les primes pour la construction à consolider .....

— dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat, les provinces ou les communes, y compris la consolidation du Fonds de dotation des pensions de guerre et les crédits à l'Office de la navigation intérieure .....

3. La *valeur comptable* des créances acquises pour compte propre en vertu de conventions postérieures au 15 juillet 1971 relatives au financement du Fonds de développement des universités libres .....

**Montants qui seront utilisés pour les vérifications**  
(Article 7)

	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (Montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)
1 <sup>o</sup> vérification	31 octobre 1978	30 octobre - 3 novembre 1978	31 octobre 1978
2 <sup>o</sup> vérification	30 novembre 1978	les 5 jours qui suivront la date normale de clôture de l'emprunt du Fonds des Routes	30 novembre 1978
3 <sup>o</sup> vérification	31 décembre 1978	22 décembre - 28 décembre 1978	31 décembre 1978

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

## RECOMMANDATION AU CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, corresponde à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-

Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché. Dans le cas particulier du Crédit Communal de Belgique, qui peut difficilement être astreint à ce genre de disposition en raison de la structure de son bilan, il est possible d'obtenir un résultat analogue en limitant directement l'encours des placements provisoires qui constituent une contribution au financement des autres intermédiaires financiers;

5) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation des institutions publiques de crédit,

La Banque Nationale de Belgique adresse au Crédit Communal de Belgique la recommandation suivante :

#### CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.

##### *Article 1 :*

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, des crédits accordés à leur origine par le Crédit Communal de Belgique,

est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en deux catégories :

1. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

2. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des « crédits universitaires à court terme », définis sub a) 1. ci-dessus ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours utilisé des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis sub a) 2. ci-dessus, ne peut dépasser :

— à fin novembre 1978 : le montant de référence défini à l'annexe III, majoré de 5,5 p.c. ou de 25 millions au minimum;

— à fin décembre 1978 : le montant de référence défini à l'annexe III, majoré de 10 p.c. ou de 50 millions au minimum.

#### *Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours effectivement utilisé des « autres crédits à court terme aux entreprises », par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 2., donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire, pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) En outre, si un dépassement de la norme est constaté, le Crédit Communal de Belgique doit résorber ce dépassement dans les plus brefs délais et, de surcroît, fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer ses possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

#### *Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des « autres crédits à court terme aux entreprises » à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 4 :*

a) Le Crédit Communal de Belgique communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 31 octobre 1978, les données nécessaires pour le calcul du montant de référence mentionné à l'annexe III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) Au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, le Crédit Communal communique à la Banque Nationale de Belgique les données indiquées aux tableaux de l'annexe IV.

**CHAPITRE II. — Limitation du montant des placements provisoires qui contribuent au financement des autres intermédiaires financiers.**

*Article 5 :*

Pendant aucune des semaines-calendrier de la période au cours de laquelle la présente recommandation est en vigueur, le Crédit Communal de Belgique ne laissera croître le montant journalier moyen de ses placements provisoires sous la forme d'effets commerciaux acquis auprès d'autres intermédiaires financiers, sous la forme de dépôts à terme auprès des banques, des caisses d'épargne privées, de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, ou suivant d'autres modalités qui contribuent directement ou indirectement au financement des intermédiaires financiers cités, au-delà du montant journalier moyen que les placements provisoires en question ont atteint au cours de la période de référence s'étendant du 25 au 29 septembre 1978. Les montants journaliers moyens sont calculés sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

*Article 6 :*

Le Crédit Communal de Belgique communiquera à la Banque Nationale de Belgique les montants moyens des placements provisoires dont il est question à l'article 5. Le montant de référence sera communiqué au plus tard le 31 octobre 1978 et le montant de chaque semaine-calendrier au plus tard le sixième jour ouvrable après la fin de cette semaine.

*Article 7 :*

S'il apparaît que les placements provisoires pris en considération à l'article 5 dépassent, pour une des semaines-calendrier visées, le montant de la période de

référence, le Crédit Communal de Belgique devra, à la date qui lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce dépassement. Toute réserve monétaire ainsi déterminée sera maintenue pendant une période de 7 jours-calendrier.

### CHAPITRE III. — Dispositions diverses.

#### *Article 8 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits accordés à leur origine  
par le Crédit Communal de Belgique, visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits qui sont accordés à leur origine par le Crédit Communal de Belgique et qui sont recensés dans un des postes suivants du tableau 29 « Créances du Crédit Communal sur les administrations et institutions publiques » figurant dans les rapports sur l'exercice du Crédit Communal de Belgique :

1. Intercommunales - Dette flottante (le total après déduction de la dette flottante des intercommunales d'Autoroutes).
2. Organismes divers (autres secteurs) - Dette flottante (le total).

**Définition des « Crédits universitaires à court terme »**

(Article 1, a) 1.)

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits, autres que les crédits d'investissement, accordés à leur origine par le Crédit Communal de Belgique — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

*A. Universités :*

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur Belge* du 17 septembre 1971.)

*Dénomination :*

Vrije Universiteit Brussel  
Université Libre de Bruxelles  
Katholieke Universiteit te Leuven  
Université Catholique de Louvain  
Rijksuniversiteit te Gent  
Université de l'Etat à Liège  
Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles  
Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel  
Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur  
Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen  
Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen  
Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux  
Faculté Polytechnique de Mons  
Universitaire Instelling Antwerpen  
Universitair Centrum Limburg  
Faculté Universitaire Catholique de Mons  
Université de l'Etat à Mons

B. *Cliniques universitaires* :

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, article 1, § 2, 2., publiée au *Moniteur Belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964.)

*Dénomination* :

Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht  
Institut Bordet à Bruxelles  
Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles  
Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent  
Academisch Ziekenhuis V.U.B. à Jette  
Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken  
Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain  
Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain  
Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain  
Academisch Ziekenhuis à Pellenberg  
Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert  
Academisch Ziekenhuis à Gand  
Hôpital de Bavière à Liège  
Sart Tilman à Liège  
Institut du docteur G. Therasse à Mont-Godinne

**Montant de référence pour l'encours utilisé  
des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

(Article 1, b) 2.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 2.

**Encours utilisés des « autres crédits à court terme aux entreprises »  
et dépassement de la norme pour ces crédits**

Données prescrites aux articles 4, a) et 4, b)

*(En millions de francs)*

A. Encours utilisés des crédits à la fin du mois de .....	
a) Créances du Crédit Communal de Belgique sur les intercommunales - Dette flottante :	
1) Total <sup>(1)</sup> (tableau 29 du rapport annuel) .....	.....
2) Dont : Intercommunales d'autoroutes <sup>(1)</sup> .....	.....
3) = a) 1) - a) 2) .....	.....
b) Créances du Crédit Communal de Belgique sur organismes divers (autres secteurs) - Dette flottante :	
Total <sup>(1)</sup> (tableau 29 du rapport annuel) .....	.....
c) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 1.] .....	.....
d) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises » = a) 3) + b) - c) .....	.....
 B. Réserve monétaire à constituer :	
 Partie de A, d) qui dépasse la norme de ..... calculée comme prévu à l'article 1, b) 2. = réserve monétaire à constituer .....	

<sup>(1)</sup> Pour le mois de décembre, il n'y a pas lieu de tenir compte des intérêts enregistrés à ces postes durant ce mois.

## **RECOMMANDATION**

### **A LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE.**

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, corresponde à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) lorsque des tensions se sont manifestées sur le marché monétaire dans le passé — comme il s'en produit actuellement par suite des tensions sur le marché des changes — on a observé une diminution de l'importance relative des « straight loans »; ceux-ci étant devenus plus chers que les crédits de caisse

« ordinaires », les entreprises qui y faisaient précédemment appel les ont remplacés par des crédits du second type. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il faut établir les normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les autres crédits à court terme aux entreprises;

5) les « warrants sur sucre » représentent une fraction importante des crédits à court terme accordés aux entreprises par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et sont caractérisés par un profil saisonnier très particulier, de surcroît fortement influencé par les conditions climatiques. Dès lors, une norme spéciale — assortie de certaines conditions restrictives visant à empêcher tout glissement entre ces crédits spécifiques et d'autres formes de financement à court terme des entreprises « sucrières » — a été fixée pour ces warrants;

6) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

7) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation des institutions publiques de crédit,

La Banque Nationale de Belgique adresse à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie la recommandation suivante :

## CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.

### Article 1 :

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, de tous les crédits à court terme accordés à leur origine par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en quatre catégories :

1. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

2. les « warrants sur sucre » pour le financement de la campagne sucrière 1978-1979;

3. les « straight loans » définis comme des prêts en compte d'un montant fixe, à utiliser pour un terme fixe d'un an au plus;

4. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des « crédits universitaires à court terme », définis au a) 1. ci-avant, ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours total utilisé des « warrants sur sucre » ne peut dépasser les montants suivants :

- fin novembre 1978 : 1.200 millions de francs belges;
- fin décembre 1978 : 2.700 millions de francs belges.

L'octroi de ces normes spéciales est subordonné à la condition que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie consentira les crédits visés exclusivement aux entreprises qui se sont également adressées à elle au cours de la campagne sucrière précédente et qu'elle fixera les taux pour ces crédits en fonction des taux débiteurs effectifs des banques pour les crédits d'escompte ordinaires.

3. L'encours utilisé total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis aux a) 3. et 4. ci-avant, ne peut dépasser les normes suivantes :

— fin novembre 1978 : la somme du montant de référence défini à l'annexe III, majoré de 5,5 p.c., et du montant arrondi de l'encours utilisé des « straight loans » à fin septembre 1978, soit 500 millions;

— fin décembre 1978 : la somme du montant de référence défini à l'annexe III, majoré de 10 p.c., et du montant arrondi de l'encours utilisé des « straight loans » à fin septembre 1978, soit 500 millions.

*Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours total effectivement utilisé des « warrants sur sucre » par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 2., d'une part, et de la somme de l'encours utilisé des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 3., d'autre part, donnera lieu à la constitution d'une réserve monétaire, pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) Néanmoins, la réserve monétaire qui doit être constituée, en conséquence du dépassement de la norme indiquée ci-avant à l'article 1, b) 2., peut être réduite d'un montant égal à la marge éventuellement disponible par rapport à la norme indiquée ci-avant à l'article 1, b) 3.

c) En outre, s'il est constaté un dépassement qui donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie doit résorber ce dépassement dans les plus brefs délais. Elle doit, de surcroît, fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer ses possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

*Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des crédits à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 4 :*

a) La Société Nationale de Crédit à l'Industrie communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 7 novembre 1978, les données nécessaires pour le calcul du montant de référence mentionné à l'annexe III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) Au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie communique à la Banque Nationale de Belgique les données indiquées aux tableaux de l'annexe IV.

## CHAPITRE II. — **Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

### *Article 5 :*

a) La Société Nationale de Crédit à l'Industrie maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette institution maintient entre ses avoirs dont question ci-avant en effets et fonds publics et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport existant entre le montant de référence défini ci-après, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

### *Article 6 :*

Pour l'application de l'article 5, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les avoirs calculés selon les indications de l'annexe V;

b) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur base des jours-calendrier, des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes au cours de la période du 25 au 29 septembre 1978 inclus, augmenté du montant au 30 septembre des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le montant des engagements en francs belges sous forme de dépôts, d'obligations, de bons de caisse et de bons de capitalisation.

### *Article 7 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 5 ont été respectées, seront, pour le passif exigible, ceux se rapportant aux dates indiquées dans la colonne 1 de l'annexe VI et, pour les effets et fonds publics, le total de ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 2 et 3 de l'annexe VI.

### *Article 8 :*

a) Si, lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 7 et à l'annexe VI, il apparaît que les avoirs en effets et fonds publics de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie accusent un manquant par rapport à l'obli-

gation imposée à l'article 5, cette institution devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant;

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte d'un manquant n'excédant pas 20 millions.

*Article 9 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 8, et qui est entre autres calculée sur la base du montant des avoirs en fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 10 :*

a) La Société Nationale de Crédit à l'Industrie communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 7 novembre 1978, le montant journalier moyen des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes pour la période allant du 25 au 29 septembre 1978 inclus, selon la manière indiquée à l'annexe V; elle communique, en outre, le montant au 30 septembre de son portefeuille d'effets et fonds publics autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes, également de la manière indiquée à l'annexe V.

b) Au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiquées à l'article 9, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie communique à la Banque Nationale de Belgique les données visées au tableau de l'annexe VI. Le passif exigible (colonne 1) ne doit être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978. Les données des colonnes 2 et 3 doivent être présentées sous la forme de l'annexe V.

**CHAPITRE III. — Dispositions diverses.**

*Article 11 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits à court terme accordés à leur origine  
par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits accordés à leur origine par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, et qui sont compris dans une des rubriques suivantes de l'annexe « Décomposition des encours de crédits en fin de mois » à la Situation Comptable de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie <sup>(1)</sup> :

*Crédits commerciaux*

- Non revolving - Avances à terme fixe (« straight loans ») (Total)
- Revolving VT, CCR et CCH (Total sous déduction des crédits à la consommation et des crédits hypothécaires)
- Revolving CCT - Crédits de caisse (Total)
- Revolving CCT - Escompte Clients Fournisseurs (Total) <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Ces montants doivent en tout cas comprendre le montant utilisé des « warrants sur sucre » accordés à l'origine par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, quelles que soient les modalités de financement ou la comptabilisation de ceux-ci.

**Définition des « crédits universitaires à court terme »**

(Article 1, a) 1.)

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits accordés à leur origine par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

*A. Universités :*

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur belge* du 17 septembre 1971.)

<i>Numéro de code auprès du Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique</i>	<i>Dénomination</i>
8.030.533	Vrije Universiteit Brussel
8.310.003	Université Libre de Bruxelles
8.180.372	Katholieke Universiteit te Leuven
8.310.002	Université Catholique de Louvain
8.397.037	Rijksuniversiteit te Gent
8.180.443	Université de l'Etat à Liège
8.280.162	Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles
8.270.318	Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel
8.120.014	Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur
8.280.305	Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen
8.397.099	Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen
(*)	Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux
8.190.046	Faculté Polytechnique de Mons
8.010.206	Universitaire Instelling Antwerpen
8.180.510	Universitair Centrum Limburg
8.190.078	Faculté Universitaire Catholique de Mons
8.190.036	Université de l'Etat à Mons

(\*) Cette institution ne dispose pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

B. *Cliniques universitaires :*

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Article 1, § 2, 2., publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964.)

*Numéro de code auprès  
du Service « Centrale  
des Risques » de la  
Banque Nationale  
de Belgique*

*Dénomination*

(*)	Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht
(*)	Institut Bordet à Bruxelles
(*)	Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles
(*)	Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent
(*)	Academisch Ziekenhuis V.U.B. à Jette
(*)	Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken
(*)	Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain
8.270.243	Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain
8.180.372	Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain
(*)	Academisch Ziekenhuis à Pellenberg
(*)	Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert
(*)	Academisch Ziekenhuis à Gand
(*)	Hôpital de Bavière à Liège
(*)	Sart Tilman à Liège
(*)	Institut du Docteur G. Therasse à Mont-Godinne

(\*) Ces institutions ne disposent pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

**Montant de référence pour l'encours utilisé  
des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

(Article 1, b) 3.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 4.

**Encours utilisés des « warrants sur sucre », des « straight loans »  
et des « autres crédits à court terme aux entreprises »,  
et dépassement de la norme pour ces crédits**

Données prévues par les articles 4, a) et 4, b)

*(En millions de francs)*

A. Encours utilisés des crédits à la fin du mois de .....	
a) Montant total des crédits établi conformément à l'annexe I .....	
b) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 1.] .....	
c) Montant des « warrants sur sucre » [article 1, a) 2.] .....	
1) Total .....	
2) (dont réescomptés à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite) .....	(.....)
d) Montant des « straight loans » [article 1, a) 3.] <sup>(1)</sup> .....	
e) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises » = a) - b) - c) 1. - d) [article 1, a) 4.] .....	
B. Réserve monétaire à constituer :	
a) Différence entre A, c) 1. et la norme de .....	
calculée comme prévu à l'article 1, b) 2. ....	<sup>(2)</sup>
b) Différence entre A, d) + A, e) et la norme de .....	
calculée comme prévu à l'article 1, b) 3. ....	<sup>(3)</sup>
c) Total [a) + b)] = réserve monétaire à constituer .....	<sup>(4)</sup>

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des éventuels « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires dont la liste figure à l'annexe II. Indiquer s'il y a lieu le montant de tels « straight loans » ci-après (P.M. « Straight loans » aux universités ou cliniques universitaires .....

<sup>(2)</sup> + signifie un dépassement. Dans le cas d'une marge disponible, indiquer zéro.

<sup>(3)</sup> + signifie un dépassement.

- signifie une marge disponible.

<sup>(4)</sup> Si ce chiffre est négatif, indiquer zéro.

**Montants des avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges  
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

[Article 6, a)]

*Montant*

*(En millions de francs)*

a) *Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes :*

Certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes à 1 an au plus .....

*diminués* du montant des certificats que la Société Nationale de  
Crédit à l'Industrie a repris d'autres établissements dans le cadre  
d'opérations de mobilisation et que ces établissements se sont  
engagés à lui racheter à une échéance conventionnelle .....

*majorés* du montant des certificats que la Société Nationale de  
Crédit à l'Industrie a cédés à d'autres établissements et qu'elle  
s'est engagée à leur racheter à une échéance conventionnelle ...

b) *Autres effets et fonds publics.....*

Le montant des fonds publics belges en francs belges émis ou  
garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui font  
partie du portefeuille « Fonds publics et participations » .....

*majoré* du montant des placements provisoires en effets publics,  
autres que les certificats de trésorerie et les certificats du Fonds  
des Rentes, et en fonds publics .....

## Montants qui seront utilisés pour les vérifications

(Article 7)

	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (Montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)
1 <sup>e</sup> vérification	31 octobre 1978	30 octobre - 3 novembre 1978	31 octobre 1978
2 <sup>e</sup> vérification	30 novembre 1978	les 5 jours qui suivront la date normale de clôture de l'emprunt du Fonds des Routes	30 novembre 1978
3 <sup>e</sup> vérification	31 décembre 1978	22 décembre - 28 décembre 1978	31 décembre 1978

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

**RECOMMANDATION**  
**A LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL**

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimée sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, corresponde à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) lorsque des tensions se sont manifestées sur le marché monétaire dans le passé — comme il s'en produit actuellement par suite des tensions sur le marché des changes — on a observé une diminution de l'importance relative des « straight loans »; ceux-ci étant devenus plus chers que les crédits de caisse « ordinaires », les entreprises qui y faisaient précédemment appel les ont

remplacés par des crédits du second type. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il faut établir les normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les autres crédits à court terme aux entreprises;

5) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

6) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation des institutions publiques de crédit,

La Banque Nationale de Belgique adresse à la Caisse Nationale de Crédit Professionnel la recommandation suivante :

#### **CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.**

##### *Article 1 :*

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, de tous les crédits à court terme accordés à leur origine par la Caisse

Nationale de Crédit Professionnel, est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en trois catégories :

1. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

2. les « straight loans » définis comme des prêts en compte d'un montant fixe, à utiliser pour un terme fixe d'un an au plus;

3. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des « crédits universitaires à court terme », définis sub a) 1. ci-avant, ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours utilisé total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis aux a) 2. et 3. ci-avant, ne peut dépasser les normes suivantes :

— à fin novembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1 p.c., et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 5,5 p.c.;

— à fin décembre 1978, le total du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1,5 p.c., et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 10 p.c.

La norme est au minimum égale au total du montant de référence défini à l'annexe III A et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré respectivement de 25 et de 50 millions à fin novembre 1978 et à fin décembre 1978.

#### *Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours utilisé effectif total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 2., donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire, pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) En outre, si un dépassement de la norme est constaté, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel doit résorber ce dépassement dans les plus brefs délais. Elle doit de surcroît fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer ses possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

*Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des crédits à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 4 :*

a) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 7 novembre 1978, les données nécessaires pour le calcul des montants de référence mentionnés à l'article III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, les données indiquées au tableau de l'annexe IV.

**CHAPITRE II. — Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

*Article 5 :*

a) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette institution est autorisée à réduire, à due concurrence, ses avoirs en effets et fonds publics dont question ci-avant.

*Article 6 :*

Pour l'application de l'article 5, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les avoirs calculés en partant des postes de la situation trimestrielle active et passive, comme il est indiqué à l'annexe V;

b) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes au cours de la période du 25 au 29 septembre 1978 inclus, augmenté du montant au 30 septembre des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le montant des engagements sous forme de dépôts, d'obligations, de bons de caisse et de bons de capitalisation.

*Article 7 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 5 ont été respectées, seront, pour le passif exigible, ceux se rapportant aux dates indiquées dans la colonne 1 de l'annexe VI et, pour les effets et fonds publics belges, le total de ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 2 et 3 de l'annexe VI.

*Article 8 :*

a) Si, lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 7 et à l'annexe VI, il apparaît que les avoirs en effets et fonds publics de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 5, cette institution devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant.

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte du manquant n'excédant pas 20 millions.

*Article 9 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 8, et qui est entre autres calculée sur la base du montant des avoirs en fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 10 :*

a) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 7 novembre 1978, le montant journalier moyen des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes pour

la période allant du 25 au 29 septembre 1978 inclus, selon la manière indiquée à l'annexe V; la Caisse Nationale de Crédit Professionnel communique, en outre, le montant au 30 septembre de son portefeuille d'effets et fonds publics autres que les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes, également de la manière indiquée à l'annexe V.

b) Au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiquées à l'article 9, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel communique à la Banque Nationale de Belgique les données visées au tableau de l'annexe VI. Le passif exigible (colonne 1) ne doit être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978. Les données des colonnes 2 et 3 doivent être présentées sous la forme de l'annexe V.

### CHAPITRE III. — Dispositions diverses.

#### *Article 11 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits à court terme accordés à leur origine  
par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits accordés à leur origine par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, et qui sont compris dans une des rubriques suivantes de la situation trimestrielle « Détail des comptes du bilan à fin de trimestre ».

*Numéro de la  
rubrique de la  
situation  
trimestrielle*

*Intitulé*

*Réalisable à court terme*

*Valeurs à recevoir à court terme*

202	Service des encaissements
203.06	Portefeuille effets à l'encaissement

*Portefeuille effets*

1.208.01	Particuliers - effets commerciaux et warrants
4.208.01	Comptoirs d'escompte - effets commerciaux
1.208.02	Particuliers - promesses C.T.
4.208.02	Comptoirs d'escompte - promesses C.T. (non réescomptable) L.T.
1.208.03	Particuliers - acceptations bancaires certifiées
1.208.04	Particuliers - acceptations bancaires non certifiées
1.208.05	Particuliers - factures (non réescomptable)

*Débiteurs en comptes courants*

215 + 217	Comptes courants gérés associations
219	Comptoirs d'escompte
227	Crédits financement impôts
601	Associations comptes courants divers
610	Fédérales outillage artisanal

*sous déduction de*

705.01	Créditeurs pour effets à l'encaissement
--------	---

## Définition des « crédits universitaires à court terme »

[Article 1, a) 1.]

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits accordés à leur origine par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

## A. Universités :

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur belge* du 17 septembre 1971.)

<i>Numéro de code auprès du Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique</i>	<i>Dénomination</i>
8.030.533	Vrije Universiteit Brussel
8.310.003	Université Libre de Bruxelles
8.180.372	Katholieke Universiteit te Leuven
8.310.002	Université Catholique de Louvain
8.397.037	Rijksuniversiteit te Gent
8.180.443	Université de l'Etat à Liège
8.280.162	Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles
8.270.318	Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel
8.120.014	Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur
8.280.305	Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen
8.397.099	Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen
(*)	Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux
8.190.046	Faculté Polytechnique de Mons
8.010.206	Universitaire Instelling Antwerpen
8.180.510	Universitair Centrum Limburg
8.190.078	Faculté Universitaire Catholique de Mons
8.190.036	Université de l'Etat à Mons

(\*) Cette institution ne dispose pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

B. Cliniques universitaires :

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Article 1, § 2, 2., publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964.)

Numéro de code auprès  
du Service « Centrale  
des Risques » de la  
Banque Nationale  
de Belgique

Dénomination

(*)	Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht
(*)	Institut Bordet à Bruxelles
(*)	Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles
(*)	Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent
(*)	Academisch Ziekenhuis VUB à Jette
(*)	Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken
(*)	Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain
8.270.243	Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain
8.180.372	Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain
(*)	Academisch Ziekenhuis à Pellenberg
(*)	Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert
(*)	Academisch Ziekenhuis à Gand
(*)	Hôpital de Bavière à Liège
(*)	Sart Tilman à Liège
(*)	Institut du Docteur G. Therasse à Mont-Godinne

(\*) Ces institutions ne disposent pas encore d'un numéro de code au Service « Centrale des Risques » de la Banque Nationale de Belgique.

**A. Montant de référence pour l'encours utilisé des « straight loans »**

[Article 1, b) 2.]

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « straight loans », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 2.

**B. Montant de référence pour l'encours utilisé  
des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

[Article 1, b) 2.]

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 3.

**Encours utilisés des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », et dépassement de la norme pour ces crédits**

Données prévues par les articles 4, a) et 4, b)

*(En millions de francs)*

- A. *Encours utilisés des crédits à la fin du mois de* .....
- a) Montant total des crédits établi conformément à l'annexe I... ..
- b) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 1.] .....
- c) Montant des « straight loans » [article 1, a) 2.] <sup>(1)</sup> .....
- d) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises »  
= a) - b) - c) [article 1, a) 3.] .....
- B. *Réserve monétaire à constituer :*
- a) Encours utilisé total des crédits soumis à une norme = A, c)  
+ A, d) .....
- b) Partie de B, a) qui est supérieure à la norme de ..... calculée comme prévu à l'article 1, b) 2. = réserve monétaire à constituer .....

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des éventuels « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires dont la liste figure à l'annexe II. Indiquer s'il y a lieu le montant de tels « straight loans » ci-après (P.M. « Straight loans » aux universités ou cliniques universitaires .....).

**Montants des avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges  
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

[Article 6, a)]

*Montants*

*(En millions de francs)*

a) *Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes :*

Montant des Certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes recensés au poste 209 « Portefeuille fonds publics » .....

*diminué* du montant des certificats que la Caisse Nationale de Crédit Professionnel a repris d'autres établissements dans le cadre d'opérations de mobilisation et que ces établissements se sont engagés à lui racheter à une échéance conventionnelle .....

*majoré* du montant des certificats que la Caisse Nationale de Crédit Professionnel a cédés à d'autres établissements et qu'elle s'est engagée à leur racheter à une échéance conventionnelle .....

.....

b) *Autres effets et fonds publics :*

Montant des autres effets et fonds publics recensés au poste 209 « Portefeuille fonds publics » .....

*majoré* des effets et fonds publics recensés au poste 321 « Investissements divers » .....

.....

**Montants qui seront utilisés pour les vérifications**

(Article 7)

	Passif exigible ( <i>colonne 1</i> )	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (Montant journalier moyen) (a) ( <i>colonne 2</i> )	Autres effets et fonds publics ( <i>colonne 3</i> )
1 <sup>o</sup> vérification	31 octobre 1978	30 octobre - 3 novembre 1978	31 octobre 1978
2 <sup>o</sup> vérification	30 novembre 1978	les 5 jours qui suivront la date normale de clôture de l'emprunt du Fonds des Routes	30 novembre 1978
3 <sup>o</sup> vérification	31 décembre 1978	22 décembre - 28 décembre 1978	31 décembre 1978

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

## RECOMMANDATION A L'INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Il n'y a pas lieu de soumettre à limitation les autres crédits, c'est-à-dire essentiellement les crédits à long terme et les crédits aux particuliers;

3) les normes pour les crédits à court terme aux entreprises doivent être fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique, ce qui peut être fait en prévoyant pour le dernier trimestre de 1978 un rythme d'expansion qui, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, correspond à la moyenne enregistrée durant la période 1974-1977, soit 15 p.c. par an. L'expansion admise de la sorte devrait, en effet, être très largement suffisante, étant donné que le rythme de hausse des prix est actuellement nettement plus faible que pendant les années précitées et que, de ce fait notamment, le rythme d'expansion des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 p.c. sur une base annuelle;

4) lorsque des tensions se sont manifestées sur le marché monétaire dans le passé — comme il s'en produit actuellement par suite des tensions sur le marché des changes — on a observé une diminution de l'importance relative des « straight loans »; ceux-ci étant devenus plus chers que les crédits de caisse

« ordinaires », les entreprises qui y faisaient précédemment appel les ont remplacés par des crédits du second type. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il faut établir les normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les « autres crédits à court terme aux entreprises »;

5) les « warrants sur froment et orge » représentent une fraction importante des crédits à court terme accordés aux entreprises par l'Institut National de Crédit Agricole et sont caractérisés par un profil saisonnier très particulier, de surcroît fortement influencé par les conditions climatiques. C'est pourquoi a été fixée pour ces warrants une norme spéciale, assortie de certaines conditions restrictives visant à empêcher tout glissement entre ces crédits spécifiques et d'autres formes de financement à court terme dont bénéficient les entreprises qui traitent le froment et l'orge;

6) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

7) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme;

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation des institutions publiques de crédit,

La Banque Nationale de Belgique adresse à l'Institut National de Crédit Agricole la recommandation suivante :

## CHAPITRE I. — Normes de l'encours utilisé des crédits.

### Article 1 :

La norme de l'encours utilisé des crédits est fixée selon le mécanisme décrit ci-après :

a) L'encours utilisé, à la fin de chacun des mois de novembre et décembre 1978, de tous les crédits à court terme accordés à leur origine par l'Institut National de Crédit Agricole, est établi de la manière indiquée à l'annexe I. Cet encours est subdivisé en quatre catégories :

1. les crédits accordés aux universités et aux cliniques universitaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II, appelés ci-après les « crédits universitaires à court terme »;

2. les « warrants sur froment et orge » pour le financement de la campagne 1978-1979;

3. les « straight loans » définis comme des prêts en compte d'un montant fixe, à utiliser pour un terme fixe d'un an au plus;

4. les autres crédits, appelés ci-après les « autres crédits à court terme aux entreprises ».

b) 1. Les encours utilisés des « crédits universitaires à court terme », définis au a) 1. ci-avant, ne sont soumis à aucune norme.

2. L'encours total utilisé des « warrants sur froment et orge » ne peut dépasser les montants suivants :

— fin novembre 1978 : 715 millions de francs belges;

— fin décembre 1978 : 715 millions de francs belges.

L'octroi de ces normes spéciales est subordonné à la condition que l'Institut National de Crédit Agricole ne consentira les crédits visés qu'à des entreprises qui se sont également adressées à lui au cours de la campagne précédente et qu'il fixera les taux pour ces crédits en fonction des taux débiteurs effectifs des banques pour les crédits d'escompte ordinaires.

3. L'encours utilisé total des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises », définis aux a) 3. et 4. ci-avant, ne peut dépasser les normes suivantes :

— fin novembre 1978 : la somme du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1,5 p.c., et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 5,5 p.c.;

— fin décembre 1978 : la somme du montant de référence défini à l'annexe III A, majoré de 1 p.c., et du montant de référence défini à l'annexe III B, majoré de 10 p.c.

La norme est au moins égale à la somme des montants de référence définis à l'annexe III A et à l'annexe III B, majorés respectivement de 25 et de 50 millions à fin novembre 1978 et à fin décembre 1978.

*Article 2 :*

a) Tout dépassement de l'encours total effectivement utilisé des « warrants sur froment et orge » par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 2., d'une part, et de la somme des encours utilisés des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises » par rapport aux normes fixées à l'article 1, b) 3., d'autre part, donnera lieu à la constitution d'une réserve monétaire, pour un montant égal au dépassement de la norme, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) Néanmoins, la réserve monétaire qui doit être constituée, en conséquence du dépassement de la norme indiquée ci-avant à l'article 1, b) 2., peut être réduite d'un montant égal à la marge éventuellement disponible par rapport à la norme indiquée ci-avant à l'article 1, b) 3.

c) En outre, s'il est constaté un dépassement qui donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire, l'Institut National de Crédit Agricole doit résorber ce dépassement dans les plus brefs délais. Il doit, de surcroît, fournir des justifications à la Banque Nationale de Belgique, qui se réserve le droit de réduire ou de supprimer ses possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

*Article 3 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 2 et qui est calculée sur base de l'encours des crédits à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 4 :*

a) L'Institut National de Crédit Agricole communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 10 novembre 1978, les données nécessaires pour le calcul des montants de référence mentionnés à l'annexe III. Ces communications auront la forme du tableau A de l'annexe IV, et porteront sur les données à la fin de chacun des mois de juillet, août et septembre 1978.

b) Au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 3, l'Institut National de Crédit Agricole communique à la Banque Nationale de Belgique les données indiquées aux tableaux de l'annexe IV.

## CHAPITRE II. — **Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

### *Article 5 :*

a) L'Institut National de Crédit Agricole maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible de l'Institut National de Crédit Agricole, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette institution maintient entre ses avoirs dont question ci-avant en effets et fonds publics et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport existant entre le montant de référence défini ci-après, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

### *Article 6 :*

Pour l'application de l'article 5, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les avoirs recensés dans le portefeuille « fonds publics », y compris les certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes;

b) montant de référence : le montant, au 30 septembre 1978, des effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le total du montant des engagements sous forme de dépôts constitués par des personnes physiques et morales (à l'exclusion de l'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture) et les caisses agréées, et sous forme de bons de caisse.

### *Article 7 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 5 ont été respectées, seront ceux se rapportant aux dates indiquées dans les colonnes 1 et 2 de l'annexe V.

### *Article 8 :*

a) Si, lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 7 et à l'annexe V, il apparaît que les avoirs en effets et fonds publics de l'Institut National de Crédit Agricole accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 5, cette institution devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant.

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte d'un manquant n'excédant pas 20 millions.

*Article 9 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 8, et qui est calculée sur la base du montant des avoirs en effets et fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 10 :*

a) L'Institut National de Crédit Agricole communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 10 novembre 1978, le montant au 30 septembre de ses avoirs en effets et fonds publics.

b) L'Institut National de Crédit Agricole communique à la Banque Nationale de Belgique au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiquées à l'article 8, les données visées au tableau de l'annexe V. Le passif exigible (colonne 1) ne doit être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978.

CHAPITRE III. — **Dispositions diverses.**

*Article 11 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

**Définition des crédits à court terme accordés à leur origine  
par l'Institut National de Crédit Agricole, visés à l'article 1, a)**

Il s'agit des encours utilisés des crédits accordés à leur origine par l'Institut National de Crédit Agricole, et qui sont recensés à la colonne 8 « Crédits aux entreprises et particuliers - Crédits à court terme », du tableau « Encours utilisé des crédits accordés à leur origine par l'I.N.C.A. aux entreprises et particuliers » qui fait partie des éléments pris en considération pour le calcul du plafond de réescompte <sup>(1)</sup>.

*Intitulé*

Avances sur produits agricoles et alimentaires (Total)

Autres prêts, effets et warrants (Total, à l'exclusion des prêts personnels et des ventes à tempérament)

Comptes-courants (Total)

Lanbokas et Scopeca : effets de commerce et financements (Total)

<sup>(1)</sup> Ces montants doivent être majorés du crédit documentaire qui, en raison d'une obligation de stockage dans le cadre de la réglementation C.E.E., sera nécessairement remplacé à son échéance par un crédit de décaissement.

**Définition des « crédits universitaires à court terme »**

(Article 1, a) 1.)

Par crédits à court terme aux universités et aux cliniques universitaires, il y a lieu d'entendre les crédits accordés à leur origine par l'Institut National de Crédit Agricole — et compris dans l'encours des crédits établi conformément à l'annexe I — aux institutions suivantes :

A. *Universités :*

(Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, titre II, chapitre I, article 25, publiée au *Moniteur Belge* du 17 septembre 1971.)

Vrije Universiteit Brussel  
Université Libre de Bruxelles  
Katholieke Universiteit te Leuven  
Université Catholique de Louvain  
Rijksuniversiteit te Gent  
Université de l'Etat à Liège  
Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles  
Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel  
Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur  
Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen  
Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen  
Faculté des Sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux  
Faculté Polytechnique de Mons  
Universitaire Instelling Antwerpen  
Universitair Centrum Limburg  
Faculté Universitaire Catholique de Mons  
Université de l'Etat à Mons

B. *Cliniques universitaires* :

(Loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Article I, § 2, 2., publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964.)

Hôpital Universitaire Erasme à Anderlecht  
Institut Bordet à Bruxelles  
Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles  
Universitaire Sint-Jozefskliniek à Herent  
Academisch Ziekenhuis V.U.B. à Jette  
Hôpital Universitaire Brugmann à Laeken  
Gasthuisberg Academisch Ziekenhuis à Louvain  
Sint-Pieter Universitaire Klinieken à Louvain  
Sint-Raphaël Academisch Ziekenhuis à Louvain  
Academisch Ziekenhuis à Pellenberg  
Saint-Luc, Cliniques Universitaires à Woluwé-Saint-Lambert  
Academisch Ziekenhuis à Gand  
Hôpital de Bavière à Liège  
Sart Tilman à Liège  
Institut du Docteur G. Therasse à Mont-Godinne

**A. Montant de référence pour l'encours utilisé des « straight loans »**

(Article 1, b) 3.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « straight loans », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 3.

**B. Montant de référence pour l'encours utilisé des « autres crédits à court terme aux entreprises »**

(Article 1, b) 3.)

Ce montant est égal à la moyenne des encours utilisés à fin juillet, août et septembre 1978 des « autres crédits à court terme aux entreprises », tels qu'ils sont définis à l'article 1, a) 4.

**Encours utilisés des « warrants sur froment et orge », des « straight loans »  
et des « autres crédits à court terme aux entreprises »,  
et dépassement de la norme pour ces crédits**

Données prévues par les articles 4, a) et 4 b)

*(En millions de francs)*

- A. *Encours utilisés des crédits à la fin du mois de* .....
- a) Montant total des crédits établi conformément à l'annexe I .....
- b) Montant des « crédits universitaires à court terme » [article 1, a) 1.] .....
- c) Montant des « warrants sur froment et orge » [article 1, a) 2.] .....
- d) Montant des « straight loans » [article 1, a) 3.] <sup>(1)</sup> .....
- e) Montant des « autres crédits à court terme aux entreprises »  
= a) - b) - c) - d) [article 1, a) 4.] .....
- B. *Réserve monétaire à constituer :*
- a) Différence entre A, c) et la norme de ..... calculée  
comme prévu à l'article 1, b) 2. .... <sup>(2)</sup>
- b) Différence entre A, d) + A, e) et la norme de ..... cal-  
culée comme prévu à l'article 1, b) 3. .... <sup>(3)</sup>
- c) Total [a) + b)] = réserve monétaire à constituer ..... <sup>(4)</sup>

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des éventuels « straight loans » aux universités ou cliniques universitaires dont la liste figure à l'annexe II. Indiquer s'il y a lieu le montant de tels « straight loans » ci-après (P.M. « Straight loans » aux universités ou cliniques universitaires .....).

<sup>(2)</sup> + signifie un dépassement. Dans le cas d'une marge disponible, indiquer zéro.

<sup>(3)</sup> + signifie un dépassement.

- signifie une marge disponible.

<sup>(4)</sup> Si ce chiffre est négatif, indiquer zéro.

**Montants qui seront utilisés pour les vérifications**

(Article 7)

	Passif exigible ( <i>colonne 1</i> )	Effets et fonds publics ( <i>colonne 2</i> )
1 <sup>o</sup> vérification	31 octobre 1978	31 octobre 1978
2 <sup>o</sup> vérification	30 novembre 1978	30 novembre 1978
3 <sup>o</sup> vérification	31 décembre 1978	31 décembre 1978

## RECOMMANDATION A L'OFFICE CENTRAL DE CREDIT HYPOTHECAIRE.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3;

Considérant que :

1) depuis quelque temps, des tensions perturbent les marchés des changes. Celles qui affectent le franc belge ne peuvent être attribuées à un déséquilibre fondamental de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : estimées sur base des transactions, les opérations courantes se sont soldées, au premier semestre de 1978, par un déficit négligeable et, d'après les données provisoires disponibles, il ne s'est pas produit, pendant les mois d'été, de détérioration autre que saisonnière. Les tensions constatées proviennent de mouvements de capitaux à court terme suscités notamment par la faiblesse actuelle du dollar et par les discussions en cours concernant la mise en place d'un système monétaire européen;

2) ces mouvements de capitaux à court terme prennent notamment la forme d'une constitution de créances commerciales sur l'étranger par les entreprises, à l'occasion d'opérations de commerce extérieur. Au cours des crises de change antérieures, une telle constitution a souvent été financée avec des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges. Il convient donc de veiller à ce que les crédits pouvant être utilisés pour ce genre de financement, c'est-à-dire, en pratique, les crédits à court terme aux entreprises établies en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Les crédits accordés par l'Office Central de Crédit Hypothécaire étant exclusivement à long terme, il n'y a pas lieu de les soumettre à limitation;

3) les interventions de la Banque sur le marché des changes provoquent un resserrement des trésoreries bancaires qui a pour effet de faire hausser les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Cette hausse est bénéfique dans les circonstances actuelles, car elle contribue à retenir en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se produirait cependant pas, ou serait en tout cas moins prononcée, si les intermédiaires financiers réduisaient leurs portefeuilles d'effets et fonds publics et forçaient ainsi la Banque à reconstituer, en augmentant ses avances au Trésor, les trésoreries dont ils disposent. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent être invités à maintenir lesdits portefeuilles au niveau qu'ils atteignaient au cours d'une période de référence récente. Une telle disposition n'est nullement destinée à conférer au Trésor une situation privilégiée sur le marché monétaire; tout au contraire, les taux d'intérêt bonifiés sur les effets publics à court terme ont été adaptés aux conditions prévalant sur ce marché;

4) la présente recommandation est conçue de manière à ne pas raréfier les fonds nécessaires au développement normal de l'économie. Si le marché des

changes se détend à la suite des ajustements qui ont été apportés le 16 octobre aux taux pivots par les pays du Serpent et que le mouvement des capitaux à court terme se renverse en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque pourra envisager de modifier ou de rapporter cette recommandation. Dans le cas contraire, celle-ci devrait, conjointement avec la majoration récente de certains taux d'escompte et d'avances de la Banque, contribuer dans une mesure non négligeable à contrecarrer les mouvements internationaux de capitaux à court terme.

Avec l'accord du Ministre des Finances

Après consultation des institutions publiques de crédit,

La Banque Nationale de Belgique adresse à l'Office Central de Crédit Hypothécaire la recommandation suivante :

#### CHAPITRE I. — **Maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics.**

##### *Article 1 :*

a) L'Office Central de Crédit Hypothécaire maintient un montant total d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal au montant de référence défini ci-après.

b) Si le passif exigible de l'Office Central de Crédit Hypothécaire, tel qu'il est défini ci-après, diminue par rapport à son montant au 30 septembre 1978, cette institution maintient entre ses avoirs dont question ci-avant en effets et fonds publics et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport existant entre le montant de référence défini ci-après, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

##### *Article 2 :*

Pour l'application de l'article 1, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les avoirs recensés dans le portefeuille-titres (y compris les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes) à l'exclusion des actions émises par la Société Nationale d'Investissement;

b) montant de référence : le montant, au 30 septembre 1978, des effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus;

c) passif exigible : le total du montant des engagements sous la forme de dépôts, d'obligations et de bons de caisse.

*Article 3 :*

Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si les dispositions de l'article 1 ont été respectées, seront ceux se rapportant aux dates indiquées dans les colonnes 1 et 2 de l'annexe I.

*Article 4 :*

a) Si, lors d'une vérification, effectuée conformément à l'article 3 et à l'annexe I, il apparaît que les avoirs en effets et fonds publics de l'Office Central de Crédit Hypothécaire accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 1, cette institution devra constituer auprès de la Banque Nationale de Belgique, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant.

b) Lors de la vérification, il ne sera pas tenu compte d'un manquant n'excédant pas 20 millions.

*Article 5 :*

La réserve qui doit être formée en vertu de l'article 4, et qui est calculée sur la base du montant des avoirs en effets et fonds publics à la fin d'un mois, est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période visée par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

*Article 6 :*

a) L'Office Central de Crédit Hypothécaire communique à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le 31 octobre 1978, le montant au 30 septembre de ses avoirs en effets et fonds publics.

b) L'Office Central de Crédit Hypothécaire communique à la Banque Nationale de Belgique au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve, indiquées à l'article 5, les données visées au tableau de l'annexe I. Le passif exigible (colonne 1) ne doit être communiqué que s'il a diminué par rapport au 30 septembre 1978.

*Article 7 :*

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1978.

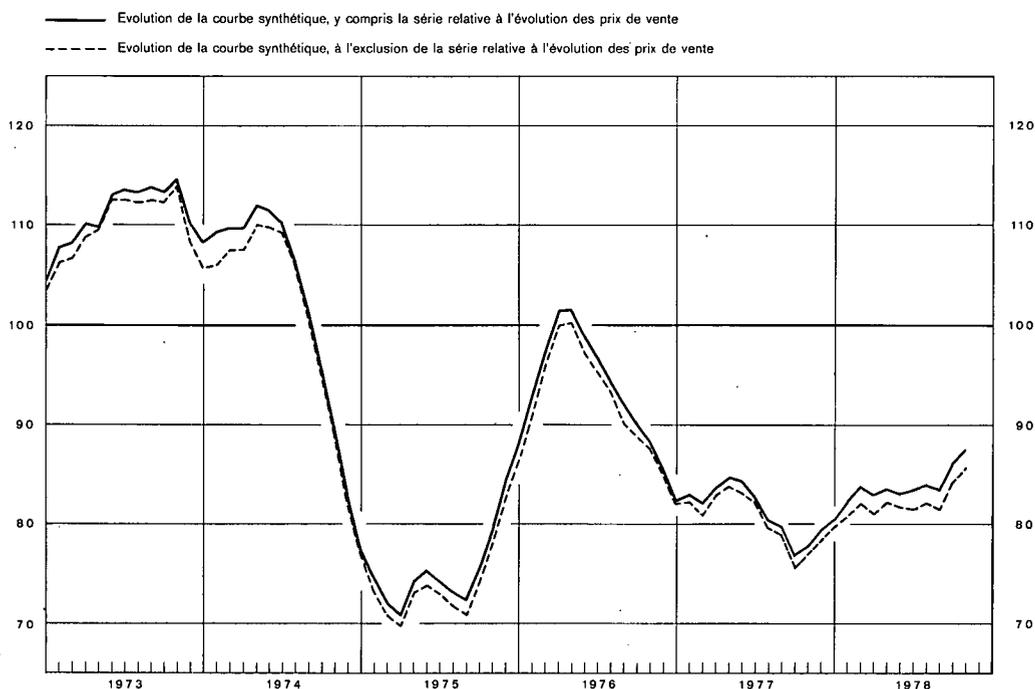
**Montants qui seront utilisés pour les vérifications**

(Article 3)

	Passif exigible ( <i>colonne 1</i> )	Effets et fonds publics ( <i>colonne 2</i> )
1 <sup>o</sup> vérification	31 octobre 1978	31 octobre 1978
2 <sup>o</sup> vérification	30 novembre 1978	30 novembre 1978
3 <sup>o</sup> vérification	31 décembre 1978	31 décembre 1978

# COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS D'OCTOBRE 1978



## Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur concernant l'évolution des prix a augmenté en octobre 1978 de 1,27 point; elle a atteint ainsi 87,58 points contre 86,31 points en septembre.

Cette augmentation résulte d'une amélioration de quelques indicateurs relatifs au climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière et le commerce de gros; dans l'industrie de la construction, par contre, on constate un recul de l'indicateur relatif aux perspectives.

La valeur chiffrée de la courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur des prix (trait interrompu) a progressé légèrement plus (de 84,37 à 85,79 points).

**STATISTIQUES**

**LEGISLATION ECONOMIQUE**

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES  
ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
INTERESSANT LA BELGIQUE**

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>		<b>IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.</b>	
1. Population .....	I - 1	1. Chiffres annuels .....	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2	2. Soldes trimestriels .....	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité .....	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 4
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a	5. Exportations et importations .....	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970 .....	I - 4b	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations .....	IX - 6
<b>II. — Emploi et chômage.</b>		<b>X. — Marché des changes.</b>	
Demandes et offres d'emploi .....	II	1. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur les rétrécissement des marges .....	X - 1
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>		2. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
1. Production agricole .....	III - 1	a) Chiffres annuels .....	X - 2a
2. Pêche maritime .....	III - 2	b) Chiffres trimestriels et mensuels .....	X - 2b
<b>IV. — Industrie.</b>		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles .....	X - 3
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture .....	IV - 0	4. Cours de change effectifs .....	X - 4
1. Indices de la production industrielle .....	IV - 1	<b>XI. — Finances publiques.</b>	
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur .....	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1
3. Energie .....	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement .....	XI - 2
4. Métallurgie .....	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture .....	XI - 3
5. Construction .....	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile) .....	XI - 4
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5
<b>V. — Services.</b>		<b>XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>	
1. Transports :		1. Encours des créances et des dettes :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena .....	V - 1a	a) au 31 décembre 1975 .....	XII - 1a
b) Navigation maritime .....	V - 1b	b) au 31 décembre 1976 .....	XII - 1b
c) Navigation intérieure .....	V - 1c	2. Mouvements des créances et des dettes en 1976 .....	XII - 2
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique .....	V - 2	3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
3. Commerce intérieur :		a) au 31 décembre 1975 .....	XII - 3a
a) Indices des ventes .....	V - 3a	b) au 31 décembre 1976 .....	XII - 3b
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b	4. Mouvements des créances et des dettes en 1976 (totaux sectoriels) .....	XII - 4
4. Activité des chambres de compensation .....	V - 4	<b>XIII. — Organismes principalement monétaires.</b>	
<b>VI. — Revenus.</b>		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires .....	XIII - 1
1. Rémunérations des travailleurs .....	VI - 1	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie .....	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 2a
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie .....	VI - 3	b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b
<b>VII. — Indices des prix.</b>		c) Banques de dépôts .....	XIII - 2c
1. Indices des prix mondiaux .....	VII - 1	d) Ensemble des organismes principalement monétaires .....	XIII - 2d
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit .....	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires .....	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3	4. Stock monétaire :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		a) Auprès des organismes principalement monétaires .....	XIII - 4a
a) Base 1971 = 100 et base 2 <sup>e</sup> semestre 1974 - 1 <sup>er</sup> semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes) .....	VII - 4a	b) Total .....	XIII - 4b
b) Base 2 <sup>e</sup> semestre 1974 - 1 <sup>er</sup> semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes) .....	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets :	
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>		a) des organismes principalement monétaires .....	XIII - 5a
1. Tableau général .....	VIII - 1	b) de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 5b
2. Exportations selon la nature des produits .....	VIII - 2	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
3. Importations selon l'usage des produits .....	VIII - 3	— Destination économique apparente .....	XIII - 6
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a	— Forme et localisation .....	XIII - 7
b) Indices du volume .....	VIII - 4b	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 8
5. Orientation géographique .....	VIII - 5		

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger .....	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique ..... Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 11
12. Situation globale des banques .....	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	XIII - 13

**XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.**

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages .....	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne .....	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie .....	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées .....	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique .....	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 9

**XV. — Actifs financiers.**

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers .....	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers .....	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations) .....	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours) .....	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an .....	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations .....	XV - 5a
b) Encours .....	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays .....	XV - 6

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à plus d'un an .....	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public .....	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle .....	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds .....	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs .....	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs .....	XVI - 4b

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.**

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement .....	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels .....	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés .....	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges .....	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires .....	XVII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la C.G.E.R., la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) .....	XVII - 8a.
b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence) .....	XVII - 8b.

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour .....	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires .....	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique .....	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1a
b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour .....	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite .....	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit .....	XIX - 8

**XX. — Banques d'émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	XX - 1
2. Banque de France .....	XX - 2
3. Bank of England .....	XX - 3
4. Federal Reserve Banks .....	XX - 4
5. Nederlandsche Bank .....	XX - 5
6. Banca d'Italia .....	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank .....	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse .....	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux .....	XX - 9

**Graphiques.**

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses .....	I - 4
Demandes et offres d'emploi .....	II
Enquêtes sur la conjoncture .....	IV - 0
Indices de la production industrielle .....	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée .....	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique .....	VII-4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ....	VIII
Recettes fiscales par année civile .....	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires .....	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	XIII - 13
C.G.E.R. — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements .....	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant .....	XVII - 1

## PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>CGER</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>DULBEA</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agriculture Organization.
<b>F.E.B.</b>	Fédération des Entreprises de Belgique.
<b>F.E.C.O.M.</b>	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
<b>I.N.C.A.</b>	Institut National de Crédit Agricole.
<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
<b>IRES</b>	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
<b>O.C.C.H.</b>	Office Central de Crédit Hypothécaire.
<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
<b>O.N.D.</b>	Office National du Dueroire.
<b>ONEM</b>	Office National de l'Emploi.
<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>R.T.B.</b>	Radiodiffusion-Télévision Belge.
<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer belges.
<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>S.N.L.</b>	Société Nationale du Logement.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

## SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

### **COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES**

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, X-4, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	(à fin d'année)							
Population totale .....	9.651 <sup>3</sup>	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823	9.836
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans) .....	6.081 <sup>3</sup>	6.116	6.151	6.183	6.234	6.283	6.327	
dont : Hommes .....	3.028 <sup>3</sup>	3.049	3.069	3.088	3.119	3.148	3.172	
Femmes .....	3.053 <sup>3</sup>	3.067	3.082	3.095	3.115	3.135	3.155	
	(estimations à fin juin)							
Population active <sup>1</sup> .....	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940	3.966
dont : Agriculture .....	173	162	151	144	139	136	128	122
Industries extractives et manufacturières .....	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119	1.078
Bâtiments et construction .....	298	299	287	285	292	293	297	298
Transports .....	237	245	252	260	266	268	265	265
Commerce, banques, assurances et services .....	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866	1.906
Chômeurs complets <sup>2</sup> .....	69	67	84	87	94	168	224	257
Ouvriers frontaliers .....	55	53	52	51	49	44	41	40

<sup>1</sup> Non compris les forces armées.

<sup>2</sup> Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

<sup>3</sup> Population recensée.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>A. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :</b>								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	368,1	418,7	468,4	543,0	660,3	762,4	845,4	927,7
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	22,4	23,6	24,9	29,9	32,3	35,8	38,7	41,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	187,5	214,7	233,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	139,3	159,9	189,6	213,5	255,8	313,2	357,9	393,1
5. Corrections et compléments	25,9	28,5	33,0	36,4	43,4	40,8	52,5	59,8
Ajustement statistique	- 4,5	- 5,4	1,6	1,3	1,5	-16,6	4,1	- 4,4
<b>Total ...</b>	<b>635,6</b>	<b>722,9</b>	<b>831,6</b>	<b>956,2</b>	<b>1.150,0</b>	<b>1.323,1</b>	<b>1.513,3</b>	<b>1.651,6</b>
<b>B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :</b>								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup>	29,6	32,4	46,0	49,7	41,3	46,6	54,8	44,8
2. Professions libérales <sup>1</sup>	32,3	34,9	40,0	46,2	53,1	61,8	70,9	78,7
3. Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup>	139,5	141,6	148,5	159,6	171,9	186,6	204,3	225,5
4. Revenu des sociétés de personnes <sup>2</sup>	10,8	10,7	11,9	14,1	15,2	12,7	14,5	15,1
Ajustement statistique	- 1,5	- 1,6	0,5	0,3	0,4	- 3,8	0,9	- 1,0
<b>Total ...</b>	<b>210,7</b>	<b>218,0</b>	<b>246,9</b>	<b>269,9</b>	<b>281,9</b>	<b>303,9</b>	<b>345,4</b>	<b>363,1</b>
<b>C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :</b>								
1. Intérêts	60,9	67,5	73,6	87,6	116,5	130,7	156,4	178,1
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	44,1	44,1	45,2	46,5	51,8	60,2	61,2	70,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	36,6	41,1	43,2	50,2	63,5	61,5	69,3	73,8
<b>Total ...</b>	<b>141,6</b>	<b>152,7</b>	<b>162,0</b>	<b>184,3</b>	<b>231,8</b>	<b>252,4</b>	<b>286,9</b>	<b>322,1</b>
<b>D. Bénéfices non distribués des sociétés <sup>2</sup></b>	<b>31,2</b>	<b>25,3</b>	<b>34,6</b>	<b>47,2</b>	<b>44,9</b>	<b>14,9</b>	<b>32,7</b>	<b>29,6</b>
<b>E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques</b>	<b>30,9</b>	<b>36,3</b>	<b>41,6</b>	<b>54,6</b>	<b>64,4</b>	<b>70,1</b>	<b>72,7</b>	<b>76,4</b>
<b>F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :</b>								
1. Loyers imputés	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	-12,7	-14,2
<b>Total ...</b>	<b>12,1</b>	<b>8,4</b>	<b>3,8</b>	<b>1,5</b>	<b>6,0</b>	<b>6,6</b>	<b>3,1</b>	<b>5,2</b>
<b>G. Intérêts de la dette publique</b>	<b>-43,1</b>	<b>-46,4</b>	<b>-51,8</b>	<b>-59,2</b>	<b>-73,2</b>	<b>-82,5</b>	<b>-98,2</b>	<b>-119,3</b>
<b>Revenu national net au coût des facteurs</b>	<b>1.019,0</b>	<b>1.117,2</b>	<b>1.268,7</b>	<b>1.454,5</b>	<b>1.705,8</b>	<b>1.888,5</b>	<b>2.155,9</b>	<b>2.328,7</b>
<b>H. Amortissements</b>	<b>124,6</b>	<b>138,7</b>	<b>150,5</b>	<b>163,5</b>	<b>195,2</b>	<b>214,2</b>	<b>232,3</b>	<b>252,6</b>
<b>Revenu national brut au coût des facteurs</b>	<b>1.143,6</b>	<b>1.255,9</b>	<b>1.419,2</b>	<b>1.618,0</b>	<b>1.901,0</b>	<b>2.102,7</b>	<b>2.388,2</b>	<b>2.581,3</b>
<b>I. Impôts indirects</b>	<b>165,2</b>	<b>177,2</b>	<b>185,4</b>	<b>206,4</b>	<b>240,5</b>	<b>260,9</b>	<b>308,1</b>	<b>335,0</b>
<b>J. Subventions</b>	<b>-17,0</b>	<b>-17,5</b>	<b>-20,4</b>	<b>-25,4</b>	<b>-25,0</b>	<b>-27,5</b>	<b>-35,6</b>	<b>-39,3</b>
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>1.291,8</b>	<b>1.415,6</b>	<b>1.584,2</b>	<b>1.799,0</b>	<b>2.116,5</b>	<b>2.336,1</b>	<b>2.660,7</b>	<b>2.877,0</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.

<sup>2</sup> Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE,  
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

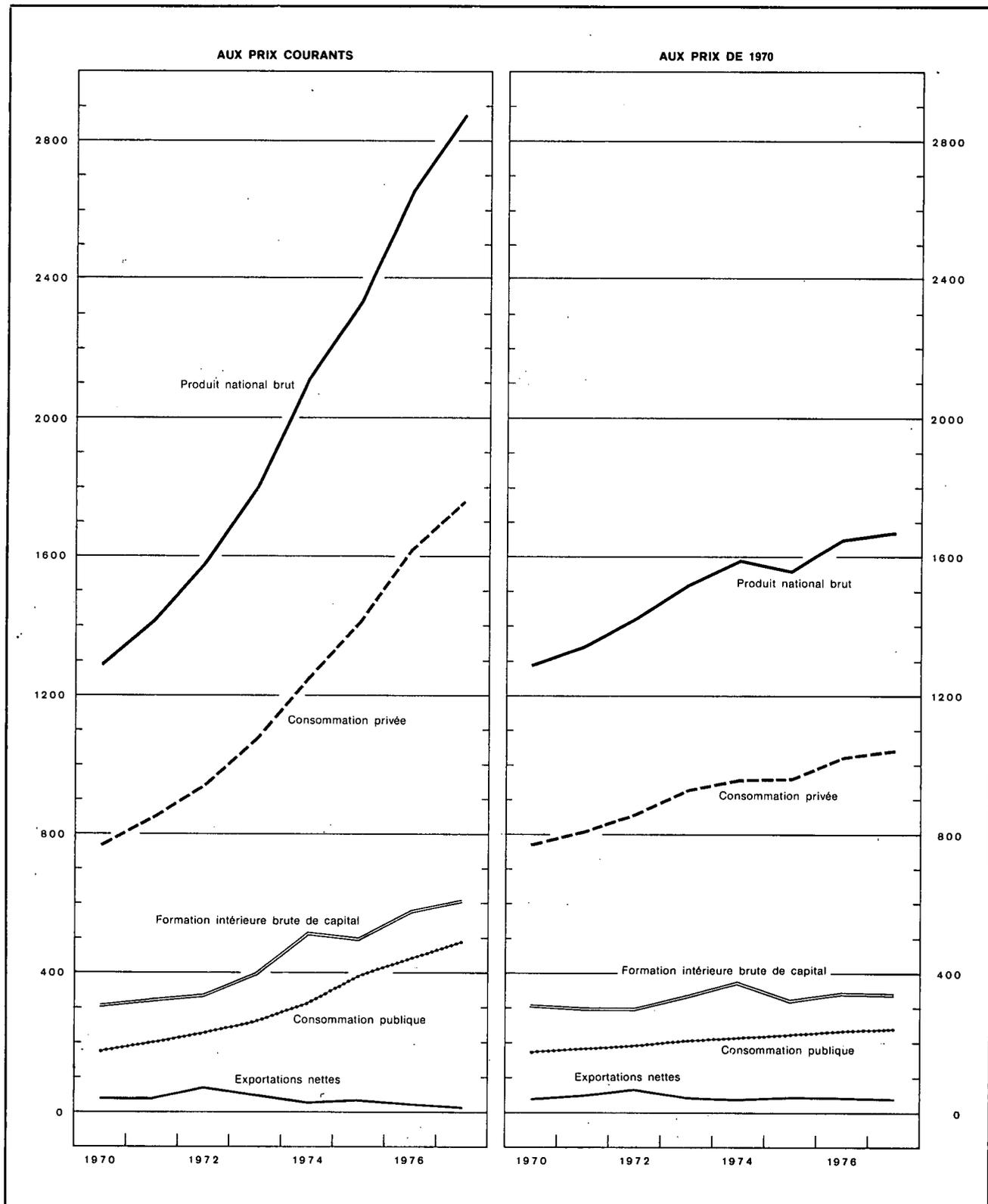
Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	46,0	49,3	63,5	69,1	61,8	68,0	75,8	69,2
2. Industries extractives .....	12,0	13,5	13,1	11,7	15,6	18,6	17,7	17,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	75,7	79,5	88,1	95,4	108,9	122,0	135,9	144,2
b) Textiles .....	27,6	29,2	32,2	34,5	36,5	32,8	41,3	36,9
c) Vêtements et chaussures .....	16,5	17,9	20,8	20,5	23,9	24,0	24,7	24,3
d) Bois et meubles .....	18,1	19,8	23,2	26,3	29,3	29,4	35,3	37,4
e) Papier, impression, édition .....	20,6	22,3	23,8	27,6	34,9	35,6	35,9	35,9
f) Industrie chimique et activités connexes .....	38,8	42,6	48,5	54,1	69,8	62,6	71,0	77,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	21,2	22,0	24,1	27,4	30,2	29,1	38,1	46,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	43,4	35,4	38,8	56,2	77,7	37,4	49,7	47,6
i) Fabrications métalliques et con- structions navales .....	110,7	116,3	129,4	147,0	168,6	180,0	202,7	206,3
j) Industries non dénommées ailleurs	38,9	39,9	46,8	55,2	66,3	74,0	89,4	100,2
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>411,5</i>	<i>424,9</i>	<i>475,7</i>	<i>544,2</i>	<i>646,1</i>	<i>626,9</i>	<i>724,0</i>	<i>756,9</i>
4. Construction .....	88,6	95,1	102,2	118,6	147,3	166,4	195,0	215,0
5. Electricité, gaz et eau .....	29,4	36,0	40,0	44,7	52,2	69,7	78,2	81,4
6. Commerce, banques, assurances, im- meubles d'habitation :								
a) Commerce .....	222,9	264,4	286,8	324,0	382,6	414,7	482,0	512,6
b) Services financiers et assurances	41,1	44,0	52,5	63,9	75,4	86,5	107,4	117,8
c) Immeubles d'habitation .....	61,3	64,2	68,8	73,9	85,8	101,3	108,9	123,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>325,3</i>	<i>372,6</i>	<i>408,1</i>	<i>461,8</i>	<i>543,8</i>	<i>602,5</i>	<i>698,3</i>	<i>754,2</i>
7. Transports et communications .....	92,6	105,2	119,5	137,6	173,5	186,3	213,3	233,2
8. Services .....	285,0	323,4	371,6	430,5	500,8	594,8	681,6	764,3
9. Correction pour investissements par moyens propres .....	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,4	4,1	3,9
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers .....	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-26,6	-35,4	-38,6
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital .....	—	-10,2	-14,1	-20,7	-26,1	-26,5	-27,7	-28,1
Ajustement statistique .....	- 0,7	3,1	- 0,5	- 1,1	- 3,9	21,0	- 3,2	9,7
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1.280,9</b>	<b>1.403,3</b>	<b>1.566,8</b>	<b>1.780,7</b>	<b>2.092,0</b>	<b>2.305,5</b>	<b>2.621,7</b>	<b>2.838,8</b>
12. Paiements nets de revenus aux fac- teurs de production dus par le reste du monde .....	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6	39,0	38,2
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>1.291,8</b>	<b>1.415,6</b>	<b>1.584,2</b>	<b>1.799,0</b>	<b>2.116,5</b>	<b>2.336,1</b>	<b>2.660,7</b>	<b>2.877,0</b>

### I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



## I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>A. Consommation privée :</b>								
1. Produits alimentaires .....	185,4	194,2	210,8	231,3	264,4	291,1	333,3	347,3
2. Boissons .....	40,9	45,2	51,0	59,5	62,2	70,1	75,0	79,5
3. Tabac .....	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4	31,6
4. Vêtements et effets personnels ...	65,8	74,4	82,7	92,3	108,5	113,9	131,0	138,7
5. Loyers, taxes, eau .....	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4	148,9	168,7
6. Chauffage et éclairage .....	39,5	41,4	46,5	52,5	64,8	80,9	88,7	94,8
7. Articles ménagers durables .....	72,1	87,4	97,9	119,9	145,7	148,0	173,7	186,9
8. Entretien de la maison .....	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	62,3	70,3	78,6
9. Soins personnels et hygiène .....	60,4	68,2	79,7	95,9	113,7	139,3	160,4	181,2
10. Transports .....	73,9	80,9	95,5	108,0	125,6	150,1	177,7	195,5
11. Communications : P.T.T. ....	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3	14,6
12. Loisirs .....	66,0	74,9	84,8	96,2	107,9	121,0	137,9	156,1
13. Enseignement et recherches .....	1,7	1,8	2,0	2,1	2,6	3,2	3,4	3,7
14. Services financiers .....	20,0	21,5	26,5	33,2	38,7	42,2	55,3	61,1
15. Services divers .....	5,2	6,0	7,0	8,3	9,6	10,4	12,9	14,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1	55,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4	- 44,4
Ajustement statistique .....	2,0	2,8	- 1,1	- 0,4	1,4	- 0,4	- 1,4	- 3,2
<b>Total ...</b>	<b>769,0</b>	<b>848,1</b>	<b>945,8</b>	<b>1.082,4</b>	<b>1.255,9</b>	<b>1.414,1</b>	<b>1.618,5</b>	<b>1.760,9</b>
<b>B. Consommation publique :</b>								
1. Rémunérations et pensions .....	125,1	142,4	167,9	193,9	232,2	283,2	323,4	357,1
2. Achats courants de biens et services	40,3	48,1	51,9	55,8	63,7	82,5	92,1	103,5
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4
4. Loyer payé .....	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,4	2,5	2,9
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5	4,1	5,0
6. Amortissement mobilier et matériel	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4	2,6
<b>Total ...</b>	<b>175,3</b>	<b>201,8</b>	<b>232,3</b>	<b>263,4</b>	<b>313,2</b>	<b>387,1</b>	<b>440,3</b>	<b>490,5</b>
<b>C. Formation intérieure brute de capital :</b>								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	7,5	6,1	8,3	10,8	12,9	12,2	14,3	15,5
2. Industries extractives .....	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	1,8	2,0
3. Industries manufacturières .....	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	106,4	93,5	85,0
4. Construction .....	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	7,9	11,1	11,5
5. Electricité, gaz et eau .....	15,7	19,6	23,7	19,4	23,4	35,7	33,7	35,2
6. Commerce, banques, assurances ...	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	49,5	56,4	63,1
7. Immeubles d'habitation .....	71,8	61,8	68,9	94,6	130,5	144,8	184,7	200,9
8. Transports et communications ...	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	56,7	57,6	61,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	79,1	92,5	98,2
10. Autres services .....	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9	29,9
11. Variations de stocks .....	19,6	18,5	10,0	25,1	46,3	- 12,8	9,8	8,7
Ajustement statistique .....	0,8	1,1	- 0,4	- 0,1	0,6	- 0,2	- 0,5	- 1,1
<b>Total ...</b>	<b>307,5</b>	<b>325,4</b>	<b>338,4</b>	<b>399,7</b>	<b>515,7</b>	<b>500,0</b>	<b>578,8</b>	<b>610,4</b>
<b>D. Exportations nettes de biens et services :</b>								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde .....	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4	181,3	201,6
2. Exportations de biens et services .	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.248,8	1.336,3
Exportations totales ...	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.238,6	1.430,1	1.537,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde .....	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8	142,3	163,4
4. Importations de biens et services .	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.264,7	1.359,3
Importations totales ...	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,9	1.407,0	1.522,7
Exportations nettes ...	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 34,7	+ 23,1	+ 15,2
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>1.291,8</b>	<b>1.415,6</b>	<b>1.584,2</b>	<b>1.799,0</b>	<b>2.116,5</b>	<b>2.336,1</b>	<b>2.660,7</b>	<b>2.877,0</b>

## I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>A. Consommation privée :</b>								
1. Produits alimentaires .....	100	102	104	106	110	108	111	110
2. Boissons .....	100	106	113	124	122	129	131	133
3. Tabac .....	100	104	108	112	111	105	104	100
4. Vêtements et effets personnels ...	100	108	115	120	127	123	133	132
5. Loyers, taxes, eau .....	100	103	106	109	111	114	117	120
6. Chauffage et éclairage .....	100	100	115	127	126	137	144	150
7. Articles ménagers durables .....	100	113	122	143	159	151	170	176
8. Entretien de la maison .....	100	103	105	110	113	111	117	122
9. Soins personnels et hygiène .....	100	108	117	132	140	151	159	168
10. Transports .....	100	101	113	118	122	131	140	147
11. Communications : P.T.T. ....	100	105	108	111	115	113	123	129
12. Loisirs .....	100	105	110	118	122	126	134	136
13. Enseignement et recherches .....	100	103	105	108	111	113	116	119
14. Services financiers .....	100	104	123	143	145	138	154	161
15. Services divers .....	100	111	124	138	141	139	158	167
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	106	111	137	142	153	151	157
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique .....	100	97	96	116	122	132	127	136
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>112</i>	<i>121</i>	<i>125</i>	<i>126</i>	<i>133</i>	<i>136</i>
<b>B. Consommation publique :</b>								
1. Rémunérations et pensions .....	100	104	112	119	124	126	132	134
2. Achats courants de biens et services	100	109	112	112	111	128	134	143
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; amor-								
tissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central .....	100	110	116	121	134	144	158	173
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>117</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>134</i>	<i>139</i>
<b>C. Formation intérieure brute de capital :</b>								
1. Agriculture, sylviculture et pêche ..	100	74	95	114	121	106	119	123
2. Industries extractives .....	100	110	117	93	88	70	60	62
3. Industries manufacturières .....	100	98	91	97	116	105	88	77
4. Construction .....	100	68	70	89	79	69	92	91
5. Electricité, gaz et eau .....	100	116	136	106	108	150	133	132
6. Commerce, banques, assurances ...	100	118	124	138	139	126	134	141
7. Immeubles d'habitation .....	100	79	83	103	120	115	133	134
8. Transports et communications ...	100	110	119	138	133	150	144	147
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de								
l'enseignement) .....	100	114	119	99	90	95	102	99
10. Enseignement .....	100	101	104	102	108	123	132	141
11. Autres services .....	100	114	116	126	154	135	160	185
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>98</i>	<i>98</i>	<i>110</i>	<i>122</i>	<i>105</i>	<i>113</i>	<i>112</i>
<b>D. Exportations nettes de biens et services :</b>								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde .....	100	108	113	150	236	214	209	216
2. Exportations de biens et services ..	100	106	117	134	143	130	143	148
Exportations totales ...	100	107	117	136	151	138	149	154
3. Revenus des facteurs versés au								
reste du monde .....	100	108	105	152	253	221	205	220
4. Importations de biens et services ..	100	105	114	136	146	132	147	153
Importations totales ...	100	105	113	137	154	139	152	158
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>100,0</b>	<b>104,2</b>	<b>110,4</b>	<b>117,5</b>	<b>123,2</b>	<b>120,8</b>	<b>127,8</b>	<b>129,4</b>

### Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service de Conjoncture (IRES). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi <sup>1</sup>									Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues <sup>2</sup>	insatisfaites <sup>1</sup>
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1970 .....	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	4,0	1,5	2,7	2,4	17,8	23,9
1971 .....	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972 .....	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973 .....	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974 .....	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975 .....	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976 .....	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977 .....	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	67,9	98,9	56,8	223,6	17,3	49,7	5,4	7,1	5,3	9,6	4,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	83,1	107,0	57,5	247,6	17,3	22,9	6,0	7,7	6,0	10,2	3,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	86,5	115,4	58,4	260,3	17,8	7,4	6,2	6,5	5,5	13,3	3,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	76,7	116,3	57,2	250,2	21,1	7,0	6,4	5,6	5,3	13,2	3,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	79,2	123,0	57,2	259,4	22,9	52,1	7,0	8,1	6,1	9,3	3,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	97,1	133,0	57,1	287,2	24,1	26,1	8,0	9,0	7,1	10,0	2,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	98,1	139,5	53,9	291,5	25,2	10,2	8,3	8,0	7,1	11,8	3,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	85,3	139,0	49,6	273,9	28,8	9,6	8,7	7,1	7,0	14,6	3,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	82,7	140,5	47,4	270,6	30,6	54,7	8,9	9,4	7,6	13,2	5,0
1977 Octobre .....	86,6	129,2	56,8	272,6	23,9	41,2	8,0	9,3	7,1	11,6	2,8
Novembre .....	101,2	134,0	57,5	292,7	24,3	22,7	8,1	9,2	7,2	9,4	2,8
Décembre .....	103,4	135,8	57,2	296,4	24,2	14,3	7,9	8,6	7,0	9,2	2,7
1978 Janvier .....	102,7	139,7	57,0	299,4	24,2	11,5	8,2	8,3	7,1	11,2	3,0
Février .....	98,0	139,5	53,4	290,9	24,9	10,1	8,3	8,2	7,2	10,1	3,2
Mars .....	93,5	139,2	51,4	284,1	26,4	9,0	8,4	7,5	7,0	14,1	3,0
Avril .....	89,6	139,9	50,8	280,3	27,6	8,4	8,7	7,2	7,0	11,8	3,1
Mai .....	86,7	140,3	49,7	276,7	28,9	8,1	8,8	7,0	7,1	14,4	3,7
Juin .....	79,7	136,6	48,4	264,7	29,9	12,3	8,6	7,0	6,9	17,5	4,5
Juillet .....	83,5	140,9	48,3	272,7	30,3	47,1	8,7	8,5	7,0	10,3	4,5
Août .....	82,9	140,5	47,1	270,5	30,7	59,0	8,6	9,5	7,6	12,9	4,9
Septembre .....	81,8	140,2	46,6	268,6	30,7	58,0	9,4	10,4	8,2	16,3	5,6
Octobre .....	90,3	142,7	46,9	279,9	30,8	44,1	9,9	10,6	8,7	16,1	4,7

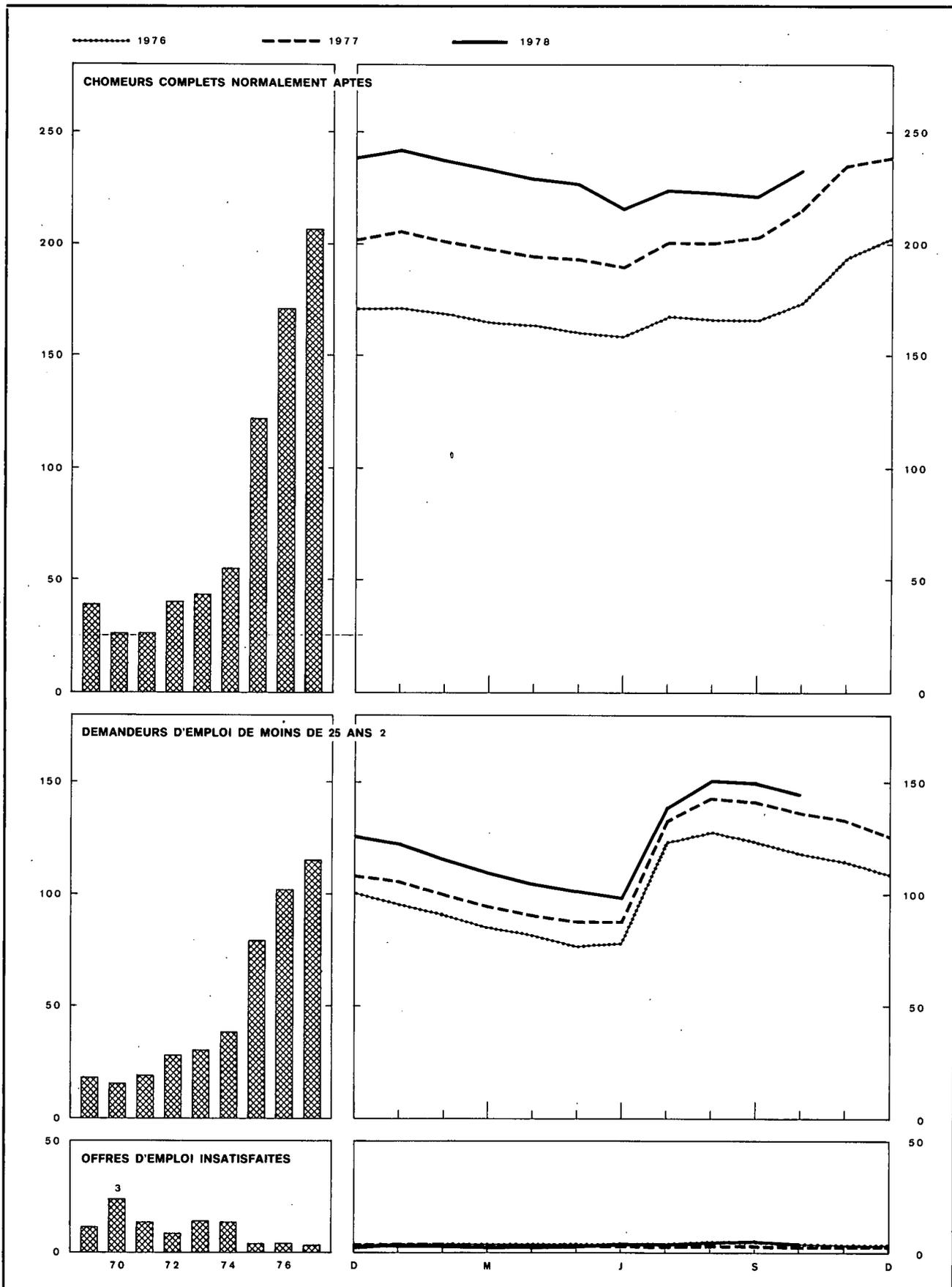
<sup>1</sup> Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

## II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI <sup>1</sup>

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



<sup>1</sup> Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Service de Conjon-*

<sup>3</sup> Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

*ture (IRES).* — *Informations statistiques (C.E.C.A.).* — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>Superficie agricole utilisée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)								
Froment .....	181	193	204	193	190	176	195	177
Autres céréales panifiables .....	26	32	30	25	22	15	24	26
Céréales non panifiables .....	255	232	228	230	224	210	202	204
Betteraves sucrières .....	90	93	101	104	105	120	96	94
Autres plantes industrielles .....	11	16	11	11	12	13	13	13
Pommes de terre .....	46	42	37	43	40	36	38	41
Autres plantes et racines tuberculifères ..	34	31	28	27	27	27	25	23
Prés et prairies .....	795	782	768	761	752	742	735	728
Cultures maraîchères .....	25	25	24	27	29	30	27	29
Cultures fruitières .....	20	19	18	17	16	16	15	13
Divers .....	57	64	72	72	80	95	99	111
<b>Total ...</b>	<b>1.540</b>	<b>1.529</b>	<b>1.521</b>	<b>1.510</b>	<b>1.497</b>	<b>1.480</b>	<b>1.469</b>	<b>1.459</b>
<b>Production végétale <sup>2</sup></b> (milliers de tonnes)								
Froment .....	708	878	916	976	1.004	677	891	742
Avoine .....	194	278	244	246	222	228	129	115
Orge .....	525	588	637	716	699	426	610	676
Autres céréales .....	123	168	149	156	142	123	128	144
Betteraves sucrières .....	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	4.343
Pommes de terre .....	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	714	1.370
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)								
Vaches laitières .....	995	967	964	1.000	1.005	994	989	982
Autres bovidés .....	1.892	1.873	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	2.005
Porcs .....	3.728	3.912	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.886
<b>Production animale</b>								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	2.355	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663
Abattages (poids net de la viande - mil- liers de tonnes) .....	695	729	753	798	884	848	837	842

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

<sup>2</sup> Estimations sur base des rendements à l'hectare.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Flotte de pêche <sup>1</sup> (tonnage brut) .....	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0
Produits de la pêche débarqués en Bel- gique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés .....	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3	1,5	0,1
Poissons ronds .....	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8	17,9	19,5
Poissons plats .....	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2	8,5	9,1
Autres .....	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3	3,0	2,7
Crustacés et mollusques .....	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7

<sup>1</sup> Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

## IV. — INDUSTRIE

### IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

#### RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE \*

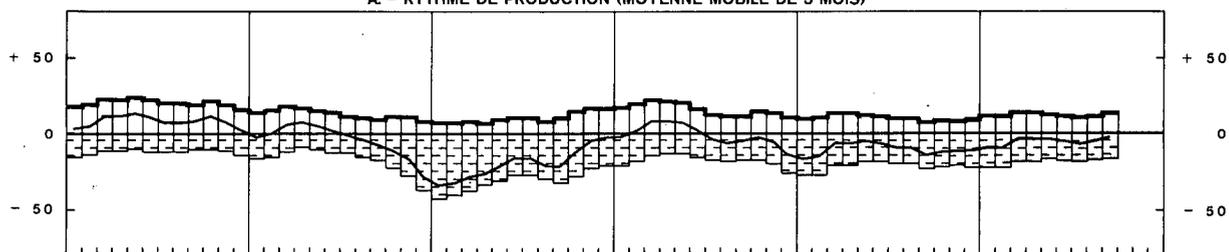


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C

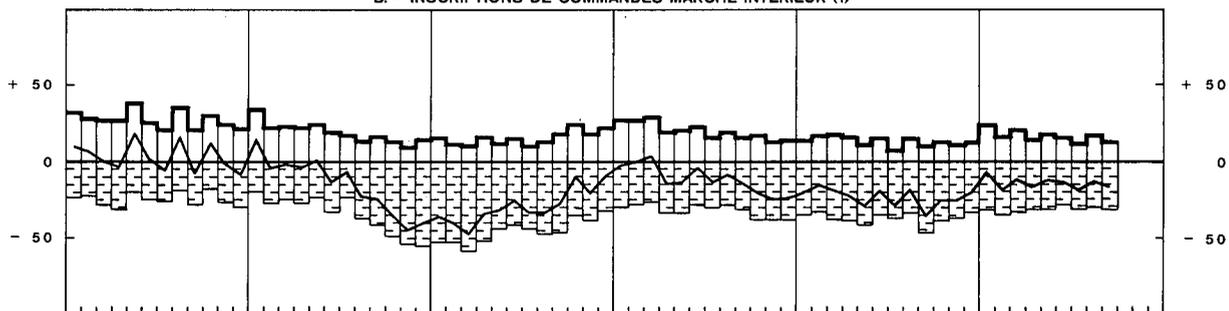
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C

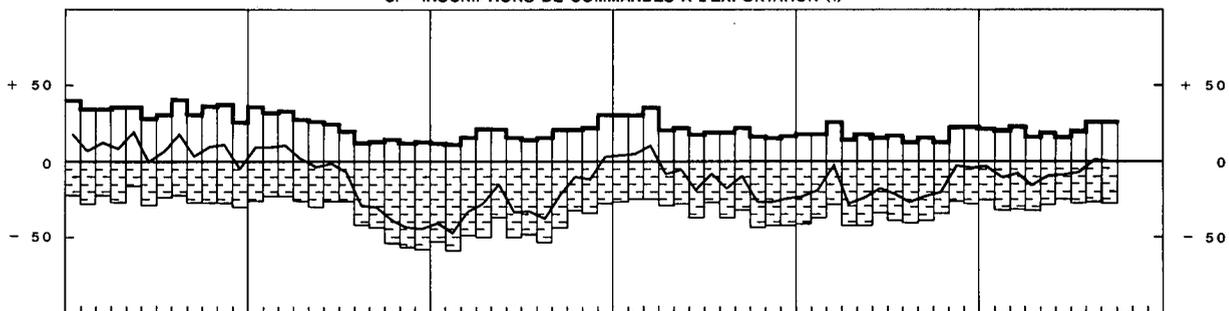
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



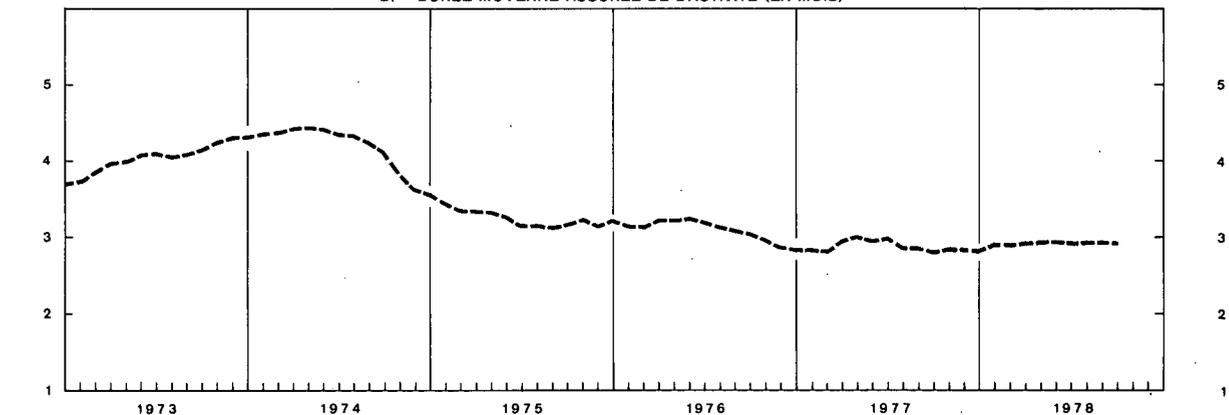
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

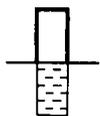


\* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

**RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE \***



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

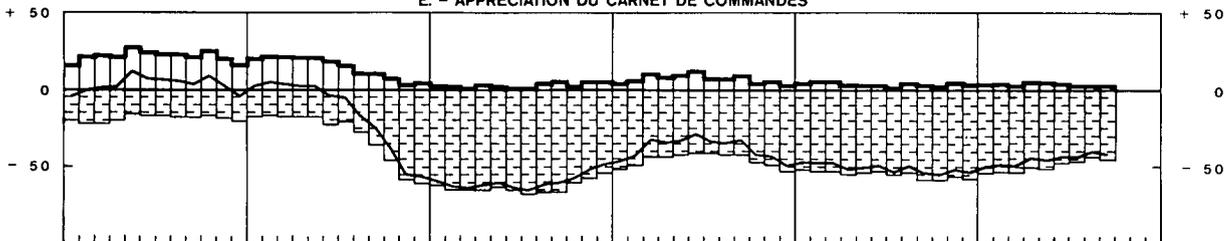
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

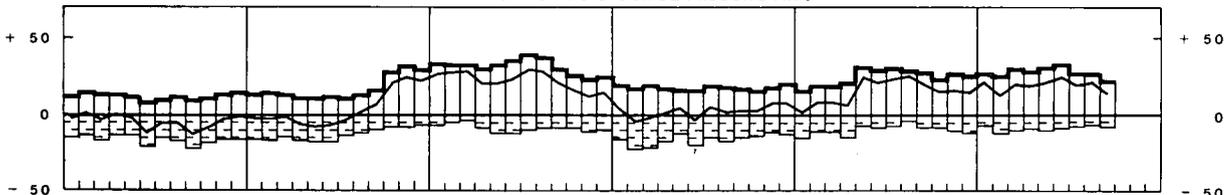
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

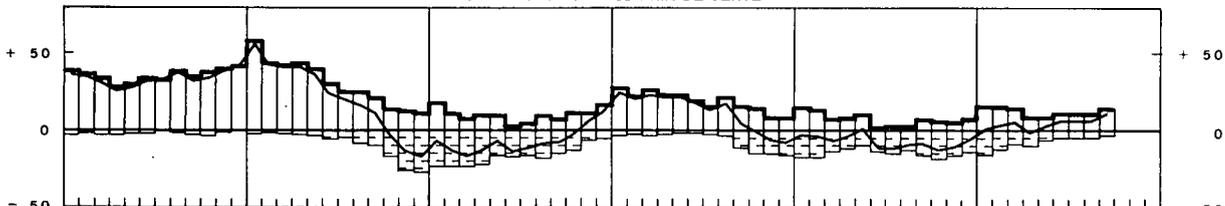
**E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES**



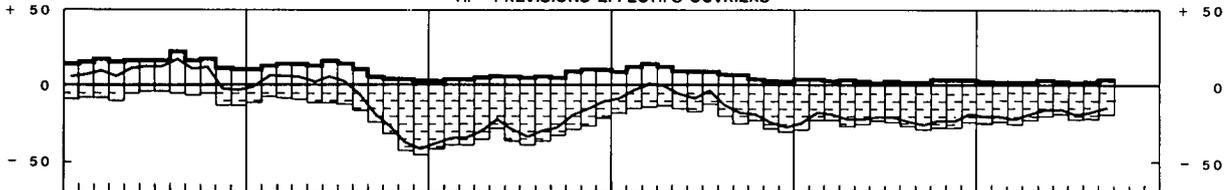
**F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS**



**G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE**

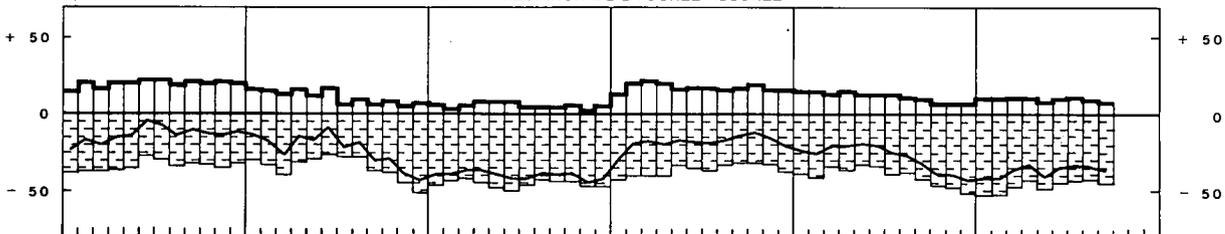


**H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS**

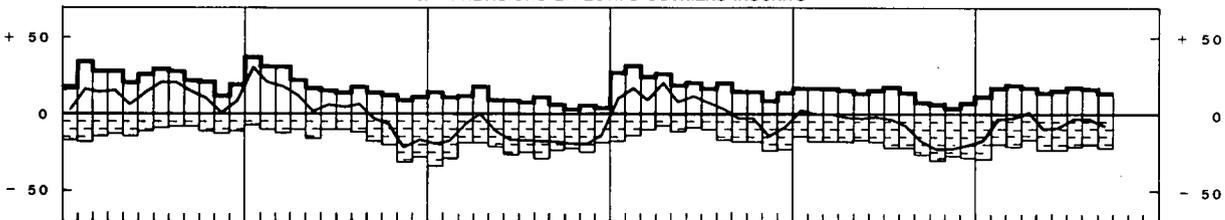


**RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION**  
Travaux de gros œuvre de bâtiments

**I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE**



**J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS**



1973

1974

1975

1976

1977

1978

\* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

**IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR**

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1977		1978			1977		1978			1977		1978		
	Août	Septembre	3e trim.	Août	Septembre	Août	Septembre	3e trim.	Août	Septembre	Août	Septembre	3e trim.	Août	Septembre
<b>Ensemble des industries</b> .....	- 49	- 54	- 41	- 40	- 41	- 54	- 58	- 43	- 41	- 42	+ 26	+ 21	+ 19	+ 22	+ 15
<b>I. Biens de consommation</b> .....	- 36	- 41	- 41	- 40	- 45	- 42	- 35	- 36	- 37	- 35	+ 18	+ 27	+ 26	+ 26	+ 25
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	- 43	- 44	- 46	- 46	- 45	- 43	- 38	- 40	- 41	- 37	+ 23	+ 27	+ 18	+ 23	+ 9
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	- 65	- 71	- 39	- 37	- 35	- 65	- 70	- 43	- 38	- 41	+ 34	+ 21	+ 17	+ 22	+ 11
Industrie textile (bonneterie exclue) .....	- 65	- 71	- 54	- 55	- 53	- 68	- 75	- 53	- 56	- 59	+ 49	+ 51	+ 36	+ 31	+ 33
dont : Laine .....	- 69	- 80	- 59	- 56	- 62	- 72	- 81	- 31	- 54	- 45	+ 39	+ 49	+ 31	+ 20	+ 26
Coton .....	- 73	- 79	- 57	- 61	- 49	- 71	- 86	- 61	- 64	- 53	+ 62	+ 61	+ 48	+ 44	+ 48
Habillement et bonneterie .....	- 50	- 59	- 47	- 47	- 47	- 61	- 62	- 41	- 41	- 39	+ 19	+ 18	+ 23	+ 23	+ 17
dont : Bonneterie .....	- 37	- 52	- 58	- 58	- 59	- 58	- 69	- 69	- 72	- 65	0	+ 8	+ 12	+ 11	+ 5
Habillement .....	- 54	- 62	- 42	- 43	- 41	- 62	- 58	- 34	- 34	- 34	+ 27	+ 22	+ 26	+ 26	+ 22
Cuir et chaussures .....	- 82	- 73	- 57	- 55	- 54	- 82	- 71	- 61	- 56	- 57	- 18	+ 21	+ 19	+ 16	+ 22
dont : Production de cuir .....	- 64	- 67	- 55	- 55	- 55	- 67	- 64	- 50	- 50	- 50	+ 39	+ 36	+ 24	+ 11	+ 28
Chaussures .....	- 89	- 75	- 59	- 55	- 54	- 94	- 80	- 71	- 62	- 63	- 36	+ 11	+ 18	+ 18	+ 21
Transformation du bois .....	- 55	- 58	- 67	- 58	- 69	- 71	- 53	- 64	- 63	- 60	+ 57	+ 17	+ 39	+ 37	+ 40
Meubles .....	- 58	- 65	- 58	- 47	- 67	- 67	- 67	- 49	- 50	- 44	+ 39	+ 83	+ 51	+ 46	+ 56
Papiers et cartons .....	- 74	- 81	- 49	- 45	- 47	- 82	- 80	- 39	- 45	- 33	+ 35	+ 21	+ 22	+ 16	+ 35
dont : Production de papier et carton .....	- 86	- 92	- 35	- 35	- 26	- 92	- 92	- 31	- 34	- 27	+ 71	+ 12	+ 27	+ 12	+ 50
Transformation de papier et carton .....	- 67	- 74	- 59	- 52	- 62	- 65	- 56	- 58	- 72	- 50	+ 14	+ 25	+ 18	+ 21	+ 19
Transformation de matières plastiques .....	- 26	- 42	- 11	- 24	- 4	- 21	- 39	+ 4	- 3	+ 20	+ 47	+ 25	- 5	+ 12	- 17
Industrie chimique .....	- 3	- 4	0	+ 1	+ 1	- 4	- 4	0	+ 1	+ 2	+ 2	+ 2	+ 2	+ 1	+ 3
Raffinerie de pétrole .....	- 26	- 21	- 21	- 2	- 56	- 24	- 22	- 3	+ 37	- 45	+ 2	- 37	- 10	- 16	- 2
Matériaux de construction, céramique, verre ..	- 6	0	- 17	- 11	- 14	0	+ 13	+ 10	+ 3	+ 28	+ 26	+ 33	+ 20	+ 34	- 2
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat ..	- 3	- 1	- 13	- 10	- 7	+ 1	+ 17	+ 19	+ 10	+ 40	+ 26	+ 26	+ 12	+ 26	- 15
Verre creux .....	- 32	+ 3	- 60	- 30	- 75	- 9	- 3	- 36	- 36	- 36	+ 23	+ 93	+ 83	+ 98	+ 99
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....	- 91	- 98	- 45	- 43	- 37	- 82	- 92	- 56	- 45	- 54	+ 32	- 8	+ 20	+ 33	0
Articles métalliques de consommation .....	- 19	- 40	- 52	- 65	- 63	- 46	- 38	- 57	- 70	- 47	+ 44	+ 34	+ 44	+ 47	+ 41
dont : Cycles et motocycles .....	- 51	- 65	- 70	- 94	- 58	+ 12	- 22	- 71	- 100	- 56	+ 93	+ 76	+ 60	+ 84	+ 48
Matériel d'équipement général .....	- 53	- 56	- 51	- 56	- 47	- 54	- 60	- 52	- 55	- 51	+ 20	+ 26	+ 27	+ 17	+ 33
Machines non électriques d'équipement .....	- 48	- 52	- 54	- 55	- 52	- 50	- 51	- 65	- 64	- 72	+ 30	+ 43	+ 24	+ 30	+ 24
dont : Machines agricoles .....	- 5	+ 4	- 95	- 99	- 88	+ 1	+ 8	- 96	- 100	- 94	+ 23	+ 53	+ 48	+ 56	+ 36
Machines-outils .....	- 56	- 56	- 51	- 57	- 47	- 60	- 66	- 71	- 84	- 77	+ 34	+ 36	+ 37	+ 46	+ 31
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 30	- 38	- 45	- 45	- 41	- 35	- 37	- 42	- 42	- 42	+ 45	+ 44	+ 15	+ 14	+ 17
Machines textiles .....	- 82	- 82	- 80	- 80	- 80	- 84	- 84	- 91	- 91	- 91	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	- 58	- 49	- 37	- 37	- 37	- 29	- 59	- 41	- 41	- 41	+ 67	+ 67	+ 55	+ 55	+ 55
Construction électrique d'équipement .....	- 69	- 70	- 71	- 66	- 76	- 54	- 60	- 69	- 59	- 75	+ 10	+ 17	+ 14	+ 13	+ 17
Assemblage d'automobiles .....	6	- 10	- 24	- 32	- 32	0	+ 17	- 24	- 31	- 31	0	0	- 4	- 4	- 4
dont : Voitures de tourisme .....	6	- 10	- 24	- 32	- 32	0	+ 17	- 24	- 31	- 31	0	0	- 4	- 4	- 4
Construction navale, matériel ferroviaire .....	- 64	- 64	- 70	- 68	- 73	- 94	- 94	- 73	- 72	- 72	-	-	-	-	-
dont : Construction navale .....	- 100	- 100	- 95	- 92	- 100	- 100	- 100	- 97	- 95	- 95	-	-	-	-	-

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

	D. Entraves à la production 1																E. Appréciation de la capacité de production installée 2			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1977		1978		1977		1978		1977		1978		1977		1978		1977		1978	
	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai
<b>Ensemble des industries</b> .....	2	4	4	3	88	89	90	91	3	0	1	0	3	3	2	3	+ 60	+ 61	+ 60	+ 42
<b>I. Biens de consommation</b> .....	3	3	8	5	84	83	84	87	2	1	1	0	3	3	0	1	+ 46	+ 51	+ 45	+ 29
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	5	7	4	4	82	82	89	88	4	1	1	0	5	4	4	4	+ 48	+ 45	+ 50	+ 50
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	0	1	1	2	94	95	94	93	2	1	1	1	2	1	2	3	+ 73	+ 78	+ 72	+ 49
Industrie textile (bonneterie exclue) .....	0	0	0	2	87	89	87	88	6	3	3	2	5	4	4	5	+ 73	+ 60	+ 66	+ 56
dont : Laine .....	0	0	0	1	87	92	95	94	9	1	3	0	4	5	3	5	+ 68	+ 64	+ 69	+ 56
Coton .....	0	0	1	1	96	99	86	90	2	2	1	6	2	1	1	1	+ 86	+ 70	+ 77	+ 64
Habillement et bonneterie .....	2	0	2	2	93	86	86	76	2	2	2	0	1	2	1	3	+ 59	+ 63	+ 48	+ 50
dont : Bonneterie .....	6	6	8	8	91	86	86	87	3	4	5	1	0	2	1	0	+ 63	+ 68	+ 54	+ 71
Habillement .....	1	0	0	0	93	87	86	72	2	1	1	0	1	2	1	4	+ 57	+ 60	+ 47	+ 42
Cuir et chaussures .....	0	0	20	0	99	99	73	92	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 43	+ 57	+ 53	+ 50
dont : Production de cuir .....	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	- 4	+ 50	+ 28	+ 15
Chaussures .....	0	0	26	0	99	99	64	89	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 57	+ 61	+ 62	+ 61
Transformation du bois .....	0	27	33	28	54	62	61	66	0	0	0	0	3	1	2	2	+ 37	+ 40	+ 46	+ 56
Meubles .....	5	5	2	5	74	73	74	85	4	1	4	0	4	0	1	0	+ 40	+ 55	+ 45	+ 3
Papiers et cartons .....	2	3	0	1	93	92	98	93	1	0	0	3	2	0	0	0	+ 60	+ 58	+ 74	+ 46
dont : Production de papier et carton .....	0	5	0	4	90	91	96	91	0	0	0	0	6	0	0	0	+ 62	+ 41	+ 80	+ 5
Transformation de papier et carton .....	3	0	1	0	95	94	99	94	2	0	0	6	0	0	0	0	+ 59	+ 69	+ 70	+ 76
Transformation de matières plastiques .....	0	0	0	0	95	97	92	78	0	0	0	0	5	3	8	22	+ 37	+ 81	+ 58	+ 10
Industrie chimique .....	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100
Raffinerie de pétrole .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre .	19	23	15	9	70	58	73	86	2	2	2	0	7	13	11	12	+ 17	+ 14	+ 25	+ 28
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat .	21	22	12	10	66	55	73	74	3	3	3	0	8	15	12	14	+ 18	+ 16	+ 22	+ 24
Verre creux .....	0	23	23	0	100	77	77	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 2	+ 2	+ 29	+ 51
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....	0	1	0	0	99	99	100	99	1	0	0	0	0	0	0	0	+ 78	+ 88	+ 77	+ 77
Articles métalliques de consommation .....	1	0	19	2	96	99	80	98	2	0	0	0	1	1	1	2	+ 66	+ 38	+ 34	+ 31
dont : Cycles et motocycles .....	0	0	0	0	80	95	95	91	14	0	0	0	6	5	0	9	+ 12	+ 65	+ 56	+ 63
Matériel d'équipement général .....	0	3	1	5	96	95	99	94	0	0	0	0	1	0	0	0	+ 67	+ 59	+ 59	+ 56
Machines non électriques d'équipement .....	0	1	3	0	89	94	91	90	3	1	0	1	3	1	2	2	+ 43	+ 46	+ 59	+ 68
dont : Machines agricoles .....	0	0	0	0	83	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 7	+ 53	+ 56	+ 99
Machines-outils .....	0	0	8	0	91	100	92	92	3	0	0	0	9	0	0	8	+ 84	+ 100	+ 84	+ 79
Moteurs, compresseurs, pompes ...	1	0	0	0	99	88	88	88	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 21	+ 39	+ 61	+ 78
Machines textiles .....	1	0	0	0	60	91	91	59	9	0	0	0	0	9	9	9	+ 91	+ 18	+ 50	+ 18
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	17	17	33	33	53	50	67	67	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 45	+ 46	+ 61	+ 45
Construction électrique d'équipement .....	3	2	0	0	85	89	91	91	3	0	0	0	0	0	0	0	+ 59	+ 69	+ 58	+ 60
Assemblage d'automobiles .....	0	0	0	0	79	88	100	100	0	0	0	0	10	12	0	0	+ 22	+ 23	+ 10	+ 10
dont : Voitures de tourisme .....	0	0	0	0	74	88	100	100	0	0	0	0	12	12	0	0	+ 2	+ 23	+ 10	+ 10
Construction navale, matériel ferroviaire .....	0	0	0	0	54	80	100	99	23	0	0	1	23	0	0	0	+ 43	+ 36	+ 54	+ 38
dont : Construction navale .....	1	0	0	0	56	100	100	98	35	0	0	2	35	0	0	0	+ 53	+ 56	+ 52	+ 59

1 En pourcentage du total des entreprises.

2 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

## RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois 1				
	1977		1978			1977		1978		
	Août	Septembre	3e trimestre	Août	Septembre	Août	Septembre	3e trimestre	Août	Septembre
<b>Ensemble des industries</b> .....	2,88	2,81	2,94	2,95	2,93	- 26	- 32	- 16	- 17	- 14
<b>I. Biens de consommation</b> .....	2,34	2,33	2,41	2,36	2,43	- 15	- 20	- 18	- 21	- 26
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	5,06	4,90	4,67	4,68	4,65	- 16	- 28	- 22	- 22	- 22
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	1,60	1,54	1,98	2,03	1,98	- 39	- 43	- 10	- 10	- 10
Industrie textile (bonneterie exclue) .....	1,80	1,82	2,19	2,18	2,22	- 45	- 51	- 18	- 23	- 12
dont : Laine .....	1,52	1,57	1,97	1,98	1,92	- 60	- 66	- 32	- 38	- 43
Coton .....	1,89	1,83	2,47	2,48	2,55	- 46	- 54	- 4	- 8	+ 13
Habillement et bonneterie .....	1,77	1,85	1,97	1,82	2,01	- 21	- 35	- 29	- 21	- 41
dont : Bonneterie .....	1,51	1,89	1,74	1,57	1,97	- 18	- 51	- 38	- 29	- 53
Habillement .....	1,87	1,83	2,05	1,90	2,02	- 23	- 30	- 27	- 18	- 37
Cuir et chaussures .....	1,17	1,15	1,20	1,30	1,21	- 12	- 62	- 12	- 9	- 19
dont : Production de cuir .....	1,44	1,61	1,79	1,79	1,79	- 67	- 29	- 28	- 27	- 27
Chaussures .....	1,08	1,00	1,00	1,13	1,01	- 14	- 73	- 7	- 3	- 16
Transformation du bois .....	1,31	1,34	1,09	1,18	1,08	- 10	- 45	- 28	- 23	- 26
Meubles .....	1,40	1,37	1,48	1,52	1,48	+ 4	- 23	0	- 8	+ 18
Papiers et cartons .....	1,15	1,13	1,21	1,21	1,22	- 53	- 64	- 27	- 37	- 22
dont : Production de papier et carton .....	1,06	0,96	1,33	1,45	1,29	- 67	- 79	- 17	- 26	0
Transformation de papier et carton .....	1,21	1,22	1,12	1,04	1,16	- 45	- 56	- 35	- 45	- 36
Transformation de matières plastiques .....	2,25	2,18	2,68	2,71	2,73	+ 18	- 4	- 7	- 7	- 4
Industrie chimique .....	-	-	-	-	-	- 4	- 7	+ 1	+ 2	+ 2
Raffinerie de pétrole .....	-	-	-	-	-	- 24	- 42	+ 4	+ 14	- 3
Matériaux de construction, céramique, verre .....	2,42	2,51	2,52	2,52	2,44	+ 11	- 19	- 19	- 17	- 24
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat .....	2,32	2,43	2,44	2,44	2,36	+ 11	- 19	- 14	- 11	- 15
Verre creux .....	3,20	3,06	3,07	3,10	3,00	+ 16	- 18	- 62	- 65	- 97
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....	1,47	1,36	2,03	2,15	2,01	- 67	- 62	- 11	- 10	- 13
Articles métalliques de consommation .....	2,15	1,97	1,80	1,69	1,66	- 80	- 62	- 47	- 62	- 55
dont : Cycles et motocycles .....	1,91	1,63	1,78	1,54	1,90	- 86	- 95	- 67	- 100	- 44
Matériel d'équipement général .....	3,32	3,24	3,48	3,49	3,54	- 24	- 35	- 18	- 21	- 21
Machines non électriques d'équipement .....	4,40	4,22	4,12	4,15	3,97	- 14	- 17	- 25	- 30	- 21
dont : Machines agricoles .....	6,25	5,78	5,91	6,05	5,83	- 11	- 13	- 95	- 99	- 93
Machines-outils .....	3,17	3,50	4,51	4,42	4,53	- 41	+ 32	- 41	- 57	- 43
Moteurs, compresseurs, pompes .....	5,92	5,63	4,27	4,04	4,10	- 6	- 25	- 10	- 10	- 11
Machines textiles .....	3,36	3,45	4,66	4,64	4,88	- 76	- 34	- 37	- 79	+ 19
Appareils électroménagers, radio, télévision .....	5,93	6,02	6,41	6,37	6,70	- 34	- 16	+ 2	+ 8	+ 31
Construction électrique d'équipement .....	6,46	6,39	6,34	6,47	6,30	- 27	- 36	- 19	- 14	- 21
Assemblage d'automobiles .....	2,37	2,34	2,45	2,45	2,42	0	+ 35	- 14	- 32	0
dont : Voitures de tourisme .....	2,37	2,34	2,45	2,45	2,42	0	+ 35	- 14	- 32	0
Construction navale, matériel ferroviaire .....	15,64	14,71	11,64	11,30	12,05	- 62	- 58	- 67	- 64	- 55
dont : Construction navale .....	12,26	11,24	8,41	8,68	7,85	- 83	- 77	- 85	- 85	- 86

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

**RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR**

	II. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>					I. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>				
	1977		1978			1977		1978		
	Août	Septembre	3 <sup>e</sup> trimestre	Août	Septembre	Août	Septembre	3 <sup>e</sup> trimestre	Août	Septembre
<b>Ensemble des industries</b> .....	- 23	- 25	- 17	- 17	- 14	+ 1	- 1	+ 15	+ 17	+ 11
<b>I. Biens de consommation</b> .....	- 18	- 18	- 19	- 19	- 15	+ 17	+ 25	+ 16	+ 18	+ 12
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	- 14	- 17	- 21	- 23	- 21	+ 11	+ 5	+ 11	+ 11	+ 11
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	- 31	- 35	- 12	- 14	- 8	- 15	- 20	+ 18	+ 22	+ 13
Industrie textile (bonneterie exclue) .....	- 30	- 34	- 9	- 11	- 5	- 33	- 36	- 3	- 14	+ 8
dont : Laine .....	- 34	- 44	- 12	- 14	- 15	- 40	- 29	- 19	- 28	- 19
Coton .....	- 31	- 31	- 1	- 3	+ 11	- 56	- 64	+ 5	- 12	+ 34
Habillement et bonneterie .....	- 22	- 29	- 23	- 21	- 23	+ 25	+ 18	+ 19	+ 22	+ 20
dont : Bonneterie .....	- 7	- 13	- 18	- 17	- 18	+ 37	+ 28	+ 14	+ 16	+ 9
Habillement .....	- 33	- 35	- 25	- 23	- 26	+ 20	+ 15	+ 21	+ 25	+ 23
Cuir et chaussures .....	- 40	- 56	- 25	- 28	- 24	+ 3	+ 11	+ 20	+ 21	+ 18
dont : Production de cuir .....	- 48	- 33	- 69	- 64	- 71	0	- 3	+ 12	+ 18	+ 4
Chaussures .....	- 37	- 63	- 11	- 17	- 8	+ 3	+ 16	+ 23	+ 22	+ 23
Transformation du bois .....	- 21	- 14	- 22	- 26	- 13	- 4	- 8	+ 24	+ 12	+ 38
Meubles .....	- 23	- 29	- 13	- 17	+ 2	+ 35	+ 47	+ 25	+ 21	+ 21
Papiers et cartons .....	- 40	- 49	- 21	- 26	- 22	- 26	- 33	+ 34	+ 42	+ 50
dont : Production de papier et carton .....	- 55	- 60	- 26	- 28	- 26	- 58	- 58	+ 52	+ 65	+ 82
Transformation de papier et carton .....	- 32	- 44	- 16	- 23	- 19	- 7	- 20	+ 21	+ 26	+ 25
Transformation de matières plastiques .....	- 8	- 15	+ 5	- 6	+ 30	- 5	- 4	+ 9	+ 11	+ 9
Industrie chimique .....	0	0	- 1	0	- 1	- 6	- 6	- 1	- 1	- 1
Raffinerie de pétrole .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre .....	- 18	- 19	- 14	- 11	- 16	+ 19	+ 5	+ 7	+ 8	+ 5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat .....	- 16	- 13	- 15	- 10	- 21	+ 21	+ 6	+ 3	+ 3	+ 2
Verre creux .....	- 26	- 69	0	- 23	+ 23	0	+ 3	+ 44	+ 51	+ 29
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....	- 44	- 56	- 18	- 20	- 15	- 9	- 17	+ 28	+ 46	+ 7
Articles métalliques de consommation .....	- 13	- 15	- 31	- 19	- 23	+ 34	+ 67	+ 17	+ 23	+ 5
dont : Cycles et motocycles .....	- 51	- 29	- 16	- 24	- 24	+ 21	+ 46	+ 15	+ 10	+ 24
Matériel d'équipement général .....	- 1	- 18	- 9	- 17	- 12	+ 6	+ 4	+ 9	+ 9	+ 13
Machines non électriques d'équipement .....	- 24	- 21	- 24	- 30	- 23	+ 13	0	+ 12	+ 10	+ 12
dont : Machines agricoles .....	- 55	- 59	- 90	- 99	- 81	+ 29	0	+ 23	+ 28	+ 14
Machines-outils .....	+ 20	+ 25	- 7	- 11	- 11	+ 10	+ 9	+ 28	+ 16	+ 27
Moteurs, compresseurs, pompes .....	- 6	- 1	- 30	- 45	- 27	+ 34	+ 8	+ 15	+ 14	+ 10
Machines textiles .....	- 46	- 34	- 63	- 79	- 30	- 76	- 78	- 33	- 49	0
Appareils électroménagers, radio, télévision .....	- 51	- 40	- 30	- 32	- 26	+ 4	+ 4	0	0	0
Construction électrique d'équipement .....	- 24	- 24	- 26	- 22	- 19	- 7	+ 6	+ 14	+ 21	+ 16
Assemblage d'automobiles .....	0	+ 27	- 21	- 21	- 21	0	+ 25	+ 7	+ 21	0
dont : Voitures de tourisme .....	0	+ 27	- 21	- 21	- 21	0	+ 25	+ 7	+ 21	0
Construction navale, matériel ferroviaire .....	+ 23	- 1	- 57	- 63	- 54	- 37	+ 43	+ 32	+ 26	+ 26
dont : Construction navale .....	+ 5	- 2	- 70	- 84	- 84	+ 46	+ 54	+ 19	+ 9	+ 9

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

### IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agdfi
	Indice général <sup>1</sup>	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1978	100,0	96,7	3,3	60,2	14,7	13,7	11,4	
1970 .....	100	100	100	100	100	100	100	100
1971 .....	103	103	99	102	103	107	97	102
1972 .....	109	110	96	108	108	115	104	108
1973 .....	116	118	80	115	116	120	113	111
1974 .....	120	123	75	119	119	123	123	108
1975 .....	108	111	69	103	112	116	118	95
1976 .....	118	121	68	115	118	125	125	100
1977 .....	<i>p</i> 117	<i>p</i> 121	64	<i>p</i> 114	122	120	<i>p</i> 124	102
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	110	113	56	106	115	113	117	103
4 <sup>e</sup> trimestre .....	123	126	71	120	123	126	133	102
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	122	126	69	119	121	131	130	104
2 <sup>e</sup> trimestre .....	120	123	68	118	124	121	122	103
3 <sup>e</sup> trimestre .....	108	112	54	104	116	110	117	100
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 119	<i>p</i> 122	64	<i>p</i> 116	125	117	<i>p</i> 127	103
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	60	<i>p</i> 118	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	<i>p</i> 128	101
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 120	124	64	118	123	127	122	104
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i>							99
1977 Septembre .....	124	128	65	119	129	137	134	103
Octobre .....	<i>p</i> 120	<i>p</i> 124	63	<i>p</i> 116	127	124	<i>p</i> 130	102
Novembre .....	<i>p</i> 119	<i>p</i> 122	64	<i>p</i> 117	126	114	<i>p</i> 127	103
Décembre .....	<i>p</i> 118	<i>p</i> 121	64	<i>p</i> 117	122	113	<i>p</i> 124	102
1978 Janvier .....	<i>p</i> 119	<i>p</i> 123	61	<i>p</i> 118	116	<i>p</i> 120	<i>p</i> 129	100
Février .....	<i>p</i> 115	<i>p</i> 119	53	<i>p</i> 112	<i>p</i> 111	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	98
Mars .....	<i>p</i> 130	<i>p</i> 134	67	<i>p</i> 124	<i>p</i> 134	<i>p</i> 135	<i>p</i> 131	107
Avril .....	<i>p</i> 121	<i>p</i> 124	<i>p</i> 64	<i>p</i> 118	<i>p</i> 123	<i>p</i> 124	<i>p</i> 124	104
Mai .....	<i>p</i> 117	120	61	116	120	115	118	105
Juin .....	<i>p</i> 123	127	66	119	124	142	125	102
Juillet .....	<i>p</i> 86	90	30	86	87	74	96	97
Août .....	<i>p</i> 114	118	53	110	124	119	111	104
Septembre .....	<i>p</i>							95

<sup>1</sup> Non compris la construction.

## IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1978 <sup>1</sup> .....	28,1	12,7	2,8	2,2	13,1	8,0	6,9	5,4	5,4	5,0	4,0	2,9	1,1	1,4
1970 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971 .....	98	98	92	97	109	104	105	100	109	114	108	101	101	106
1972 .....	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973 .....	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974 .....	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975 .....	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976 .....	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977 .....	<i>p</i> 123	89	<i>p</i> 89	149	145	125	85	113	155	174	97	112	120	129
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	121	102	90	130	141	123	105	116	150	185	109	120	105	135
3 <sup>e</sup> trimestre .....	115	93	82	119	131	119	81	103	148	151	99	105	113	131
4 <sup>e</sup> trimestre .....	131	93	95	155	145	133	96	108	160	190	97	114	110	125
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	130	91	95	155	152	117	96	108	162	188	108	116	125	129
2 <sup>e</sup> trimestre .....	122	94	91	166	153	122	88	121	152	181	98	116	111	131
3 <sup>e</sup> trimestre .....	115	83	82	128	132	122	68	110	135	156	95	104	125	130
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 124	88	<i>p</i> 88	146	146	137	86	112	170	172	88	114	120	128
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 127	100	<i>p</i> 89	159	<i>p</i> 158	114	86	101	171	177	106	115	103	135
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 123	94		134	154	124	84	112	157	188	105	120	111	141
1977 Août .....	125	82	90	122	136	130	69	120	132	157	110	113	133	132
Septembre .....	131	89	96	144	145	131	91	125	149	191	123	131	118	131
Octobre .....	<i>p</i> 126	83	92	139	143	138	85	125	162	174	103	120	115	133
Novembre .....	<i>p</i> 124	91	<i>p</i> 90	150	148	139	84	109	170	163	83	117	117	128
Décembre .....	<i>p</i> 121	90	<i>p</i> 81	150	147	133	89	101	178	180	79	104	129	123
1978 Janvier .....	<i>p</i> 126	99	<i>p</i> 88	164	152	108	85	101	177	167	95	112	96	135
Février .....	<i>p</i> 125	94	<i>p</i> 86	156	<i>p</i> 146	106	82	89	159	164	106	109	103	127
Mars .....	<i>p</i> 131	107	<i>p</i> 93	156	<i>p</i> 177	128	91	113	177	199	118	123	111	143
Avril .....	<i>p</i> 123	106	102	79	163	120	84	123	164	177	101	115	106	130
Mai .....	<i>p</i> 119	95		147	148	119	79	105	158	169	85	108	122	140
Juin .....	<i>p</i> 127	82		175	152	133	90	108	150	216	130	136	105	151
Juillet .....	<i>p</i> 91				112	91	45	90	131	83	54	78	121	131
Août .....	<i>p</i> 114				150	130	72	133	144	155	104	116	121	154

<sup>1</sup> L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.e., 0,1 p.e. et 0,2 p.e. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

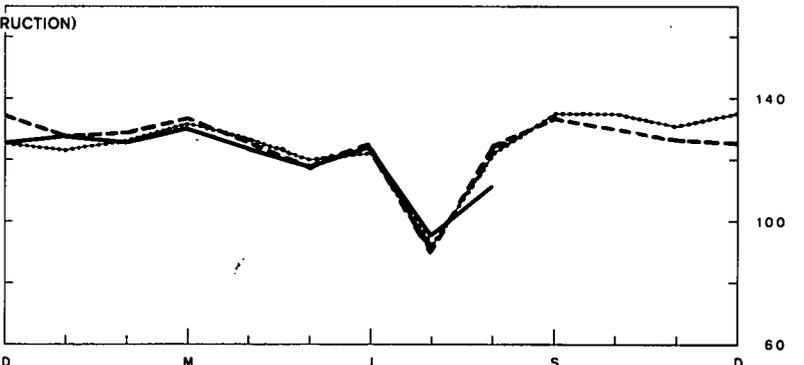
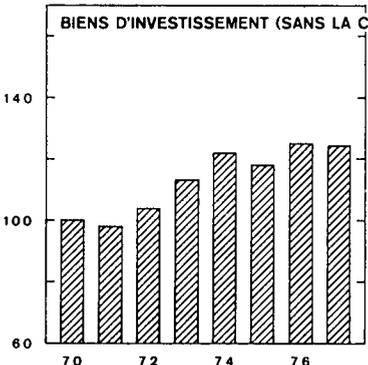
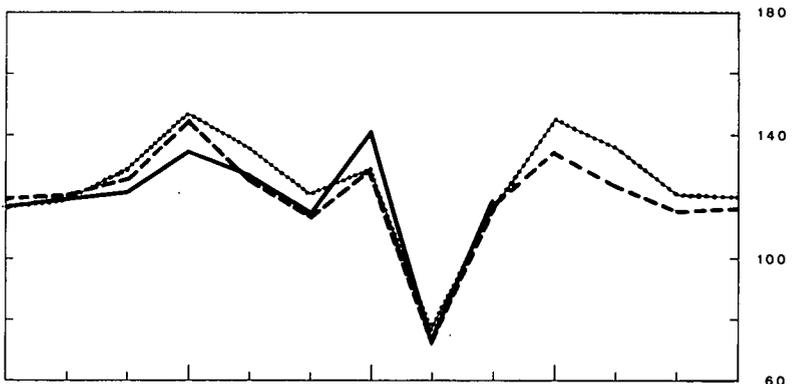
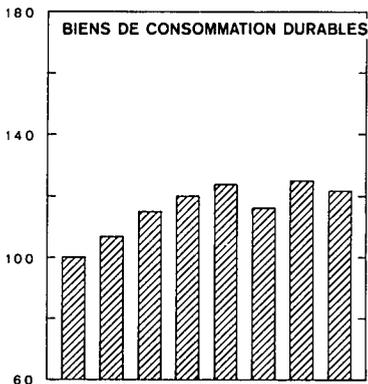
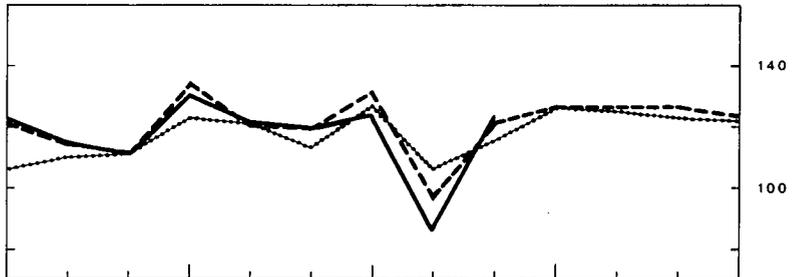
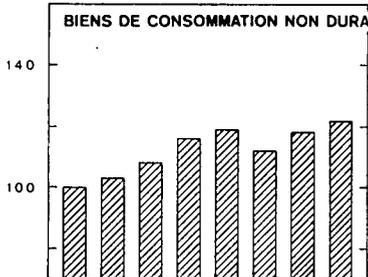
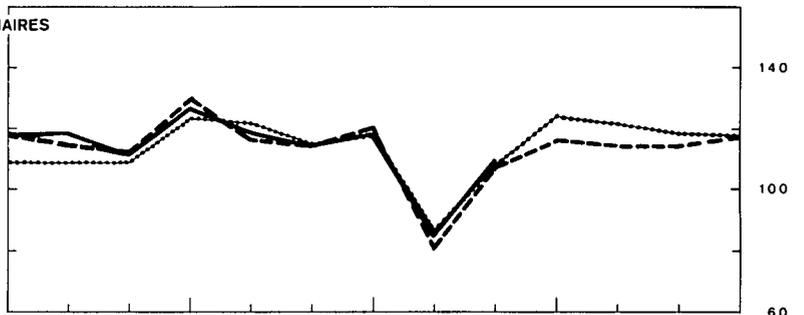
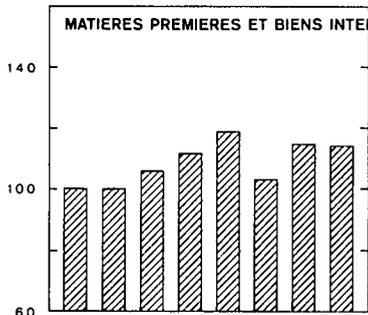
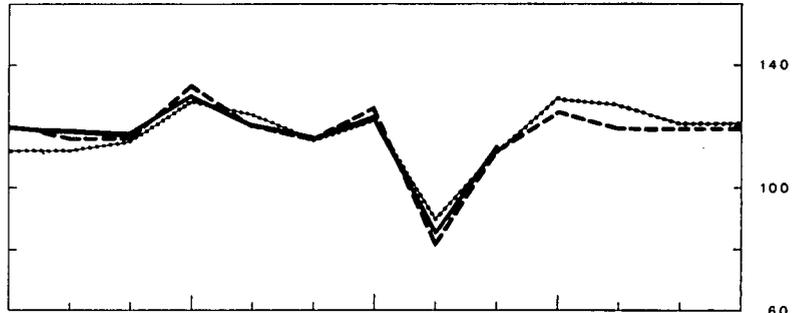
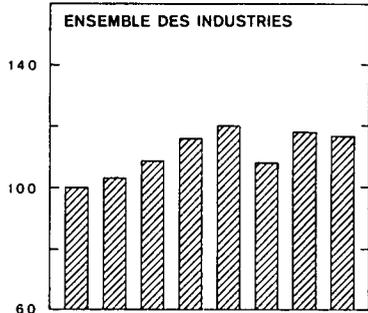
### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

----- 1976

----- 1977

————— 1978



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité			
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion		Consom- mation intérieure	Produc- tion	
		Total 1	Dont :			(millions de m <sup>3</sup> )					(milliers de tonnes)			(millions kWh)
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1970 .....	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413			
1971 .....	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633			
1972 .....	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972			
1973 .....	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260			
1974 .....	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397			
1975 .....	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248			
1976 .....	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752			
1977 .....	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731			
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.796	1.428	237	507	526	810	542	528	470	1.044	3.575			
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.722	2.091	252	892	778	1.132	487	515	622	1.106	3.854			
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3.092	2.031	247	919	732	1.199	474	480	669	1.011	3.897			
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.754	1.674	251	696	563	923	485	471	625	1.137	3.664			
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.109	1.318	264	506	398	714	448	458	464	1.093	3.258			
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.988	1.875	253	843	615	1.117	449	458	599	1.155	4.106			
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.560	2.101	244	989	712	1.223	457	480	609	1.112	4.124			
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.759	1.591	268	630	518	854	486	p 509	571	p 1.134	3.798			
3 <sup>e</sup> trimestre .....									414		3.539			
1977 Septembre .....	2.915	1.649	274	671	525	816	456	485	537	1.204	3.606			
Octobre .....	2.851	1.657	257	709	524	950	443	442	566	1.068	3.919			
Novembre .....	2.902	1.961	261	927	645	1.156	461	497	607	1.144	4.108			
Décembre .....	3.212	2.008	240	894	675	1.245	444	436	623	1.252	4.290			
1978 Janvier .....	2.375	2.074	238	1.038	648	1.366	459	473	633	1.082	4.268			
Février .....	2.546	2.146	221	1.045	729	1.197	424	453	555	1.044	3.826			
Mars .....	2.758	2.082	273	883	760	1.106	489	515	640	1.209	4.278			
Avril .....	2.639	1.844	250	868	552	1.007	496	540	581	1.156	3.951			
Mai .....	3.031	1.485	280	534	501	849	517	550	539	1.058	3.818			
Juin .....	2.606	1.445	273	487	502	707	444	p 436	592	p 1.189	3.626			
Juillet .....	2.826	1.050	252	398	274	617	438	p 418	346	p 977	3.157			
Août .....						650	481	p 480	390	p 993	3.469			
Septembre .....									506		3.990			

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburantacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburantacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1970 .....	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971 .....	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972 .....	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973 .....	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974 .....	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975 .....	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976 .....	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977 .....	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.021	636	12,6	27,1	39,7	37,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	967	703	16,8	33,2	50,0	48,2
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	996	671	15,4	31,7	47,1	45,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	972	780	16,3	31,1	47,4	47,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	881	682	12,9	24,6	37,5	37,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	906	744	18,3	32,5	50,8	50,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.053	808	p 16,1	p 32,1	p 48,2	p 46,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.013	681	p 15,1	p 32,0	p 47,1	p 49,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 934					
1977 Octobre .....	827	735	19,7	30,2	49,9	45,1
Novembre .....	952	758	14,0	33,4	47,4	46,6
Décembre .....	938	740	21,3	33,9	55,2	53,9
1978 Janvier .....	1.045	817	p 15,5	p 32,7	p 48,2	p 44,9
Février .....	1.000	730	p 16,7	p 31,1	p 47,8	p 44,2
Mars .....	1.114	876	p 16,1	p 32,6	p 48,7	p 48,9
Avril .....	1.104	831	p 14,8	p 30,5	p 45,3	p 46,6
Mai .....	1.102	521	p 13,9	p 32,3	p 46,2	p 45,7
Juin .....	834	690	p 16,5	p 33,2	p 49,7	p 55,2
Juillet .....	p 828	p 590				
Août .....	p 907					
Septembre .....	p 1.068					
Octobre .....	p 1.243					

### IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 <sup>3</sup>
	Avis favorables <sup>1</sup>	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables <sup>2</sup>	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1970 .....	2,5	5,0	2.505	3,7	1.915	1,3	0,7	2.849	0,5	1.865	100
1971 .....	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972 .....	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.286	99
1973 .....	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974 .....	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975 .....	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1976 .....	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977 .....	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	93
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	7,0	7,3	3.609	5,8	3.132	0,6	0,6	1.903	0,4	1.621	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,7	7,7	3.809	5,8	2.897	0,6	0,5	1.701	0,4	1.500	—
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,6	5,8	3.034	5,3	2.590	0,5	0,4	1.775	0,3	1.392	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,2	7,5	4.040	6,1	3.285	0,6	0,6	3.018	0,4	1.571	—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5,1	6,3	3.258	6,7	3.596	0,5	0,5	1.718	0,5	2.375	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5,1	5,9	3.116	6,0	3.183	0,5	0,5	1.901	0,6	1.961	—
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5,8	7,1	3.740	6,6	3.406	0,5	0,5	1.874	0,5	2.106	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,0	6,7	3.647			0,7	0,6	1.779			—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4,9					0,7					—
1977 Septembre .....	4,3	5,9	3.192	8,1	4.172	0,5	0,5	2.072	0,6	1.829	95
Octobre .....	5,1	5,6	2.916	6,6	3.731	0,5	0,5	1.977	0,6	2.063	95
Novembre .....	5,1	6,5	3.263	5,5	2.905	0,5	0,5	2.178	0,5	1.799	93
Décembre .....	5,2	5,8	3.169	6,1	2.914	0,5	0,5	1.548	0,6	2.021	93
1978 Janvier .....	4,8	6,1	3.297	6,3	2.936	0,5	0,6	2.213	0,5	2.197	93
Février .....	5,5	7,3	3.926	6,3	3.391	0,5	0,5	1.857	0,6	2.106	90
Mars .....	7,1	7,8	3.997	7,1	3.891	0,6	0,5	1.552	0,5	2.016	90
Avril .....	5,5	6,4	3.462	6,2	3.378	0,7	0,6	2.239	0,4	1.601	90
Mai .....	6,1	6,8	3.754	6,1	3.482	0,7	0,6	1.947	0,5	1.739	89
Juin .....	6,5	6,8	3.726			0,8	0,7	1.151			89
Juillet .....	5,6					0,8					88
Août .....	4,5					0,7					87
Septembre .....	4,5					0,6					

1 Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.  
 2 Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.  
 3 Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné.

corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

### IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1975 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	105	112	+ 6,7	105	111	+ 5,7	106	111	+ 4,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	107	110	+ 2,8	110	109	- 0,9	107	110	+ 2,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	108	110	+ 1,9	109	107	- 1,8	109	110	+ 0,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	110	109	- 0,9	110	107	- 2,7	110	111	+ 0,9
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	112	111	- 0,9	111	109	- 1,8	111	111	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	110	111	+ 0,9	109	109	...	110	111	+ 0,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110			107			110		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	109			107			111		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	107	113	+ 5,6	100	108	+ 8,0	107	121	+ 12,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	108	110	+ 1,9	103	108	+ 4,9	111	113	+ 1,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110	109	- 0,9	103	108	+ 4,9	113	112	- 1,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	110	109	- 0,9	105	107	+ 1,9	118	109	- 7,3
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	113	111	- 1,8	108	109	+ 0,9	121	114	- 5,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	110	114	+ 3,6	108	111	+ 2,8	113	113	+ 0,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	109			108			112		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	109			107			109		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	104	107	+ 2,9	106	114	+ 7,5	105	108	+ 2,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	106	108	+ 1,9	108	118	+ 9,3	112	111	- 0,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	107	105	- 1,9	110	117	+ 6,4	104	102	- 2,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	108	107	- 0,9	112	123	+ 9,8	105	106	+ 1,0
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	107	106	- 0,9	114	127	+ 11,4	108	114	+ 6,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	108	106	- 1,9	118			111	115	+ 3,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	105			117			102		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	107			123			106		

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1969-1970. — Service de Conjoncture (IRES). — Agence économique et

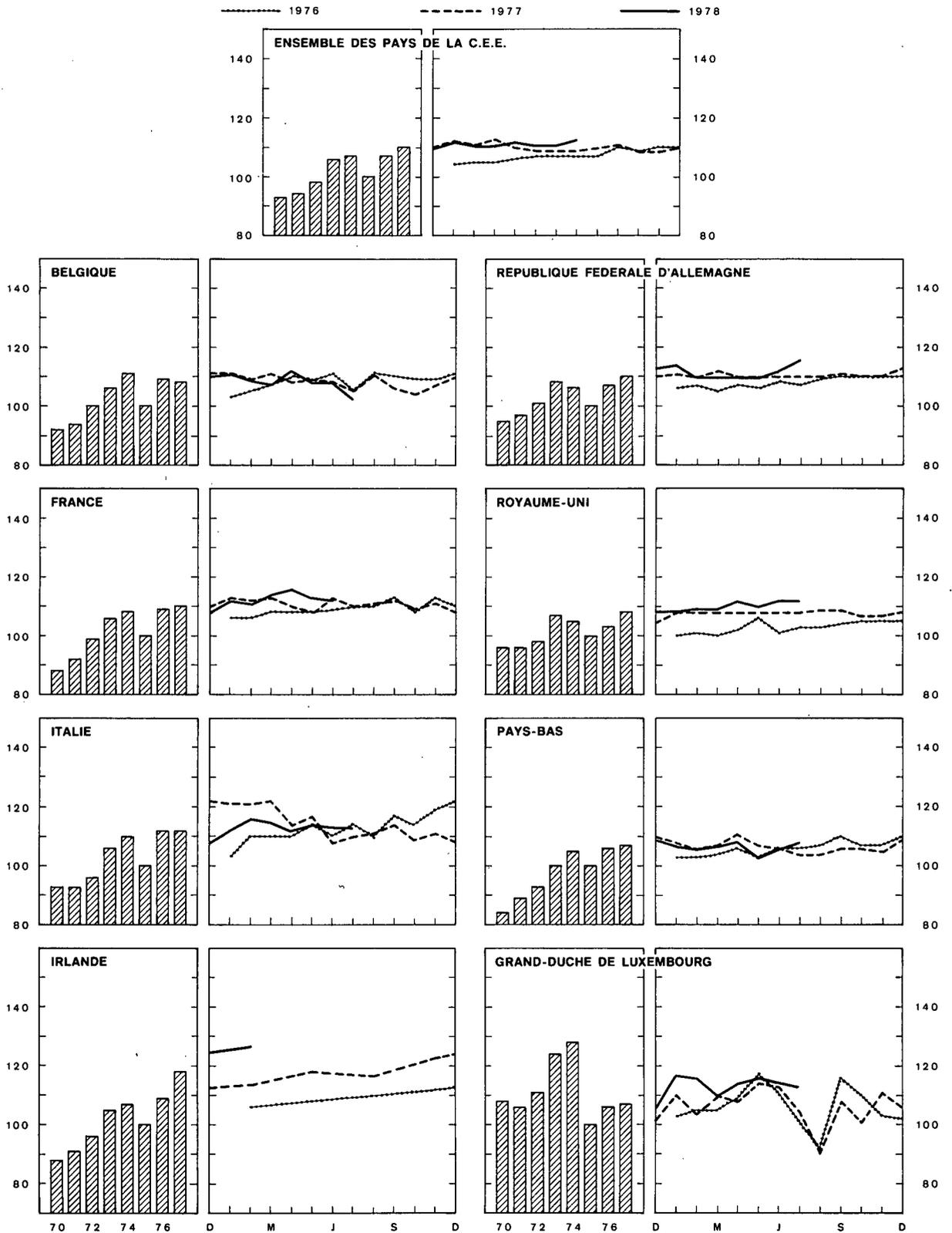
financière. — La Construction. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

### IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

#### Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1975 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives <sup>1</sup>	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais
1970 .....	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971 .....	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972 .....	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973 .....	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1974 .....	690	760	6.841	1.697	1.846	331,2	54,4
1975 .....	688	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976 .....	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977 .....	639 <sup>2</sup>	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	677	559	4.817	1.435	1.027	300,9	56,9
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	681	529	4.749	1.343	1.035	280,9	53,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	697	550	4.993	1.355	1.032	322,7	55,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	581 <sup>2</sup>	518	4.634	1.351	940	429,2	65,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	596	566	5.069	1.369	1.013	316,8	63,0
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	588	568	5.123	1.335	1.119	312,6	57,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	604	580	5.193	1.344	1.094	350,1	60,9
1977 Août .....	557	473	4.331	1.236	871	434,5	64,5
Septembre .....	595	555	5.022	1.357	1.076	402,5	64,1
Octobre .....	615	569	5.172	1.446	1.098	346,0	64,8
Novembre .....	590	558	5.013	1.319	952	304,7	63,3
Décembre .....	584	571	5.021	1.341	990	299,8	60,8
1978 Janvier .....	598	584	5.194	1.344	1.122	314,8	54,5
Février .....	572	527	4.772	1.253	1.009	271,4	52,9
Mars .....	593	593	5.403	1.407	1.225	351,5	64,2
Avril .....	591	575	5.043	1.374	1.208	351,7	57,6
Mai .....	604	580	5.406	1.412	1.140	319,0	57,7
Juin .....	617	586	5.130	1.245	934	379,5	67,3
Juillet .....	572	522	4.304	1.213	938	488,6	78,4
Août .....	571	511	4.694	1.205	1.003	484,6	78,9

<sup>1</sup> Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

<sup>2</sup> A partir de juillet 1977, trafic rail seulement. L'exploitation des services d'autobus étant transférée à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.

**Y - 1b. — Navigation maritime**

**Y - 1c. — Navigation  
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics <sup>1</sup>	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1970 .....	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971 .....	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972 .....	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973 .....	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974 .....	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975 .....	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976 .....	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977 .....	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1976 1 <sup>er</sup> trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 <sup>e</sup> trimestre ..	5.847	3.404	2.027	724	760	304	1.938	434	105	9.013	560
3 <sup>e</sup> trimestre ..	5.751	3.195	2.344	881	816	454	2.112	795	136	8.216	479
4 <sup>e</sup> trimestre ..	5.416	3.510	2.502	792	981	374	1.934	652	151	8.705	508
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	5.574	3.051	2.559	803	915	329	2.070	624	106	8.199	469
2 <sup>e</sup> trimestre ..	5.957	3.171	2.641	774	953	326	2.088	665	139	8.997	504
3 <sup>e</sup> trimestre ..	5.661	3.181	2.734	730	884	281	2.159	668	118	8.193	456
4 <sup>e</sup> trimestre ..	5.556	2.813	2.950	642	923	217	2.043	555	142	8.253	491
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	5.296			973			2.145			7.968	477
1977 Mai .....	5.867	3.039	2.466	781	887	238	2.301	815	133	8.742	480
Juin .....	5.997	3.616	2.970	680	1.207	454	2.072	537	150	9.468	523
Juillet .....	5.980	3.162	2.369	702	935	206	2.002	733	88	6.638	366
Août .....	5.515	3.411	2.295	717	921	273	2.357	653	128	9.243	502
Septembre ...	5.488	2.969	3.539	770	797	363	2.118	618	137	8.697	501
Octobre .....	5.784	2.599	3.028	605	1.401	278	2.074	437	162	8.600	507
Novembre ....	5.120	2.637	2.875	593	694	146	2.016	492	139	8.344	490
Decembre ....	5.763	3.203	2.946	728	674	226	2.039	737	124	7.814	477
1978 Janvier .....	5.360	2.390	2.485	882	668	342	2.235	694	144	7.917	464
Février .....	5.131	2.782	2.263	920	1.006	132	2.044	636	187	7.275	450
Mars .....	5.397			1.118			2.155			8.712	517
Avril .....	5.279						1.976			8.509	508
Mai .....							2.373			8.261	498

<sup>1</sup> Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

**V - 2. — TOURISME**

Nuits passées par les touristes en Belgique <sup>1</sup>  
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1970 .....	<b>2.236</b>	1.662	92	132	109	87	43
1971 .....	<b>2.288</b>	1.682	100	147	100	99	44
1972 .....	<b>2.263</b>	1.782	90	145	95	95	42
1973 .....	<b>2.306</b>	1.787	92	145	102	107	43
1974 .....	<b>2.314</b>	1.691	88	151	91	111	48
1975 .....	<b>2.458</b>	1.788	91	173	107	120	42
1976 .....	<b>2.484</b>	1.824	88	182	99	117	43
1977 .....	<b>2.434</b>	1.799	82	170	85	118	46
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>471</b>	223	42	29	33	34	26
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>2.228</b>	1.577	80	149	120	118	50
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>5.909</b>	4.674	128	453	164	242	61
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>679</b>	376	42	43	41	42	33
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>480</b>	232	36	34	29	33	27
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>2.268</b>	1.602	77	162	114	123	54
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>5.801</b>	4.631	117	400	147	242	63
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>702</b>	381	42	48	43	46	39
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>611</b>	370	32	38	36	38	21
1977 Mai .....	<b>2.337</b>	1.674	89	188	82	111	55
Juin .....	<b>2.793</b>	1.921	74	238	164	174	69
Juillet .....	<b>8.643</b>	7.014	108	789	160	298	65
Août .....	<b>6.863</b>	5.620	162	305	172	312	61
Septembre .....	<b>1.897</b>	1.260	80	105	110	117	62
Octobre .....	<b>845</b>	409	50	72	67	69	52
Novembre .....	<b>617</b>	319	44	35	37	38	37
Décembre .....	<b>643</b>	415	31	38	25	30	27
1978 Janvier .....	<b>425</b>	207	30	31	27	28	26
Février .....	<b>411</b>	218	29	31	26	26	17
Mars .....	<b>996</b>	686	37	52	55	60	20
Avril .....	<b>918</b>	556	56	48	65	57	29
Mai .....	<b>2.129</b>	1.543	69	154	95	105	36

<sup>1</sup> Y compris les nuitées de camping.

### Y . 3. — COMMERCE INTERIEUR

#### a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1970 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971 .....	105	107	100	120	120	103	107	122	107	108	104
1972 .....	115	122	100	138	129	113	115	140	126	121	112
1973 .....	129	136	98	160	155	124	135	172	141	138	121
1974 .....	151	157	97	191	185	141	155	205	176	163	127
1975 .....	167	170	98	225	217	165	169	213	204	183	129
1976 .....	192	189	98	264	236	189	195	247	237	211	137
1977 .....	p 204	205	93	302	254	p 203	p 208	p 265	p 257	p 228	p 140
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	198	183	100	260	233	189	213	240	242	215	140
3 <sup>e</sup> trimestre .....	185	184	96	262	239	191	173	241	224	206	132
4 <sup>e</sup> trimestre .....	210	223	101	299	258	203	229	285	257	234	147
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 192	180	91	274	230	p 190	p 179	p 240	p 250	p 212	p 131
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 211	201	94	303	252	p 205	p 223	p 265	p 269	p 234	p 144
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 191	201	90	293	257	p 199	p 188	p 253	p 239	p 217	p 133
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 220	239	94	337	275	p 219	p 240	p 302	p 271	p 249	p 151
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 198	193	84	310	240	p 203	p 184	p 246	p 267	p 224	p 134
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 218	214	87	328	258	p 216	p 219	p 278	p 281	p 244	p 147
1977 Juillet .....	p 177	206	91	290	266	p 192	p 189	p 235	p 219	p 207	p 127
Août .....	p 185	194	90	285	251	p 196	p 162	p 250	p 238	p 210	p 129
Septembre .....	p 211	203	90	305	255	p 209	p 213	p 274	p 261	p 234	p 142
Octobre .....	p 208	206	92	324	259	p 209	p 236	p 268	p 255	p 235	p 143
Novembre .....	p 199	216	86	303	249	p 201	p 206	p 261	p 252	p 225	p 136
Décembre .....	p 254	294	105	384	318	p 248	p 279	p 378	p 305	p 267	p 173
1978 Janvier .....	p 186	189	85	307	232	p 194	p 184	p 228	p 248	p 213	p 128
Février .....	p 187	180	80	294	225	p 195	p 148	p 241	p 260	p 211	p 127
Mars .....	p 221	211	88	331	263	p 219	p 221	p 270	p 292	p 247	p 148
Avril .....	p 213	204	85	322	249	p 210	p 228	p 257	p 273	p 237	p 143
Mai .....	p 218	213	87	325	256	p 215	p 215	p 285	p 279	p 243	p 146
Juin .....	p 224	225	90	337	268	p 224	p 214	p 293	p 291	p 251	p 151
Juillet .....	p 181	214	83	310	263	p 199	p 177	p 243	p 234	p 213	p 128

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

## Y - 3b. — Ventes à tempérament

### 1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.597	796	315	486	65,5	14,4	29,2	21,9	20,6	5,2	8,5	6,9

### 2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1975 1 <sup>er</sup> semestre .....	54	38	2	14	373	95	114	164
2 <sup>e</sup> semestre .....	56	40	2	14	383	120	78	185
1976 1 <sup>er</sup> semestre .....	60	43	1	16	436	128	63	245
2 <sup>e</sup> semestre .....	50	35	1	14	543	162	60	321
1977 1 <sup>er</sup> semestre .....	49	33	4	12	691	160	166	365
2 <sup>e</sup> semestre .....	63	27	4	32	903	154	201	548

### 3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 <sup>e</sup> semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
2 <sup>e</sup> semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
2 <sup>e</sup> semestre ...	824	4	1	1	75	14	6	162	65	6	473	17
Crédits accordés (milliards de francs)												
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 <sup>e</sup> semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	20,6	1,9	0,2	0,4	10,0	1,0	0,2	0,2	0,2	1,9	3,7	0,9
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	7,9	0,9	1,3	51,4	4,9	1,0	1,3	1,3	7,8	17,2	5,0
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	9,2	0,9	2,1	48,3	4,6	1,0	1,2	1,1	9,3	17,8	4,5

**Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

Opérations de débit

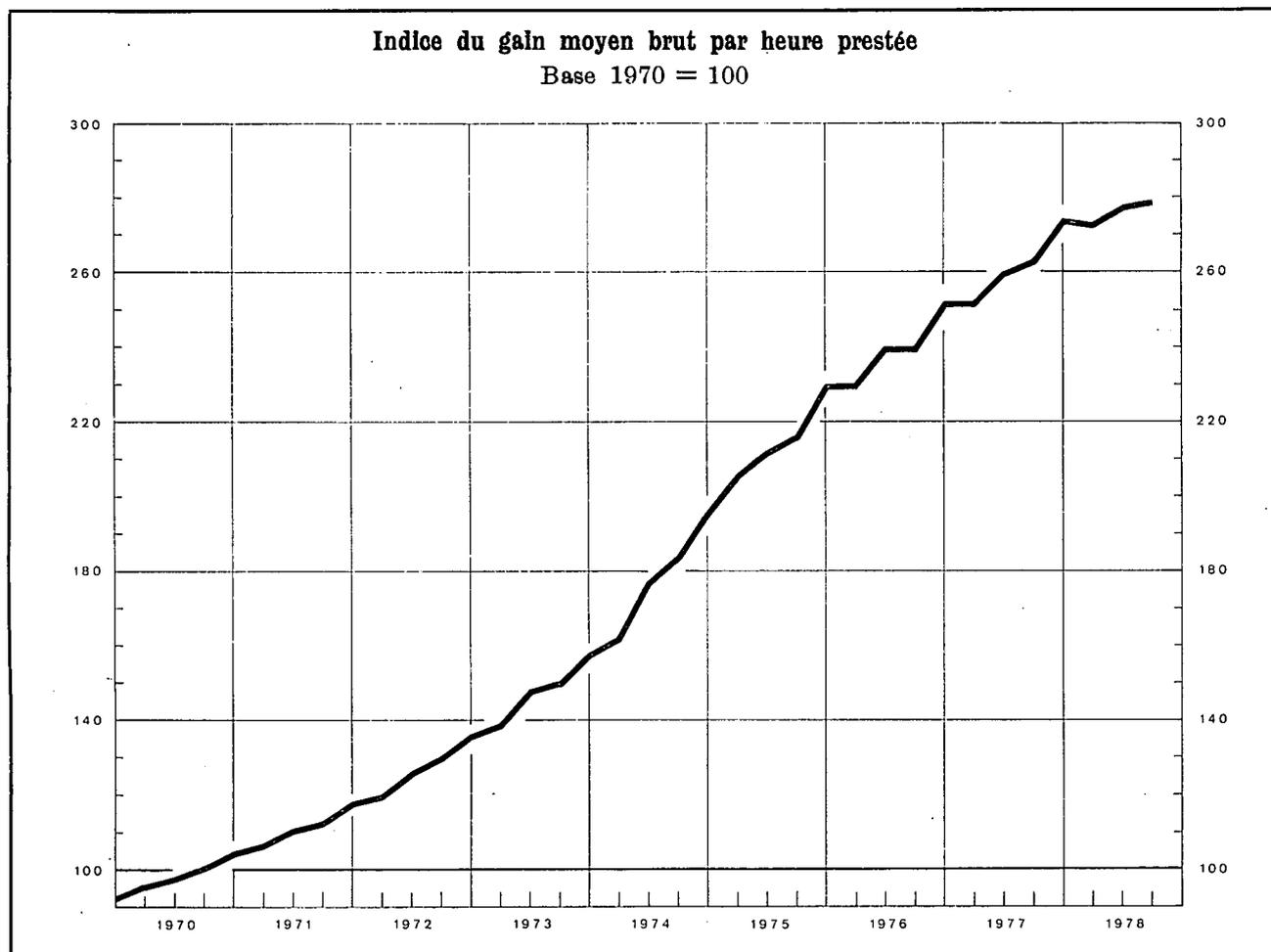
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations <sup>1</sup>		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1970 .....	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971 .....	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972 .....	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973 .....	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974 .....	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975 .....	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 <sup>2</sup> .....	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977 .....	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	32	3	447	10.066	2.909	10.069	3.356	2.637	400	12.706	3.756
4 <sup>e</sup> trimestre <sup>2</sup> .....	32	2	289	11.439	3.500	11.441	3.789	2.807	427	14.248	4.216
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	32	2	301	11.562	3.689	11.564	3.990	2.722	428	14.286	4.418
2 <sup>e</sup> trimestre .....	31	2	283	12.058	3.721	12.060	4.004	2.691	435	14.751	4.439
3 <sup>e</sup> trimestre .....	30	2	245	11.909	3.838	11.911	4.083	2.409	396	14.320	4.479
4 <sup>e</sup> trimestre .....	30	2	325	14.189	4.192	14.191	4.517	2.676	428	16.867	4.945
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	29	2	309	13.687	4.096	13.689	4.405	2.466	419	16.155	4.824
2 <sup>e</sup> trimestre .....	27	2	283	14.198	4.118	14.200	4.401	2.453	439	16.653	4.840
3 <sup>e</sup> trimestre .....	26	2	266	13.370	3.736	13.372	4.002	2.186	440	15.558	4.442
1977 Septembre .....	30	2	251	12.871	3.902	12.873	4.153	2.452	403	15.325	4.556
Octobre .....	30	2	236	13.213	4.234	13.215	4.470	2.569	412	15.784	4.882
Novembre .....	30	2	421	13.780	4.343	13.782	4.764	2.461	380	16.243	5.144
Décembre .....	30	2	318	15.575	3.998	15.577	4.316	2.998	493	18.575	4.809
1978 Janvier .....	30	2	262	13.635	3.884	13.637	4.146	2.548	405	16.185	4.551
Février .....	30	2	349	12.487	4.058	12.489	4.407	2.256	399	14.745	4.806
Mars .....	29	2	318	14.939	4.345	14.941	4.663	2.594	454	17.535	5.117
Avril .....	29	2	247	12.847	3.556	12.849	3.803	2.243	387	15.092	4.190
Mai .....	29	2	316	15.379	4.648	15.381	4.964	2.576	448	17.957	5.412
Juin .....	27	2	287	14.368	4.149	14.370	4.436	2.539	482	16.909	4.918
Juillet .....	27	1	303	13.183	4.116	13.184	4.419	2.238	451	15.422	4.870
Août .....	27	2	250	13.297	3.390	13.299	3.640	2.151	455	15.450	4.095
Septembre .....	26	2	244	13.631	3.704	13.633	3.948	2.169	413	15.802	4.361

<sup>1</sup> Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.  
<sup>2</sup> Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.)* — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



### Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels <sup>3</sup>			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type 1		Salaires-coût horaire <sup>2</sup>	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1970 .....	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972 .....	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973 .....	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974 .....	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975 .....	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976 .....	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977 .....	262	249	263	270	259,9	257,0	235,5	222,6
1976 Septembre .....	240	230	242	246	239,5	237,4	219,9	208,3
1976 Décembre .....	252	235	247	258	244,9	243,3	223,9	212,4
1977 Mars .....	252	241	254	259	252,4	251,0	229,4	217,2
1977 Juin .....	260	247	261	268	258,3	255,2	233,0	220,6
1977 Septembre .....	263	252	265	271	262,2	258,9	237,5	224,3
1977 Décembre .....	274	256	270	282	266,8	263,1	242,1	228,4
1978 Mars .....	p 273	p 258	p 273	p 282	269,9	266,0	244,3	229,9
1978 Juin .....	p 278	p 264	p 280	p 287	273,7	269,8	247,6	233,2
1978 Septembre .....	p 279	p 266	p 283					

\* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,818; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

<sup>1</sup> Non compris les ouvriers du transport.

<sup>2</sup> Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

<sup>3</sup> Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

## VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1975 octobre	1976 avril	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre
<i>Industries extractives</i> <sup>1</sup> :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond) .....	204,83	211,79	220,25	235,75	241,31
Préparation du charbon (ouvriers de la surface) .....	160,09	167,81	174,50	183,19	189,37
Total des industries extractives .....	183,57	192,17	199,45	211,15	217,63
<i>Industries manufacturières</i> <sup>2</sup> :					
Cokeries .....	177,29	187,43	194,47	203,68	211,00
Raffinage de pétrole .....	224,19	241,42	255,77	265,45	274,41
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude .....	201,86	213,28	—	—	—
Production et première transformation des métaux .....	177,88	189,34	200,99	210,06	217,57
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	150,56	160,83	168,57	180,13	188,22
Industrie chimique .....	162,95	173,28	180,46	196,55	202,87
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	166,86	178,66	182,82	201,23	191,48
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport) .....	147,13	154,23	160,02	171,94	174,84
Construction de machines et de matériel mécanique .....	153,05	161,97	167,56	176,79	183,22
Construction électrique et électronique .....	145,37	156,16	160,52	169,32	173,48
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	172,60	185,30	188,41	200,79	203,29
Construction d'autre matériel de transport .....	170,50	174,60	180,13	193,18	194,46
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires .....	135,98	143,41	147,94	158,25	164,09
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac .....	135,71	146,90	153,17	161,69	170,51
Industrie textile .....	123,07	131,64	135,63	144,12	145,47
Industrie du cuir .....	114,78	123,06	130,70	137,57	145,60
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	102,88	110,50	112,74	120,27	122,59
Industrie du bois et du meuble en bois .....	133,64	143,56	147,43	159,90	163,09
Industrie du papier, imprimerie et édition .....	152,29	161,48	167,25	175,92	179,74
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	140,95	148,62	153,67	163,56	170,34
Total des industries manufacturières .....	144,32	154,10	159,68	169,83	174,59
dont : hommes .....	155,79	166,24	172,73	183,37	188,69
femmes .....	111,06	118,92	121,85	130,60	133,39
<i>Bâtiment et génie civil</i> <sup>1</sup> .....	150,55	163,16	172,29	185,49	190,50
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total <sup>2</sup> .....	146,85	157,05	163,28	173,98	178,88

<sup>1</sup> Hommes seulement.

<sup>2</sup> Hommes et femmes.

## VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE <sup>1</sup>

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupè et branche d'industrie	1975 octobre	1976 avril	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides .....	46.997	48.122	48.203	53.438	52.698
Total des industries extractives .....	44.888	46.312	46.769	51.387	51.308
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries .....	44.204	46.922	47.611	51.523	53.287
Raffinage de pétrole .....	51.512	56.214	57.121	62.819	64.057
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude <sup>2</sup> .....	51.016	54.539	44.816	49.788	51.812
Production et première transformation des métaux .....	44.915	47.122	49.082	52.550	53.621
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	37.416	39.820	41.138	43.532	45.739
Industrie chimique .....	41.215	43.564	44.829	48.108	49.809
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	49.025	53.287	55.800	59.199	58.871
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) .....	37.187	38.815	40.486	43.192	43.966
Construction de machines et de matériel mécanique .....	38.612	40.019	42.017	43.837	45.231
Construction électrique et électronique .....	38.675	40.779	42.054	44.920	46.384
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	41.589	43.469	45.066	48.227	48.619
Construction d'autre matériel de transport .....	40.935	42.990	43.831	46.588	47.818
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	35.499	36.873	38.769	41.697	42.539
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac .....	34.694	36.608	38.285	40.492	42.038
Industrie textile .....	33.318	35.161	36.528	38.346	39.809
Industrie du cuir .....	33.889	36.597	37.854	39.894	39.758
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	27.383	28.677	29.918	30.716	32.578
Industrie du bois et du meuble en bois .....	31.700	33.165	35.374	36.564	38.220
Industrie du papier, imprimerie et édition .....	36.583	38.384	40.023	42.266	43.299
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	36.763	38.407	40.404	42.830	44.752
Total des industries manufacturières .....	38.161	40.058	41.470	44.020	45.344
dont : hommes .....	42.270	44.326	45.958	48.741	50.140
femmes .....	24.722	26.098	27.191	29.002	30.087
<i>Bâtiment et génie civil</i> .....	35.935	37.696	39.320	41.715	42.888
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total .....	37.957	39.886	41.422	44.018	45.288

<sup>1</sup> Hommes et femmes.

<sup>2</sup> A partir d'octobre 1976, données relatives au personnel total de la branche.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service de Conjoncture (I.R.E.S.). — Rapport annuel de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Statistiques*

*économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».*

## VII. — INDICES DE PRIX

### 1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1970 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972 .....	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973 .....	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974 .....	233,8	177,5 <sup>4</sup> 205,9 <sup>5</sup>	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975 .....	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976 .....	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977 .....	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	267,1	204,7	279,1	225,4	302,8	462,5	248,1	188,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	275,5	201,0	281,7	231,7	303,7	468,4	253,8	182,5
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	295,1	223,0	303,2	276,3	315,1	493,8	246,9	190,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	298,3	225,2	312,7	301,6	317,6	509,8	240,3	185,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	269,3	206,2	296,8	260,8	312,6	511,4	213,6	185,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	262,7	206,3	295,8	257,3	312,7	516,7	202,6	186,3
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	250,5	219,3	302,4	266,1	318,5	526,8	206,5	189,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	263,2	222,8	300,3	258,2	318,9	521,3	210,2	193,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	259,5	226,5	302,4	241,0	329,5	524,4	221,1	210,0
1977 Octobre .....	266,4	200,9	290,4	241,4	312,1	515,3	204,5	184,8
Novembre .....	263,8	204,8	296,1	260,4	311,9	516,6	200,5	185,5
Décembre .....	257,8	213,2	300,8	270,2	314,1	518,3	202,7	188,5
1978 Janvier .....	252,2	217,9	303,2	268,8	318,5	527,1	204,4	189,9
Février .....	249,1	220,0	302,8	268,3	318,0	526,4	205,9	188,7
Mars .....	250,0	219,9	301,1	261,0	318,8	527,0	209,0	188,6
Avril .....	258,0	220,2	299,5	261,4	316,4	522,3	206,5	188,3
Mai .....	263,1	223,1	300,8	259,6	318,9	520,8	211,7	192,9
Juin .....	268,4	225,0	300,7	253,9	321,3	521,0	212,4	198,0
Juillet .....	256,6	223,0	296,3	234,0	323,7	521,5	217,0	200,8
Août .....	257,5	226,2	301,4	236,2	330,2	525,4	222,9	210,1
Septembre .....	264,5	230,3	309,5	252,9	334,5	526,4	223,4	219,0
Octobre .....	271,0	237,7	319,1	259,5	345,4	528,3	238,7	235,5

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du ce n. de la laine et de la soie

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHE WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT <sup>1</sup>

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie									
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement				
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux	
1970 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9	
1972 .....	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5	
1973 .....	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9	
1974 .....	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9	
1975 .....	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4	
1976 .....	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9	
1977 .....	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	156,9	
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	192,8	269,2	172,9	192,0	206,5	214,4	558,0	259,1	212,8	234,0	268,4	192,8	183,7	150,5	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	169,3	288,9	179,3	197,8	224,5	212,1	567,1	262,5	262,7	234,0	279,2	203,4	172,9	136,6	
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	174,4	377,1	209,8	203,3	228,4	220,0	599,4	252,6	263,3	234,0	278,1	198,5	166,6	160,5	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	168,7	428,5	240,9	202,0	232,6	247,8	610,7	239,0	307,1	234,0	275,0	189,8	165,1	153,4	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	157,2	355,3	180,3	209,8	240,9	239,9	616,0	206,7	278,2	225,3	267,7	198,1	171,0	151,1	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	170,0	336,5	175,6	219,3	253,3	242,9	622,2	202,6	262,2	192,9	255,7	203,6	164,1	162,9	
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	182,5	334,7	195,9	243,7	270,3	283,0	620,7	210,9	282,7	176,9	257,5	202,9	177,5	160,1	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	189,5	304,3	222,7	252,0	269,6	283,0	613,1	216,0	285,7	176,9	256,8	217,4	186,4	161,2	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	188,9	259,9	226,4	270,0	273,1	294,5	612,9	227,2	303,7	185,4	269,7	241,9	206,4	176,6	
1977 Octobre .....	164,6	308,9	165,3	215,4	245,8	241,0	621,0	203,6	259,3	199,7	254,8	208,6	164,3	159,0	
Novembre .....	171,8	343,2	174,8	216,8	252,9	242,2	622,3	201,5	250,4	190,5	254,9	204,1	163,1	161,9	
Décembre .....	173,5	357,5	186,8	225,7	261,2	245,6	623,3	202,8	276,9	188,3	257,3	198,4	165,0	167,8	
1978 Janvier .....	179,4	346,4	188,4	237,4	268,6	281,1	621,8	208,8	274,9	176,9	257,9	200,9	175,2	163,8	
Février .....	182,9	341,8	190,5	242,9	268,9	283,0	620,2	210,3	281,3	176,9	257,0	202,0	178,4	159,0	
Mars .....	185,2	316,0	208,7	250,8	273,5	285,0	620,2	213,6	291,8	176,9	257,5	206,0	178,9	157,6	
Avril .....	190,0	311,9	218,2	249,5	273,0	284,7	613,6	210,7	286,9	176,9	258,0	204,2	179,2	156,7	
Mai .....	189,5	308,2	223,1	249,4	267,1	281,6	612,9	218,3	283,6	176,9	255,0	216,5	188,3	160,8	
Juin .....	188,9	292,8	226,6	257,0	268,6	282,7	612,9	219,0	286,8	176,9	257,4	231,4	191,9	166,3	
Juillet .....	187,9	246,3	222,1	268,4	272,0	284,1	612,9	222,2	295,8	185,4	265,3	228,8	194,5	167,7	
Août .....	188,1	251,3	219,7	270,3	272,7	297,9	612,9	229,8	303,2	185,4	271,5	240,9	204,6	177,4	
Septembre .....	190,7	282,1	237,3	271,3	274,6	301,5	612,9	229,7	312,2	185,4	272,2	256,1	220,2	184,8	
Octobre .....	196,5	285,8	243,9	277,8	295,0	308,5	612,9	241,2	353,8	205,3	287,3	271,1	238,8	201,1	

<sup>1</sup> Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

**VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE <sup>1</sup>**

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1970 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972 .....	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973 .....	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974 .....	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975 .....	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1976 .....	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5	152,2	150,1	140,8
1977 .....	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7	153,1	151,9	145,3
1976 3 <sup>o</sup> trimestre ..	148,3	148,0	150,2	146,0	148,6	151,3	143,4	174,5	134,4	154,2	136,5	151,5	155,1	153,2	141,7
4 <sup>o</sup> trimestre ..	149,6	156,5	153,6	159,3	148,1	152,1	144,0	173,7	130,8	153,4	133,3	154,7	153,2	151,8	142,5
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	152,5	160,4	154,5	166,4	150,7	153,6	149,0	176,0	133,9	155,7	139,6	159,2	156,6	154,2	144,9
2 <sup>o</sup> trimestre ..	152,3	163,3	156,8	169,5	149,9	153,8	145,7	174,2	133,2	154,4	137,9	159,9	154,8	152,6	145,1
3 <sup>o</sup> trimestre ..	149,6	154,3	161,0	148,6	148,6	153,7	141,6	172,0	132,7	153,7	137,2	161,0	151,6	150,5	145,5
4 <sup>o</sup> trimestre ..	148,1	149,3	162,4	138,0	148,0	153,1	139,7	171,1	132,7	152,3	136,9	162,9	149,4	150,3	145,6
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	146,3	145,7	161,2	132,7	146,6	153,0	136,5	166,9	131,4	152,1	137,3	163,6	147,5	147,5	145,5
2 <sup>o</sup> trimestre ..	147,2	145,9	157,4	136,1	147,7	154,2	138,9	166,9	133,0	152,8	136,3	165,4	149,8	148,2	146,2
3 <sup>o</sup> trimestre ..	147,9	144,1	155,2	134,6	149,1	154,7	141,4	168,7	134,5	152,9	136,8	167,1	152,2	149,7	146,8
1977 Septembre ...	148,5	148,3	164,6	134,6	148,7	153,6	141,8	171,9	132,8	152,6	137,6	162,9	151,1	150,6	145,9
Octobre .....	148,4	148,4	161,3	137,3	148,6	153,6	141,2	172,3	133,0	153,3	137,7	162,9	150,4	151,0	145,9
Novembre ....	148,3	150,5	161,6	140,9	147,9	153,0	139,9	170,9	132,3	152,6	136,7	162,9	149,5	150,0	145,5
Décembre ....	147,5	148,9	164,4	135,8	147,4	152,7	133,2	170,0	132,9	150,8	136,5	162,9	148,2	149,8	145,3
1978 Janvier .....	146,7	146,4	161,1	133,9	146,9	152,7	137,8	167,9	132,2	152,4	137,1	162,9	148,3	148,2	145,2
Février .....	145,8	144,6	161,8	130,2	146,3	152,8	135,9	166,5	130,7	151,8	137,3	163,0	147,0	146,9	145,4
Mars .....	146,4	146,2	160,6	133,9	146,7	153,4	135,8	166,2	131,3	152,0	137,4	164,8	147,3	147,2	145,9
Avril .....	147,1	146,4	157,9	136,4	147,5	153,9	138,0	166,8	132,4	152,3	137,7	164,8	149,2	147,6	146,3
Mai .....	147,3	146,6	158,9	136,0	147,6	154,2	138,7	166,8	133,4	152,5	135,6	164,8	149,5	148,5	145,8
Juin .....	147,3	144,9	155,5	135,8	148,1	154,4	139,8	167,1	133,4	153,4	135,7	166,7	150,7	148,5	146,3
Juillet .....	147,5	144,5	157,1	133,7	148,4	154,5	140,2	167,0	133,7	153,6	135,7	167,1	151,4	148,8	146,4
Août .....	147,5	141,5	153,8	130,9	149,2	154,6	141,9	168,9	134,5	153,2	136,6	167,1	152,5	149,8	146,8
Septembre ...	148,9	146,5	154,7	139,2	149,6	154,9	142,3	170,2	135,3	151,8	133,0	167,1	152,5	150,7	147,2

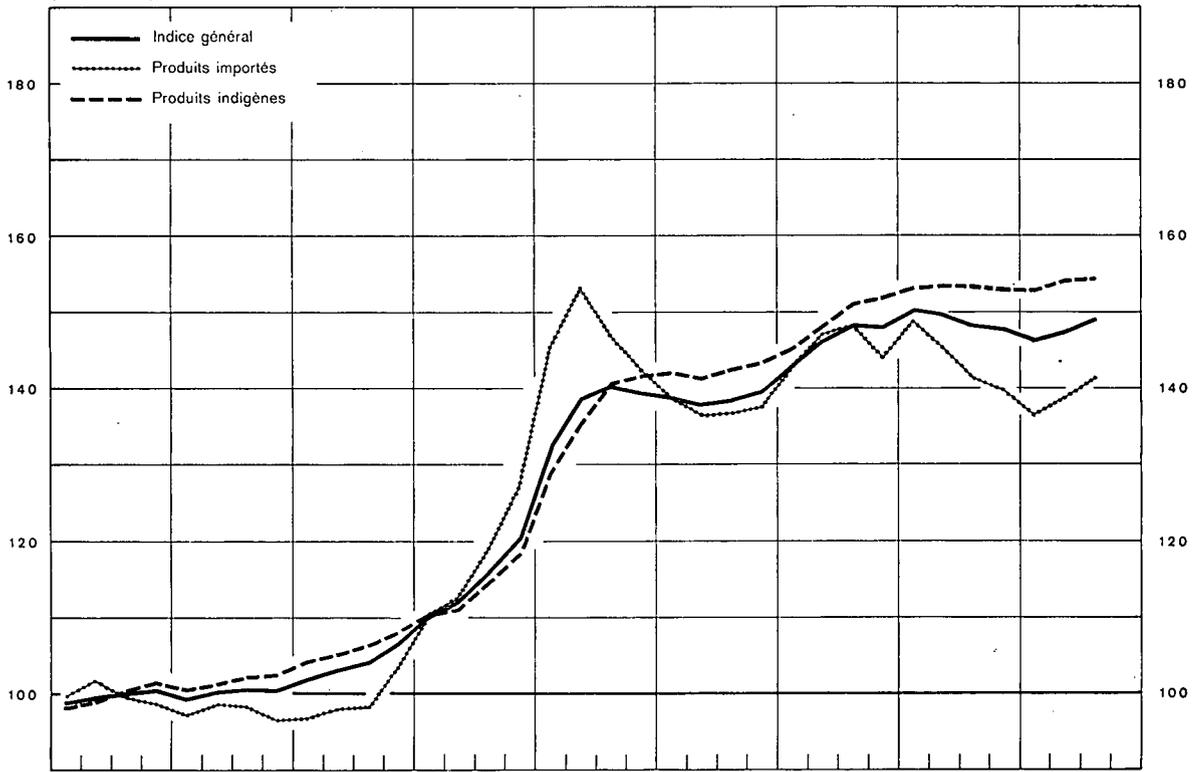
<sup>1</sup> Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

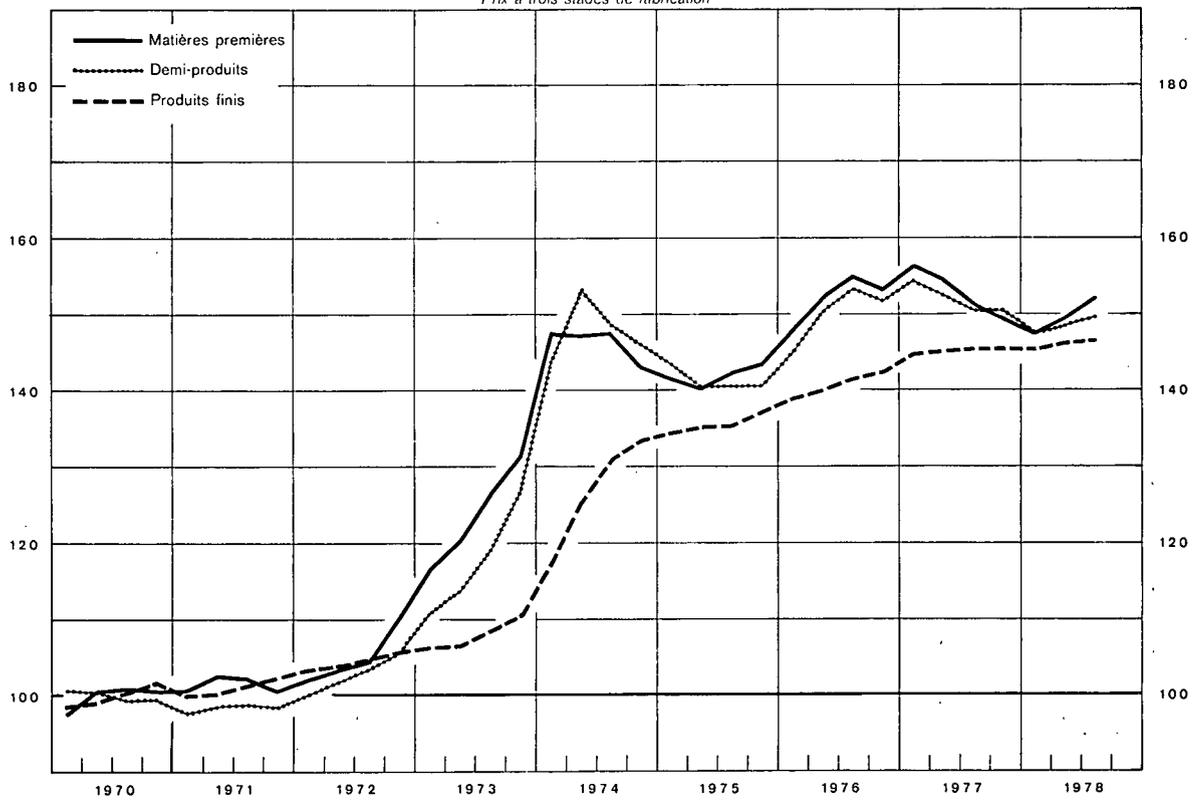
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

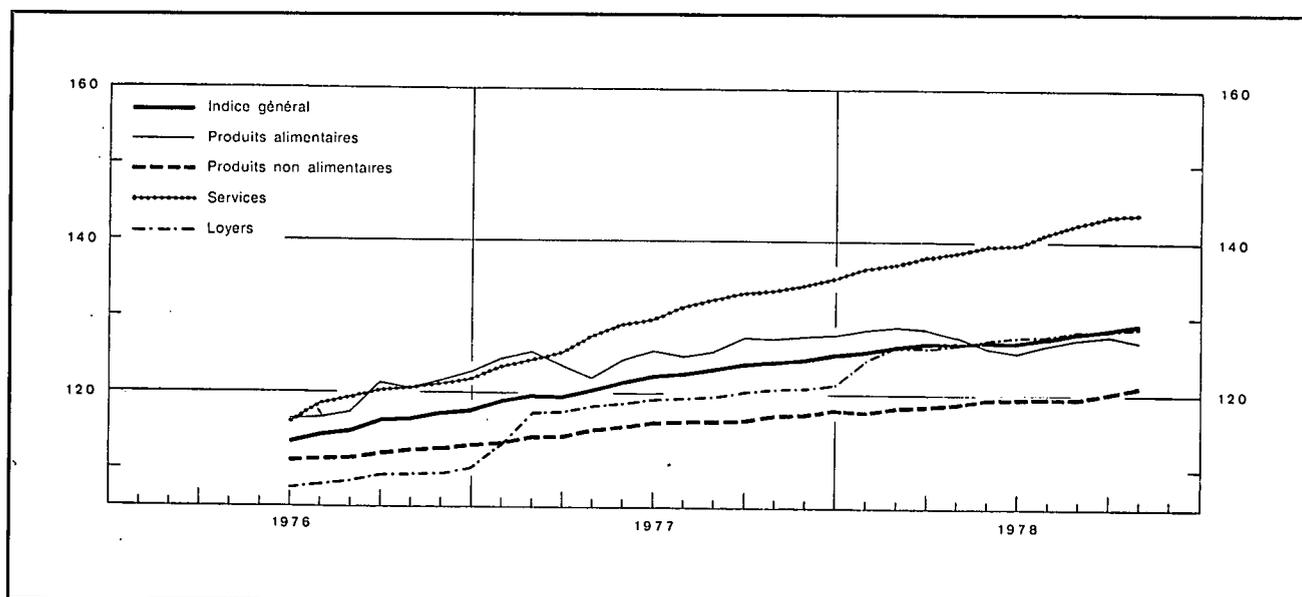


## VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers					
Coefficients de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972 .....	100,00	41,56	37,01	21,43	—					
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00	40,00	30,00	—					
Depuis juin 1976 .....	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00					
<b>Base 1971 = 100<sup>1</sup></b>										
1970 .....	95,84	98,13	95,67	92,69	—					
1971 .....	100,00	100,00	100,00	100,00	—					
1972 .....	105,45	106,60	102,80	107,61	—					
1973 .....	112,78	115,15	107,68	117,28	—					
1974 .....	127,08	125,94	122,69	134,02	—					
1975 .....	143,31	140,08	136,55	154,07	—					
1976 5 premiers mois .....	153,16	154,25	142,46	164,41	—					
<b>Base 2<sup>e</sup> semestre 1974 - 1<sup>er</sup> semestre 1975 = 100</b>										
1976 7 derniers mois .....	115,89	119,58	112,15	119,69	108,89					
1977 .....	122,30	125,46	116,00	129,94	118,92					
	1977	1978	1977	1978	1977	1978				
1 <sup>er</sup> trimestre .....	119,57	126,32	124,55	128,60	114,05	118,18	124,32	137,19	116,13	125,68
2 <sup>e</sup> trimestre .....	121,51	126,92	123,95	126,34	115,78	119,39	128,84	139,33	118,68	127,06
3 <sup>e</sup> trimestre .....	123,34	128,25	125,86	127,18	116,57	119,98	132,33	142,33	119,92	128,22
4 <sup>e</sup> trimestre .....	124,77		127,47		117,62		134,29		120,96	
Janvier .....	119,01	125,88	124,51	128,37	113,66	117,85	123,38	136,52	113,48	124,44
Février .....	119,91	126,38	125,38	128,85	114,22	118,17	124,28	137,04	117,42	126,45
Mars .....	119,80	126,70	123,77	128,59	114,27	118,51	125,29	138,00	117,49	126,16
Avril .....	120,45	126,80	121,98	127,49	115,25	118,90	127,68	138,67	118,17	126,67
Mai .....	121,66	126,97	124,35	126,03	115,79	119,53	129,01	139,61	118,69	127,06
Juin .....	122,42	126,98	125,51	125,50	116,30	119,75	129,82	139,70	119,19	127,46
Juillet .....	122,79	127,68	124,93	126,52	116,36	119,80	131,55	141,22	119,56	127,74
Août .....	123,18	128,26	125,38	127,19	116,54	119,88	132,22	142,51	119,94	128,22
Septembre .....	124,05	128,82	127,27	127,84	116,81	120,27	133,21	143,26	120,26	128,69
Octobre .....	124,31	129,12	127,11	126,96	117,19	121,16	133,62	143,76	120,75	128,96
Novembre .....	124,76		127,54		117,62		134,18		120,94	
Décembre .....	125,25		127,77		118,04		135,06		121,20	



<sup>1</sup> Pour passer de ces indices aux indices en base 2<sup>e</sup> semestre 1974 - 1<sup>er</sup> semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

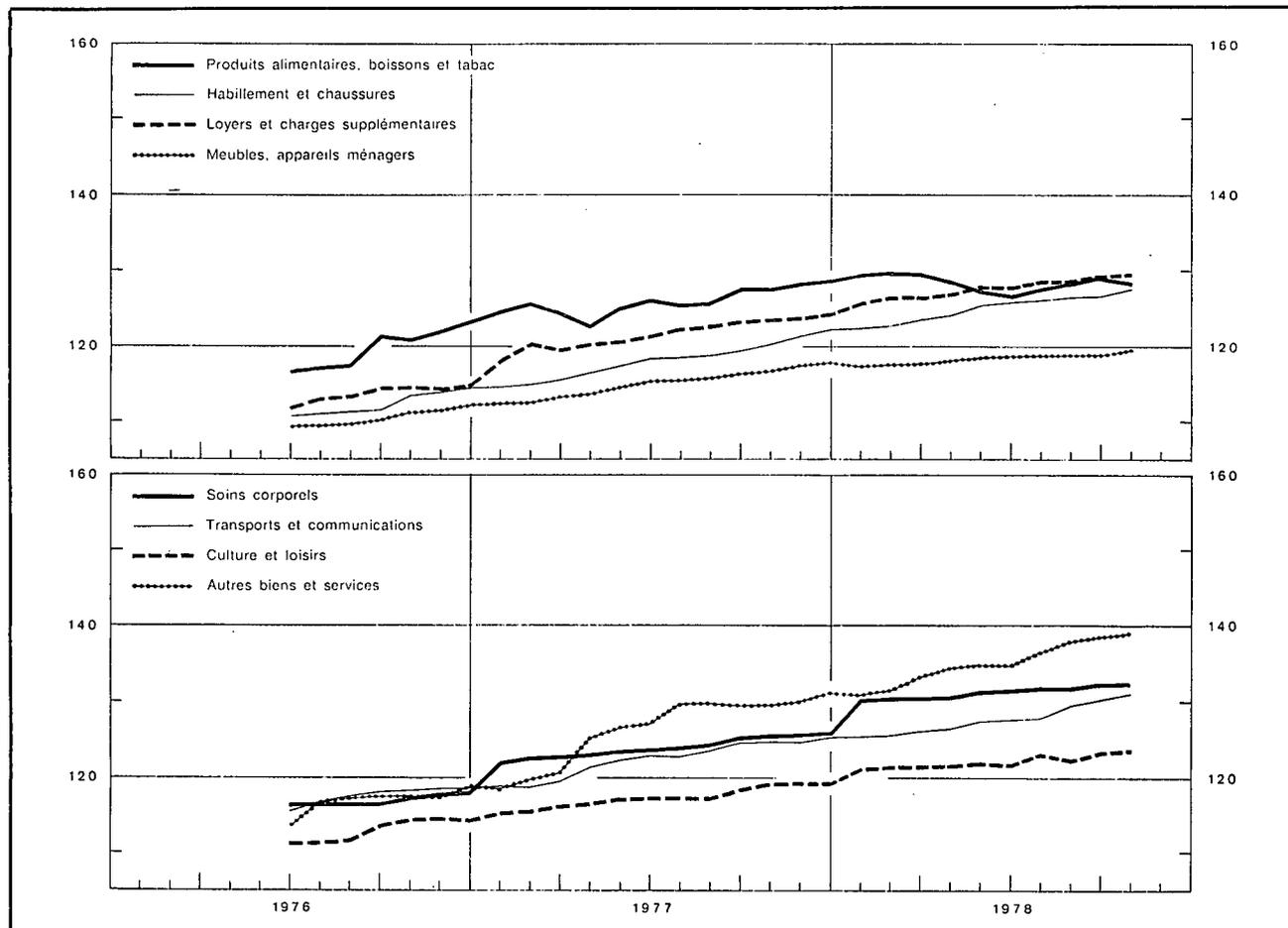
suit : l'indice général à 1,870; les produits alimentaires à 1,848; les produits non alimentaires à 1,804; les services à 1,458.

## VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2<sup>e</sup> semestre 1974 - 1<sup>er</sup> semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général .....	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977 .....	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	115,32	118,69	111,26	113,56	109,79	116,63	117,41	112,30	117,12
4 <sup>e</sup> trimestre .....	117,23	122,06	113,82	114,57	111,57	117,66	118,30	114,49	117,88
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	119,57	125,00	114,97	119,33	112,62	122,50	119,07	115,81	119,70
2 <sup>e</sup> trimestre .....	121,51	124,58	117,39	120,82	114,51	123,48	122,10	117,13	126,25
3 <sup>e</sup> trimestre .....	123,34	126,41	118,79	122,78	115,82	124,53	123,70	117,87	129,82
4 <sup>e</sup> trimestre .....	124,77	128,22	121,23	123,88	117,37	125,88	124,86	119,42	130,27
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	126,32	129,69	122,74	126,23	117,43	130,45	125,62	121,36	131,94
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126,92	127,58	125,05	127,63	118,34	131,28	127,12	121,88	134,67
3 <sup>e</sup> trimestre .....	128,25	128,45	126,21	128,75	118,82	132,01	129,20	123,02	137,56
1977 Octobre .....	124,31	127,63	120,27	123,53	116,84	125,76	124,76	119,24	129,66
Novembre .....	124,76	128,27	121,35	123,94	117,44	125,86	124,65	119,53	130,03
Décembre .....	125,25	128,77	122,06	124,18	117,82	126,01	125,18	119,49	131,11
1978 Janvier .....	125,88	129,43	122,14	125,64	117,28	130,26	125,21	121,06	130,99
Février .....	126,38	129,93	122,66	126,54	117,39	130,48	125,59	121,46	131,61
Mars .....	126,70	129,71	123,43	126,52	117,62	130,60	126,07	121,56	133,22
Avril .....	126,80	128,67	124,05	127,03	118,01	130,75	126,36	121,74	134,30
Mai .....	126,97	127,29	125,18	127,92	118,34	131,49	127,34	121,98	134,93
Juin .....	126,98	126,79	125,93	127,93	118,68	131,61	127,66	121,91	134,77
Juillet .....	127,68	127,76	125,99	128,52	118,75	131,87	127,90	123,11	136,43
Août .....	128,26	128,44	126,16	128,58	118,77	131,84	129,46	122,56	137,96
Septembre .....	128,82	129,16	126,48	129,14	118,94	132,32	130,23	123,38	138,28
Octobre .....	129,12	128,88	127,54	129,81	119,61	132,40	131,07	123,77	138,97

\* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,37.  
Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture I.R.E.S.* — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

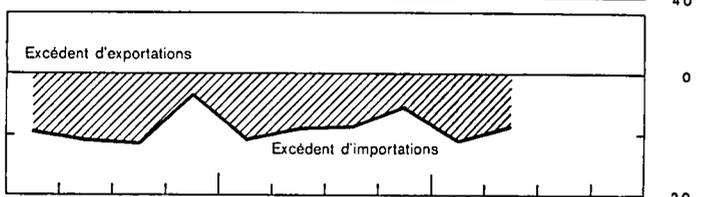
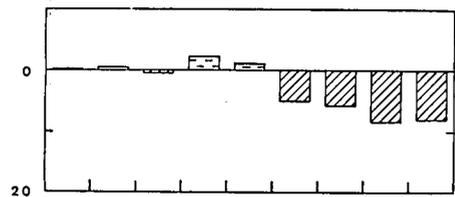
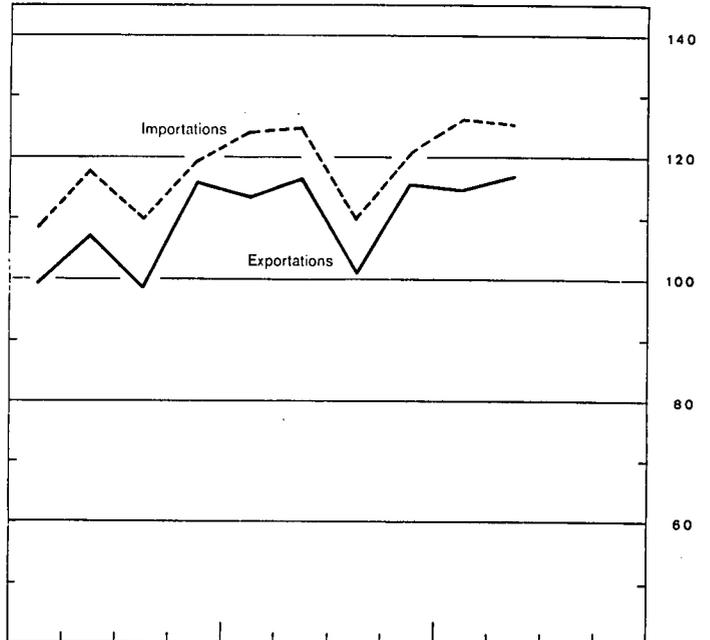
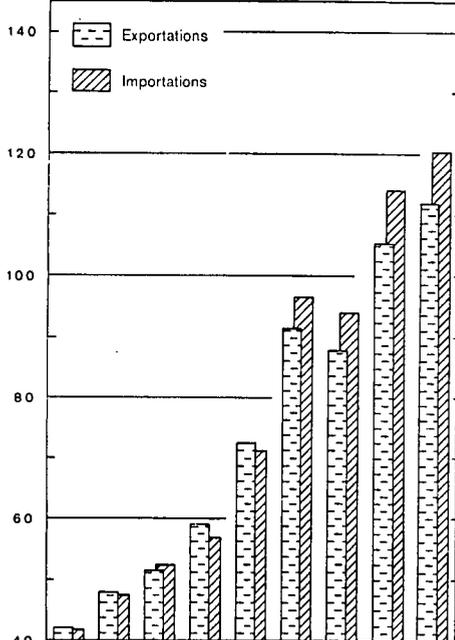
*Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

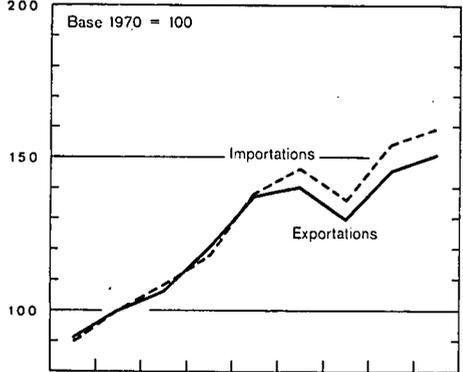
## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

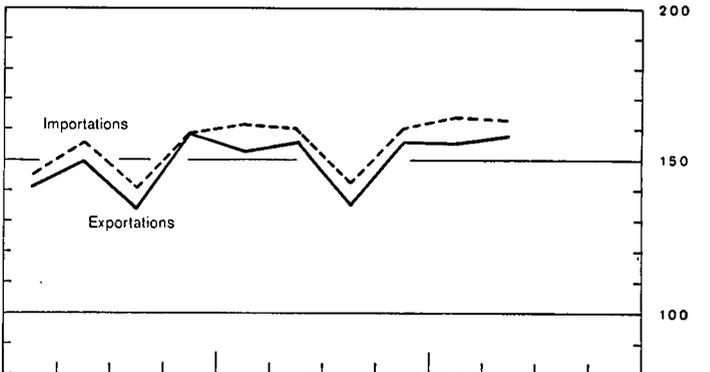
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

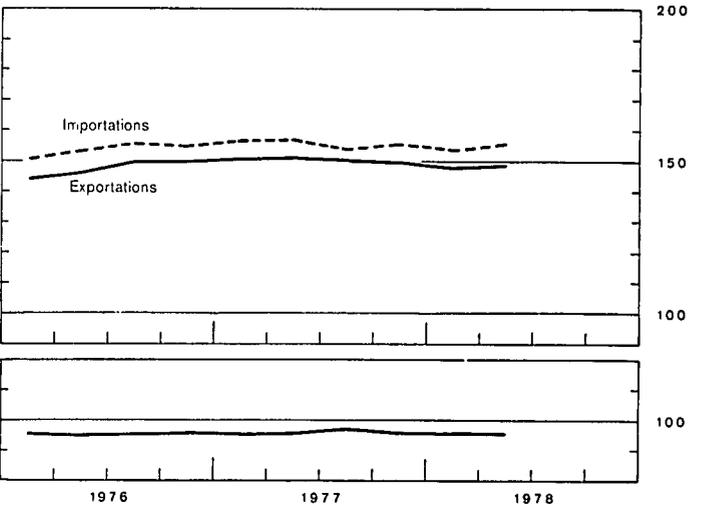
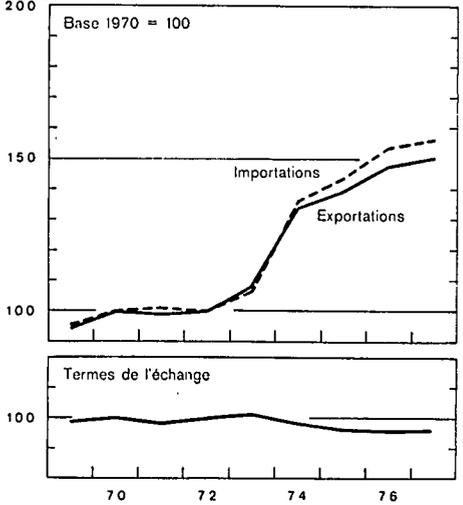


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII. - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1970 .....	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972 .....	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973 .....	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974 .....	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 .....	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976 .....	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977 .....	120,2	112,0	- 8,2	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	118,1	107,5	- 10,6	91	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,0	98,8	- 11,2	90	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	119,6	116,3	- 3,3	97	159,4	159,0	155,2	150,1	96,7
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	124,4	113,8	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	125,3	116,6	- 8,7	93	160,7	156,0	157,3	151,5	96,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,3	101,7	- 8,6	92	142,9	136,0	154,5	150,6	97,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	121,0	115,9	- 5,1	96	160,5	156,5	156,2	150,3	96,2
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	126,7	115,6	- 11,1	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127,3	117,3	- 10,0	92	163,4	157,7	156,4	149,6	95,7
1977 8 premiers mois .....	119,7	109,0	- 10,7	91					
9 premiers mois .....	120,0	110,7	- 9,3	92	155,3	148,3	156,3	151,0	96,6
10 premiers mois .....	120,4	111,5	- 8,9	93					
11 premiers mois .....	120,4	111,2	- 9,2	92					
12 mois .....	120,2	112,0	- 8,2	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	123,2	112,9	- 10,3	92					
2 premiers mois .....	123,3	110,7	- 12,6	90					
3 premiers mois .....	126,7	115,6	- 11,1	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
4 premiers mois .....	125,6	115,7	- 9,9	92					
5 premiers mois .....	125,8	115,0	- 10,8	91					
6 premiers mois .....	127,0	116,5	- 10,5	92	164,1	156,7	155,4	149,1	95,9
7 premiers mois .....	124,1	114,9	- 9,2	93					
8 premiers mois .....	123,2	112,2	- 11,0	91					

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$ .

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

## VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Mat. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1970 .....	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971 .....	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972 .....	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973 .....	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974 .....	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 .....	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976 .....	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 .....	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 <sup>1</sup> .....	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
3 <sup>e</sup> trimestre .....	27,34	10,49	8,67	14,27	5,01	5,38	3,96	6,65	3,91	2,26	1,76	1,19	0,64	0,79	0,39	0,37	0,30	0,15	0,25	0,17	4,30	98,25
4 <sup>e</sup> trimestre .....	35,44	10,97	11,12	15,50	6,09	6,78	5,03	5,69	4,05	2,60	2,54	1,48	0,70	1,00	0,46	0,40	0,38	0,18	0,28	0,17	4,09	116,45
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
2 <sup>e</sup> trimestre .....	34,08	10,45	10,35	16,33	6,08	6,60	5,54	5,89	4,34	2,63	2,18	1,42	0,72	1,40	0,46	0,44	0,35	0,14	0,37	0,25	5,87	115,87
3 <sup>e</sup> trimestre .....	28,90	8,75	8,84	14,64	4,66	5,64	5,71	6,02	4,50	2,26	1,76	1,22	0,59	1,25	0,41	0,38	0,38	0,07	0,32	0,22	4,64	101,17
4 <sup>e</sup> trimestre .....	35,11	9,82	10,64	15,89	5,08	6,37	6,38	6,43	4,47	2,57	2,35	1,49	0,62	1,37	0,43	0,42	0,39	0,11	0,37	0,21	5,37	115,89
1978 1 <sup>er</sup> trimestre <sup>1</sup> .....	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,41	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
2 <sup>e</sup> trimestre .....	36,60	10,79	10,05	16,74	4,41	6,33	6,54	4,82	4,51	2,53	2,27	1,51	0,65	1,46	0,42	0,48	0,40	0,24	0,44	0,25	5,45	116,89
1977 7 premiers mois .....	33,32	10,04	10,37	15,82	5,68	6,31	5,82	5,39	4,15	2,49	2,03	1,35	0,67	1,30	0,43	0,39	0,35	0,12	0,33	0,21	5,51	112,08
8 premiers mois .....	32,10	9,72	9,96	15,49	5,48	6,18	5,46	5,27	4,21	2,46	2,02	1,32	0,65	1,30	0,42	0,40	0,34	0,11	0,32	0,21	5,33	108,76
9 premiers mois .....	32,49	9,87	10,09	15,60	5,47	6,23	5,63	5,69	4,31	2,47	2,04	1,34	0,66	1,32	0,43	0,40	0,36	0,11	0,33	0,22	5,34	110,41
10 premiers mois .....	32,52	9,94	10,22	15,67	5,44	6,30	5,72	5,84	4,31	2,51	2,08	1,36	0,66	1,32	0,43	0,41	0,37	0,11	0,33	0,22	5,59	111,34
11 premiers mois .....	32,44	9,87	10,15	15,60	5,32	6,25	5,85	5,91	4,32	2,50	2,09	1,36	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,55	111,07
12 mois .....	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1978 1 <sup>er</sup> mois <sup>1</sup> .....	33,21	10,12	10,83	16,00	5,28	6,77	4,88	4,64	4,40	2,52	2,06	1,45	0,57	1,28	0,38	0,44	0,45	0,14	0,32	0,19	5,62	111,55
2 premiers mois .....	32,29	9,68	10,18	15,82	4,65	6,10	5,59	3,90	4,11	2,33	1,99	1,35	0,56	1,24	0,36	0,37	0,42	0,16	0,30	0,19	5,17	106,76
3 premiers mois .....	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,41	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
4 premiers mois .....	34,43	10,60	10,61	16,67	4,77	6,69	7,52	4,28	4,40	2,44	2,16	1,45	0,63	1,30	0,39	0,42	0,43	0,21	0,35	0,23	5,23	115,21
5 premiers mois .....	34,63	10,51	10,31	16,69	4,78	6,57	7,08	4,34	4,40	2,45	2,16	1,45	0,64	1,34	0,39	0,42	0,43	0,21	0,36	0,23	5,32	114,71
6 premiers mois .....	35,35	10,62	10,34	16,83	4,84	6,51	7,12	4,56	4,41	2,47	2,19	1,48	0,64	1,38	0,40	0,44	0,42	0,22	0,38	0,23	5,45	116,27
7 premiers mois .....	34,57	10,50	10,12	16,57	4,78	6,40	7,37	4,64	4,46	2,45	2,17	1,43	0,62	1,35	0,40	0,43	0,40	0,21	0,37	0,24	5,33	114,81

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

<sup>1</sup> Nouvelle série.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers <sup>1</sup>	Total général					
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production								Total	non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1970 .....	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971 .....	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972 .....	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973 .....	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974 .....	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975 .....	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976 .....	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977 .....	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1976 2 <sup>e</sup> trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86
3 <sup>e</sup> trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82
4 <sup>e</sup> trimestre ..	74,67	23,36	3,08	7,28	4,49	1,43	0,45	1,18	0,35	2,38	0,59	8,88	2,63	4,31	7,26	2,23	4,78	27,91	3,66	5,24	2,33	16,57	13,52	1,34	117,45
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	76,54	22,82	3,38	7,05	5,31	1,36	0,56	1,14	0,33	2,41	0,62	10,51	1,88	4,07	7,77	2,31	5,02	29,54	3,11	5,58	2,27	18,58	13,85	1,25	121,18
2 <sup>e</sup> trimestre ..	78,15	22,57	3,12	7,11	7,10	1,39	0,52	1,25	0,31	2,65	0,53	10,07	2,15	3,87	8,15	2,41	4,95	29,02	3,82	5,70	2,28	17,22	14,44	1,10	122,71
3 <sup>e</sup> trimestre ..	66,21	17,84	2,24	5,44	5,60	1,23	0,40	1,03	0,30	2,19	0,53	11,07	1,69	3,49	6,82	2,00	4,34	26,77	3,86	4,68	2,13	16,10	12,59	1,05	106,62
4 <sup>e</sup> trimestre ..	76,48	23,16	2,73	6,92	6,64	1,41	0,41	1,12	0,29	2,57	0,57	10,11	1,43	4,40	7,40	2,17	5,15	29,15	4,33	5,54	2,46	16,82	14,18	1,15	120,96
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	78,34	22,69	2,94	7,19	7,92	1,42	0,51	1,09	0,29	2,48	0,57	8,47	2,24	4,70	8,42	2,30	5,11	31,12	4,08	4,88	2,59	19,57	14,05	1,22	124,73
2 <sup>e</sup> trimestre ..	78,27	22,98	2,82	6,66	7,75	1,58	0,48	1,22	0,32	2,90	0,53	7,63	2,76	4,17	8,89	2,50	5,07	30,58	4,58	5,32	2,60	17,95	15,21	1,42	125,48

<sup>1</sup> Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1976			1977				1978	
									2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	162,9	163,1	165,2	163,4	164,5	165,0	159,3	161,4	160,0	161,9
Biens de consommation ...	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	148,4	137,8	142,1	143,4	147,8	147,4	151,2	150,4	149,9	147,1
Biens d'équipement .....	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	136,6	136,9	136,1	135,1	135,3	136,1	137,5	139,0	134,7	138,0
Ensemble ...	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	156,2	153,5	156,1	155,2	157,1	157,3	154,5	156,2	154,3	156,4
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,5	147,8	153,6	149,0	142,1	139,9	136,1	132,4	133,1	138,6
Fabrications métalliques ...	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	152,9	148,5	144,6	150,2	151,7	153,0	154,9	155,5	155,2	155,2
Métaux non ferreux .....	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	100,9	102,1	110,7	105,9	103,9	106,1	99,2	94,0	90,8	90,0
Textiles .....	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	136,3	128,5	132,9	133,4	135,1	136,2	137,1	136,9	136,4	133,6
Produits chimiques .....	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	148,4	152,7	152,4	151,3	151,6	147,1	146,3	147,4	142,3	148,0
Industrie houillère .....	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	180,2	176,4	137,8	150,2	186,7	187,9	177,3	177,9	170,3	181,6
Industrie pétrolière .....	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	303,8	302,0	313,5	311,9	306,0	310,9	302,6	298,0	290,4	285,0
Verres et glaces .....	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	123,9	120,6	120,9	120,7	120,0	125,1	128,4	125,9	125,1	123,4
Produits agricoles .....	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	150,6	143,8	147,2	146,9	150,9	151,1	152,1	153,4	150,6	148,0
Ciments .....	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	170,6	166,5	165,0	167,6	172,9	169,3	167,0	169,3	171,5	173,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	156,4	143,8	149,7	151,3	159,6	154,6	156,4	154,8	158,4	161,2
Carrières .....	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	146,2	142,5	145,0	143,2	146,9	143,4	148,7	149,5	153,9	154,2
Céramiques .....	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	197,7	184,3	193,7	198,3	200,8	199,6	202,1	203,1	194,9	204,6
Bois et meubles .....	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	157,7	141,0	143,9	144,3	150,8	157,5	159,5	162,4	151,5	153,9
Peaux, cuirs et chaussures .	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	148,0	139,9	146,9	144,1	150,2	152,9	148,2	139,4	148,1	146,1
Papier et livres .....	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	148,3	146,5	150,1	149,0	150,1	147,3	147,3	148,2	143,6	142,5
Tabacs manufacturés .....	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	149,3	129,2	140,5	144,3	150,0	150,3	146,7	150,5	151,7	151,2
Caoutchouc .....	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	150,9	147,3	147,4	149,1	149,0	147,5	152,4	153,4	150,7	152,7
Industries alimentaires .....	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	147,0	140,5	144,0	148,5	148,0	149,6	147,8	143,8	139,4	141,6
Divers .....	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	197,6	241,7	193,0	187,9	211,5	230,0	245,8	238,7	250,4	254,8	252,6
Ensemble ...	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	150,5	146,8	150,1	150,1	150,9	151,5	150,6	150,3	148,5	149,6
<b>INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE <sup>1</sup></b>																	
Ensemble ...	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	96,4	95,6	96,2	96,7	96,1	96,3	97,5	96,2	96,2	95,7

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

\* Voir N.B. au tableau VIII-1.

## VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME \*

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1976			1977				1978	
									2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	143,2	145,0	129,4	144,2	145,8	144,7	127,7	145,4	146,4	144,3
Biens de consommation ...	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	209,4	199,6	183,2	208,4	216,3	211,2	190,8	210,4	224,7	223,6
Biens d'équipement .....	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	158,3	146,1	133,6	160,9	162,3	165,3	142,9	160,4	162,3	171,9
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>108,8</b>	<b>118,8</b>	<b>138,4</b>	<b>146,8</b>	<b>136,1</b>	<b>154,5</b>	<b>158,8</b>	<b>156,4</b>	<b>141,3</b>	<b>159,4</b>	<b>162,2</b>	<b>160,7</b>	<b>142,9</b>	<b>160,5</b>	<b>164,7</b>	<b>163,4</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	100,9	108,1	96,1	103,0	100,6	104,4	89,5	104,1	111,0	109,4
Fabrications métalliques ...	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	167,5	173,4	140,3	180,4	172,1	171,9	144,4	173,4	168,8	180,9
Métaux non ferreux .....	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	132,7	125,0	112,3	142,6	136,1	143,5	117,0	134,9	142,4	120,8
Textiles .....	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	134,7	141,8	117,3	149,9	147,0	137,0	116,2	139,9	138,5	134,7
Produits chimiques .....	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	212,8	196,7	189,4	206,5	211,0	219,4	199,7	216,1	240,0	228,5
Industrie houillère .....	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	40,9	49,3	70,1	74,8	44,4	50,5	27,2	39,6	39,5	45,5
Industrie pétrolière .....	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	173,3	102,9	190,8	162,7	149,7	169,5	178,2	193,1	132,2	151,3
Verres et glaces .....	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	115,2	114,1	101,5	127,1	119,2	118,0	98,6	123,6	118,1	124,1
Produits agricoles .....	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	162,9	152,9	147,4	181,7	170,1	173,6	148,7	167,1	180,2	169,3
Ciments .....	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	151,3	110,8	120,8	121,9	130,5	174,0	158,0	151,9	153,7	171,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	127,6	141,6	122,4	126,7	118,9	139,1	118,9	134,0	124,3	145,7
Carrières .....	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	123,2	138,5	111,4	135,0	117,3	133,6	116,4	122,8	102,3	115,7
Céramiques .....	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	146,3	143,7	112,5	126,9	124,0	151,5	135,8	166,4	143,8	187,0
Bois et meubles .....	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	165,0	184,3	146,7	207,9	177,6	169,3	135,6	177,8	173,9	183,5
Peaux, cuirs et chaussures .	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	104,5	113,6	105,7	112,4	104,8	114,6	94,0	103,5	98,4	104,9
Papier et livres .....	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	151,8	155,0	135,8	157,2	151,0	161,1	138,7	156,9	152,9	161,7
Tabacs manufacturés .....	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	193,0	186,3	166,0	207,1	180,4	185,0	201,0	205,1	220,8	208,1
Caoutchouc .....	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	231,4	220,9	179,1	230,8	231,7	245,7	209,9	246,3	223,3	249,9
Industries alimentaires .....	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	201,4	202,8	185,3	185,6	184,8	197,1	205,6	211,8	209,7	217,3
Divers .....	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	124,4	135,5	123,8	148,0	131,5	133,5	108,5	118,9	119,3	120,7
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>107,2</b>	<b>120,7</b>	<b>137,8</b>	<b>140,7</b>	<b>129,9</b>	<b>146,1</b>	<b>151,2</b>	<b>149,9</b>	<b>134,8</b>	<b>159,0</b>	<b>152,8</b>	<b>156,0</b>	<b>136,0</b>	<b>156,5</b>	<b>155,7</b>	<b>157,7</b>

\* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,75	25,13	- 1,62	19,15	21,39	+ 2,24	20,16	18,80	- 1,36
1976 2 <sup>e</sup> trimestre	26,55	25,45	- 1,10	19,85	23,60	+ 3,75	20,56	18,23	- 2,33
3 <sup>e</sup> trimestre	24,23	23,72	- 0,51	16,29	19,67	+ 3,38	18,02	16,62	- 1,40
4 <sup>e</sup> trimestre	27,16	25,44	- 1,72	18,91	23,51	+ 4,60	21,89	20,45	- 1,44
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	27,19	25,34	- 1,85	20,48	23,00	+ 2,52	22,28	19,34	- 2,94
2 <sup>e</sup> trimestre	27,01	26,07	- 0,94	19,63	22,63	+ 3,00	21,31	19,71	- 1,60
3 <sup>e</sup> trimestre	23,95	23,26	- 0,69	16,30	17,88	+ 1,58	15,64	17,01	+ 1,37
4 <sup>e</sup> trimestre	28,99	25,86	- 3,13	20,18	22,07	+ 1,89	21,70	19,15	- 2,55
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	28,81	26,30	- 2,51	20,43	22,32	+ 1,89	21,72	18,29	- 3,43
2 <sup>e</sup> trimestre	29,44	26,78	- 2,66	21,53	22,75	+ 1,22	19,13	19,87	+ 0,74
1977 8 premiers mois	25,82	24,51	- 1,31	18,77	21,14	+ 2,37	20,27	18,39	- 1,88
9 premiers mois	26,00	24,89	- 1,11	18,80	21,17	+ 2,37	19,65	18,69	- 0,96
10 premiers mois	26,52	25,01	- 1,51	18,99	21,39	+ 2,40	19,71	18,78	- 0,93
11 premiers mois	26,65	24,94	- 1,71	19,07	21,26	+ 2,19	20,07	18,73	- 1,34
12 mois	26,75	25,13	- 1,62	19,15	21,39	+ 2,24	20,16	18,80	- 1,36
1978 1 <sup>er</sup> mois	27,10	25,20	- 1,90	19,09	21,76	+ 2,67	21,48	17,62	- 3,86
2 premiers mois	27,71	24,31	- 3,40	19,54	21,49	+ 1,95	21,92	17,35	- 4,57
3 premiers mois	28,81	26,30	- 2,51	20,43	22,32	+ 1,89	21,72	18,29	- 3,43
4 premiers mois	28,77	26,37	- 2,40	20,68	22,28	+ 1,60	21,40	18,60	- 2,80
5 premiers mois	28,69	26,18	- 2,51	20,66	22,33	+ 1,67	20,93	18,81	- 2,12
6 premiers mois	29,13	26,50	- 2,63	20,97	22,54	+ 1,57	20,42	19,08	- 1,34
7 premiers mois	28,44	26,09	- 2,35	20,66	22,32	+ 1,66	19,76	18,58	- 1,18
8 premiers mois	28,17	25,80	- 2,37	20,00	21,32	+ 1,32	19,80	18,52	- 1,28
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,78	4,90	+ 0,12	9,36	7,67	- 1,69	81,20	79,77	- 1,43
1976 2 <sup>e</sup> trimestre	4,28	5,06	+ 0,78	8,26	6,11	- 2,15	80,58	79,95	- 0,63
3 <sup>e</sup> trimestre	4,51	4,50	- 0,01	6,86	6,03	- 0,83	70,44	72,54	+ 2,10
4 <sup>e</sup> trimestre	4,50	5,78	+ 1,28	7,98	7,80	- 0,18	81,45	84,99	+ 3,54
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	4,91	5,89	+ 0,98	8,65	7,23	- 1,42	84,40	82,64	- 1,76
2 <sup>e</sup> trimestre	4,97	4,83	- 0,14	10,26	7,91	- 2,35	84,25	83,03	- 1,22
3 <sup>e</sup> trimestre	4,61	3,97	- 0,64	9,19	7,01	- 2,18	70,73	70,79	+ 0,06
4 <sup>e</sup> trimestre	4,61	4,92	+ 0,31	9,34	8,52	- 0,82	85,89	82,62	- 3,27
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	5,12	5,20	+ 0,08	10,72	8,78	- 1,94	87,85	82,72	- 5,13
2 <sup>e</sup> trimestre	4,87	5,12	+ 0,25	10,87	8,46	- 2,41	87,12	84,48	- 2,64
1977 8 premiers mois	4,85	4,86	+ 0,01	9,37	7,12	- 2,25	80,09	77,78	- 2,31
9 premiers mois	4,83	4,90	+ 0,07	9,37	7,38	- 1,99	79,64	78,82	- 0,82
10 premiers mois	4,86	4,90	+ 0,04	9,30	7,47	- 1,83	80,38	79,37	- 1,01
11 premiers mois	4,81	4,85	+ 0,04	9,50	7,56	- 1,94	81,09	79,19	- 1,90
12 mois	4,78	4,90	+ 0,12	9,36	7,67	- 1,69	81,20	79,77	- 1,43
1978 1 <sup>er</sup> mois	4,88	4,63	- 0,25	11,01	8,17	- 2,84	84,64	79,98	- 4,66
2 premiers mois	4,86	4,75	- 0,11	10,32	8,46	- 1,86	85,40	78,06	- 7,34
3 premiers mois	5,12	5,20	+ 0,08	10,72	8,78	- 1,94	87,85	72,00	- 15,85
4 premiers mois	5,05	5,13	+ 0,08	10,54	8,79	- 1,75	87,48	83,04	- 4,44
5 premiers mois	4,98	5,07	+ 0,09	10,83	8,63	- 2,20	87,18	82,77	- 4,41
6 premiers mois	5,00	5,15	+ 0,15	10,80	8,62	- 2,18	87,49	83,60	- 3,89
7 premiers mois	5,00	5,12	+ 0,12	10,50	8,35	- 2,15	85,83	82,13	- 3,70
8 premiers mois	5,04	4,88	- 0,16	10,67	8,23	- 2,44	84,86	80,40	- 4,46

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970 .....	4,15	2,90	- 1,25	0,48	0,35	- 0,13	2,22	0,80	- 1,42
1971 .....	3,34	3,44	+ 0,10	0,57	0,31	- 0,26	2,35	0,81	- 1,54
1972 .....	3,20	3,61	+ 0,41	0,71	0,40	- 0,31	2,78	1,07	- 1,71
1973 .....	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974 .....	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975 .....	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976 .....	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977 .....	7,25	4,69	- 2,56	1,93	0,50	- 1,43	10,14	5,49	- 4,65
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,25	3,66	- 3,59	1,83	0,59	- 1,24	8,13	4,15	- 3,98
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,71	3,47	- 3,24	1,82	0,66	- 1,16	10,58	3,90	- 6,68
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7,54	4,35	- 3,19	1,84	0,50	- 1,34	9,10	5,21	- 3,89
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7,35	4,35	- 3,00	1,83	0,47	- 1,36	10,71	5,10	- 5,61
2 <sup>e</sup> trimestre .....	8,40	5,00	- 3,40	2,24	0,56	- 1,68	9,48	5,82	- 3,66
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,32	4,72	- 1,60	1,77	0,47	- 1,30	10,05	5,18	- 4,87
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,99	4,81	- 2,18	1,86	0,50	- 1,36	10,32	5,88	- 4,44
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,96	5,05	- 1,91	2,24	0,67	- 1,57	8,49	5,87	- 2,62
2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,09	4,60	- 2,49	2,18	0,71	- 1,47	8,60	5,61	- 2,99
1977 8 premiers mois .....	7,42	4,48	- 2,94	1,95	0,48	- 1,47	9,97	5,36	- 4,61
9 premiers mois .....	7,34	4,65	- 2,69	1,95	0,50	- 1,45	10,08	5,37	- 4,71
10 premiers mois .....	7,39	4,77	- 2,62	1,93	0,51	- 1,42	10,04	5,43	- 4,61
11 premiers mois .....	7,28	4,70	- 2,58	1,92	0,51	- 1,41	10,05	5,46	- 4,59
12 mois .....	7,25	4,69	- 2,56	1,93	0,50	- 1,43	10,14	5,49	- 4,65
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	7,18	5,11	- 2,07	1,76	0,61	- 1,15	7,75	6,73	- 1,02
2 premiers mois .....	6,76	5,10	- 1,66	2,26	0,59	- 1,67	8,07	5,63	- 2,44
3 premiers mois .....	6,96	5,05	- 1,91	2,24	0,67	- 1,57	8,49	5,87	- 2,62
4 premiers mois .....	6,71	4,84	- 1,87	2,22	0,66	- 1,56	8,41	5,79	- 2,62
5 premiers mois .....	6,94	4,75	- 2,19	2,19	0,66	- 1,53	8,63	5,60	- 3,03
6 premiers mois .....	7,03	4,82	- 2,21	2,21	0,69	- 1,52	8,54	5,74	- 2,80
7 premiers mois .....	6,92	4,93	- 1,99	2,13	0,67	- 1,46	8,49	5,73	- 2,76
8 premiers mois .....	7,09	4,74	- 2,35	2,10	0,66	- 1,44	8,96	5,61	- 3,35

Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralisée planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1970 .....	39,61	43,46	+ 3,85	6,93	3,85	- 3,08	0,79	0,81	+ 0,02
1971 .....	44,91	46,56	+ 1,65	6,30	4,08	- 2,22	0,96	0,79	- 0,17
1972 .....	49,08	53,33	+ 4,25	6,63	4,58	- 2,05	1,08	1,05	- 0,03
1973 .....	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974 .....	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975 .....	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976 .....	95,58	92,42	- 3,16	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977 .....	100,08	96,61	- 3,47	17,77	12,01	- 5,76	2,28	2,44	+ 0,16
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	99,47	94,36	- 5,11	16,36	9,73	- 6,63	2,21	2,67	+ 0,46
3 <sup>e</sup> trimestre .....	88,82	86,40	- 2,42	19,17	8,83	-10,34	1,96	2,72	+ 0,76
4 <sup>e</sup> trimestre .....	100,57	101,61	+ 1,04	17,09	10,95	- 6,14	1,92	2,96	+ 1,04
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	103,28	99,31	- 3,97	18,90	11,02	- 7,88	2,04	2,58	+ 0,54
2 <sup>e</sup> trimestre .....	105,02	100,78	- 4,24	17,78	12,19	- 5,59	2,57	2,69	+ 0,12
3 <sup>e</sup> trimestre .....	90,58	86,93	- 3,65	17,35	11,65	- 5,70	2,28	2,26	- 0,02
4 <sup>e</sup> trimestre .....	101,59	99,51	- 2,08	17,05	13,18	- 3,87	2,26	2,21	- 0,05
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	107,63	99,30	- 8,33	16,58	12,72	- 3,86	2,42	2,62	+ 0,20
2 <sup>e</sup> trimestre .....	106,93	100,39	- 6,54	16,25	12,65	- 3,60	2,24	2,94	+ 0,70
1977 8 premiers mois .....	98,90	94,20	- 4,70	18,03	11,46	- 6,57	2,27	2,53	+ 0,26
9 premiers mois .....	99,61	95,65	- 3,96	18,01	11,62	- 6,39	2,28	2,51	+ 0,23
10 premiers mois .....	99,21	96,36	- 2,85	17,82	11,77	- 6,05	2,25	2,48	+ 0,23
11 premiers mois .....	99,89	96,02	- 3,87	17,67	11,87	- 5,80	2,28	2,40	+ 0,12
12 mois .....	100,08	96,61	- 3,47	17,77	12,01	- 5,76	2,28	2,44	+ 0,16
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	104,50	96,54	- 7,96	16,04	12,98	- 3,06	2,65	2,40	- 0,25
2 premiers mois .....	104,91	95,02	- 9,89	16,12	12,36	- 3,76	2,34	2,33	- 0,01
3 premiers mois .....	107,63	99,30	- 8,33	16,58	12,72	- 3,86	2,42	2,62	+ 0,20
4 premiers mois .....	107,02	99,19	- 7,83	16,18	12,80	- 3,39	2,31	2,73	+ 0,42
5 premiers mois .....	106,88	98,79	- 8,09	16,38	12,54	- 3,84	2,36	2,68	+ 0,32
6 premiers mois .....	107,28	99,85	- 7,43	16,41	12,69	- 3,72	2,33	2,78	+ 0,45
7 premiers mois .....	104,93	98,27	- 6,66	16,16	12,80	- 3,36	2,29	2,71	+ 0,42
8 premiers mois .....	104,29	96,09	- 8,20	16,65	12,48	- 4,17	2,21	2,67	+ 0,46

1 Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

# IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977		
							Recettes	Dépenses	Soldo
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	- 15,3	- 76,1	1.054,7	1.135,6	- 80,9
1.12 Travail à façon .....	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	41,8	10,9	+ 30,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	10,8	—	+ 10,8
1.14 Or non monétaire .....	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	+ 1,0	- 3,2	6,6	10,3	- 3,7
1.2 Frets <sup>2</sup> .....	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	62,0	49,8	+ 12,2
1.3 Assur. pour le transport de marchandises <sup>2</sup> ...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,4	1,3	2,0	- 0,7
1.4 Autres frais de transport .....	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	24,9	23,6	+ 1,3
1.5 Déplacements à l'étranger .....	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	- 22,7	41,8	67,9	- 26,1
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	172,7	152,8	+ 19,9
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs <sup>3</sup> .....	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	32,5	9,8	+ 22,7
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	15,5	9,7	+ 5,8
1.82 Autres .....	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	109,0	92,1	+ 16,9
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 49,3</b>	<b>+ 60,0</b>	<b>+ 57,1</b>	<b>+ 50,4</b>	<b>+ 46,4</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>1.573,6</b>	<b>1.564,5</b>	<b>+ 9,1</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	15,5	21,7	- 6,2
2.2 Transferts publics .....	- 10,1	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	- 12,6	28,0	44,3	- 16,3
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 8,0</b>	<b>- 8,8</b>	<b>- 12,1</b>	<b>- 14,6</b>	<b>- 21,5</b>	<b>- 19,0</b>	<b>43,5</b>	<b>66,0</b>	<b>- 22,5</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat <sup>4</sup> :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 1,2	—	0,6	- 0,6
3.112 Autres opérations .....	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	3,8	1,7	+ 2,1
3.12 Avoirs .....	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 2,1	...	1,7	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 11,0</b>	<b>- 10,7</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>- 0,2</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>5</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	1,7	2,3	- 0,6
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 3,9	4,3	0,6	+ 3,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	- 12,9	—	18,1	- 18,1
4.312 Investissements directs .....	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	- 11,3	6,9	19,5	- 12,6
4.313 Immeubles .....	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 2,2	2,2	6,1	- 3,9
4.314 Autres (chiffres nets) .....	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	- 17,8	—	17,2	- 17,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	5,0	—	+ 5,0
4.322 Investissements directs .....	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	43,8	5,0	+ 38,8
4.323 Immeubles .....	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	7,0	1,3	+ 5,7
4.324 Autres (chiffres nets) .....	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,3	+ 9,6	2,7	—	+ 2,7
<b>Total 4 ...</b>	<b>- 9,3</b>	<b>- 20,2</b>	<b>- 13,1</b>	<b>- 5,1</b>	<b>- 6,8</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>73,6</b>	<b>70,1</b>	<b>+ 3,5</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 6,8</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+ 11,2</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>11,4</b>	<b>—</b>	<b>+ 11,4</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 20,4</b>	<b>+ 19,8</b>	<b>+ 34,3</b>	<b>+ 30,5</b>	<b>+ 25,1</b>	<b>- 2,8</b>	<b>1.705,9</b>	<b>1.704,6</b>	<b>+ 1,3</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	—	—	+ 9,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	—	—	- 3,7
6.212 Monnaies étrangères <sup>6</sup> .....	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	—	—	- 1,9
6.22 Organismes divers .....	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	—	—	...
6.23 B.N.B. <sup>6</sup> .....	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	—	—	- 2,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris, en 1971, les dépenses de matériel militaire.

<sup>4</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>5</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>6</sup> Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**

Soldes trimestriels  
(milliards de francs)

	1976			1977			1978 p		
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup>	-14,2	-24,8	-13,4	-16,8	-20,3	-28,3	-15,5	-28,1	-28,1
1.12 Travail à façon .....	+ 6,1	+ 6,0	+ 5,6	+ 7,0	+ 7,8	+ 6,9	+ 9,2	+ 8,9	+11,7
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 5,7	+ 3,3	+ 9,4	+ 0,8	+ 2,9	+ 5,2	+ 1,9	+ 5,7	+ 0,6
1.14 Or non monétaire .....	- 1,2	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 1,7	- 0,6	- 0,9	- 0,8	+ 1,5
1.2. Frets <sup>2</sup> .....	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,4	+ 3,4	+ 2,6	+ 3,4	+ 2,8	+ 3,8	+ 4,3
1.3 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
1.4 Autres frais de transport .....	- 0,2	- 0,2	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,7	- 0,6	+ 0,4	- 0,7
1.5 Déplacements à l'étranger .....	- 5,8	- 9,1	- 3,5	- 3,8	- 7,3	-12,1	- 2,9	- 5,7	- 6,7
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 5,8	+ 5,3	+ 7,3	+ 4,8	+ 3,5	+ 6,3	+ 5,3	+ 8,1	+ 3,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 4,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 5,4	+ 5,7	+ 5,6	+ 6,0	+ 5,9	+ 6,1
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,3
1.82 Autres .....	+ 2,6	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,2	+ 4,1	+ 5,7	+ 2,9	+ 4,5	+ 3,8
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 6,6</b>	<b>- 7,5</b>	<b>+16,8</b>	<b>+ 6,2</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 5,9</b>	<b>+ 9,4</b>	<b>+ 4,0</b>	<b>- 3,3</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	- 1,8	- 1,3	- 1,5	- 1,2	- 1,6	- 1,7	- 1,7	- 1,6	- 1,7
2.2 Transferts publics .....	- 3,6	- 2,6	- 3,0	- 1,8	- 4,2	- 5,7	- 4,6	- 5,0	- 3,2
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 5,4</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 4,5</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 5,8</b>	<b>- 7,4</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 6,6</b>	<b>- 4,9</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat <sup>3</sup> :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2
3.112 Autres opérations .....	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 4,3	- 1,6
3.12 Avoirs .....	- 0,2	- 0,6	- 1,2	- 0,5	- 0,1	- 0,9	- 0,2	- 0,8	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 1,8</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	- 0,3	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	+ 3,9	+ 0,1	+ 3,8	+ 3,0	...	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières .....	+ 3,4	- 1,8	- 4,0	- 2,0	- 6,0	- 4,1	- 6,0	- 4,1	- 2,9
4.312 Investissements directs .....	- 3,0	- 0,9	- 3,5	- 0,8	- 7,1	+ 0,6	- 5,3	- 0,2	- 4,6
4.313 Immeubles .....	- 0,6	- 0,8	- 0,2	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,9	- 1,4	- 1,5
4.314 Autres .....	- 3,6	- 8,7	- 3,2	- 2,2	- 3,9	- 4,6	- 6,5	- 2,1	- 4,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3	...	+ 2,2	+ 1,1	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,3
4.322 Investissements directs .....	+ 3,7	+ 5,7	+15,3	+ 8,4	+13,0	+ 8,7	+ 8,7	+ 7,6	+ 7,5
4.323 Immeubles .....	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,7
4.324 Autres .....	+ 3,4	- 1,6	+ 4,1	+ 5,8	- 3,6	+ 1,0	- 0,5	+ 4,6	- 5,5
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 7,6</b>	<b>- 6,9</b>	<b>+12,9</b>	<b>+13,0</b>	<b>- 4,8</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>- 6,9</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>-10,2</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>...</b>	<b>+ 7,0</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>- 3,7</b>	<b>+ 6,9</b>	<b>- 3,8</b>	<b>+12,0</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 1,1</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 8,5</b>	<b>-12,3</b>	<b>+25,6</b>	<b>+12,5</b>	<b>- 4,2</b>	<b>-15,1</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>-19,1</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monét. de créances commerc. sur l'étranger .	- 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,5	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,8	- 1,9
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 9,0	+20,0	-13,1	- 0,3	-17,0	-11,8	+25,4	-10,1	- 4,8
6.212 Monnaies étrangères <sup>5</sup> .	- 9,7	+ 2,5	+ 6,8	+ 8,3	- 1,1	-11,9	+ 2,8	+ 1,0	-12,0
6.22 Organismes divers .....	+ 0,4	- 0,5	+ 0,8	+ 1,2	- 1,6	- 0,2	+ 0,6	+ 1,2	- 1,5
6.23 B.N.B. <sup>5</sup> .....	+27,5	-35,1	+30,3	+ 2,4	+13,0	+ 3,5	-21,2	+13,4	+ 1,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>4</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>5</sup> Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
 (milliards de francs)

	1978			1978			1977	1978 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	7 premiers mois	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	256,1	284,2	-28,1	281,0	309,1	-28,1	-37,1 <sup>6</sup>	-59,5 <sup>7</sup>
1.12 Travail à façon .....	11,4	2,5	+ 8,9	14,6	2,9	+11,7	+16,9	+24,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	5,7	—	+ 5,7	0,6	—	+ 0,6	+ 6,3	+ 4,9
1.14 Or non monétaire .....	2,4	3,2	- 0,8	11,5	10,0	+ 1,5	- 2,4	- 1,1
1.2 Frêts <sup>2</sup> .....	15,9	12,1	+ 3,8	17,1	12,8	+ 4,3	+ 7,3	+ 9,6
1.3 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup>	0,4	0,6	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2	- 0,4	- 0,5
1.4 Autres frais de transport .....	5,8	5,4	+ 0,4	5,9	6,6	- 0,7	+ 1,6	- 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger .....	8,2	13,9	- 5,7	12,4	19,1	- 6,7	-15,8	-17,4
1.6 Revenus d'investissements .....	48,7	40,6	+ 8,1	54,6	51,5	+ 3,1	+ 9,0	+12,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	8,4	2,5	+ 5,9	8,8	2,7	+ 6,1	+12,9	+14,1
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	3,9	2,4	+ 1,5	3,9	2,6	+ 1,3	+ 3,5	+ 3,3
1.82 Autres .....	26,7	22,2	+ 4,5	26,5	22,7	+ 3,8	+10,4	+10,7
<b>Total 1 ...</b>	<b>393,6</b>	<b>389,6</b>	<b>+ 4,0</b>	<b>437,2</b>	<b>440,5</b>	<b>- 3,3</b>	<b>+12,2</b>	<b>+ 0,5</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	4,2	5,8	- 1,6	4,4	6,1	- 1,7	- 3,3	- 3,9
2.2 Transferts publics .....	6,0	11,0	- 5,0	6,4	9,6	- 3,2	- 7,5	- 9,1
<b>Total 2 ...</b>	<b>10,2</b>	<b>16,8</b>	<b>- 6,6</b>	<b>10,8</b>	<b>15,7</b>	<b>- 4,9</b>	<b>-10,8</b>	<b>-13,0</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat <sup>3</sup> :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,3
3.112 Autres opérations .....	5,1	0,8	+ 4,3	0,3	1,9	- 1,6	+ 1,2	+ 2,2
3.12 Avoirs .....	...	0,8	- 0,8	...	...	...	- 1,0	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>5,1</b>	<b>1,7</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>0,3</b>	<b>2,1</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 1,1</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	0,3	0,1	+ 0,2	...	0,4	- 0,4	+ 0,1	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	0,4	0,2	+ 0,2	0,4	...	+ 0,4	+ 3,4	+ 0,7
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	4,1	- 4,1	—	2,9	- 2,9	- 8,9	- 9,9
4.312 Investissements directs .....	2,1	2,3	- 0,2	...	4,6	- 4,6	- 8,7	- 4,8
4.313 Immeubles .....	0,6	2,0	- 1,4	0,6	2,1	- 1,5	- 1,4	- 3,4
4.314 Autres (chiffres nets) .....	—	2,1	- 2,1	—	4,2	- 4,2	- 8,5	- 8,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,6	—	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1
4.322 Investissements directs .....	8,2	0,6	+ 7,6	8,2	0,7	+ 7,5	+22,0	+16,1
4.323 Immeubles .....	1,7	0,4	+ 1,3	1,3	0,6	+ 0,7	+ 2,6	+ 2,4
4.324 Autres (chiffres nets) .....	4,6	—	+ 4,6	—	5,5	- 5,5	+ 2,9	- 2,2
<b>Total 4 ...</b>	<b>18,5</b>	<b>11,8</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>10,8</b>	<b>21,0</b>	<b>-10,2</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>- 9,0</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>0,8</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>1,1</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>- 1,2</b>	<b>+ 0,8</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>428,2</b>	<b>419,9</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>460,2</b>	<b>479,3</b>	<b>-19,1</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>-19,6</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	—	—	+ 2,8	—	—	- 1,9	+ 3,0	- 0,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois ...	—	—	-10,1	—	—	- 4,8	-17,7	-11,2
6.212 Monnaies étrangères <sup>5</sup> .....	—	—	+ 1,0	—	—	-12,0	+ 0,6	-13,7
6.22 Organismes divers .....	—	—	+ 1,2	—	—	- 1,5	- 0,2	+ 2,2
6.23 B.N.B. <sup>5</sup> .....	—	—	+13,4	—	—	+ 1,1	+20,6	+ 3,6
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....</i>	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>4</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>5</sup> Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

<sup>6</sup> Exportations = 622,3; importations = 659,4.

<sup>7</sup> Exportations = 625,2; importations = 684,7.

**IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES  
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES  
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME \***

(milliards de francs)

	1974	1975	1976	1977	1977			1978 p	
					2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements) .....	+50,4	+46,4	+ 6,7	+ 9,1	- 0,6	- 5,9	+ 9,4	+ 4,0	- 3,3
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements) .....	-14,6	-21,5	-19,0	- 22,5	- 5,8	- 7,4	- 6,3	- 6,6	- 4,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements .....	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	+ 3,4	- 1,8
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises .....	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,0	- 1,6	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 1,1	- 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>1</sup> et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements .....	- 5,1	- 6,8	+ 8,2	+ 3,5	- 4,8	+ 2,2	- 6,9	+ 6,7	-10,2
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères .....	-21,7	-57,0	-23,0	- 19,4	+ 7,9	- 3,2	-10,7	- 2,4	+ 2,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme .....	-13,9	- 3,2	-15,8	- 82,0	+ 1,9	- 5,2	-72,2	+15,2	+11,9
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères .....	+14,1	+52,5	+14,6	+ 29,6	+ 5,4	+ 1,0	+17,0	+ 4,7	+ 1,6
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme .....	+12,5	- 5,0	+24,0	+ 87,8	+ 6,4	+ 9,5	+62,0	-12,5	- 0,3
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges .....	-10,7	- 4,8	-11,7	- 17,9	- 5,8	+ 0,8	-14,2	+ 0,8	- 2,2
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant .....	+ 6,5	+10,1	+ 4,1	+ 6,1	+15,8	+ 4,0	-18,4	+16,5	+ 8,7
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme .....	-10,0	+ 9,8	- 9,6	- 8,5	- 7,4	- 3,2	+ 5,8	- 2,9	- 1,2
6. Position de change <sup>2</sup> des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant <sup>3</sup> .....	- 7,9	- 6,9	- 8,0	- 7,9	- 6,7	+ 8,0	- 7,9	- 0,6	+ 8,4
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme .....	+12,4	- 1,2	+ 1,4	+ 2,7	- 0,9	- 1,1	+ 4,4	+ 0,2	-10,4
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements .....	+ 3,7	+11,2	+ 4,4	+ 11,4	+ 6,9	- 3,8	+12,0	+ 0,8	+ 1,1
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents .....	+ 1,5	- 0,9	+ 1,2	+ 1,2	- 5,1	+ 6,9	- 0,9	- 1,6	- 0,4
<b>Total 1 à 7 ...</b>	<b>+13,4</b>	<b>+18,8</b>	<b>-24,6</b>	<b>- 8,6</b>	<b>+ 6,9</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>-27,3</b>	<b>+24,6</b>	<b>- 0,6</b>
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or .....	...	...	...	+ 0,4	...	...	+ 0,2	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. <sup>4</sup> .....	- 1,3	+ 5,1	+ 1,2	- 0,9	+ 1,4	- 1,8	- 0,8	- 1,6	- 2,5
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. ....	- 3,5	...	...	- 23,9	...	...	-23,9	+23,6	...
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant <sup>5</sup> .....	+17,7	+13,9	-26,2	+ 15,9	+ 5,1	+ 5,3	- 3,9	+ 2,9	+ 2,3
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme .....	+15,3	+ 1,2	+12,0	...	...	...	...	...	...
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant <sup>6</sup> .....	- 0,5	- 0,6	+ 0,4	- 0,1	+ 0,4	- 1,9	+ 1,1	- 0,3	- 0,4
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	-14,3	- 0,8	-12,0	...	...	...	...	...	...

\* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

<sup>1</sup> Autre que les organismes principalement monétaires.

<sup>2</sup> Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

<sup>3</sup> Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

<sup>4</sup> Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

<sup>5</sup> Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

<sup>6</sup> Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

**IX - 5. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.**

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

(milliards de francs)

	Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.F.B.L. 1			Paiements d'exportations et d'importations à l'exclusion des opérations à crédit			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations 2 des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger		
	Exportations (1)	Importations (2)	Solde (3)	Exportations (4)	Importations (5)	Solde (6)	Exportations (7)	Importations (8)	Solde (9)	A l'ex- portation (10) = (7) - (4)	A l'im- portation (11) = (5) - (8)	Total (12) = (9) - (6) = (10) + (11)
1970 .....	466,6	442,7	+ 23,9	458,7	442,7	+ 16,0	464,6	439,6	+ 25,0	+ 5,9	+ 3,1	+ 9,0
1971 .....	502,0	481,2	+ 20,8	498,7	481,9	+ 16,8	492,9	479,0	+ 13,9	- 5,8	+ 2,9	- 2,9
1972 .....	561,8	532,5	+ 29,3	555,0	532,7	+ 22,3	571,6	532,7	+ 38,9	+ 16,6	...	+ 16,6
1973 .....	700,6	673,2	+ 27,4	696,3	672,0	+ 24,3	717,0	686,2	+ 30,8	+ 20,7	- 14,2	+ 6,5
1974 .....	933,0	921,7	+ 11,3	920,7	921,5	- 0,8	939,8	939,1	+ 0,7	+ 19,1	- 17,6	+ 1,5
1975 .....	872,5	887,8	- 15,3	868,9	888,2	- 19,3	858,7	889,7	- 31,0	- 10,2	- 1,5	- 11,7
1976 .....	992,7	1.068,8	- 76,1	983,9	1.068,2	- 84,3	1.007,1	1.072,5	- 65,4	+ 23,2	- 4,3	+ 18,9
1977 .....	1.054,7	1.135,6	- 80,9	1.039,4	1.135,4	- 96,0	1.041,2	1.144,2	- 103,0	+ 1,8	- 8,8	- 7,0
1975 4 <sup>e</sup> trimestre .....	226,8	237,2	- 10,4	220,5	237,0	- 16,5	229,6	236,8	- 7,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 9,3
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	237,0	260,7	- 23,7	232,8	260,2	- 27,4	243,1	257,5	- 14,4	+ 10,3	+ 2,7	+ 13,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	246,3	260,5	- 14,2	247,3	260,7	- 13,4	254,7	275,1	- 20,4	+ 7,4	- 14,4	- 7,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	244,1	268,9	- 24,8	239,8	269,1	- 29,3	234,4	263,4	- 29,0	- 5,4	+ 5,7	+ 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	265,3	278,7	- 13,4	264,0	278,2	- 14,2	274,9	276,5	- 1,6	+ 10,9	+ 1,7	+ 12,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	263,2	280,0	- 16,8	261,8	280,0	- 18,2	271,6	289,4	- 17,8	+ 9,8	- 9,4	+ 0,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	274,5	294,8	- 20,3	268,2	295,2	- 27,0	270,5	298,6	- 28,1	+ 2,3	- 3,4	- 1,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	245,8	274,1	- 28,3	248,2	274,1	- 25,9	236,2	274,0	- 37,8	- 12,0	+ 0,1	- 11,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	271,2	286,7	- 15,5	261,2	286,1	- 24,9	262,9	282,2	- 19,3	+ 1,7	+ 3,9	+ 5,6

1 Cf. tableaux IX-1 à 8, rubrique 1.11.

2 Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.

Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

**IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS  
D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS <sup>1</sup>**

(en pourcentage du total)

	Franc belge	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total des monnaies des pays de la C.E.E.	Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies
<b>Paiements d'importations</b>										
1970 .....	23,8	18,3	9,4	6,0	8,1	3,1	0,1	68,8	21,5	9,7
1971 .....	25,1	18,9	10,1	6,5	7,7	2,9	0,3	71,5	20,6	7,9
1972 .....	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973 .....	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974 .....	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975 .....	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976 .....	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1977 .....	26,8	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,2	26,2	4,6
1975 9 premiers mois .....	25,5	19,9	11,8	7,9	6,2	2,2	0,3	73,8	19,9	6,3
1976 3 premiers mois .....	24,6	18,7	9,9	9,1	6,5	1,9	0,4	71,1	23,5	5,4
6 premiers mois .....	25,1	18,3	10,4	8,6	5,7	1,9	0,4	70,4	24,4	5,2
9 premiers mois .....	25,3	18,4	10,2	8,4	5,1	1,9	0,3	69,6	25,2	5,2
1977 3 premiers mois .....	26,8	18,2	10,0	8,5	3,8	1,8	0,3	69,4	26,1	4,5
6 premiers mois .....	27,0	17,8	9,9	8,6	3,7	1,8	0,3	69,1	26,3	4,6
9 premiers mois .....	26,9	18,0	9,9	8,3	3,6	1,9	0,4	69,0	26,5	4,5
1978 3 premiers mois .....	28,8	19,0	10,6	9,2	4,5	1,9	0,4	74,4	20,7	4,9
<b>Recettes d'exportations</b>										
1970 .....	45,7	17,7	7,7	6,7	2,6	0,7	...	81,1	14,9	4,0
1971 .....	46,2	17,7	8,5	6,7	2,3	0,7	...	82,1	14,5	3,4
1972 .....	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973 .....	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974 .....	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975 .....	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976 .....	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1977 .....	45,1	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	82,8	14,6	2,6
1975 9 premiers mois .....	50,5	16,3	10,9	6,5	2,6	0,9	0,2	87,9	9,8	2,3
1976 3 premiers mois .....	48,4	17,5	11,5	6,5	1,9	1,2	0,2	87,2	10,7	2,1
6 premiers mois .....	48,2	17,4	11,1	6,5	1,9	1,3	...	86,4	11,5	2,1
9 premiers mois .....	47,6	17,7	11,3	6,5	1,9	1,2	0,2	86,4	11,4	2,2
1977 3 premiers mois .....	46,5	16,2	10,8	6,8	2,2	1,4	0,1	84,0	13,5	2,5
6 premiers mois .....	46,1	16,0	10,7	6,8	2,1	1,5	0,2	83,4	14,0	2,6
9 premiers mois .....	45,3	16,3	10,9	6,7	2,0	1,5	0,2	82,9	14,4	2,7
1978 3 premiers mois .....	45,9	16,7	11,7	7,3	2,2	1,1	0,3	85,2	12,0	2,8

<sup>1</sup> Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 6 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIII<sup>e</sup> année, tome II, n° 3 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1977 ».

taires » de la partie « Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 6 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIII<sup>e</sup> année, tome II, n° 3 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1977 ».

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS D'INTERVENTION

**APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES**

à la date du 31 octobre 1978

	100 francs belges		1 mark allemand		1 florin des Pays-Bas		1 couronne danoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges) .....	—	—	15,3665	16,0740	14,18	14,8325	5,4445	5,6950	5,6970	5,9590
Deutsche Bundesbank (en marks allemands) .....	6,221	6,508	—	—	0,90225	0,94375	0,34645	0,36235	0,3625	0,37915
Nederlandsche Bank (en flo- rins) .....	6,7420	7,0520	1,0596	1,10835	—	—	0,375425	0,3927	0,392825	0,4109
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises) .....	17,5585	18,3665	2,7596	2,8866	2,54645	2,66365	—	—	1,0231	1,07015
Norges Bank (en couronnes norvégiennes) .....	16,7808	17,5531	2,63734	2,75872	2,43365	2,54565	0,934441	0,977448	—	—

X - 2a. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 lires italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire
1970 .....	49,65	13,62	—	8,98	118,95	7,92	47,60	13,73	9,58	11,52	71,27	6,62	192,10	6,95	11,90	174,01	100,03 <sup>1</sup>
1971 <sup>3</sup> .....	49,65	13,66 <sup>2</sup> 14,21 <sup>4</sup>	—	9,00	120,00	7,97	49,04	13,80 <sup>3</sup> 13,99 <sup>4</sup>	9,62	11,54 <sup>3</sup> 12,15 <sup>4</sup>	71,38	6,63	191,99 <sup>3</sup> 199,07 <sup>4</sup>	6,97	11,89	174,50	100,01
1971 <sup>5</sup> .....	46,92	14,07	—	8,49	116,64	7,67	46,61	13,95	9,36	11,83	68,21	6,45	194,00	6,84	11,30	172,52	93,79
1971 <sup>6</sup> .....	45,19	13,81	—	8,64	115,24	7,61	45,20	13,83	9,27	11,57	68,67	6,38	191,03	6,74	10,93	167,08	90,22
1972 .....	44,01	13,80	—	8,73	114,62 <sup>7</sup> 105,88 <sup>8</sup>	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03
1973 <sup>9</sup> .....	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10
1973 <sup>10</sup> .....	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69
1973 <sup>11</sup> .....	38,05	14,23 <sup>12</sup> 15,17 <sup>13</sup>	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 <sup>14</sup> 14,48 <sup>15</sup>	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 <sup>16</sup> 205,99 <sup>17</sup>	6,74 <sup>18</sup> 7,11 <sup>19</sup>	10,15	160,66	76,10
1974 .....	38,95	15,06	13,39	8,68 <sup>20</sup> 8,07 <sup>21</sup>	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91
1975 .....	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61
1976 .....	38,60	15,34 <sup>22</sup> 15,31 <sup>23</sup>	13,04	8,76 <sup>24</sup> 7,93 <sup>25</sup>	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 <sup>26</sup> 8,76 <sup>27</sup>	15,45	65,76 <sup>28</sup> 56,91 <sup>27</sup>	6,42 <sup>22</sup> 6,25 <sup>23</sup>	215,39	7,10 <sup>22</sup> 7,00 <sup>23</sup>	10,01	128,71	78,49 <sup>28</sup> 44,25 <sup>29</sup>
1977 .....	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 <sup>30</sup> 8,21 <sup>31</sup> 7,31 <sup>32</sup>	14,95	52,88 <sup>33</sup> 42,00 <sup>34</sup>	6,24 <sup>30</sup> 5,98 <sup>31</sup> 5,76 <sup>32</sup>	216,99	6,98 <sup>30</sup> 6,81 <sup>31</sup> 6,47 <sup>32</sup>	9,64 <sup>33</sup> 8,67 <sup>36</sup>	114,34 <sup>37</sup> 90,69 <sup>38</sup>	41,84

<sup>1</sup> Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

<sup>2</sup> Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.

<sup>3</sup> Moyenne du 1er janvier au 18 août 1971.

<sup>4</sup> Moyenne du 11 mai au 18 août 1971. Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai.

<sup>5</sup> Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

<sup>6</sup> Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

<sup>7</sup> Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.

<sup>8</sup> Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.

<sup>9</sup> Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

<sup>10</sup> Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 18 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.

<sup>11</sup> Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

<sup>12</sup> Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

<sup>13</sup> Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

<sup>14</sup> Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

<sup>15</sup> Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

<sup>16</sup> Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

<sup>17</sup> Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.

<sup>18</sup> Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

<sup>19</sup> Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

<sup>20</sup> Moyenne du 1er au 18 janvier 1974.

<sup>21</sup> Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.

<sup>22</sup> Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.

<sup>23</sup> Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

<sup>24</sup> Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.

<sup>25</sup> Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

<sup>26</sup> Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.

<sup>27</sup> Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.

<sup>28</sup> Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.

<sup>29</sup> Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.

<sup>30</sup> Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.

<sup>31</sup> Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.

<sup>32</sup> Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.

<sup>33</sup> Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.

<sup>34</sup> Moyenne du 16 juillet au 31 décembre 1977.

<sup>35</sup> Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.

<sup>36</sup> Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.

<sup>37</sup> Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

<sup>38</sup> Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.

## X - 2b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre
1976 3 <sup>e</sup> trim.	39,03	15,42	13,43	7,96	68,98	4,65	39,94	14,63	8,86	15,75	57,42	6,43	217,25	7,09	10,06	125,38	44,88
4 <sup>e</sup> trim.	36,89	{ 15,36 <sup>1</sup> 15,31 <sup>2</sup>	12,58	7,40	61,02	4,28	37,18	14,66	{ 8,81 <sup>1</sup> 8,76 <sup>2</sup>	15,09	54,10	{ 6,40 <sup>1</sup> 6,25 <sup>2</sup>	215,80	{ 7,05 <sup>1</sup> 7,00 <sup>2</sup>	9,63	117,71	42,64
1977 1 <sup>er</sup> trim.	36,75	15,35	12,90	7,39	62,99	4,16	35,68	14,69	8,71	14,58	53,45	6,24	216,07	6,98	9,65	{ 114,34 <sup>3</sup> 94,86 <sup>4</sup>	42,50
2 <sup>e</sup> trim.	36,16	15,32	13,15	7,30	62,17	4,08	34,36	14,65	{ 8,72 <sup>5</sup> 8,27 <sup>6</sup>	14,41	52,41	{ 6,26 <sup>5</sup> 6,01 <sup>6</sup>	215,44	{ 6,98 <sup>5</sup> 6,85 <sup>6</sup>	{ 9,17 <sup>7</sup> 8,89 <sup>8</sup>	93,63	42,01
3 <sup>e</sup> trim.	35,64	15,43	13,40	7,29	61,88	4,04	33,32	14,54	{ 8,13 <sup>9</sup> 7,38 <sup>10</sup>	14,87	{ 51,52 <sup>11</sup> 41,98 <sup>12</sup>	{ 5,94 <sup>9</sup> 5,80 <sup>10</sup>	217,23	{ 6,74 <sup>9</sup> 6,53 <sup>10</sup>	8,73	90,93	41,58
4 <sup>e</sup> trim.	34,81	15,65	14,11	7,20	63,14	3,97	31,59	14,54	7,28	15,95	42,02	5,74	219,21	6,45	8,40	86,07	41,26
1978 1 <sup>er</sup> trim.	32,27	15,55	13,59	6,79	62,22	3,74	29,01	14,51	6,96	16,72	40,14	5,68	216,32	{ 6,38 <sup>15</sup> 5,96 <sup>16</sup>	{ 8,19 <sup>15</sup> 7,59 <sup>16</sup>	80,15	39,41
2 <sup>e</sup> trim.	32,47	15,63	14,75	7,05	59,58	3,77	28,84	14,60	7,03	16,96	40,51	5,75	217,34	6,01	7,65	{ 76,88 <sup>19</sup> 72,04 <sup>20</sup>	39,79
3 <sup>e</sup> trim.	31,63	15,75	16,42	7,21	61,05	3,77	27,68	14,55	7,08	18,87	42,04	5,74	218,34	5,98	7,67	69,77	40,02
1977 Oct. ....	35,42	15,55	13,91	7,29	62,71	4,02	32,25	14,55	7,39	15,55	42,17	5,80	218,07	6,46	8,54	87,36	41,53
Nov. ...	35,22	15,71	14,41	7,26	64,03	4,01	31,76	14,56	7,34	16,03	42,51	5,75	220,42	6,46	8,43	86,76	41,64
Déc. ...	33,80	15,70	14,03	7,05	62,71	3,86	30,78	14,51	7,12	16,28	41,40	5,69	219,18	6,44	8,21	84,11	40,65
1978 Janv. ...	32,84	15,51	13,64	6,96	63,50	3,77	29,83	14,47	7,04	16,52	40,73	5,69	216,17	6,38	8,18	81,88	39,88
Févr. .	32,30	15,56	13,46	6,68	62,66	3,76	29,02	14,51	6,96	16,97	40,07	5,69	216,60	{ 6,37 <sup>13</sup> 5,97 <sup>14</sup>	{ 8,21 <sup>13</sup> 7,57 <sup>14</sup>	80,56	39,39
Mars ...	31,66	15,57	13,68	6,72	60,44	3,70	28,16	14,56	6,88	16,69	39,59	5,66	216,21	5,94	7,60	77,95	38,93
Avril	31,78	15,59	14,36	6,94	58,86	3,71	27,85	14,60	6,92	16,73	39,70	5,67	216,60	5,93	7,60	76,86	39,15
Mai ...	32,88	15,60	14,55	7,07	59,74	3,78	29,43	14,59	7,07	16,75	40,55	5,77	217,05	6,04	7,69	{ 77,00 <sup>17</sup> 72,52 <sup>18</sup>	39,96
Juin ..	32,69	15,69	15,27	7,14	60,05	3,81	29,16	14,63	7,09	17,35	41,19	5,80	218,24	6,05	7,64	71,67	40,18
Juillet .	32,37	15,76	16,22	7,29	61,31	3,82	28,79	14,60	7,13	17,96	41,72	5,78	218,77	6,00	7,71	71,24	40,47
Août ...	31,50	15,74	16,68	7,23	61,03	3,76	27,64	14,53	7,09	18,82	42,06	5,72	218,31	5,98	7,66	69,65	40,01
Sept. ...	31,06	15,76	16,35	7,12	60,81	3,74	26,67	14,51	7,02	19,78	42,31	5,72	217,94	5,96	7,63	68,50	39,59
Oct. ....	29,08	{ 15,76 <sup>21</sup> 15,78 <sup>22</sup>	15,82	6,90	58,34	3,58	24,59	14,51	6,78	18,89	41,60	{ 5,69 <sup>21</sup> 5,67 <sup>22</sup>	216,41	{ 5,94 <sup>21</sup> 5,86 <sup>22</sup>	7,39	65,45	38,13

1 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 1976.

2 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

3 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

4 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 31 mars 1977.

5 Cours du 1<sup>er</sup> avril 1977.

6 Moyenne du 4 avril au 30 juin 1977.

7 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 4 avril 1977.

8 Moyenne du 5 avril au 30 juin 1977.

9 Moyenne du 1<sup>er</sup> juillet au 26 août 1977.

10 Moyenne du 29 août au 30 septembre 1977.

11 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 8 juillet 1977.

12 Moyenne du 11 juillet au 30 septembre 1977.

13 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 10 février 1978.

14 Moyenne du 13 au 28 février 1978.

15 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 10 février 1978.

16 Moyenne du 13 février au 31 mars 1978.

17 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 5 mai 1978.

18 Moyenne du 8 au 31 mai 1978.

19 Moyenne du 1<sup>er</sup> avril au 5 mai 1978.

20 Moyenne du 5 mai au 30 juin 1978.

21 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 13 octobre 1978.

22 Moyenne du 16 au 31 octobre 1978.

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)		
1970 .....	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 <sup>2</sup> .....	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 <sup>3</sup> .....	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 <sup>4</sup> .....	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972 .....	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 <sup>5</sup> .....	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 <sup>6</sup> .....	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 <sup>7</sup> .....	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974 .....	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975 .....	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976 .....	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977 .....	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	39,03	40,05	40,17	+ 8,75	+ 6,46
4 <sup>e</sup> trimestre .....	36,89	37,28	37,37	+ 8,58	+ 7,63
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	36,75	36,82	36,90	+ 2,93	+ 2,82
2 <sup>e</sup> trimestre .....	36,16	36,19	36,26	+ 1,46	+ 1,47
3 <sup>e</sup> trimestre .....	35,64	35,72	35,76	+ 0,23	+ 0,22
4 <sup>e</sup> trimestre .....	34,81	34,84	34,87	+ 0,65	+ 0,13
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	32,27	32,27	32,36	+ 0,18	+ 0,07
2 <sup>e</sup> trimestre .....	32,47	32,55	32,59	- 2,23	- 2,20
3 <sup>e</sup> trimestre .....	31,63	32,46	32,53	- 1,24	- 1,82
1977 Octobre .....	35,42	35,37	35,41	- 0,90	- 0,90
Novembre .....	35,22	35,23	35,27	- 0,15	- 0,06
Décembre .....	33,80	33,93	34,01	+ 2,95	+ 1,35
1978 Janvier .....	32,84	32,84	32,93	+ 1,19	+ 0,95
Février .....	32,30	32,29	32,35	+ 0,13	+ 0,01
Mars .....	31,66	31,65	31,74	- 0,85	- 0,79
Avril .....	31,78	31,81	31,88	- 1,79	- 1,76
Mai .....	32,88	32,96	33,04	- 2,09	- 2,06
Juin .....	32,69	32,81	32,86	- 2,72	- 2,71
Juillet .....	32,37	32,79	32,86	- 2,55	- 2,52
Août .....	31,50	32,40	32,50	- 0,29	- 1,23
Septembre .....	31,06	32,21	32,26	- 0,95	- 1,74
Octobre .....	29,08	30,72	30,74	+ 1,60	- 0,99

1 Formule =  $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 18 août 1971.

3 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

4 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

5 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 9 février 1973.

6 Moyenne du 14 février au 1<sup>er</sup> mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

7 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

## X - 4. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indice B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1971 .....	99,57	99,69	100,3	96,8	103,6	102,4	98,4	100,0	98,8	101,0	99,7	104,4	99,2	99,3
1972 .....	103,48	103,96	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973 .....	105,04	106,28	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974 .....	106,39	107,17	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975 .....	108,13	108,93	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976 .....	110,47	110,68	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977 .....	116,82	117,30	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,60	110,89	106,7	87,7	132,4	118,4	101,1	65,0	63,4	115,7	108,4	158,7	113,7	115,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	115,42	116,08	111,0	88,0	139,1	116,9	98,4	60,4	61,1	120,8	113,4	160,5	117,3	119,9
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	115,07	116,13	111,1	88,0	140,0	120,3	98,5	62,7	59,4	121,2	112,8	155,4	116,6	119,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	116,31	117,37	111,9	87,4	141,4	124,9	98,5	62,5	58,8	122,0	108,8	154,9	114,2	118,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	117,01	118,14	112,4	86,8	144,0	129,0	99,0	62,7	58,6	121,5	104,4	161,5	113,1	116,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	117,34	118,47	112,3	84,7	146,9	138,1	98,1	64,2	57,6	121,4	97,6	174,1	111,1	112,7
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	121,21	122,55	116,0	81,9	152,6	141,0	95,9	66,3	56,7	125,2	98,0	190,8	114,1	111,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	120,38	121,67	114,4	80,7	151,3	152,0	98,8	62,4	56,2	124,4	98,1	188,1	115,0	107,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 119,52	<i>p</i> 120,97	113,0	76,6	150,5	171,5	100,3	63,3	55,7	122,4	98,2	207,0	113,4	105,8
1977 Octobre .....	116,90	118,00	111,9	86,0	144,9	134,5	98,9	63,4	58,3	121,1	98,4	168,6	111,6	112,4
Novembre .....	116,54	117,62	111,4	84,8	146,0	139,5	98,0	64,5	57,8	120,7	97,5	173,0	110,2	111,7
Décembre .....	118,61	119,87	113,5	83,2	149,8	140,3	97,3	64,8	56,8	122,5	97,0	180,7	111,4	114,0
1978 Janvier .....	119,95	121,36	115,0	82,4	150,1	139,3	97,6	66,9	56,4	123,8	97,6	187,0	112,8	114,5
Février .....	121,52	122,80	116,3	82,2	153,1	139,4	94,2	66,9	57,0	125,3	98,1	195,3	114,3	111,5
Mars .....	122,23	123,69	116,7	81,2	154,6	144,3	95,8	65,0	56,6	126,4	98,2	190,1	115,1	109,0
Avril .....	121,60	123,10	115,7	80,5	153,2	150,8	98,5	62,6	56,1	125,6	98,1	188,9	115,1	107,8
Mai .....	120,02	121,36	114,1	81,6	150,6	148,7	98,8	62,4	56,2	124,0	98,1	185,1	115,1	108,0
Juin .....	119,47	120,83	113,3	80,0	150,1	156,5	99,2	62,2	56,2	123,6	98,0	190,2	114,8	107,4
Juillet .....	<i>p</i> 118,61	<i>p</i> 120,06	112,3	77,9	149,4	166,5	100,7	63,0	56,0	122,2	97,9	195,0	113,4	105,5
Août .....	<i>p</i> 119,53	<i>p</i> 121,11	112,9	76,0	150,4	175,1	100,5	63,3	55,5	122,4	98,3	207,1	113,1	105,9
Septembre .....	<i>p</i> 120,20	<i>p</i> 121,88	113,7	76,0	151,7	172,9	99,6	63,5	55,6	122,6	98,5	219,0	113,7	106,1
Octobre .....	<i>p</i> 123,29	<i>p</i> 125,34												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII<sup>e</sup> année, tome I, n<sup>o</sup> 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge ».*

## XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>

### 1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1970 .....	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971 .....	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972 .....	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973 .....	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974 .....	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

#### Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 .....	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 .....	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976 9 premiers mois ....	454,9	552,9	- 98,0	6,0	63,9	- 57,9	-155,9
12 mois .....	657,1	711,4	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	-131,6
1977 3 premiers mois ....	146,4	237,6	- 91,2	2,2	25,4	- 23,2	-114,4
6 premiers mois ....	327,0	452,5	-125,5	4,3	47,8	- 43,5	-169,0
9 premiers mois ....	523,5	633,1	-109,6	6,5	71,1	- 64,6	-174,2
10 premiers mois ....	608,6	704,3	- 95,7	7,2	79,5	- 72,3	-168,0
11 premiers mois ....	658,0	757,6	- 99,6	7,8	85,5	- 77,7	-177,3
12 mois .....	747,8	822,9	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	-161,7
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	68,9	96,8	- 27,9	0,8	9,2	- 8,4	- 36,3
2 premiers mois ....	124,5	195,1	- 70,6	1,6	15,8	- 14,2	- 84,8
3 premiers mois ....	181,3	281,4	-100,1	2,4	25,4	- 23,0	-123,1
4 premiers mois ....	265,7	361,0	- 95,3	3,1	33,2	- 30,1	-125,4
5 premiers mois ....	329,2	449,0	-119,8	3,8	39,8	- 36,0	-155,8
6 premiers mois ....	400,7	538,3	-137,6	4,8	50,2	- 45,4	-183,0
7 premiers mois ....	506,9	624,1	-117,2	5,6	60,4	- 54,8	-172,0
8 premiers mois ....	569,1	688,5	-119,4	6,5	70,4	- 63,9	-183,3
9 premiers mois ....	630,8	759,4	-128,6	7,5	78,2	- 70,7	-199,3

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.  
<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> Depuis 1978 les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

## XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	
1974 .....	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975 .....	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 9 premiers mois .....	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
12 mois .....	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9
1977 3 premiers mois .....	-114,4	+ 8,8	- 10,3	-115,9	...	-115,9	+ 42,0	...	+ 69,7	+ 4,2	...	...	+ 73,9
6 premiers mois .....	-169,0	+ 10,9	- 22,4	-180,5	...	-180,5	+ 90,4	...	+ 75,5	+ 6,8	...	+ 7,8	+ 90,1
9 premiers mois .....	-174,2	+ 6,1	- 35,3	-203,4	...	-203,4	+151,4	+ 8,7	+ 51,3	+ 4,1	...	- 12,1	+ 52,0
10 premiers mois .....	-168,0	+ 4,2	- 39,4	-203,2	...	-203,2	+179,0	- 14,4	+ 38,8	+ 11,9	...	- 12,1	+ 24,2
11 premiers mois .....	-177,3	+ 0,9	- 43,7	-220,1	...	-220,1	+178,7	+ 12,1	+ 36,5	+ 4,9	...	- 12,1	+ 41,4
12 mois .....	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres			
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	- 36,3	+ 3,2	- 6,9	- 40,0	...	- 40,0	+ 2,0	- 3,1	- 2,8	+ 33,5	+ 10,4	...	+ 38,0
2 premiers mois .....	- 84,8	+ 4,2	- 10,0	- 90,6	...	- 90,6	+ 58,7	...	- 2,2	+ 27,7	+ 6,4	...	+ 31,9
3 premiers mois .....	-123,1	+ 5,2	- 14,6	-132,5	...	-132,5	+ 66,1	...	+ 5,7	+ 55,1	+ 5,8	...	+ 66,4
4 premiers mois .....	-125,4	+ 10,5	- 17,8	-132,7	...	-132,7	+ 66,1	...	+ 10,0	+ 46,0	+ 10,8	...	+ 66,6
5 premiers mois .....	-155,8	+ 5,7	- 21,8	-171,9	...	-171,9	+115,3	...	+ 14,6	+ 35,6	+ 6,6	...	+ 56,6
6 premiers mois .....	-183,0	+ 10,3	- 27,4	-200,1	...	-200,1	+114,3	...	+ 34,2	+ 42,9	+ 9,1	...	+ 85,8
7 premiers mois .....	-172,0	+ 9,2	- 31,3	-194,1	...	-194,1	+114,3	...	+ 32,7	+ 41,8	+ 5,7	...	+ 79,8
8 premiers mois .....	-183,3	+ 6,8	- 35,7	-212,2	...	-212,2	+114,3	...	+ 23,3	+ 66,7	+ 6,7	...	+ 97,9
9 premiers mois .....	-199,3	+ 7,8	- 40,9	-232,4	...	-232,4	+164,9	...	+ 25,9	+ 33,7	- 0,9	+ 7,6	+ 67,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR  
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(6) à (8)	(10)	
1970 .....	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971 .....	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972 .....	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973 .....	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974 .....	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paratatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(4) à (6)	(8)	
1974 .....	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 .....	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+109,9	- 0,6
1976 9 premiers mois .....	-155,9	+ 4,7	-151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 71,0	+151,0	+ 0,2
12 mois .....	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	- 4,3	+ 55,1	+133,1	...
1977 3 premiers mois .....	-114,4	+ 7,6	-106,8	+ 32,9	- 1,0	+ 74,5	+106,4	+ 0,4
6 premiers mois .....	-169,0	+ 7,8	-161,2	+ 71,3	- 0,4	+ 90,0	+160,9	+ 0,3
9 premiers mois .....	-174,2	+ 2,7	-171,5	+119,9	- 6,1	+ 56,9	+170,7	+ 0,8
10 premiers mois .....	-168,0	...	-168,0	+144,2	- 6,8	+ 30,3	+167,7	+ 0,3
11 premiers mois .....	-177,3	- 3,4	-180,7	+139,8	- 6,7	+ 47,1	+180,2	+ 0,5
12 mois .....	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	- 6,7	+ 39,5	+167,5	- 0,1
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	- 36,3	+ 3,7	- 32,6	- 5,4	...	+ 37,2	+ 31,8	+ 0,8
2 premiers mois .....	- 84,8	+ 4,4	- 80,4	+ 48,5	+ 0,1	+ 31,1	+ 79,7	+ 0,7
3 premiers mois .....	-123,1	+ 5,0	-118,1	+ 51,6	- 0,2	+ 63,6	+115,0	+ 3,1
4 premiers mois .....	-125,4	+ 9,6	-115,8	+ 49,1	- 0,2	+ 64,1	+113,0	+ 2,8
5 premiers mois .....	-155,8	+ 3,6	-152,2	+ 95,7	- 0,2	+ 54,2	+149,7	+ 2,5
6 premiers mois .....	-183,0	+ 7,5	-175,5	+ 89,9	- 0,2	+ 84,6	+174,3	+ 1,2
7 premiers mois .....	-172,0	+ 5,8	-166,2	+ 86,6	- 0,2	+ 78,5	+164,9	+ 1,3
8 premiers mois .....	-183,3	+ 3,4	-179,9	+ 82,3	- 0,2	+ 94,2	+176,3	+ 3,6
9 premiers mois .....	-199,3	+ 4,5	-194,8	+127,7	- 0,3	+ 57,3	+184,7	+ 10,1

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

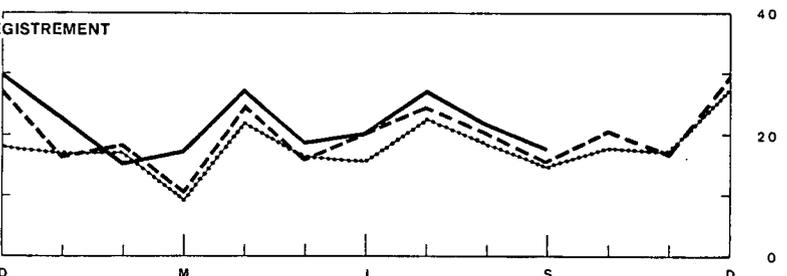
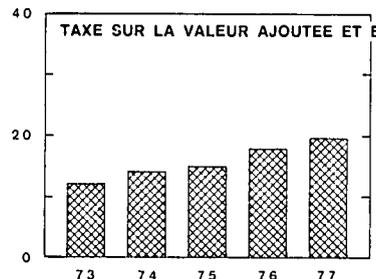
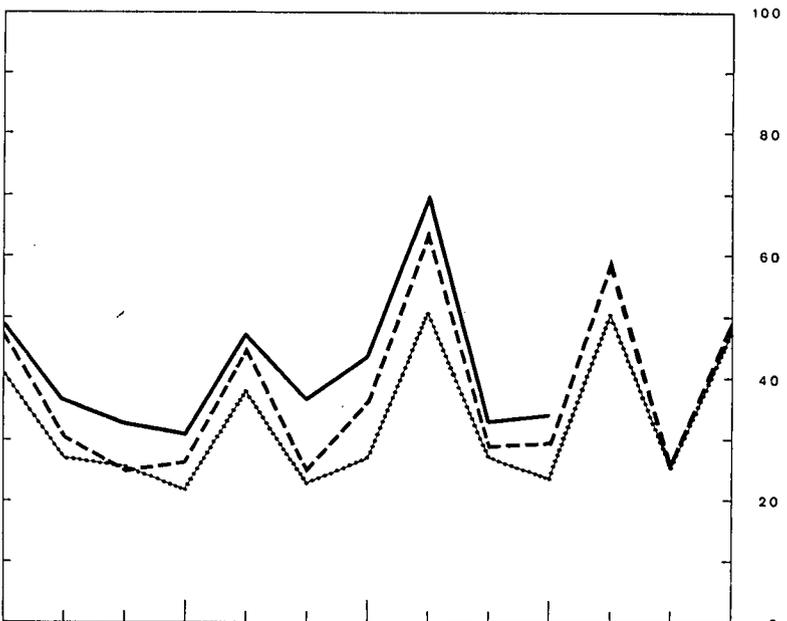
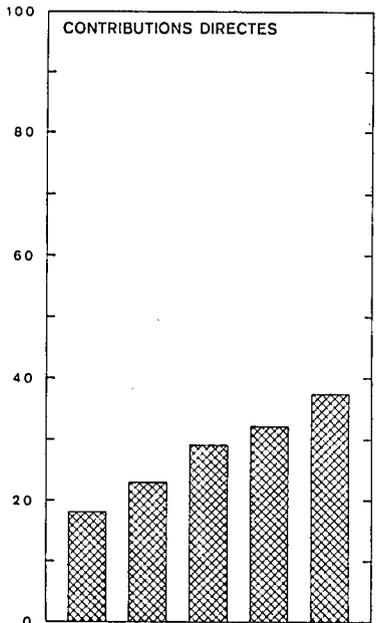
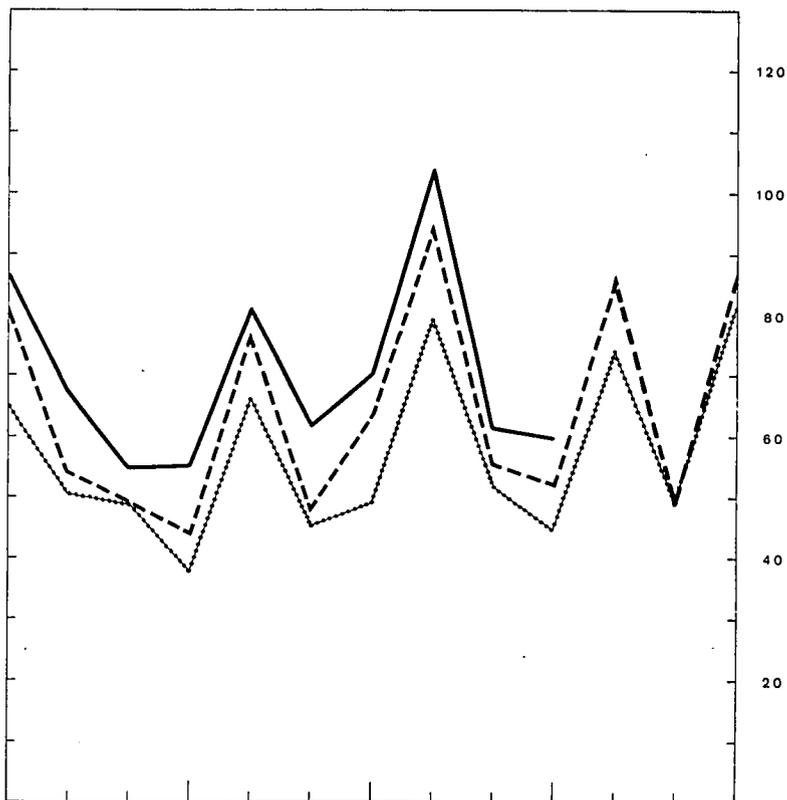
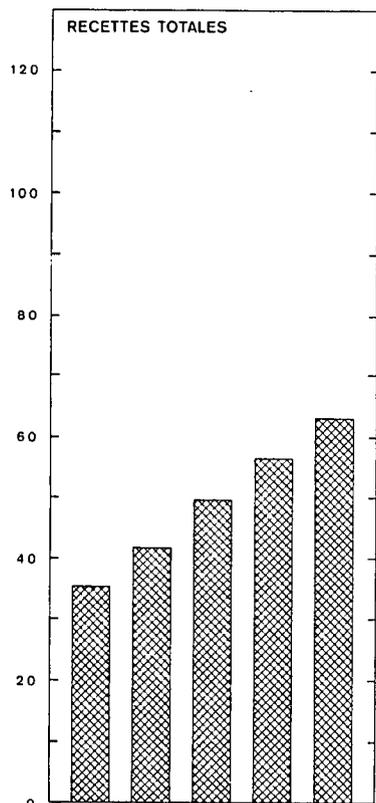
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

# XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



## XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales <sup>3</sup>					Recettes en capital <sup>4</sup>	Total des recettes fiscales
	Contributions directes <sup>2</sup>	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972 .....	178,8	49,4	180,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973 .....	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974 .....	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975 .....	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1976 .....	388,0	68,7	215,2	671,9	91,7	7,2	679,1
1977 .....	448,2	72,1	236,7	757,0	104,0	7,9	764,9
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	101,6	17,1	55,6	174,3	27,9	1,8	176,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	123,5	17,6	62,2	203,3	43,6	1,9	205,2
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	82,7	17,5	45,9	146,1	2,5	2,0	148,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	107,2	18,6	61,7	187,5	23,9	1,9	189,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	122,7	17,4	61,2	201,3	29,9	2,1	203,4
1 <sup>er</sup> trimestre .....	135,6	18,6	67,8	222,1	47,7	1,9	224,0
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	101,1	18,3	56,3	175,7	1,6	2,3	178,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127,5	18,2	66,7	212,4	212,4	2,0	214,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	136,9	19,0	67,3	223,2	31,0	2,6	225,8
1977 Septembre .....	29,7	6,3	15,8	51,8	1,5	0,7	52,5
Octobre .....	59,6	5,6	20,9	86,1	26,8	0,7	86,8
Novembre .....	26,7	5,8	17,1	49,6	0,5	0,6	50,2
Décembre .....	49,3	7,1	29,9	86,3	20,4	0,7	87,0
1978 Janvier .....	36,7	6,8	23,1	66,6	0,9	0,8	67,4
Février .....	33,1	5,6	15,6	54,3	...	0,7	55,0
Mars .....	31,3	5,9	17,5	54,7	0,7	0,8	55,5
Avril .....	47,5	5,8	27,7	81,0	22,0	0,6	81,6
Mai .....	36,3	6,5	18,9	61,7	0,3	0,6	62,3
Juin .....	43,7	5,9	20,1	69,7	1,8	0,8	70,5
Juillet .....	69,9	6,1	27,5	103,5	29,2	0,8	104,3
Août .....	33,0	5,8	22,0	60,8	0,3	0,8	61,6
Septembre .....	34,0	7,1	17,8	58,9	1,5	1,0	59,9

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés.

<sup>3</sup> Il est à noter que certaines de ces recettes fiscales étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds

Spécial des Communes et aux Communautés Européennes. Les recettes ne comprennent pas les droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

<sup>4</sup> Droits de succession.

## XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1977 <sup>2</sup>		1977 : Septembre <sup>2</sup>		1978 : Septembre	
	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations
<b>A. Recettes courantes :</b>						
I. Contributions directes .....	448,2	499,9	29,7	32,2	34,0	35,6
précompte immobilier .....	1,4	1,4	0,3	0,3	0,3	0,3
précompte mobilier .....	34,7	33,7	1,6	1,5	1,6	1,7
versements anticipés .....	104,0	120,4	1,5	1,6	1,5	2,0
impôts de sociétés (rôles) .....	3,8	6,0	1,3	1,6	1,8	1,7
impôts de personnes physiques (rôles) .....	40,3	46,0	5,4	5,5	6,8	5,6
précompte professionnel .....	252,9	281,3	18,9	21,5	21,1	23,4
divers .....	11,1	11,1	0,7	0,2	0,9	0,9
II. Douanes et accises .....	72,1	71,0	6,3	6,1	7,1	6,1
III. T.V.A. et enregistrement .....	236,7	242,0	15,8	16,8	17,8	20,7
<b>B. Recettes en capital .....</b>	<b>7,9</b>	<b>7,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>
<b>Total ...</b>	<b>764,9</b>	<b>820,7</b>	<b>52,5</b>	<b>55,8</b>	<b>59,9</b>	<b>63,3</b>
Différence par rapport aux évaluations ...	-55,8		- 3,3		- 3,4	

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris les recettes affectées qui à partir de 1978 sont réintégrées dans le budget (cf. note 3 du tableau XI-4).

**Références bibliographiques :** Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — *Moniteur belge*. — Bulletin d'Information et de Documentation : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, XLVII<sup>e</sup> an-

née, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le même, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

**XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE**  
**XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975**

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													Secteurs nationaux non financiers		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,8	—	—	—	—	5,6	155,9	—	10,5	—	15,9	0,8	189,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	19,8	—	—	—	—	—	309,1	—	2,1	—	6,3	—	337,3	
	Obligations .....	58,2	—	—	—	—	—	9,9	—	22,4	32,8	—	—	123,3	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	—	0,3	—	—	1,0	—	—	—	340,6	83,1	311,2	—	736,2	
	Divers .....	—	7,0	8,6	—	79,0	—	—	—	—	0,6	31,2	0,1	126,5	
(Actions et parts) .....	(430,5)	(4,1)	(0,9)	—	(0,1)	(...)	(3,1)	(—)	(2,1)	(8,2)	(...)	(...)	(...)	(449,0)	
<b>Total ...</b>	<b>78,0</b>	<b>8,1</b>	<b>8,6</b>	<b>—</b>	<b>80,0</b>	<b>5,6</b>	<b>474,9</b>	<b>—</b>	<b>376,2</b>	<b>147,1</b>	<b>333,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1.512,8</b>		
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	0,3	0,5	—	0,9	—	1,9	—	—	3,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,3	—	—	—	0,8	0,7	—	2,0	—	14,0	—	—	17,8	
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	—	—	5,6	—	—	—	—	—	—	5,6	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	26,5	2,5	—	0,2	0,3	0,6	15,5	1,8	14,7	8,8	1,7	—	72,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	0,2	0,1	0,5	12,1	—	8,7	6,7	5,5	2,7	36,5	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	3,8	—	—	0,6	0,2	43,7	—	48,3	
	Divers .....	28,4	—	7,6	0,4	—	5,1	—	—	—	—	—	—	47,6	
(Actions et parts) .....	(1,1)	—	(23,7)	(14,0)	(...)	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(41,9)		
<b>Total ...</b>	<b>55,2</b>	<b>2,5</b>	<b>7,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>11,1</b>	<b>34,4</b>	<b>1,8</b>	<b>26,9</b>	<b>15,7</b>	<b>66,8</b>	<b>8,8</b>	<b>232,0</b>		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	5,5	0,6	—	4,6	—	2,6	70,1	—	—	—	—	28,4	111,8	
	Certificats à un an au plus .....	—	0,1	—	0,3	—	6,7	14,2	6,0	28,2	—	14,6	—	70,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	223,2	5,1	—	3,0	7,7	2,3	238,0	10,0	100,2	81,6	36,6	—	707,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	0,2	—	—	—	1,9	64,0	—	10,8	1,5	1,1	—	79,5	
	Divers .....	—	1,2	—	—	3,1	1,1	4,3	—	10,2	3,3	0,8	—	24,0	
<b>Total ...</b>	<b>228,7</b>	<b>7,2</b>	<b>—</b>	<b>7,9</b>	<b>10,8</b>	<b>14,6</b>	<b>390,6</b>	<b>16,0</b>	<b>149,4</b>	<b>86,4</b>	<b>53,1</b>	<b>28,4</b>	<b>993,1</b>		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	29,2	—	—	—	24,7	—	53,9	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	51,1	0,2	—	0,5	0,2	0,3	30,9	4,4	19,9	14,6	5,1	—	127,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	7,8	—	17,5	1,7	4,6	0,4	32,0	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	—	9,2	—	—	—	—	—	—	19,7	—	168,8	—	197,7	
Divers .....	4,2	1,0	7,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	12,6		
<b>Total ...</b>	<b>55,3</b>	<b>10,4</b>	<b>7,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>68,6</b>	<b>4,4</b>	<b>57,1</b>	<b>16,3</b>	<b>203,6</b>	<b>0,4</b>	<b>424,1</b>		
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	0,7	0,5	—	2,2	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	0,4	—	1,4	—	—	1,9	0,4	—	4,1	
	Réserves de sécurité sociale .....	39,3	—	—	—	—	10,5	—	—	—	—	—	—	49,8	
	Divers .....	60,5	—	3,6	—	—	0,3	6,2	—	—	3,4	—	12,8	86,8	
<b>Total ...</b>	<b>99,8</b>	<b>—</b>	<b>3,6</b>	<b>—</b>	<b>0,4</b>	<b>10,8</b>	<b>8,7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>6,0</b>	<b>0,9</b>	<b>12,8</b>	<b>143,0</b>		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	0,6	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	0,7	58,3	—	4,7	—	9,1	3,1	75,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	141,8	—	—	—	—	—	141,8	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	687,9	—	—	—	—	—	687,9	
	Obligations .....	15,8	—	—	0,1	0,1	—	39,5	—	2,5	6,0	—	—	64,0	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	—	—	15,6	—	—	—	26,3	—	—	—	—	—	41,9	
	Divers .....	—	5,3	12,8	—	1,7	—	5,2	—	0,6	—	—	—	25,6	
	(Actions et parts) .....	(15,8)	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(7,0)	(—)	(0,1)	(1,6)	(—)	(...)	(9,4)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(9)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	584,3	5,9	1,4	35,0	2,5	584,3	—	—	9,0	1,5	0,7	—	640,3
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	2,7	5,9	2,8	2,1	—	1,2	—	14,7
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	797,4	—	—	—	—	—	—	797,4
	Autres dépôts en devises à un an au plus	23,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,0
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	220,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	220,5
	Autres dépôts à un an au plus	173,7	0,1	—	—	0,2	—	—	—	8,3	—	0,7	—	183,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	115,4	—	—	—	—	—	115,4
	Dépôts à plus d'un an	30,7	—	—	—	—	—	0,7	—	0,1	—	—	—	31,5
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	57,6	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	0,4	—	—	58,2
	Divers	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	76,3
(Actions et parts)	(24,7)	—	(0,2)	—	—	—	(2,2)	(—)	(0,6)	(0,8)	—	—	(28,5)	
Total ...	1.090,0	6,0	1,7	35,0	2,7	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	76,3	2.160,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,2	0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,9	—	—	—	—	2,9	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	9,1	—	10,2	—	0,8	20,1	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	26,5	
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	23,1	0,3	—	0,4	4,9	—	—	—	—	7,4	1,5	0,1	37,7
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	0,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	402,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	402,6
	Autres dépôts à un an au plus	32,1	2,1	0,4	1,2	5,7	4,9	—	—	0,1	13,0	0,8	—	60,3
	Dépôts à plus d'un an	56,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56,1
	Bons de caisse à un an au plus	23,7	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	24,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	102,0	—	—	—	—	—	2,6	—	0,8	0,9	0,1	—	106,4
	Réserves mathématiques	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4
	Divers	14,5	—	0,2	7,2	—	0,1	0,1	—	—	—	0,2	18,9	41,2
	(Actions et parts)	(3,1)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,3)	(0,3)	—	—	(5,7)
	Total ...	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	5,0	3,5	—	0,9	21,3	2,6	19,0	730,2
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Réserves de sécurité sociale	71,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,7
	Réserves mathématiques	282,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	282,3
	Divers	35,1	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	2,3	37,8
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,9)
Total ...	389,1	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	2,3	391,8	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	6,0	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,2	—	—	6,4
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	3,2	—	—	1,6	—	—	0,1	5,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,2	—	10,4	0,2	2,1	—	12,9
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	55,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55,5
	Autres dépôts à un an au plus	14,0	4,9	—	14,9	9,8	0,7	5,8	—	0,1	1,5	1,0	—	52,7
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	44,6	—	—	—	—	—	1,6	—	—	1,5	0,7	—	48,4
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	4,0	—	—	—	0,6	—	4,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	251,1	0,5	—	0,9	6,3	—	35,4	1,8	37,5	24,6	8,1	—	366,2
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	—	—	—	3,2	—	4,1	—	32,9	19,2	3,7	6,8	79,8
	Divers	8,2	—	23,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,8)
Total ...	379,4	5,4	23,5	15,9	19,3	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	32,8	692,9	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			13,0	—	—	8,2	—	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	—	127,5
(13) = (1) + (12)	<b>Total des créances</b>	<b>3.046,8</b>	<b>60,3</b>	<b>84,2</b>	<b>69,0</b>	<b>134,4</b>	<b>859,5</b>	<b>2.195,8</b>	<b>28,7</b>	<b>752,4</b>	<b>358,6</b>	<b>697,5</b>	<b>185,3</b>	<b>8.472,5</b>

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....		0,3	—			3,8	182,1	—	14,6		7,6	3,9	212,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	22,3						370,6	—	4,2		9,7		406,8	
	Obligations .....	61,7				0,1		10,6		24,6	38,5			135,5	
	Autres emprunts à plus d'un an .....		0,3			1,9				400,8	90,3	363,9		857,2	
	Divers .....		7,3	8,8		86,3				0,2	3,9	0,2		106,7	
(Actions et parts) .....	(455,0)	(4,9)	(2,1)		(0,1)	(...)	(2,5)	(—)	(2,3)	(9,9)	(...)	(...)	(...)	(476,8)	
	<b>Total ...</b>	<b>84,0</b>	<b>7,9</b>	<b>8,8</b>	<b>...</b>	<b>88,3</b>	<b>3,8</b>	<b>563,3</b>	<b>—</b>	<b>444,4</b>	<b>132,7</b>	<b>381,4</b>	<b>3,9</b>	<b>1.718,5</b>	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....						0,2	0,7		1,5		2,1		4,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,3					1,5	1,3				9,6		12,7	
	Certificats à un an au plus .....							9,1						9,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	39,0	2,4		0,2	0,2	0,4	16,2	1,8	17,2	9,4	1,6		88,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....				0,2		0,4	12,2		10,7	6,8	5,3	3,3	38,9	
	Autres emprunts à plus d'un an .....				0,1		3,8			0,5	0,2	48,7		53,3	
	Divers .....	21,1	0,1	9,1	0,3		4,8							46,0	
(Actions et parts) .....	(1,1)		(25,9)	(14,7)	(...)		(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(44,8)		
	<b>Total ...</b>	<b>60,4</b>	<b>2,5</b>	<b>9,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>11,1</b>	<b>39,5</b>	<b>1,8</b>	<b>29,9</b>	<b>16,4</b>	<b>67,3</b>	<b>13,9</b>	<b>252,9</b>	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	6,3			4,4		5,0	77,5					34,5	127,7	
	Certificats à un an au plus .....				0,1		14,7	49,2	7,4	20,7		23,8		115,9	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	258,2	5,2		4,1	9,3	1,8	260,2	7,8	118,9	88,0	37,0		790,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		0,2				1,4	58,9		10,9	1,3	1,1		73,8	
	Divers .....		1,4				14,9	1,0	4,1		11,5	7,3	0,7	40,9	
	<b>Total ...</b>	<b>264,5</b>	<b>6,8</b>	<b>—</b>	<b>8,6</b>	<b>24,2</b>	<b>23,9</b>	<b>449,9</b>	<b>15,2</b>	<b>162,0</b>	<b>96,6</b>	<b>62,6</b>	<b>34,5</b>	<b>1.148,8</b>	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....														
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....							0,1						0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....							33,4				30,5		63,9	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	61,8	0,2		0,5	0,2	0,2	32,9	3,4	23,2	11,7	5,2		139,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....							8,9		16,6	1,5	5,6	0,6	33,2	
	Autres emprunts à plus d'un an .....		8,8							23,3		195,9		228,0	
Divers .....	5,6	1,1	8,1								0,7		15,5		
	<b>Total ...</b>	<b>67,4</b>	<b>10,1</b>	<b>8,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>75,3</b>	<b>3,4</b>	<b>63,1</b>	<b>13,2</b>	<b>237,9</b>	<b>0,6</b>	<b>480,0</b>	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....														
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....							0,5						0,5	
	Certificats à un an au plus .....														
	Obligations accessibles à tout placeur .....														
	Obligations non accessibles à tout placeur .....					0,4		3,5		5,1	1,8	0,4		11,2	
	Réserves de sécurité sociale .....	15,3						10,9						26,2	
Divers .....	69,9		1,6				0,3	6,9		3,4		6,8	88,9		
	<b>Total ...</b>	<b>85,2</b>	<b>...</b>	<b>1,6</b>	<b>...</b>	<b>0,4</b>	<b>11,2</b>	<b>10,9</b>	<b>...</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>0,4</b>	<b>6,8</b>	<b>126,8</b>	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....							1,6						1,6	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....						0,5	67,1		6,8		12,5	0,5	87,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....							149,9						149,9	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires <sup>1</sup> .....							720,9						720,9	
	Obligations .....	13,6			0,1	0,1		35,4		2,4	5,5			57,1	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....			12,9				29,9						42,8	
	Divers .....		5,5	13,9		1,7		4,6		0,7				26,4	
	(Actions et parts) .....		(0,3)	(0,4)				(—)	(7,2)	(—)	(0,1)	(2,7)	(—)	(...)	(10,7)
	<b>Total ...</b>	<b>13,6</b>	<b>5,5</b>	<b>26,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,8</b>	<b>0,5</b>	<b>1.000,4</b>	<b>...</b>	<b>9,0</b>	<b>5,5</b>	<b>12,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1.086,1</b>	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (8)													
		Organismes principalement monétaires (7)													
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	—	...	—	—	...	...		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	3,7	—	—	—	—	3,7		
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	0,2	—	0,6	10,2	—	4,4	—	0,3	15,7		
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,4	3,2		
	<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2,8</b>	<b>0,2</b>	<b>—</b>	<b>0,6</b>	<b>13,9</b>	<b>—</b>	<b>4,4</b>	<b>—</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>22,6</b>	
	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (8)	Monnaie .....	28,8	...	...	0,4	6,1	...	...	—	...	3,2	0,6	0,1	39,2
		Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4
		Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	458,6	...	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	458,6
Autres dépôts à un an au plus .....		34,1	2,6	0,2	1,5	4,2	5,9	—	—	1,0	19,1	0,8	...	69,4	
Dépôts à plus d'un an .....		61,0	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	61,0	
Bons de caisse à un an au plus .....		26,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	26,2	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....		126,3	...	...	...	...	...	3,5	—	0,6	0,6	0,1	...	131,1	
Réserves mathématiques .....		1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	
Divers .....	11,9	...	0,4	9,9	...	0,2	0,3	...	...	...	...	29,3	52,0		
(Actions et parts) .....	(3,8)	...	...	...	...	...	...	(—)	(2,1)	(0,2)	...	...	(6,1)		
<b>Total ...</b>	<b>747,9</b>	<b>2,6</b>	<b>0,6</b>	<b>11,8</b>	<b>10,3</b>	<b>6,1</b>	<b>4,3</b>	<b>...</b>	<b>1,6</b>	<b>22,9</b>	<b>1,5</b>	<b>29,4</b>	<b>839,0</b>		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Réserves de sécurité sociale .....	79,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	79,8	
	Réserves mathématiques .....	306,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	306,5	
	Divers .....	5,9	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	1,6	...	7,9	
	(Actions et parts) .....	(2,9)	...	...	...	...	...	...	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(3,0)	
<b>Total ...</b>	<b>392,2</b>	<b>...</b>	<b>0,4</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1,6</b>	<b>394,2</b>		
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie .....	7,4	...	—	0,8	...	...	...	...	—	0,3	...	...	8,5	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	0,1	—	—	0,1	—	0,2	...	...	0,9	—	0,3	0,1	1,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	4,0	...	12,3	0,3	3,4	...	20,0	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	72,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	72,1	
	Autres dépôts à un an au plus .....	16,9	6,1	...	15,7	9,1	1,9	5,5	—	0,2	2,6	0,4	...	58,4	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur .....	47,7	...	...	...	...	...	0,4	—	0,1	0,4	0,4	...	49,0	
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	1,0	3,9	—	...	...	0,4	...	5,3	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur .....	289,5	0,5	...	1,0	5,8	7,1	37,3	1,8	43,1	23,3	7,8	...	417,2	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	2,7	5,2	11,8	—	40,3	18,2	3,1	6,5	87,8	
	Divers .....	2,8	...	28,4	...	...	0,9	...	—	0,3	...	0,8	34,3	67,5	
(Actions et parts) .....	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,8)		
<b>Total ...</b>	<b>436,5</b>	<b>6,6</b>	<b>28,4</b>	<b>17,6</b>	<b>17,6</b>	<b>16,3</b>	<b>62,9</b>	<b>1,8</b>	<b>97,2</b>	<b>45,1</b>	<b>16,6</b>	<b>40,9</b>	<b>787,5</b>		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			16,5	...	...	7,7	...	72,3	2,5	26,5	15,1	7,9	—	148,5	
	<b>Total des créances</b> .....	<b>3.384,7</b>	<b>65,1</b>	<b>88,3</b>	<b>81,5</b>	<b>153,3</b>	<b>937,6</b>	<b>2.457,0</b>	<b>24,7</b>	<b>863,5</b>	<b>356,0</b>	<b>792,5</b>	<b>218,6</b>	<b>9.422,8</b>	

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)				
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)					
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>	<b>Secteurs nationaux non financiers</b>	<b>Entreprises privées et particuliers (1)</b>	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	- 0,5	—	—	—	—	- 1,8	+26,2	—	+ 4,1	—	- 8,3	+ 3,1	+ 22,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .....	+ 2,5	—	—	—	—	—	+ 2,1 <sup>1</sup>	+61,5	—	+ 2,1	—	+ 3,4	—	+ 69,5
			Obligations .....	+ 3,5	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	+ 2,2	—	+ 5,8	—	+ 14,3
			Autres emprunts à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	+60,2	—	+ 7,2	—	+121,0
			Divers .....	—	+ 0,3	+ 0,2	—	—	—	+ 7,4	—	—	—	—	+27,4	+ 0,1	+ 21,6
	(Actions et parts) .....	(+20,3)	(+ 0,8)	(+ 1,2)	—	—	—	(...)	(- 1,5) <sup>1</sup>	(- 0,6)	(-)	(+ 0,2)	(+ 1,7)	(...)	(...)	(+ 22,1)	
	<b>Total ...</b>	<b>+ 6,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>+ 41,7</b>	<b>+ 88,4</b>	<b>—</b>	<b>+68,2</b>	<b>-14,4</b>	<b>+47,9</b>	<b>+ 3,1</b>	<b>+249,2</b>			
	<b>Organismes publics d'exploitation (2)</b>	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,2	—	+ 0,6	—	+ 0,1	—	+ 0,8	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	+ 0,6	—	- 2,0	—	- 4,4	—	- 5,1	
		Certificats à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,5	—	—	—	—	—	+ 3,5	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	+12,5	- 0,1	—	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	+ 0,7	—	—	+ 2,5	+ 0,6	- 0,1	—	+ 15,8	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,1	—	—	+ 2,0	+ 0,1	- 0,2	+ 0,6	+ 2,5	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,1	+ 5,0		
	Divers .....	- 7,3	+ 0,1	+ 1,5	- 0,1	—	—	—	- 0,3	—	—	—	—	—	+ 4,5		
	(Actions et parts) .....	(...)	(...)	(+ 2,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 2,3)		
	<b>Total ...</b>	<b>+ 5,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>—</b>	<b>- 0,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 5,1</b>	<b>—</b>	<b>+ 3,0</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 5,1</b>	<b>+ 20,9</b>			
	<b>Etat (Trésor) (3)</b>	Fonds de tiers .....	+ 0,8	- 0,6	—	- 0,2	—	+ 2,4	+ 7,4	—	—	—	—	+ 6,1	+ 15,9		
		Certificats à un an au plus .....	—	—	—	- 0,2	—	+ 11,1	+35,0	+ 1,4	- 7,5	—	+ 9,1	+ 48,9			
		Obligations accessibles à tout placeur .....	+35,0	—	—	+ 1,1	+ 1,7	+ 0,5	+22,2	+ 2,2	+18,8	+ 6,3	+ 0,4	+ 82,8			
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	- 0,5	- 5,1	—	—	- 0,1	—	- 5,7			
Divers .....		—	+ 0,2	—	—	+11,8	- 0,1	- 0,2	—	—	+ 1,3	+ 4,0	—	+ 17,0			
<b>Total ...</b>	<b>+35,8</b>	<b>- 0,4</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+13,5</b>	<b>+ 12,4</b>	<b>+59,3</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+12,6</b>	<b>+10,2</b>	<b>+ 9,5</b>	<b>+ 6,1</b>	<b>+158,9</b>				
<b>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)</b>	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	- 0,6	—	—	—	—	—	- 0,6			
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	+ 4,2	—	—	—	+ 5,8	—	+ 10,0			
	Obligations accessibles à tout placeur .....	+10,7	—	—	+ 0,1	—	—	+ 1,9	- 1,0	+ 3,3	- 2,9	—	—	+ 12,1			
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	—	- 0,9	- 0,2	+ 1,0	+ 0,2	+ 1,2			
Autres emprunts à plus d'un an .....	—	- 0,5	—	—	—	—	—	—	+ 3,6	—	+27,2	—	+ 30,3				
Divers .....	+ 1,4	+ 0,2	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	+ 2,9				
<b>Total ...</b>	<b>+12,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>+ 6,6</b>	<b>- 1,0</b>	<b>+ 6,0</b>	<b>- 3,1</b>	<b>+34,3</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 55,9</b>				
<b>Sécurité sociale (5)</b>	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	—	—	—	—	—	+ 0,4			
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	- 1,0	—	—	- 0,7	- 0,5	—	- 2,2			
	Obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	+ 2,2	—	+ 5,0	- 0,1	—	—	+ 7,1			
Réserves de sécurité sociale .....	+ 2,6	—	—	—	—	+ 0,4 <sup>2</sup>	—	—	—	—	—	—	+ 3,0				
Divers .....	+ 9,4	—	- 2,0	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	- 6,0	+ 2,1				
<b>Total ...</b>	<b>+12,0</b>	<b>—</b>	<b>- 2,0</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>—</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 6,0</b>	<b>+ 10,4</b>				
<b>Etranger (6)</b>	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	+ 1,0			
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	- 0,2	+ 8,7	—	+ 2,1	—	+ 3,5	- 2,6	+ 11,5			
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	+ 8,1	—	—	—	—	—	+ 8,1			
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires <sup>3</sup> .....	—	—	—	—	—	—	+30,9	—	—	—	—	—	+ 30,9			
	Autres dépôts en devises à un an au plus .....	+ 3,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,6			
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus .....	+22,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 22,7			
	Obligations .....	+12,9 <sup>4</sup>	—	—	—	—	—	- 4,1	—	- 0,1	- 0,5	—	—	+ 8,2			
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	—	—	+ 0,4	—	—	—	+ 3,5	—	—	—	—	- 3,1	+ 0,8			
	Divers .....	+39,8	+ 0,2	+ 1,1	—	—	—	- 0,5	—	+ 0,1	—	—	—	+ 40,7			
	(Actions et parts) .....	(- 0,5) <sup>4</sup>	(+ 0,1)	(...)	—	—	—	(-)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(+ 1,2)	(-)	(+ 0,9)			
<b>Total</b>	<b>+79,0</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 47,6</b>	<b>—</b>	<b>+ 9,1</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>+ 5,7</b>	<b>+ 197,5</b>				

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs indéterminés et ajustements (12)	(1) = à (12)	Intermédiaires financiers																			
		Organismes principalement monétaires (7)				Fonds des Rentes (8)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)					Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)				Intermédiaires financiers publics de crédit (11)		
		Monnaie	+32,9	+ 0,7	...	+ 6,9	- 0,1	...	+ 4,8	+ 1,5	- 2,8	+ 1,8	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 43,8					
		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 60,9	—	—	—	—	- 0,4	...	+ 2,7					
		Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 60,9					
		Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 8,4					
		Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+33,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 33,4					
		Autres dépôts à un an au plus	+54,3	- 0,1	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 53,6					
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	—	—	+31,1	—	—	...	+ 31,1						
		Dépôts à plus d'un an	- 1,9	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	—	—	—	+ 1,3					
		Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+15,8	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	+ 0,1	—	...	+ 16,2					
		Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 10,1					
		(Actions et parts)	(+ 2,8)	—	(...)	—	—	—	—	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	+ 0,3	...	(+ 2,9)					
		<b>Total ...</b>	<b>+142,9</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>...</b>	<b>+ 6,9</b>	<b>- 0,1</b>	<b>...</b>	<b>+ 65,7</b>	<b>+33,2</b>	<b>- 2,8</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+258,9</b>					
		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,2	- 0,3					
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	—	+ 0,7					
		Certificats à un an au plus	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,6	+ 1,2	—	- 5,8	—	- 0,5	—	- 4,3						
		Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...						
		<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>—</b>	<b>- 5,8</b>	<b>—</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 3,9</b>						
		Monnaie	+ 5,7	- 0,3	...	...	+ 1,2	...	...	—	...	- 4,2	- 0,9	...	+ 1,5						
		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...						
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...						
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,2						
		Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+56,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 56,0						
		Autres dépôts à un an au plus	+ 2,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	- 1,5	+ 1,0	—	—	+ 0,9	+ 6,1	—	—	+ 9,1						
		Dépôts à plus d'un an	+ 5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,0						
		Bons de caisse à un an au plus	+ 2,5	—	—	—	—	—	- 0,5	—	—	—	—	—	+ 2,0						
		Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+24,3	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	- 0,2	- 0,3	—	—	+ 24,7						
		Réserves mathématiques	- 0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4						
		Divers	- 2,6	...	+ 0,2	+ 2,7	...	+ 0,1	+ 0,2	...	...	...	- 0,2	+10,4	+ 10,8						
		(Actions et parts)	(+ 0,7)	—	—	—	—	—	—	(-)	(- 0,2)	(- 0,1)	—	—	(+ 0,4)						
		<b>Total ...</b>	<b>+92,5</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 3,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+10,4</b>	<b>+108,9</b>						
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...						
		Réserves de sécurité sociale	+ 8,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,1						
		Réserves mathématiques	+24,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,2						
		Divers	-29,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	- 29,9						
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(+ 0,1)						
		<b>Total ...</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+ 2,4</b>						
		Monnaie	+ 1,3	...	—	+ 0,6	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 2,0						
		Argent à très court terme (francs belges)	+ 0,2	—	—	—	—	- 2,9	- 0,2	—	- 0,7	—	+ 0,3	...	- 3,3						
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 3,8	—	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,3	...	+ 7,1						
		Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+16,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 16,6						
		Autres dépôts à un an au plus	+ 2,9	+ 1,2	—	+ 0,9	- 0,7	+ 1,2	- 0,4	—	+ 0,1	+ 1,2	- 0,7	...	+ 5,7						
		Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 3,1	—	—	—	—	—	- 1,2	—	+ 0,1	- 1,2	- 0,2	...	+ 0,6						
		Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,2	...	+ 0,7						
		Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+38,3	—	—	+ 0,2	- 0,4	+ 7,1	+ 1,9	...	+ 5,6	- 1,3	- 0,4	...	+ 51,0						
		Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	—	—	—	- 0,6	+ 1,1	+ 1,9	—	+ 7,4	- 1,0	- 0,5	- 0,3	+ 8,0						
		Divers	- 5,3	...	+ 4,9	...	...	- 2,3	...	—	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 8,4	+ 6,2						
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)						
		<b>Total ...</b>	<b>+57,1</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 4,9</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>- 1,7</b>	<b>+ 5,1</b>	<b>+ 5,8</b>	<b>...</b>	<b>+14,5</b>	<b>- 2,1</b>	<b>(...)</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>+ 94,6</b>						
			—	+ 3,5	...	...	- 0,5	- 3,1	+10,1	+ 0,5	+ 4,9	+ 4,4	+ 0,1	—	+ 19,9						
		<b>Total des créances</b>	<b>+445,8</b>	<b>+ 4,8</b>	<b>+ 7,1</b>	<b>+12,6</b>	<b>+19,1</b>	<b>+123,6</b>	<b>+261,1</b>	<b>- 4,1</b>	<b>+111,0</b>	<b>- 2,6</b>	<b>+95,1</b>	<b>+30,1</b>	<b>+1103,6</b>						

1 Cf. rubrique 4.821 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.811 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	78,0	8,1	8,6	...	80,0	174,7	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	1.331,7	0,8	1.512,8
2. Organismes publics d'exploitation	55,2	2,5	7,6	0,8	0,4	66,5	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	145,6	8,8	232,0
3. Etat (Trésor) .....	228,7	7,2	—	7,9	10,8	254,6	14,6	390,6	16,0	149,4	86,4	53,1	695,5	28,4	993,1
4. Secteur public non compris ailleurs	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	73,4	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	350,0	0,4	424,1
5. Sécurité sociale .....	99,8	...	3,6	...	0,4	103,8	10,8	8,7	...	...	6,0	0,9	15,6	12,8	143,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	517,0	28,2	26,8	9,2	91,8	673,0	42,4	977,2	22,2	609,6	271,5	657,9	2.538,4	51,2	3.305,0
7. Etranger .....	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	51,4	0,7	959,6	...	7,8	6,0	9,1	982,5	3,1	1.037,7
8. Organismes principalement moné- taires .....	1.090,0	6,0	1,7	35,0	2,7	1.135,4	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	149,1	76,3	2.160,9
9. Fonds des Rentes .....	—	—	2,8	...	—	2,8	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	23,0	0,6	26,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	677,9	5,0	3,5	...	0,9	21,3	2,6	28,3	19,0	730,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	389,1	...	0,4	...	...	389,5	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
12. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	379,4	5,4	23,5	15,9	19,3	443,5	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	205,4	32,8	692,9
13. Total des intermédiaires financiers	2.514,0	13,8	29,0	59,7	32,6	2.649,1	816,4	194,7	4,6	113,4	70,4	22,7	405,8	131,0	4.002,3
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	13,0	...	...	8,2	21,2	.....	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	106,3	—	127,5
15. Total des créances .....	3.046,8	60,3	84,2	69,0	134,4	3.394,7	859,5	2.195,8	28,7	752,4	358,6	697,5	4.033,0	185,3	8.472,5
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.534,0	- 171,7	- 908,9	- 355,1	- 8,6	+ 89,7	- 178,2	+ 34,9	+ 2,2	+ 22,2	- 33,2	+ 4,6	+ 30,7	+ 57,8	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1976

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploita- tion	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	84,0	7,9	8,8	...	88,3	189,0	3,8	563,3	—	444,4	132,7	381,4	1.521,8	3,9	1.718,5
2. Organismes publics d'exploitation	60,4	2,5	9,1	0,8	0,2	73,0	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	154,9	13,9	252,9
3. Etat (Trésor) .....	264,5	6,8	—	8,6	24,2	304,1	23,9	449,9	15,2	162,0	96,6	62,6	786,3	34,5	1.148,8
4. Secteur public non compris ailleurs	67,4	10,1	8,1	0,5	0,2	86,3	0,2	75,3	3,4	63,1	13,2	237,9	392,9	0,6	480,0
5. Sécurité sociale .....	85,2	...	1,6	...	0,4	87,2	11,2	10,9	...	5,1	5,2	0,4	21,6	6,8	126,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	561,5	27,3	27,6	9,9	113,3	739,6	50,2	1.138,9	20,4	704,5	264,1	749,6	2.877,5	59,7	3.727,0
7. Etranger .....	13,6	5,5	26,8	0,1	1,8	47,8	0,5	1.009,4	...	9,9	5,5	12,5	1.037,3	0,5	1.086,1
8. Organismes principalement monétaires .....	1.233,0	6,6	1,7	41,9	2,6	1.285,8	863,9	155,3	...	19,4	3,3	4,1	182,1	86,1	2.417,9
9. Fonds des Rentes .....	—	—	2,8	0,2	—	3,0	0,6	13,9	—	4,4	—	0,3	18,6	0,4	22,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	747,9	2,6	0,6	11,8	10,3	773,2	6,1	4,3	...	1,6	22,9	1,5	30,3	29,4	839,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	392,2	...	0,4	...	...	392,6	...	...	...	...	...	...	...	1,6	394,2
12. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	436,5	6,6	28,4	17,6	17,6	506,7	16,3	62,9	1,8	97,2	45,1	16,6	223,6	40,9	787,5
13. Total des intermédiaires financiers	2.809,6	15,8	33,9	71,5	30,5	2.961,3	886,9	236,4	1,8	122,6	71,3	22,5	454,6	158,4	4.461,2
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	—	16,5	...	...	7,7	24,2	...	72,3	2,5	26,5	15,1	7,9	124,3	—	148,5
15. Total des créances .....	3.384,7	65,1	88,3	81,5	153,3	3.772,9	937,6	2.457,0	24,7	863,5	356,0	792,5	4.493,7	218,6	9.422,8
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.666,2	- 187,8	-1.060,5	- 398,5	+ 26,5	+ 45,9	- 148,5	+ 39,1	+ 2,1	+ 24,5	- 38,2	+ 5,0	+ 32,5	+ 70,1	—

## XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1976

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse- s d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 6,0	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,3	+ 14,3	+ 41,7	+ 88,4	—	+ 68,2	- 14,4	+ 47,9	+ 190,1	+ 3,1	+ 249,2
2. Organismes publics d'exploitation	+ 5,2	...	+ 1,5	...	- 0,2	+ 6,5	...	+ 5,1	...	+ 3,0	+ 0,7	+ 0,5	+ 9,3	+ 5,1	+ 20,9
3. Etat (Trésor) .....	+ 35,8	- 0,4	—	+ 0,7	+ 13,5	+ 49,6	+ 12,4	+ 59,3	- 0,8	+ 12,6	+ 10,2	+ 9,5	+ 90,8	+ 6,1	+ 158,9
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 12,1	- 0,3	+ 1,0	+ 0,1	...	+ 12,9	...	+ 6,6	- 1,0	+ 6,0	- 3,1	+ 34,3	+ 42,8	+ 0,2	+ 55,9
5. Sécurité sociale .....	+ 12,0	...	- 2,0	...	...	+ 10,0	+ 0,4	+ 2,3	...	+ 5,0	- 0,8	- 0,5	+ 6,0	- 6,0	+ 10,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 71,1	- 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 21,6	+ 93,3	+ 54,5	+ 161,7	- 1,8	+ 94,8	- 7,4	+ 91,7	+ 339,0	+ 8,5	+ 495,3
7. Etranger .....	+ 79,0	+ 0,2	+ 1,5	...	...	+ 80,7	- 0,2	+ 47,6	...	+ 2,1	- 0,5	+ 3,5	+ 52,7	- 5,7	+ 127,5
8. Organismes principalement monétaires .....	+ 142,9	+ 0,6	...	+ 6,9	...	+ 150,4	+ 65,7	+ 33,2	- 2,8	- 0,2	+ 1,4	+ 1,4	+ 33,0	+ 9,8	+ 258,9
9. Fonds des Rentes .....	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,9	—	- 5,8	—	- 0,5	- 4,4	- 0,2	- 3,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	+ 92,5	+ 0,2	...	+ 3,0	- 0,3	+ 95,4	+ 1,1	+ 0,8	...	+ 0,7	+ 1,6	- 1,1	+ 2,0	+ 10,4	+ 108,9
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	+ 3,2	...	...	...	...	+ 3,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	+ 2,4
12. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	+ 57,1	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,7	- 1,7	+ 63,2	+ 5,1	+ 5,8	...	+ 14,5	- 2,1	...	+ 18,2	+ 8,1	+ 94,6
13. Total des intermédiaires financiers	+ 295,7	+ 2,0	+ 4,9	+ 11,8	- 2,0	+ 312,4	+ 72,4	+ 41,7	- 2,8	+ 9,2	+ 0,9	- 0,2	+ 48,8	+ 27,3	+ 460,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements .....	.....	+ 3,5	...	...	- 0,5	+ 3,0	- 3,1	+ 10,1	+ 0,5	+ 4,9	+ 4,4	+ 0,1	+ 20,0	—	+ 19,9
15. Total des créances .....	+ 445,8	+ 4,8	+ 7,1	+ 12,6	+ 19,1	+ 489,4	+ 123,6	+ 261,1	- 4,1	+ 111,0	- 2,6	+ 95,1	+ 460,5	+ 30,1	+ 1.103,6
16. Solde des créances et des dettes ...	+ 196,6	- 16,1	- 151,8	- 43,3	+ 8,7	- 5,9	- 3,9	+ 2,2	- 0,2	+ 2,1	- 5,0	+ 0,5	- 0,4	+ 10,2	—

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII<sup>e</sup> année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII<sup>e</sup> année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX<sup>e</sup> année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI<sup>e</sup> année, tome I, no 1, janvier 1976, LII<sup>e</sup> année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

### XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total  (5) = (1) à (4) = (6) à (14)	Avoirs extérieurs nets  (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9		Divers 12  (14)
		En francs belges					Etat 3  (7)	Autres pouvoirs publics 4  (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obliga- tions 8  (11)	Fonds des Rentes 10  (12)	Autres inter- médiaires financiers 11  (13)	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)	En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)					Financés par les organismes princi- palement monétaires 6  (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes princi- palement monétaires 7  (10)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(6) à (14)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1969 .....	353,7	159,8	31,8	14,7	560,0	93,6	243,2	18,9	195,9	206,5	10,8	5,4	28,1	- 35,9
1970 .....	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	5,4	37,0	- 45,6
1971 (ancienne série) .....	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	- 49,0
1971 (nouvelle série) 13 .....	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	- 44,7
1972 .....	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	8,5	38,6	- 51,8
1973 .....	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	- 53,3
1974 .....	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	- 45,1
1975 .....	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	- 47,4
1976 Juin .....	692,1	437,0	100,1	28,7	1.257,9	136,4	458,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	- 54,1
Septembre .....	661,2	470,7	102,7	30,0	1.264,6	115,5	455,4	73,7	543,5	549,8	42,9	40,0	66,4	- 72,8
Décembre .....	684,1	488,4	103,3	31,4	1.307,2	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	13,9	62,6	- 53,9
1977 Mars .....	689,5	498,2	118,6	37,1	1.343,4	147,9	475,9	81,7	558,3	576,9	48,7	19,1	70,8	- 59,0
Juin .....	732,2	499,7	123,7	30,7	1.386,3	147,1	490,2	91,1	592,0	607,7	50,2	26,1	70,3	- 80,7
Septembre .....	722,7	510,9	131,4	28,8	1.393,8	118,0	507,0	90,1	606,2	618,1	55,8	3,6	81,8	- 68,7
Décembre .....	748,9	528,7	135,3	35,8	1.448,7	122,8	482,9	99,8	654,0	670,3	57,3	10,6	p 91,5	p- 70,2
1978 Mars .....	752,0	555,5	139,3	32,3	1.479,1	p128,5	p528,1	p 99,4	638,2	653,2	p 60,0	5,9	p 94,2	p- 75,2
Juin .....	795,2	547,3	147,4	31,4	1.521,3	p109,1	p539,9	p 83,8	p 669,0	p 691,0	p 62,8	42,5	p 89,6	p- 75,4

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1949; XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955; XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958; XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1976; LII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-71	31-12-75	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3
2. F.M.I. — Participation .....	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	19,7
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3
— Droits de tirage spéciaux .....	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1
— Autres .....	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,5	0,7	0,2
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	3,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—
6. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	1,9	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	15,0	13,7	5,9	12,0	13,9	20,0	8,8	10,5	19,8
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	64,5	84,1	94,2	99,9	105,5	101,2	108,2	110,7	98,6
b) en francs belges .....	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	144,4	168,3	196,3	222,6	232,2	256,1	217,2	235,2	238,4	252,0	257,2	258,1	250,4	249,8	241,7
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	—	—	—	—	—	—	2,5	2,5	2,3	2,2	2,6	2,4	2,8	2,6	2,3
c) sur les banques de dépôts .....	—	—	0,9	2,1	0,2	—	1,7	0,1	—	5,2	0,2	—	—	1,8	—
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	13,2	4,9	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	20,6	20,6	20,5	29,3	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	2,3	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,3	3,2	3,8	3,8	3,8	3,8	4,3	4,3	4,2
— autres .....	34,0	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	38,1	37,9	37,9	37,9	37,9
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	1,5	4,5	6,3	7,9	5,2	—	7,4	5,4	1,2	3,4	4,1	7,7	2,5	3,1	10,1
b) effets commerciaux .....	3,2	4,8	10,6	15,2	14,9	10,3	24,3	26,2	11,4	19,2	20,8	32,0	17,1	10,7	30,1
c) avances .....	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,2	0,4	—	0,4	—	0,4	—	0,1	0,4
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	—	—	2,5	—	—	2,9	24,5	3,6	13,0	11,8	—	10,2	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	0,9	—	0,2	0,2	—	—	0,1	0,6	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac. ....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....	55,9	41,9	28,3	37,8	24,2	23,3	21,9	12,1	13,9	11,6	15,8	15,2	21,8	59,7	65,2
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> ...	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	365,2	349,7	345,3	376,7	374,2	406,9	379,4	412,7	431,2

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX-Balances des Paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires, et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	...	...	...	19,0	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	1,0	3,5	1,7	2,3	3,0	3,6	3,4	3,3	3,3	3,2	4,8	3,7	3,9	4,4	5,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	1,3	3,8	2,0	3,5	3,4	3,7	22,5	3,4	3,4	3,3	4,9	27,2	4,0	4,5	32,6
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	5,0	5,4	5,8	7,0	7,2	7,2	7,4	7,7	8,1	8,7	7,4	8,0	8,2	10,6	p 8,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1	p 0,1
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	183,2	196,4	216,8	231,5	248,9	281,2	292,0	299,5	293,9	321,5	316,3	327,4	320,5	348,9	p337,8
— monnaie scripturale <sup>5</sup> .....	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3	0,9	0,4	1,2	0,7	0,7	0,9	0,5	0,5	0,7	0,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>6</sup> .....															
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus															
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	65,1	55,5	46,4	54,3	44,2	47,1	42,8	37,2	39,1	42,5	44,5	43,3	46,2	47,1	p 51,7
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>256,2</b>	<b>262,7</b>	<b>284,4</b>	<b>331,0</b>	<b>325,6</b>	<b>340,8</b>	<b>365,2</b>	<b>349,7</b>	<b>345,3</b>	<b>376,7</b>	<b>374,2</b>	<b>406,9</b>	<b>379,4</b>	<b>412,7</b>	<b>431,2</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>5</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

<sup>6</sup> A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

## a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-10-77	30-11-77	31-12-77	31-1-78	28-2-78	31-3-78	30-4-78	31-5-78	30-6-78	31-7-78	31-8-78	30-9-78	31-10-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>													
1. Or .....	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3
2. F.M.I. — Participation .....	27,7	27,3	26,7	26,7	26,7	24,7	21,7	21,6	21,0	20,4	19,7	19,7	19,7
— Prêts .....	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	0,7
— Droits de tirage spéciaux .....	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1
— Autres .....	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	0,4	0,7	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,5	0,2	0,5
4. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	4,9	4,9	3,3	3,3	3,3	...	...
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation .....	15,2	11,5	20,0	13,2	14,8	8,8	11,2	16,8	10,5	14,5	19,0	19,8	p 24,4
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	105,8	104,1	101,2	102,8	104,7	108,2	111,4	111,8	110,7	92,4	86,5	98,6	106,5
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	258,7	253,2	258,1	252,7	256,5	250,4	253,0	259,3	249,8	234,7	232,4	241,7	p253,9
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>													
1. Pièces et billets .....	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	2,7	2,5	2,4	2,6	2,6	2,8	2,7	2,7	2,6	2,4	2,5	2,3	2,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	4,0	0,1	...	0,2	...	4,8	...	1,4	...	2,3
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>													
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :													
a) à un an au plus .....	6,2	32,7	37,0	33,9	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	3,8	3,8	3,8	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,2	4,2
— autres .....	38,1	38,1	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :													
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :													
a) acceptations bancaires .....	6,4	3,5	7,7	6,5	4,6	2,5	3,9	4,1	3,1	3,6	11,5	10,1	14,5
b) effets commerciaux .....	25,5	23,9	32,0	22,7	20,9	17,4	22,4	18,9	10,7	17,6	29,8	30,1	p 38,6
c) avances .....	...	...	0,4	0,3	...	...	...	...	0,1	...	0,4	0,4	...
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	12,5	...	10,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	...	...	2,3	0,2	0,1	...	...	0,6	...	2,3	0,1	1,1
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur .....	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	16,5	17,5	15,2	15,9	16,3	24,8	22,1	30,3	59,7	57,6	48,4	65,2	57,2
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>372,8</b>	<b>377,5</b>	<b>406,9</b>	<b>385,3</b>	<b>382,6</b>	<b>379,4</b>	<b>385,7</b>	<b>396,6</b>	<b>412,7</b>	<b>397,3</b>	<b>410,0</b>	<b>431,2</b>	<b>451,0</b>

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

## a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-10-77	30-11-77	31-12-77	31-1-78	28-2-78	31-3-78	30-4-78	31-5-78	30-6-78	31-7-78	31-8-78	30-9-78	31-10-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>													
1. Envers le F.M.I. ....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	5,6	23,4	13,5	5,3	...	...	...	...	...	16,3	27,5	39,5
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	4,1	4,2	3,7	3,6	3,6	3,9	4,1	5,0	4,4	4,8	5,3	5,0	3,9
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	4,2	9,9	27,2	17,2	9,0	4,0	4,2	5,1	4,5	4,9	21,7	32,6	43,5
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>													
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	8,2	8,1	8,0	8,7	8,6	8,2	9,0	9,2	10,6	8,5	p 8,5	p 8,5	p 8,5
2. Autres :													
a) envers la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	0,5	...	0,3	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	p 0,1	p ...
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :													
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	315,0	313,6	327,4	315,1	317,5	320,5	326,9	333,9	348,9	340,8	p336,3	p337,8	p336,0
— monnaie scripturale <sup>5</sup> .....	0,9	0,5	0,5	0,6	1,0	0,5	0,5	1,3	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>6</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....	<b>44,4</b>	<b>45,3</b>	<b>43,3</b>	<b>43,7</b>	<b>46,2</b>	<b>46,2</b>	<b>45,0</b>	<b>47,0</b>	<b>47,1</b>	<b>42,5</b>	<b>43,0</b>	<b>p 51,7</b>	<b>p 62,4</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	<b>372,8</b>	<b>377,5</b>	<b>406,9</b>	<b>385,3</b>	<b>382,6</b>	<b>379,4</b>	<b>385,7</b>	<b>396,6</b>	<b>412,7</b>	<b>397,3</b>	<b>410,0</b>	<b>431,2</b>	<b>451,0</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.  
<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>5</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

<sup>6</sup> A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif<sup>1</sup> — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	...	0,5	0,3	1,5	...	0,4	0,9	1,5	...
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	...	0,5	0,3	1,5	...	0,4	0,9	1,5	...
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	1,0	0,3	0,8	1,4	1,4	0,1	0,7	0,4
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8
b) sur les organismes publics .....	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8	1,4	0,2	8,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	0,1	0,5	...	...	2,2	3,3	1,4	...	1,7	0,7	0,6	0,2	...
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	55,4	55,9	64,4	64,0	65,0	70,1	78,7	75,9	77,5	81,8	83,9	81,2	80,3	88,0	p 89,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	6,9	7,1	7,6	8,1	8,3	8,7	9,3	10,1	10,0	10,1	10,4	10,5	10,3	p 10,1	p 10,6
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>3</sup> :															
a) à un an au plus .....	10,6	12,4	16,5	19,5	21,8	25,7	23,1	18,8	28,3	22,8	26,2	25,3	35,7	36,4	19,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>4</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	0,9	0,1	0,2	...	0,7	3,0	...	0,3	1,4	1,5	...	1,8	1,4	0,3	...
b) effets commerciaux .....	0,7	0,2	0,2	...	1,9	3,6	...	0,9	1,7	1,7	...	1,2	1,7	0,7	...
c) avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	p 0,3	p 0,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	2,9	0,4	...	0,1	...	0,6	0,1	...	...	...	...	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>5</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,2	0,3	0,6	...	...	0,1	...	0,9	...	...	...	...	0,2	0,4	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
D. Autres .....	1,5	8,8 <sup>6</sup>	7,3	11,1	14,0	18,1	23,3	24,1	23,1	15,8	13,6	20,1	19,7	p 16,7	p 26,4
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>80,6</b>	<b>89,0<sup>6</sup></b>	<b>101,2</b>	<b>104,7</b>	<b>114,0</b>	<b>131,8</b>	<b>138,2</b>	<b>138,6</b>	<b>145,7</b>	<b>136,6</b>	<b>138,4</b>	<b>143,7</b>	<b>152,6</b>	<b>155,5</b>	<b>156,4</b>

<sup>1</sup> O.C.P. Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations). Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

<sup>2</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968).

<sup>3</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>4</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>5</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>6</sup> A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,6 et pour le total de l'actif à 84,8.

b) Organismes publics monétaires — Passif<sup>1</sup> — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-78	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-3-78	80-6-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	1,3	0,5	...	0,2	...	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	1,3	0,5	...	0,2	...	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	1,2	0,7	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,7
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3	2,2	2,7	2,5	2,8	2,6
b) envers les organismes publics .....	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8	1,3	0,1	8,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	7,2	8,5	6,2	1,3	3,9	6,5	2,2	5,0	6,2	7,0	1,9	4,2	6,4	5,2	1,4
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	7,5	8,1	8,5	9,1	9,5	10,1	10,8	11,1	11,3	11,2	11,5	11,5	11,7	11,6	11,9
— monnaie scripturale .....	50,1	51,5	63,2	65,7	67,5	75,0	81,6	77,8	81,1	85,6	91,6	86,0	85,8	p89,2	p84,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	12,3	19,6 <sup>5</sup>	21,8	27,6	31,5	35,9	39,8	39,4	43,1	29,8	29,9	37,4	44,5	p45,3	p47,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	1,1	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....															
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	80,6	89,0 <sup>5</sup>	101,2	104,7	114,0	131,8	138,2	138,6	145,7	136,6	138,4	143,7	152,6	155,5	156,4

<sup>1</sup> O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>5</sup> A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

## c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-3-78	80-6-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations .....	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	37,1	35,4	35,5	36,1	31,0	31,3	34,5	p 35,1	p 36,8
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation .....	12,6	13,9	11,8	11,1	17,0	17,2	15,0	17,5	16,6	21,3	19,1	16,3	19,3	21,3	22,9
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	198,1	235,3	297,0	391,4	489,5	596,1	618,8	647,5	656,7	693,2	714,6	759,3	803,8	821,1	872,2
b) en francs belges .....	20,8	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	51,9	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7
Total des créances sur l'étranger ...	246,1	296,3	367,8	486,0	598,8	702,7	722,8	761,8	773,8	815,2	829,5	877,7	940,2	p 952,5	p1.014,6
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	5,0	5,3	5,7	6,9	7,0	7,1	8,3	7,2	7,6	8,0	8,6	7,3	7,9	8,1	10,2
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1
b) sur les organismes publics .....	7,1	8,5	6,2	1,3	4,0	6,5	2,2	5,1	6,2	9,1	1,9	4,2	6,4	5,1	1,4
c) sur les banques de dépôts .....	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	106,0	118,7	132,8	135,5	160,7	147,9	154,2	165,9	169,7	p 166,3
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	28,0	17,8	9,4	10,0	8,4	10,0	27,4	28,5	28,7	42,1	40,1	37,1	11,6	29,7	26,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	73,7	106,1	140,0	173,8	194,3	226,3	252,7	251,2	247,0	255,5	268,2	286,2	282,6	p 301,9	p 315,5
— autres .....	33,8	29,7	32,5	31,1	32,6	30,0	28,2	27,5	24,9	23,9	25,2	20,9	19,4	p 19,2	p 19,2
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	3,1	2,3	3,2	4,7	9,8	11,6	10,8	11,2	12,7	11,2	10,3	10,5	9,1	p 8,8	p 8,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	9,3	12,3	15,5	24,7	29,1	29,8	29,2	29,4	31,8	32,9	38,3	37,8	36,8	p 35,1	p 35,2
— autres .....	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,6	13,3	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	p 18,4	p 19,6
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	6,3	8,6	9,1	5,9	7,9	10,9	16,5	17,0	11,9	16,5	16,2	12,2	9,9	14,8	16,4
b) effets commerciaux .....	91,6	93,5	106,2	116,0	116,3	128,6	134,3	135,7	136,2	146,8	147,7	142,0	148,6	p 153,3	p 158,9
c) avances .....	113,7	139,9	172,3	219,4	252,3	309,5	339,8	357,7	371,7	379,2	405,1	424,0	452,2	p 449,0	p 479,7
d) autres créances à un an au plus .....	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	3,0	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	p 3,8	p 1,4
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	6,7	8,9	11,5	12,2	14,7	14,7	14,7	14,5	15,4	15,1	15,1	21,5	15,9	p 15,7	p 20,7
— autres .....	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	24,0	23,8	22,8	25,1	30,6	30,9	39,5	p 39,8	p 40,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	6,4	4,4	5,6	9,2	10,8	9,0	12,9	14,9	10,2	6,0	11,3	6,3	0,4	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,8	0,6	1,9	0,2	0,7	2,1	1,7	0,4	0,4	0,2	...	...	...	...	...
— autres .....	3,6	4,4	2,9	4,1	4,7	10,3	10,0	10,3	13,6	9,5	9,8	10,0	8,8	p 8,4	p 8,5
b) à plus d'un an :															
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur .....	27,3	31,8	31,6	31,5	37,4	37,2	39,7	40,9	39,9	49,5	51,3	57,9	68,9	p 70,9	p 70,5
— autres .....	6,0	4,6	5,2	8,2	9,9	10,5	12,5	12,6	12,3	11,6	13,0	15,0	15,1	p 15,2	p 14,2
<b>D. Autres</b> .....	68,6	84,0	87,6	99,5	129,9	133,5	140,3	140,2	139,1	144,9	143,2	139,9	157,6	p 154,1	p 156,2
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>776,3</b>	<b>915,0</b>	<b>1.097,1</b>	<b>1.377,0</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>1.962,4</b>	<b>2.039,9</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.184,7</b>	<b>2.232,4</b>	<b>2.314,1</b>	<b>2.415,9</b>	<b>2.473,5</b>	<b>2.583,3</b>

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balances des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.

## c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-3-78	80-6-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	633,9	648,1	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	50,2	64,0	80,1	118,6	169,6	162,5	173,2	173,6	179,9	183,7	193,6	214,8	207,2	206,1	219,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	286,7	331,0	413,3	552,9	695,5	796,4	821,3	841,0	860,5	903,8	931,0	1.011,7	1.049,2	1.071,4	1.150,8
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	2,3	1,7	0,1	...	5,2	0,2	...	...	4,8
b) envers les organismes publics .....	...	0,5	0,1	0,5	...	0,1	2,2	3,3	1,4	2,2	1,8	0,7	0,6	0,2	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4
— autres .....	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	105,9	118,6	132,7	135,4	160,6	147,8	154,1	165,6	169,4	165,9
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>2</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale .....	124,5	144,0	173,3	185,9	195,1	236,3	258,9	241,2	248,1	268,6	278,1	271,6	278,6	284,9	301,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,4	0,6	0,6
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>3</sup> :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	241,3	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	298,1	306,4	316,4
— autres dépôts .....	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	195,7	224,7	234,5	239,5	227,1	230,3	230,6	249,1	230,9
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	14,4	22,0	26,9	27,2	23,3	31,5	32,6	31,7	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5
— bons de caisse et obligations .....	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	53,2	67,5	71,0	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	11,4	9,7	9,2	11,7	17,5	23,0	28,7	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	2,5	...	0,7	0,7	...	...	...	...	...	2,7	...	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres <sup>4</sup> .....	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	0,4	...	4,0	0,5	4,4	1,4	1,7	1,0	4,5
<b>D. Autres</b> .....	106,5	123,9	128,7	147,0	168,8	175,1	192,6	216,3	191,1	194,6	209,7	200,1	219,3	218,3	228,1
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.962,4	2.039,9	2.064,0	2.184,7	2.232,4	2.314,1	2.415,9	2.473,5	2.583,3

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.  
2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

4 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-8-77	80-6-77	80-9-77	31-12-77	81-5-78	80-6-78	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																
1. Or .....	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	
2. F.M.I. — Participation .....	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	28,7	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	
— Droits de tirage spéciaux .....	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	
— Autres .....	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,6	0,7	
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	3,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	
6. Obligations .....	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	37,1	35,4	35,5	36,1	31,0	31,3	34,5	p 35,1	p 36,8	
7. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation .....	18,0	22,9	28,3	28,0	29,4	29,9	29,9	33,0	30,6	28,7	31,1	30,6	40,2	31,5	33,4	
8. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	237,1	270,3	349,4	467,3	578,1	703,3	698,1	712,0	740,8	787,4	814,5	864,8	905,0	929,3	982,9	
b) en francs belges .....	21,0	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	51,9	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7	
Total des créances sur l'étranger ...	394,0	467,8	564,1	708,6	831,4	959,6	961,1	979,5	1.009,3	1.055,1	1.081,5	1.135,3	1.199,2	p1.204,4	p1.264,4	(6)
<b>B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :</b>																
1. Pièces et billets .....	5,3	5,7	6,1	7,3	7,6	7,6	8,8	8,7	8,3	9,3	10,4	9,2	8,4	9,3	11,0	(1)
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,9	
b) sur les organismes publics .....	7,8	8,8	7,0	1,8	5,2	7,5	5,3	9,4	9,8	11,5	4,8	7,6	10,2	8,1	12,8	
c) sur les banques de dépôts .....	27,6	45,2	59,6	93,7	105,7	106,0	123,2	137,8	137,0	160,7	154,8	155,1	166,5	169,9	p 171,1	
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>																
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :																
a) à un an au plus .....	96,6	78,6	74,9	74,5	78,5	84,3	126,7	125,0	126,8	144,5	144,5	147,6	128,9	154,7	p 152,5	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	82,9	115,1	149,6	184,1	205,3	238,0	265,3	264,6	260,2	269,4	282,4	300,5	296,7	p 316,3	p 330,4	(7)
— autres .....	67,8	63,7	66,5	71,3	70,9	68,3	66,5	65,8	63,0	62,0	63,3	59,0	57,3	p 57,1	p 57,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :																
a) à un an au plus .....	13,7	14,7	19,7	24,2	31,6	37,3	33,9	30,0	41,0	34,0	36,5	35,8	44,8	p 45,2	p 28,2	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	9,9	13,3	16,6	25,8	30,2	30,9	30,3	30,5	32,9	34,0	39,4	38,9	37,9	p 36,2	p 36,3	(8)
— autres .....	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,6	13,3	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	p 18,4	p 19,6	(8)
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :																
a) acceptations bancaires .....	8,7	13,2	15,6	13,8	13,8	13,9	21,6	24,7	18,7	19,2	19,6	18,1	19,0	17,6	19,5	(9)
b) effets commerciaux .....	95,5	98,5	117,0	131,2	133,1	142,5	154,1	160,9	164,1	159,9	166,9	164,0	182,3	p 171,5	p 169,6	(9)
c) avances .....	113,9	140,2	172,5	219,7	252,8	309,9	339,8	357,9	372,1	379,2	405,5	424,0	452,6	p 449,0	p 479,8	(9)
d) autres créances à un an au plus .....	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	3,0	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	p 3,8	p 1,4	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	7,2	9,4	12,4	13,1	15,6	15,6	15,6	15,3	16,3	16,0	16,0	22,2	16,6	p 16,4	p 21,5	(11)
— autres .....	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	24,0	23,8	22,8	25,1	30,6	30,9	39,5	p 39,8	p 40,0	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes <sup>4</sup> : à un an au plus .....	6,4	4,4	11,0	9,6	10,8	12,0	17,7	40,0	13,9	19,0	26,1	6,3	10,6	—	—	(12)
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>5</sup> :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,8	0,5	1,9	0,2	0,7	2,1	1,7	0,4	0,4	0,2	...	...	...	...	...	(13)
— autres .....	3,8	4,8	3,5	4,1	4,7	10,4	10,9	12,1	13,6	9,7	10,0	10,0	9,0	p 8,9	p 9,1	(13)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur .....	27,5	32,1	31,9	31,8	37,7	37,5	40,0	41,2	40,2	49,8	51,6	58,2	69,2	p 71,1	p 70,7	(13)
— autres .....	6,1	4,7	5,3	8,3	10,0	10,6	12,6	12,7	12,4	11,7	13,1	15,0	15,1	p 15,2	p 14,2	(13)
<b>D. Autres</b> .....	126,0	134,7 <sup>6</sup>	123,2	148,4	168,1	174,9	182,3	186,2	174,3	174,6	171,4	175,8	192,5	p 195,5	p 242,3	(14)
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> ...	1.113,1	1.266,7 <sup>6</sup>	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	2.975,4	3.008,4	3.152,4	

Colonne du tableau XIII-1  
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur celui-ci sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

<sup>5</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>6</sup> A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 180,5 et pour le total de l'actif à 1.262,5.

## d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-8-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-8-78	80-6-78	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																
1. Envers le F.M.I. ....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	...	...	...	...	19,0	...	...	...	...	23,4	...	...	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	637,5	648,1	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4	
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	52,5	68,0	81,8	121,1	172,6	162,5	176,5	177,5	183,2	187,0	196,9	220,2	210,9	210,5	223,8	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	289,3	335,3	415,3	556,6	698,9	800,1	824,7	864,0	863,9	907,2	934,4	1.017,2	1.076,4	1.075,9	1.155,3	
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>																
1. Pièces et billets .....	5,4	5,9	6,5	7,3	7,6	8,4	9,1	7,9	8,1	8,7	9,2	7,9	8,4	8,7	11,3	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	4,4	4,2	2,6	2,3	7,4	2,9	2,5	2,8	7,4	
b) envers les organismes publics .....	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	1,1	3,2	5,1	2,5	2,3	2,5	1,5	1,9	0,3	9,6	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	
— autres .....	36,0	54,2	65,9	93,0	110,3	113,1	120,9	137,8	142,3	167,7	149,7	158,5	172,5	174,6	167,4	
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>2</sup> et particuliers :																
— monnaie fiduciaire .....	190,7	204,5	225,3	240,6	258,4	291,3	310,5	303,1	310,8	305,1	333,0	327,8	339,1	332,1	360,8	(1)
— monnaie scripturale <sup>3</sup> .....	175,0	196,1	237,1	252,1	262,9	312,2	341,5	319,4	330,4	354,9	370,4	358,5	364,9	374,6	386,5	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>4</sup> :	12,3	19,6	21,8	27,7	31,7	36,0	39,9	39,5	43,2	30,1	30,0	37,6	44,9	45,9	47,6	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers <sup>5</sup> :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	241,3	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	298,1	306,4	316,4	(2)
— autres dépôts .....	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	195,7	224,7	234,5	239,5	227,1	230,3	230,6	249,1	230,9	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts .....	14,4	22,0	26,9	27,0	23,3	31,5	32,6	31,7	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5	(3)
— bons de caisse et obligations .....	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	67,5	71,0	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	11,4	9,7	9,2	11,9	17,5	23,0	28,7	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes <sup>6</sup> .....	1,1	...	2,5	...	0,7	2,8	...	...	...	...	...	2,7	...	—	—	(12)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire .....	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire .....	—	—	4,0	11,8	5,7	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	(13)
— autres <sup>7</sup> .....	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	0,4	...	4,0	0,5	4,4	1,4	1,7	1,0	4,5	(13)
D. Autres .....	171,6	179,4 <sup>8</sup>	175,1	201,3	213,0	222,2	236,5	259,1	228,3	233,7	252,2	244,6	262,6	264,8	275,2	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	1.113,1	1.266,7 <sup>8</sup>	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	2.975,4	3.008,4	3.152,4	

Colonne du tableau XIII.C  
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

1 Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

4 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

5 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

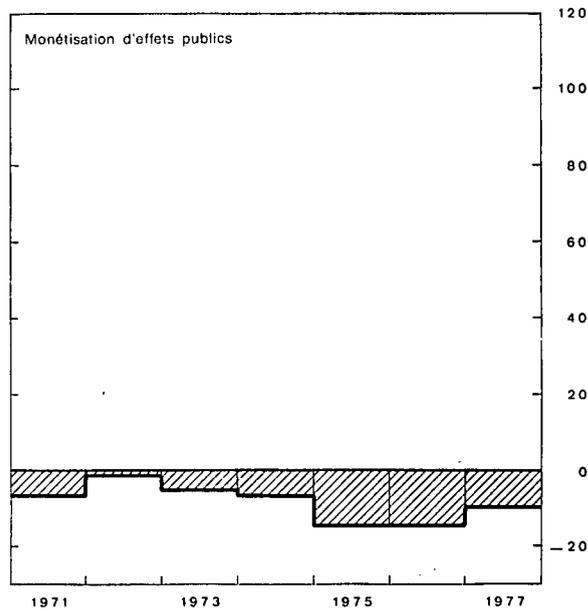
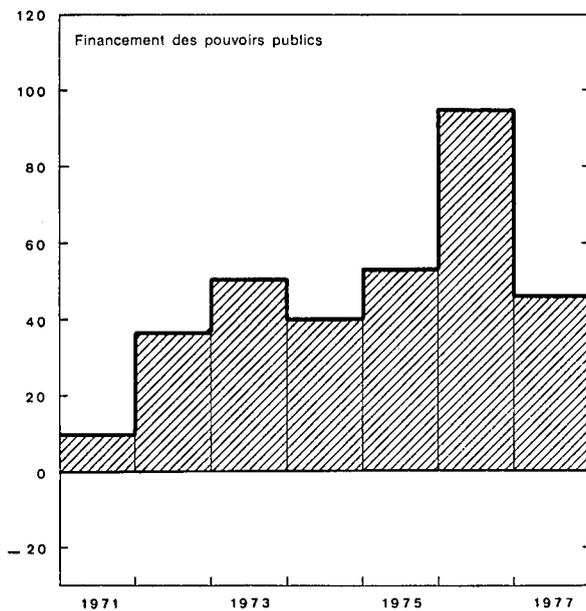
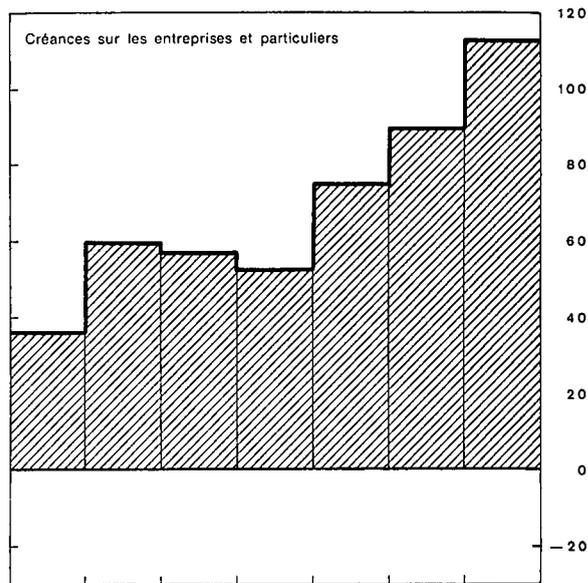
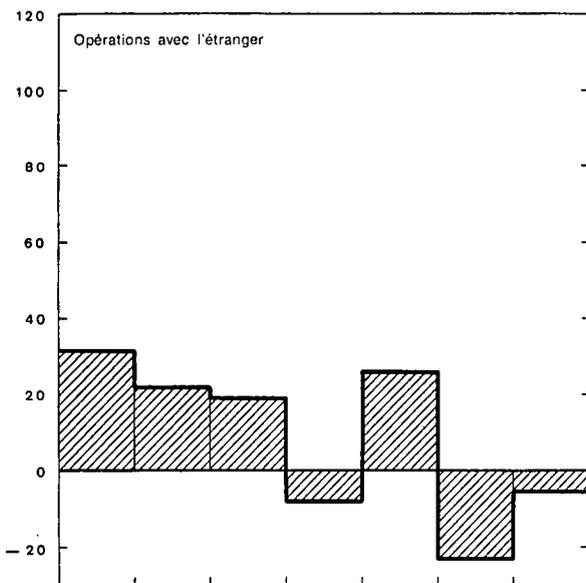
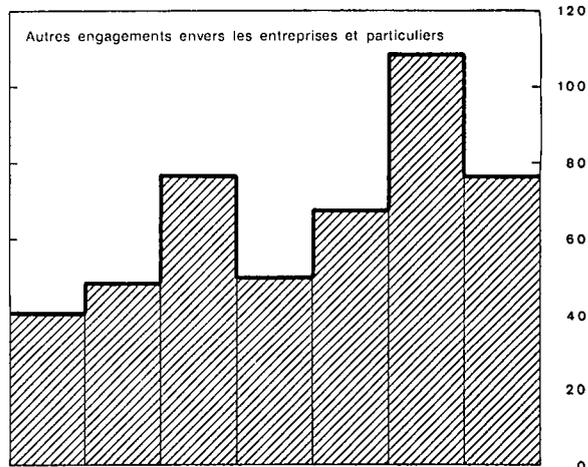
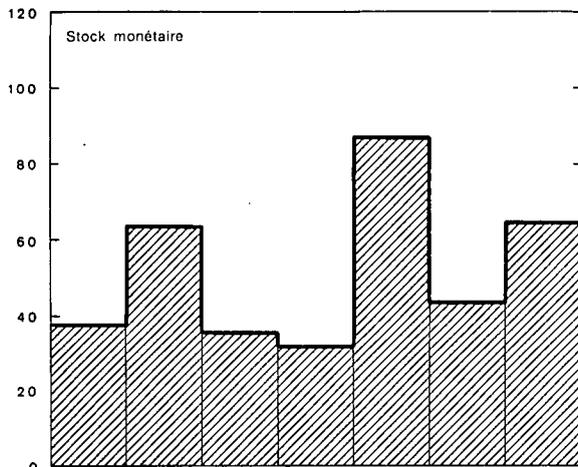
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers celui-ci sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

7 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

8 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 1.262,6.

**XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE  
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(variations en milliards de francs)



1971

1973

1975

1977

1971

1973

1975

1977

### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)			
1970 .....	+24,5	+18,7	+ 8,1	- 3,3	+ 48,0	+13,5	+ 24,7	+ 4,6	- 4,8	- 2,6	+ 4,3	+ 6,5	+ 0,3	- 0,8	+ 8,6	- 6,3
1971 .....	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+ 35,0	+ 1,5	+ 3,0	- 1,2	+ 2,3	+ 4,7	- 1,2	- 2,8	+ 4,7	+ 0,5
1972 .....	+64,2 <sup>10</sup>	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 <sup>10</sup>	+22,6	+ 52,2	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+29,8	+ 8,8	- 1,7	- 1,4	- 3,0	- 3,7 <sup>10</sup>
1973 .....	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 <sup>11</sup>	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+34,9 <sup>12</sup>	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 <sup>13</sup>
1974 .....	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 <sup>14</sup>	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+27,8	+12,9	- 6,3	- 1,1	+12,4	+ 8,2 <sup>15</sup>
1975 .....	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+43,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976 .....	+43,8	+85,6	+13,6	+ 8,4	+151,4	-23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 5,6	- 2,6
1977 .....	+64,8	+40,3	+32,0	+ 4,4	+141,5	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+41,0	+14,8	-21,0	+ 0,8	+29,6	-17,9
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+57,6	+10,4	+ 3,6	- 3,0	+ 68,6	+ 3,6	+ 23,7	...	+ 0,7	+ 4,8	+36,0	+ 2,3	- 3,6	- 0,2	+ 4,2	- 2,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	+ 6,7	-15,4	+ 21,7	+ 0,5	- 0,8	+ 6,3	+12,8	- 2,7	- 3,1	...	+ 1,2	-13,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+22,9	+17,7	+ 0,6	+ 1,4	+ 42,6	+17,5	+ 18,7	+ 5,5	- 0,8	- 7,3	-17,4	+13,0	- 4,6	+ 4,2	- 3,8	+17,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 5,4	+ 9,8	+15,3	+ 5,7	+ 36,2	+ 1,6	+ 8,5	+ 0,7	- 0,9	- 5,1	+41,7	- 2,8	- 2,8	- 6,6	+ 8,4	- 6,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+42,7	+ 1,6	+ 5,0	- 6,4	+ 42,9	- 0,6	+ 30,9	+ 1,7	- 2,5	+ 2,8	+26,6	+ 7,4	- 2,7	...	- 0,8	-19,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 9,5	+11,2	+ 7,7	- 1,9	+ 7,5	-15,1	+ 10,2	+ 6,1	- 5,2	+ 3,9	-12,0	- 0,4	- 2,7	...	+11,4	+11,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+26,2	+17,7	+ 4,0	+ 7,0	+ 54,9	+ 8,2	+ 52,3	+ 1,7	- 0,6	- 4,5	-15,3	+10,6	-12,9	+ 7,5	+10,7	- 2,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 3,1	+26,8	+ 3,9	- 3,5	+ 30,3	p- 8,6	- 17,1	p+ 2,9	- 2,8	+ 1,3	p+62,1	p- 2,4	p- 0,1	p- 7,8	p+ 2,9	p- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+43,2	- 8,2	+ 8,2	- 0,9	+ 42,3	p-16,6	p+ 37,8	p+ 2,9	+ 1,9	- 6,9	p+49,2	p-15,6	p- 4,9	p+ 5,5	p- 4,6	p- 6,4

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

- 1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
- 2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
- 3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
- 4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
- 5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
- 6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
- 7 Y compris le Fonds des Rentes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.
- 8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
- 9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

<sup>10</sup> A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

<sup>11</sup> A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

<sup>12</sup> A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

<sup>13</sup> A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (8,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

<sup>14</sup> Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

<sup>15</sup> Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE  
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général (10) = (8) + (9)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total (8) = (8) + (7)		
	Billets et pièces du Trésor 2 (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire 3 (3)	Après de la Banque Nationale de Belgique 4 (4)	Après des organismes publics 5 (5)	Après des banques (6)	Total (7) = (4) à (6) (8)			
1969 .....	7,0	183,0	185,3	0,4	44,5	109,4	154,3	339,6	14,1	353,7
1970 .....	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série) .....	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) 7 .....	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972 .....	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973 .....	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974 .....	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975 .....	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976 Mars .....	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Juin .....	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Septembre .....	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Décembre .....	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 Mars .....	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Juin .....	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Juillet .....	11,5	323,0	325,6	0,4	93,1	269,7	363,2	688,8	33,5	722,3
Août .....	11,5	318,6	321,4	0,6	89,0	268,7	358,3	679,7	23,1	702,8
Septembre .....	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Octobre .....	11,5	323,3	325,2	0,9	93,4	262,2	356,5	681,7	22,4	704,1
Novembre .....	11,6	321,7	323,7	0,4	86,5	266,9	353,8	677,5	29,5	707,0
Décembre .....	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1978 Janvier .....	11,6	323,8	325,6	0,6	92,7	273,0	366,3	691,9	40,2	732,1
Février .....	11,6	326,1	328,5	1,0	93,0	268,5	362,5	691,0	42,8	733,8
Mars .....	11,6	328,6	331,5	0,5	89,8	284,8	375,1	706,6	45,4	752,0
Avril .....	11,6	335,9	338,0	0,5	95,1	279,0	374,6	712,6	38,2	745,8
Mai .....	11,8	343,1	345,1	1,3	91,7	288,7	381,7	726,8	46,3	773,1
Juin .....	11,9	359,5	361,0	0,7	86,9	301,8	389,4	750,4	44,8	795,2
Juillet .....	11,9	349,3	351,8	0,5	93,5	292,4	386,4	738,2	35,5	773,7

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

5 O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

6 Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

### XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1969 .....	183,4	152,6	7,5	160,1	343,5	14,1	3,4	17,5	361,0
1970 .....	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série) .....	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) 3 .....	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972 .....	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973 .....	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974 .....	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975 .....	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976 Mars .....	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	6,6	40,7	668,2
Juin .....	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728,7
Septembre .....	299,0	314,0	40,8	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6
Décembre .....	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Mars .....	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin .....	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778,6
Septembre .....	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre .....	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	791,4
1978 Mars .....	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	45,4	6,0	51,4	799,5
Juin .....	355,8	386,1	60,3	446,4	802,2	44,8	16,2	61,0	863,2

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.  
2 Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.  
3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

### XIII - 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période <sup>1</sup>			Variations						Variations		
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger <sup>5</sup> (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (8)] <sup>6</sup>	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. <sup>7</sup>
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres <sup>4</sup>				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1970 .....	143,1	- 38,3	104,8	+11,4	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971 .....	164,5	- 32,0	132,5	+17,5	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972 .....	194,3	- 45,6	148,7	+26,4	-13,6	+12,8	-10,5	- 0,1	+ 0,8	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973 .....	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	-21,4	+14,1	- 4,6	...	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3
1974 .....	228,9	- 96,4	132,5	+ 8,1	-26,4	-18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7	+42,9	+24,6
1975 .....	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+22,0	- 3,6	...	- 0,7	+26,3	+ 2,3	+24,4
1976 .....	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	-18,0	+ 8,2	...	- 2,7	-23,5	+12,6	- 5,4
1977 .....	231,0	-108,2	122,8	- 2,3	-18,8	-21,1	- 6,0	...	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9
1976 2 <sup>e</sup> trimestre ..	234,8	- 98,5	136,3	+27,5	-21,4	+ 6,1	+ 1,8	...	+0,7	+ 3,6	+ 3,1	+ 9,2
3 <sup>e</sup> trimestre ..	194,7	- 79,2	115,5	-35,1	+16,9	-18,2	- 2,0	...	- 0,8	-15,4	+ 5,1	-13,1
4 <sup>e</sup> trimestre ..	231,8	- 86,3	145,5	+30,3	- 5,2	+25,1	+ 8,4	...	- 0,8	+17,5	- 0,3	+24,8
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	235,0	- 87,1	147,9	+ 2,4	- 0,4	+ 2,0	+ 1,3	...	- 0,9	+ 1,6	+ 9,6	+11,6
2 <sup>e</sup> trimestre ..	248,7	-101,6	147,1	+13,0	-13,8	- 0,8	+ 2,3	...	- 2,5	- 0,6	- 5,9	- 6,7
3 <sup>e</sup> trimestre ..	252,3	-134,3	118,0	+ 3,5	-31,8	-28,3	- 8,0	...	- 5,2	-15,1	+ 7,9	-20,4
4 <sup>e</sup> trimestre ..	231,0	-108,2	122,8	-21,2	+27,2	+ 6,0	- 1,6	...	- 0,6	+ 8,2	+ 1,6	+ 7,6
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	246,4	p-117,9	p128,5	+13,4	p-12,6	p+ 0,8	+12,1	...	- 2,7	p- 8,6	p+ 4,7	p+ 5,5
2 <sup>e</sup> trimestre ..	245,3	p-136,2	p109,1	+ 1,1	p-14,2	p-13,1	+ 1,6	...	+ 1,9	p-16,6	p- 4,1	p-17,2

<sup>1</sup> Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

<sup>2</sup> Cf. tableau XIII-5b, colonne (8), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

<sup>3</sup> Cf. tableau XIII-5b, colonne (11), et notamment la note <sup>5</sup>, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

<sup>4</sup> Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

<sup>5</sup> Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-8.

<sup>6</sup> Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

<sup>7</sup> Cf. tableaux IX-1, 2 et 8, rubrique 6.2.

### XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

	Montants à fin de période						Variations après ajustement statistique 5				
	Réserves de change						Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements <sup>6</sup>
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. <sup>2</sup>	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant <sup>3</sup>	Francs belges au comptant <sup>4</sup>	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	
1970	73,5	29,8	—	39,0	- 1,1	141,2	1,9	143,1	+19,3	- 7,9	+11,4
1971	77,2	50,3	—	35,0	- 3,8	158,7	5,8	164,5	+13,6	+ 3,9	+17,5
1972	75,4	52,0	—	52,4	- 2,0	177,8	16,5	194,3	+15,7	+10,7	+26,4
1973	71,8	54,5	3,5	75,9	- 3,5	202,2	16,9	219,1	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	...	95,1	- 3,4	216,8	12,0	228,8	+12,4	- 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	...	113,7	- 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	- 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	...	90,8	- 3,4	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1976 2 <sup>e</sup> trimestre	71,8	65,8	...	85,8	- 3,4	220,0	14,9	234,9	+30,5	- 3,0	+27,5
3 <sup>e</sup> trimestre	71,8	59,1	- 19,0	71,0	- 3,2	179,7	15,0	194,7	-35,2	+ 0,1	-35,1
4 <sup>e</sup> trimestre	71,8	58,9	...	90,7	- 3,3	218,1	13,7	231,8	+31,5	- 1,2	+30,3
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	72,1	59,3	...	101,1	- 3,4	229,1	5,9	235,0	+10,2	- 7,8	+ 2,4
2 <sup>e</sup> trimestre	72,1	60,8	...	107,1	- 3,3	236,7	12,0	248,7	+ 6,9	+ 6,1	+13,0
3 <sup>e</sup> trimestre	72,1	58,7	...	112,5	- 4,9	238,4	13,9	252,3	+ 1,6	+ 1,9	+ 3,5
4 <sup>e</sup> trimestre	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	-27,3	+ 6,1	-21,2
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	72,3	55,7	...	113,6	- 4,0	237,6	8,8	246,4	+24,6	-11,2	+13,4
2 <sup>e</sup> trimestre	72,3	52,3	...	114,7	- 4,5	234,8	10,5	245,3	- 0,6	+ 1,7	+ 1,1
3 <sup>e</sup> trimestre	72,3	50,8	- 27,5	98,8	-32,6	161,8	19,8	181,6	-38,0	+ 9,2	-28,8
1977 Octobre	72,1	58,7	...	112,7	- 4,2	239,3	15,2	254,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 2,5
Novembre	72,1	58,3	- 5,6	111,3	- 4,3	231,8	11,5	243,3	- 6,5	- 3,7	-10,2
Décembre	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	-22,0	+ 8,5	-13,5
1978 Janvier	72,3	57,7	- 13,5	109,5	- 3,7	222,3	13,2	235,5	+10,0	- 6,8	+ 3,2
Février	72,3	57,7	- 5,3	111,7	- 3,7	232,7	14,8	247,5	+ 8,9	+ 1,6	+10,5
Mars	72,3	55,7	...	113,6	- 4,0	237,6	8,8	246,4	+ 5,7	- 6,0	- 0,3
Avril	72,3	52,7	...	116,8	- 4,2	237,6	11,2	248,8	+ 1,5	+ 2,4	+ 3,9
Mai	72,3	52,9	...	117,3	- 5,1	237,4	16,8	254,2	- 0,8	+ 5,6	+ 4,8
Juin	72,3	52,3	...	114,7	- 4,5	234,8	10,5	245,3	- 1,3	- 6,3	- 7,6
Juillet	72,3	51,5	...	96,4	- 4,9	215,3	14,5	229,8	-14,8	+ 3,9	-10,9
Août	72,3	50,8	- 16,3	90,2	-21,7	175,3	19,0	194,3	-23,9	+ 4,5	-19,4
Septembre	72,3	50,8	- 27,5	98,8	-32,6	161,8	19,8	181,6	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5
Octobre	72,3	50,2	- 39,5	107,0	-43,5	146,5	p 24,4	p 170,9			

<sup>1</sup> Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

<sup>2</sup> Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. assure le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

<sup>4</sup> Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en

particulier envers les banques centrales.

<sup>5</sup> Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) d'un changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969); b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1970, 1971 et 1972; c) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge en 1971, de la réévaluation du franc suisse en 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et d) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, depuis 1976 d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

<sup>6</sup> Cf. tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Destination économique apparente**

*(milliards de francs)*

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques					Crédite dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total		
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Total			Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation 7	Crédits de caisse			
									4			Autres
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)		
1969 .....	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0	
1970 .....	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0	
1971 .....	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6	
1972 <sup>5</sup> .....	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1	
1973 .....	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7	
1974 .....	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2	
1975 .....	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6	
1976 Mars .....	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	150,4	3,6	233,8	736,8	
Juin .....	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	75,6	153,2	5,2	234,0	761,2	
Septembre .....	49,6	58,6	64,1	35,7	341,0	549,0	79,0	153,9	7,6	240,5	789,5	
Décembre .....	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	79,9	156,1	10,8	246,8	814,0	
1977 Mars .....	50,7	65,4	78,2	30,2	351,6	576,1	80,4	164,5	9,9	254,8	830,9	
Juin .....	50,2	73,9	81,6	27,2	374,0	606,9	86,7	179,6	10,1	276,4	833,3	
Septembre .....	47,8	79,2	83,8	26,5	380,6	617,9	83,9	180,5	8,8	273,2	891,1	
Décembre <sup>5</sup> .....	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	94,8	187,8	13,7	296,3	965,5	
1978 Mars .....	49,6	88,9	90,3	26,1	397,7	652,6	94,0	189,3	13,2	296,5	949,1	
Juin .....	50,5	99,4	94,3	28,1	419,2	691,5	95,2	196,5	16,0	307,7	999,2	

<sup>1</sup> Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>2</sup> Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>3</sup> Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

<sup>4</sup> Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation  
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

**A. Crédits aux entreprises et particuliers**

1969	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972 <sup>3</sup>	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3
Septembre	29,5	161,8	357,7	549,0	12,5	26,2	38,7	17,0	135,6	357,7	510,3	0,1
Décembre	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Mars	25,0	171,9	379,2	576,1	8,5	25,1	33,6	16,5	146,8	379,2	542,5	0,1
Juin	24,6	177,2	405,1	606,9	8,5	29,5	38,0	16,1	147,7	405,1	568,9	0,1
Septembre	24,4	169,5	424,0	617,9	12,1	27,4	39,8	12,3	141,8	424,0	578,1	0,1
Décembre <sup>3</sup>	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 Mars	24,3	179,3	449,0	652,6	9,4	26,1	35,5	14,9	153,2	449,0	617,1	0,2
Juin	26,2	184,9	480,4	691,5	9,8	25,8	35,6	16,4	159,1	480,4	655,9	0,1

**B. Crédits à l'étranger**

1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972 <sup>3</sup>	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	154,1	196,6	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	156,6	200,5	0,6
Septembre	31,7	51,5	157,3	240,5	14,0	20,5	34,5	17,7	31,0	157,3	206,0	0,5
Décembre	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	7,7	20,9	28,6	21,4	35,8	169,0	226,2	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	11,9	23,8	35,7	19,3	38,3	183,1	240,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	12,4	30,8	43,2	16,4	29,6	184,0	230,0	1,2
Décembre <sup>3</sup>	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	11,0	31,5	42,5	21,4	41,1	191,5	254,0	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	8,4	32,5	40,9	22,8	44,2	199,8	266,8	2,2

**C. Total**

1969	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972 <sup>3</sup>	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	474,4	736,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	474,4	653,2	0,9
Juin	57,0	207,8	496,4	761,2	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	496,4	690,7	0,9
Septembre	61,2	213,3	515,0	789,5	26,5	46,7	73,2	34,7	166,6	515,0	716,3	0,6
Décembre	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Mars	54,1	228,6	548,2	830,9	16,2	46,0	62,2	37,9	182,6	548,2	768,7	0,3
Juin	55,8	239,3	588,2	883,3	20,4	53,3	73,7	35,4	186,0	588,2	809,6	1,9
Septembre	53,2	229,9	608,0	891,1	24,5	58,5	83,0	28,7	171,4	608,0	808,1	1,3
Décembre <sup>3</sup>	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 Mars	56,7	251,9	640,5	949,1	20,4	57,6	78,0	36,3	194,3	640,5	871,1	3,7
Juin	57,4	261,6	680,2	999,2	18,2	58,3	76,5	39,2	203,3	680,2	922,7	2,3

<sup>1</sup> Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER  
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2	
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)		
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>												
1969 .....	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4	
1970 .....	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...	
1971 .....	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...	
1972 <sup>1</sup> .....	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7	
1973 .....	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5	
1974 .....	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4	
1975 .....	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3	
1976 Mars .....	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8	
Juin .....	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3	
Septembre .....	0,4	0,3	0,7	7,4	20,7	28,1	7,4	21,1	0,3	28,8	3,0	
Décembre .....	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4	
1977 Mars .....	0,9	...	0,9	1,2	9,5	10,7	1,2	10,4	...	11,6	1,0	
Juin .....	0,5	0,3	0,8	3,4	18,3	21,7	3,4	18,8	0,3	22,5	0,5	
Septembre .....	0,2	...	0,2	4,1	18,8	22,9	4,1	19,0	...	23,1	1,9	
Décembre <sup>1</sup> .....	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8	
1978 Mars .....	0,6	...	0,6	2,5	15,9	18,4	2,5	16,5	...	19,0	1,0	
Juin .....	0,3	0,1	0,4	3,1	9,5	12,6	3,1	9,8	0,1	13,0	0,8	
<b>B. Crédits à l'étranger</b>												
1969 .....	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...	
1970 .....	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...	
1971 .....	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...	
1972 <sup>1</sup> .....	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...	
1973 .....	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...	
1974 .....	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...	
1975 .....	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...	
1976 Mars .....	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...	
Juin .....	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...	
Septembre .....	...	...	...	10,0	5,0	15,0	10,0	5,0	...	15,0	...	
Décembre .....	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...	
1977 Mars .....	...	...	...	3,4	2,6	6,0	3,4	2,6	...	6,0	...	
Juin .....	...	...	...	6,6	5,4	12,0	6,6	5,4	...	12,0	...	
Septembre .....	...	...	...	7,3	6,6	13,9	7,3	6,6	...	13,9	...	
Décembre <sup>1</sup> .....	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...	
1978 Mars .....	...	...	...	5,5	3,2	8,7	5,5	3,2	...	8,7	...	
Juin .....	...	...	...	5,3	5,3	10,6	5,3	5,3	...	10,6	...	
<b>C. Total</b>												
1969 .....	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4	
1970 .....	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...	
1971 .....	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...	
1972 <sup>1</sup> .....	3,8	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7	
1973 .....	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5	
1974 .....	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4	
1975 .....	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3	
1976 Mars .....	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8	
Juin .....	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3	
Septembre .....	0,4	0,3	0,7	17,4	25,7	43,1	17,4	26,1	0,3	43,8	3,0	
Décembre .....	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4	
1977 Mars .....	0,9	...	0,9	4,6	12,1	16,7	4,6	13,0	...	17,6	1,0	
Juin .....	0,5	0,3	0,8	10,0	23,7	33,7	10,0	24,2	0,3	34,5	0,5	
Septembre .....	0,2	...	0,2	11,4	25,4	36,8	11,4	25,6	...	37,0	1,9	
Décembre <sup>1</sup> .....	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8	
1978 Mars .....	0,6	...	0,6	8,0	19,1	27,1	8,0	19,7	...	27,7	1,0	
Juin .....	0,3	0,1	0,4	8,4	14,8	23,2	8,4	15,1	0,1	23,6	0,8	

<sup>1</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI<sup>e</sup> année, tome I, no 1, janvier 1970.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires 2 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>												
1969 .....	10,2	97,8	98,5	206,5	2,9	8,2	11,1	7,3	89,6	98,5	195,4	0,5
1970 .....	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971 .....	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972 <sup>3</sup> .....	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973 .....	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974 .....	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975 .....	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976 Mars .....	26,3	157,7	320,3	504,3	6,0	14,2	20,2	20,3	143,5	320,3	484,1	2,9
Juin .....	27,3	160,9	339,7	527,9	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	339,7	512,8	2,6
Septembre .....	29,5	162,3	358,0	549,8	4,8	4,6	9,4	24,7	157,7	358,0	540,4	3,1
Décembre .....	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Mars .....	25,0	172,7	379,2	576,9	5,8	13,9	19,7	19,2	158,8	379,2	557,2	1,1
Juin .....	24,6	177,7	405,4	607,7	5,1	11,2	16,3	19,5	166,5	405,4	591,4	0,6
Septembre .....	24,4	169,7	424,0	618,1	6,2	7,7	13,9	18,2	162,0	424,0	604,2	2,0
Décembre <sup>3</sup> .....	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 Mars .....	24,3	179,9	449,0	653,2	6,7	9,5	16,2	17,6	170,4	449,0	637,0	1,2
Juin .....	26,2	185,2	480,5	691,9	6,7	16,3	23,0	19,5	168,9	480,5	668,9	0,9
<b>B. Crédits à l'étranger</b>												
1969 .....	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970 .....	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971 .....	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972 <sup>3</sup> .....	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973 .....	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974 .....	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975 .....	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976 Mars .....	34,5	45,2	154,1	233,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	154,1	214,4	0,8
Juin .....	29,7	47,7	156,6	234,0	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	156,6	215,4	0,6
Septembre .....	31,7	51,5	157,3	240,5	4,0	15,5	19,5	27,7	36,0	157,3	221,0	0,5
Décembre .....	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Mars .....	29,1	56,7	169,0	254,8	4,0	17,1	21,1	25,1	39,6	169,0	233,7	0,2
Juin .....	31,2	62,1	183,1	276,4	5,3	18,4	23,7	25,9	43,7	183,1	252,7	1,8
Septembre .....	28,8	60,4	184,0	273,2	4,7	24,2	28,9	24,1	36,2	184,0	244,3	1,2
Décembre <sup>3</sup> .....	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 Mars .....	32,4	72,6	191,5	296,5	5,1	27,1	32,2	27,3	45,5	191,5	264,3	3,5
Juin .....	31,2	76,7	199,8	307,7	3,1	27,2	30,3	28,1	49,5	199,8	277,4	2,2
<b>C. Total</b>												
1969 .....	29,3	113,7	116,6	259,6	6,0	14,1	20,1	23,3	99,6	116,6	239,5	0,5
1970 .....	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971 .....	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972 <sup>3</sup> .....	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973 .....	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974 .....	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975 .....	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976 Mars .....	60,8	202,9	474,4	738,1	12,9	26,7	39,6	47,9	176,2	474,4	698,5	3,7
Juin .....	57,0	208,6	496,3	761,9	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	496,3	728,2	3,2
Septembre .....	61,2	213,8	515,3	790,3	8,8	20,1	28,9	52,4	193,7	515,3	761,4	3,6
Décembre .....	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Mars .....	54,1	229,4	548,2	831,7	9,8	31,0	40,8	44,3	198,4	548,2	790,9	1,3
Juin .....	55,8	239,8	588,5	884,1	10,4	29,6	40,0	45,4	210,2	588,5	844,1	2,4
Septembre .....	53,2	230,1	608,0	891,3	10,9	31,9	42,8	42,3	198,2	608,0	848,5	3,2
Décembre <sup>3</sup> .....	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 Mars .....	56,7	252,5	640,5	949,7	11,8	36,6	48,4	44,9	215,9	640,5	901,3	4,7
Juin .....	57,4	261,9	680,3	999,6	9,8	43,5	53,3	47,6	218,4	680,3	946,3	3,1

<sup>1</sup> Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubrique	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre	1974 81 décembre	1975 81 décembre	1976 81 décembre	1977 81 décembre
<b>ACTIF</b>									
Encaisse en or .....	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Participation .....	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5
Droits de tirage spéciaux .....	...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8
<i>Total des éléments de couverture</i> <sup>1</sup> ...	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1	121,0	120,3
Monnaies étrangères .....	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	0,4
Avance au F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	3,5	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...
Effets de commerce .....	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7
<b>Avances sur nantissement :</b>									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,1	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8
Banques .....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Effets publics :</b>									
Effets publics belges .....	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	3,2	20,6	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :</b>									
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4
Créance consolidée sur l'Etat .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux .....	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972 .....	—	—	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir .....	0,9	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2
Fonds publics .....	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1
Immeubles, matériel et mobilier .....	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1
Comptes transitoires .....	0,8	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,8	1,2
	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9
<b>PASSIF</b>									
Billots en circulation .....	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4
<b>Comptes courants et divers :</b>									
Trésor public { compte ordinaire ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjoncture ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques en Belgique .....	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5
Entreprises et particuliers .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9
Valeurs à payer .....	3,1	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0
Accords internationaux .....	0,4	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...	...
Accords d'aide financière .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4
<i>Total des engagements à vue</i> ...	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6	342,6
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
<b>Fonds Européen de Coopération Monétaire</b>									
<b>Réserve monétaire</b> <sup>2</sup> :									
Belgique .....	—	—	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg .....	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer .....	51,8	48,7	35,8	21,1	26,5	11,1	12,1	...	...
Caisse de Pensions du Personnel .....	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1
Comptes transitoires .....	2,6	2,9	3,0	3,8	5,0	7,0	9,9	10,5	14,5
Capital .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>Fonds de Réserve :</b>									
Réserve statutaire .....	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2
Réserve extraordinaire .....	0,5	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
<b>Bénéfice net à répartir</b> .....	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,3	0,7
	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,9	340,8	349,7	406,9

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.  
<sup>1</sup> Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts

de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.  
<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

### XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1977 8 août	1978 7 août	1977 5 septembre	1978 4 septembre	1977 10 octobre	1978 9 octobre	1977 7 novembre	1978 6 novembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	72,1	72,3	72,1	72,3	72,1	72,3	72,1	72,3
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Participation .....	29,6	20,4	29,0	19,7	27,7	19,7	27,7	19,6
Prêts .....	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4	1,3	1,4	0,7
Droits de tirage spéciaux .....	19,8	20,1	19,8	20,1	19,8	20,1	19,8	20,1
Monnaies étrangères .....	103,7	92,7	104,4	86,5	104,9	105,1	105,8	106,6
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,3	0,5	0,2
Avance au F.M.I. ....	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	3,3	6,5	3,3	6,5	...	6,5	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	...	...	...	...	...	12,2	...	12,2
Effets de commerce .....	36,3	44,4	25,8	60,0	30,3	70,3	42,4	77,2
Avances sur nantissement .....	0,2	4,1	3,5	5,0	9,3	6,1	12,3	16,4
<b>Effets publics<sup>1</sup> :</b>								
Effets publics belges .....	28,7	37,0	37,0	37,0	28,8	37,0	12,1	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes <sup>2</sup>	...	34,6	1,8	33,4	...	25,8	...	12,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2,4	2,4	2,3	2,5	2,6	2,2	2,7	2,1
Créance consolidée sur l'Etat .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux .....	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972 .....	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics .....	6,1	6,5	6,1	6,5	6,1	6,5	6,1	6,5
Immeubles, matériel et mobilier .....	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	8,6	10,0	8,6	10,0	8,6	10,0	8,5	10,0
Divers .....	3,9	10,1	4,0	5,6	5,3	9,3	4,9	7,1
<b>Compte d'ordre :</b>	370,1	410,3	373,5	414,1	374,5	448,5	373,3	450,5
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement) .....	12,1	14,2	11,4	13,6	10,6	12,3	14,5	11,5
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	322,9	350,5	324,2	348,7	325,0	348,3	324,1	346,9
<b>Comptes courants :</b>								
Trésor public : compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,8	1,4	0,8	1,4	0,9	1,4	0,8	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer .....	1,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,5	1,5	3,7
<b>Accords internationaux :</b>								
Accords d'aide financière .....	2,4	2,4	2,4	2,5	2,6	2,2	2,7	2,1
Autres accords .....	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :	...	10,2	...	16,3	...	36,0	...	36,8
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	...	0,1	...	0,1	...	16,2	...	16,2
Caisse de Pensions du Personnel .....	8,6	10,0	8,5	10,0	8,6	10,0	8,5	10,0
Divers .....	17,5	16,0	18,2	15,3	18,1	14,9	19,2	17,2
Capital .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement .....	5,7	6,1	5,7	6,1	5,7	6,1	5,7	6,1
<b>Compte d'ordre :</b>	370,1	410,3	373,5	414,1	374,5	448,5	373,3	450,5
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement) .....	12,1	14,2	11,4	13,6	10,6	12,3	14,5	11,5

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

<sup>1</sup> Le montant maximum du portefeuille d'effets publics est fixé actuellement à 38 milliards 250 millions de francs, dont 37 milliards pour les effets publics belges et 1 milliard 250 millions pour les effets publics luxembourgeois. (Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).

<sup>2</sup> Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. Le montant cumulé maximum du concours octroyé sous ces deux formes est actuellement fixé à 80 milliards. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

### XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global <sup>1</sup>	Avoirs des particuliers <sup>2</sup>	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) <sup>3</sup>		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1970 .....	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971 .....	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972 .....	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973 .....	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974 .....	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975 .....	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976 .....	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977 .....	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.114	151,9	74,2	265,8	478,5	267,8	478,5	1.490,6	95
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.112	167,8	73,1	292,5	526,3	288,6	526,3	1.633,7	96
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.110	197,8	77,9	294,0	568,1	278,3	568,1	1.708,7	96
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.108	219,5	79,9	318,1	574,6	322,8	574,6	1.790,1	94
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.112	191,2	78,1	292,0	527,3	302,7	527,3	1.649,4	95
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.112	202,4	79,5	318,0	587,2	312,9	587,2	1.805,3	96
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.111	197,8	79,9	315,9	619,4	312,8	619,4	1.867,6	96
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.106	216,2	84,6	339,7	616,0	335,8	616,0	1.907,5	96
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.107	193,1	80,3	314,8	582,3	324,3	582,3	1.803,7	96
1977 Septembre .....	1.112	178,6	78,0	288,5	527,4	306,1	527,4	1.649,3	95
Octobre .....	1.112	192,3	79,5	335,0	612,9	278,5	612,9	1.839,3	96
Novembre .....	1.113	214,7	78,3	286,5	543,0	322,2	543,0	1.694,7	96
Décembre .....	1.112	200,2	80,7	332,6	605,6	338,0	605,6	1.881,8	96
1978 Janvier .....	1.112	184,0	77,3	317,3	609,5	311,8	609,5	1.848,1	96
Février .....	1.111	183,9	81,7	325,7	656,1	284,1	656,1	1.922,1	96
Mars .....	1.109	225,4	80,7	304,7	592,7	342,6	592,7	1.832,6	96
Avril .....	1.107	201,3	81,8	297,8	541,6	236,2	541,6	1.617,1	96
Mai .....	1.106	261,3	90,7	381,3	711,1	453,0	711,1	2.256,6	96
Juin .....	1.106	185,9	81,2	339,9	595,4	318,2	595,4	1.848,9	95
Juillet .....	1.106	222,3	81,7	354,7	635,0	374,6	635,0	1.999,3	96
Août .....	1.107	182,9	79,7	292,7	548,3	296,8	548,3	1.686,1	96
Septembre .....	1.109	174,2	79,4	296,9	563,5	301,5	563,5	1.725,4	96

<sup>1</sup> Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

<sup>2</sup> Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-B).

<sup>3</sup> Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 31 juillet	1978 31 juillet	1977 31 août	1978 31 août
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	25,5	10,6	11,0	11,7	10,5	11,7	9,9	10,3
Prêts au jour le jour .....	26,9	21,5	27,2	32,4	18,7	40,4	30,7	35,3
Banquiers .....	336,0	393,9	473,9	592,9	520,3	648,0	516,4	675,7
Maison-mère, succursales et filiales .....	143,4	162,1	161,5	197,3	164,3	181,7	184,8	183,5
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	26,7	29,3	31,5	36,0	33,2	36,3	33,0	35,3
Portefeuille-effets .....	183,1	209,5	250,8	216,7	263,6	245,4	264,8	249,7
a) Effets publics .....	32,0	40,0	65,3	20,8	65,7	37,8	65,9	54,4
b) Effets commerciaux * .....	151,1	169,5	185,5	195,9	197,9	207,6	198,9	195,3
Reports et avances sur titres .....	1,4	1,8	3,5	5,4	5,1	5,2	5,0	5,1
Débiteurs par acceptations .....	52,2	56,3	54,9	61,9	54,7	57,4	51,9	59,0
Débiteurs divers .....	358,0	461,0	533,7	645,5	598,3	695,9	604,7	697,3
Valeurs mobilières .....	386,0	412,2	433,7	521,7	477,9	558,6	500,6	554,7
a) Fonds publics belges .....	320,4	356,2	382,1	470,0	430,3	505,4	453,0	498,7
b) Autres titres d'emprunt .....	64,8	54,8	50,6	50,8	46,6	52,1	46,6	55,2
c) Actions et parts de sociétés .....	0,6	1,0	0,9	0,8	0,9	1,0	0,9	0,7
d) Autres valeurs mobilières .....	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Valeurs de la réserve légale .....	1,5	1,5	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Participations .....	12,6	12,6	12,5	14,3	12,9	14,1	13,1	14,1
a) Filiales .....	5,0	4,9	4,7	5,4	4,8	5,3	4,8	5,2
b) Autres participations .....	7,6	7,7	7,8	8,9	8,1	8,8	8,3	8,9
Frais de constitution et de premier établissement .....	0,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7
Immeubles .....	11,2	14,0	16,7	19,8	19,2	21,1	19,3	21,3
Participations dans les filiales immobilières .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier .....	1,6	2,1	2,5	2,8	2,8	3,3	2,8	3,4
Divers .....	49,6	44,1	48,3	54,9	39,6	46,1	42,4	50,1
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.416,5</b>	<b>2.224,3</b>	<b>2.568,6</b>	<b>2.282,6</b>	<b>2.598,2</b>
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit .....	42,9	40,6	60,3	80,3	64,4	74,9	56,2	79,3
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit .....	2,3	1,6	3,1	2,1	1,9	1,3	2,0	0,5

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

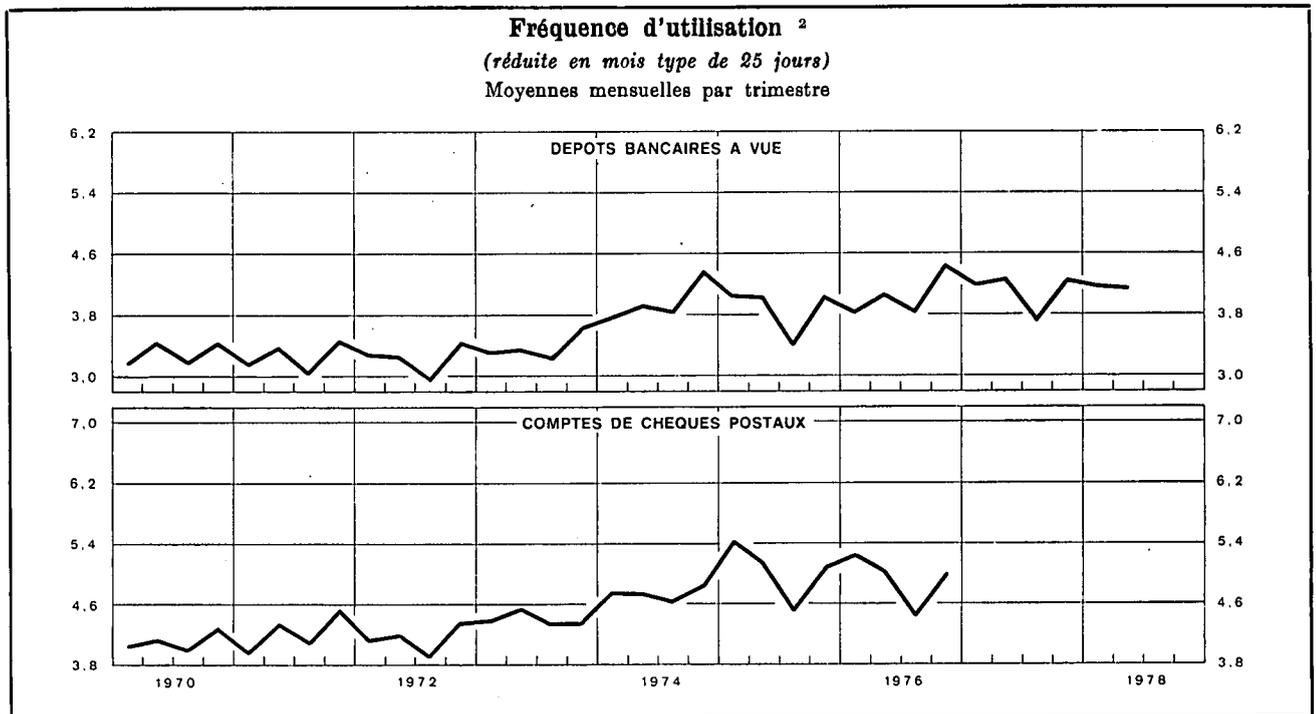
**Passif**

Rubriques	1974	1975	1976	1977	1977	1978	1977	1978
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 juillet	31 juillet	31 août	31 août
<b>Exigible :</b>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	2,4	2,4	2,9	2,9	2,5	2,8	15,1	3,7
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	1,9	2,1	2,4	2,5	2,1	2,0	1,6	1,6
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,8	13,5	2,1
Emprunts au jour le jour .....	43,9	36,7	40,0	38,0	28,6	46,1	43,3	52,5
a) Couverts par des sûretés réelles .....	8,5	4,7	8,7	7,7	5,9	3,8	4,8	4,6
b) Non couverts par des sûretés réelles .....	35,4	32,0	31,3	30,3	22,7	42,3	38,5	47,9
Banquiers .....	599,5	673,0	731,8	910,1	807,9	972,1	818,5	999,1
Maison-mère, succursales et filiales .....	86,7	99,5	101,7	130,0	107,5	133,5	120,3	133,8
Acceptations .....	52,2	56,3	54,9	61,9	54,7	57,4	51,9	59,0
Autres valeurs à payer à court terme .....	9,3	13,8	14,4	20,6	17,5	21,0	22,7	18,0
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	6,3	2,7	3,0	4,8	3,9	4,5	3,4	4,3
Dépôts et comptes courants .....	665,8	783,0	916,0	1.004,0	975,1	1.060,2	978,8	1.058,3
a) A vue .....	221,2	268,7	292,1	330,3	323,1	346,6	319,0	339,2
b) A un mois au plus .....	74,3	77,4	111,0	111,7	108,7	106,8	118,7	107,4
c) A plus d'un mois .....	169,0	177,0	221,3	220,3	223,4	241,4	217,3	242,6
d) A plus d'un an .....	13,9	17,7	15,2	17,3	16,8	19,0	17,1	19,5
e) A plus de deux ans .....	14,9	17,7	18,2	20,7	20,1	19,0	20,4	19,3
f) Carnets de dépôts .....	170,5	221,8	255,6	300,2	279,6	323,3	282,8	326,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	2,0	2,7	2,6	3,5	3,4	4,1	3,5	4,2
Obligations et bons de caisse .....	47,2	54,8	70,3	100,6	91,7	113,8	93,8	115,1
Montants à libérer sur titres et participations .....	1,7	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Divers .....	49,9	50,9	63,5	70,6	65,3	80,1	65,1	76,7
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>1.564,9</b>	<b>1.774,8</b>	<b>2.000,0</b>	<b>2.345,0</b>	<b>2.156,2</b>	<b>2.493,0</b>	<b>2.214,4</b>	<b>2.522,0</b>
<b>Exigible spécial :</b>								
Passifs subordonnés .....	3,6	8,4	9,0	6,5	6,3	7,8	6,3	7,9
<b>Non exigible :</b>								
Capital .....	27,2	28,1	31,0	37,0	35,2	38,0	35,2	38,5
Fonds indisponible par prime d'émission .....	5,7	3,2	3,1	4,6	3,5	4,6	3,5	4,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	1,5	1,5	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Réserve disponible .....	12,2	12,0	13,3	15,4	15,2	16,9	15,2	16,9
Autres réserves .....	— <sup>2</sup>	4,8	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Provisions .....	1,6	0,8	0,8	1,1	1,0	1,3	1,1	1,3
<b>Total du non exigible ...</b>	<b>48,2</b>	<b>50,4</b>	<b>55,0</b>	<b>65,0</b>	<b>61,8</b>	<b>67,8</b>	<b>61,9</b>	<b>68,3</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.416,5</b>	<b>2.224,3</b>	<b>2.568,6</b>	<b>2.282,6</b>	<b>2.598,2</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

<sup>2</sup> Au 31 décembre 1974, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs à l'O.C.P. <sup>4</sup>	Total	brute		avoirs à l'O.C.P. <sup>4</sup>
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	
(milliards de francs)						
1970 .....	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971 .....	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972 .....	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973 .....	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974 .....	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975 .....	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976 .....	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977 .....	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.....
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
3 <sup>e</sup> trimestre .....	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
4 <sup>e</sup> trimestre .....	905,5	460,4	1.365,9	4,54	4,48	5,00
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	896,0	517,4	1.413,4	4,26	4,20	.....
2 <sup>e</sup> trimestre .....	990,5	554,9	1.545,4	4,23	4,29	.....
3 <sup>e</sup> trimestre .....	873,6	454,5	1.328,1	3,86	3,76	.....
4 <sup>e</sup> trimestre .....	986,2	509,2	1.495,4	4,34	4,28	.....
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	976,1	551,6	1.527,7	4,18	4,18	.....
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.031,6	557,9	1.589,5	4,13	4,13	.....
1977 Août .....	863,1	435,9	1.299,0	3,89	3,74	.....
Septembre .....	883,6	459,3	1.342,9	4,00	3,85	.....
Octobre .....	930,4	500,8	1.431,2	4,23	4,07	.....
Novembre .....	924,4	519,0	1.443,4	3,96	4,12	.....
Décembre .....	1.103,8	507,7	1.611,5	4,84	4,65	.....
1978 Janvier .....	966,3	523,7	1.490,0	4,09	4,09	.....
Février .....	957,6	619,5	1.577,1	3,98	4,14	.....
Mars .....	1.004,4	511,7	1.516,1	4,48	4,30	.....
Avril .....	953,2	462,5	1.415,7	3,91	3,91	.....
Mai .....	1.033,6	686,4	1.720,0	4,16	4,34	.....
Juin .....	1.064,9	524,9	1.589,8	4,31	4,15	.....
Juillet .....	1.128,4	543,1	1.671,5	4,46	4,46	.....
Août .....	941,1	465,5	1.406,6	4,00	3,85	.....

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recensier.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
valeur nominale									
1969 .....	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...	...
1970 .....	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...	...
1971 .....	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...	...
1972 .....	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5	...
1973 .....	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...	...
1974 .....	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...	...
1975 Septembre .....	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9	...
Décembre .....	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9	...
1976 Mars .....	18,6	6,0	6,6	...	...	21,6	...	5,9	...
Juin .....	17,0	6,0	9,6	0,6	...	24,8	...	4,8	...
Septembre .....	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5	...
Décembre .....	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6	...
1977 Janvier .....	14,3	6,0	8,4	...	...	18,6	...	6,7	...
Février .....	13,9	6,0	6,2	...	...	20,9	1,8	...	...
Mars .....	14,0	6,0	16,4	...	...	19,8	...	13,1	...
Avril .....	13,4	6,0	10,4	...	...	21,9	...	4,3	...
Mai .....	14,3	6,0	28,8	...	...	22,0	8,4	15,0	...
Juin .....	12,7	6,0	22,0	...	...	22,5	...	14,8	...
Juillet .....	12,7	—	11,1	...	1,9	21,7	...	...	...
Août .....	13,3	—	10,0	...	...	19,1	...	...	...
Septembre .....	13,4	—	3,4	...	3,8	17,0	...	...	...
Octobre .....	13,5	—	...	...	14,6	12,1	...	12,5	...
Novembre .....	13,4	—	0,6	...	...	10,4	...	...	...
Décembre .....	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4	2,8

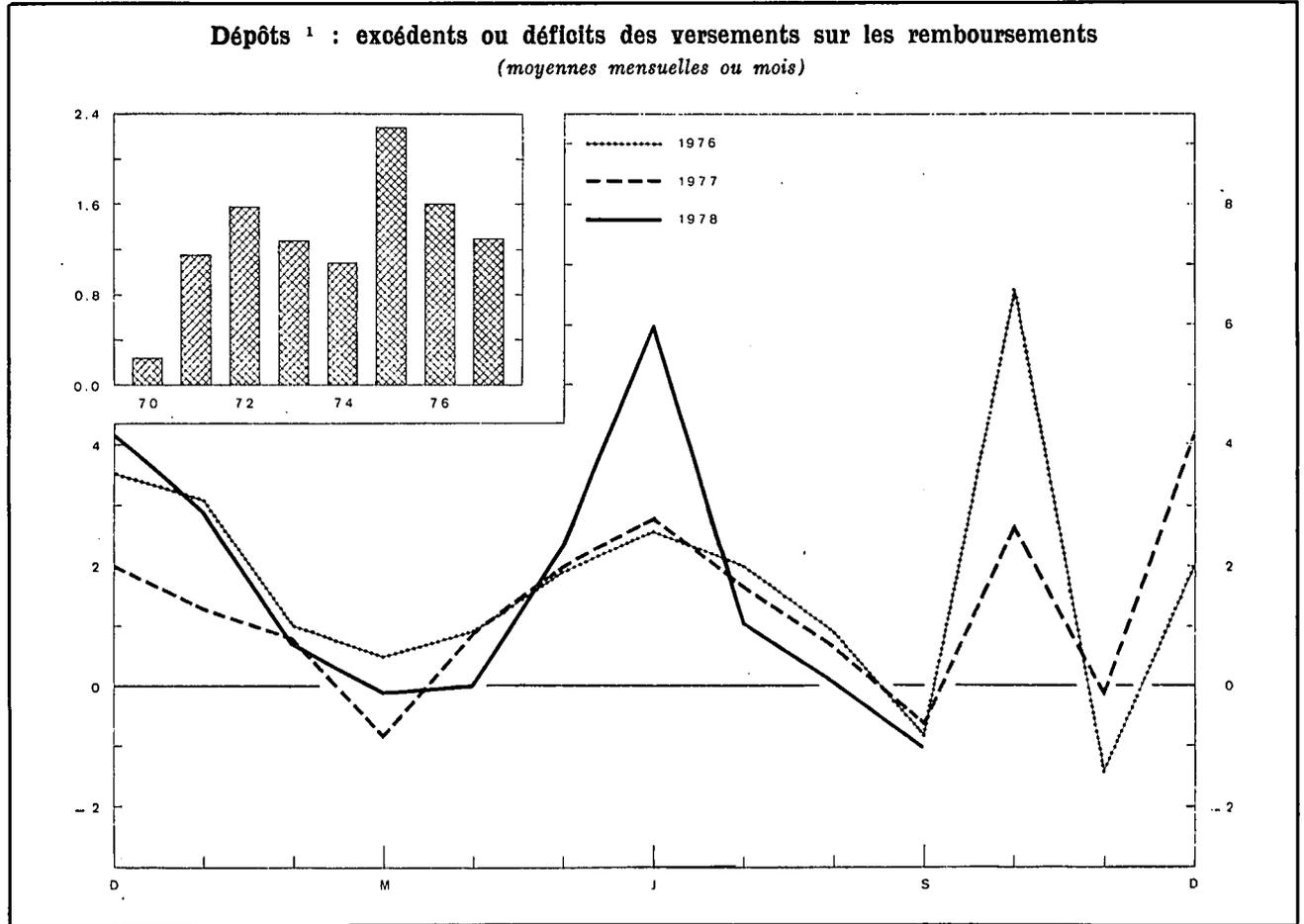
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts 1			Solde 4	Bons d'épargne 2	Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Montant en circulation	
				(1)	(2)	(3) = (1) - (2)
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1976 3 <sup>e</sup> trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
4 <sup>e</sup> trimestre	87,4	80,2	7,2	319,5	49,5	369,0
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	86,3	85,0	1,3	320,8	54,5	375,3
2 <sup>e</sup> trimestre	96,3	90,6	5,7	326,5	58,1	384,6
3 <sup>e</sup> trimestre	89,4	87,6	1,8	328,3	62,6	390,9
4 <sup>e</sup> trimestre	99,3	92,5	6,8	348,9	65,4	414,3
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	108,2	104,8	3,4	352,3	70,2	422,5
2 <sup>e</sup> trimestre	122,7	114,3	8,4	360,7	74,0	434,7
3 <sup>e</sup> trimestre	119,1	118,9	0,2	360,9	76,2	437,1
1977 Septembre	30,5	31,1	- 0,6	328,3	62,6	390,9
Octobre	34,8	32,1	2,7	331,0	64,2	395,2
Novembre	29,5	29,6	- 0,1	330,9	64,9	395,8
Décembre	35,0	30,8	4,2	348,9	65,4	414,3
1978 Janvier	37,7	34,9	2,8	351,7	66,6	418,3
Février	33,4	32,7	0,7	352,4	67,9	420,3
Mars	37,1	37,2	- 0,1	352,3	70,3	422,6
Avril	34,3	34,3	...	352,3	72,1	424,4
Mai	40,4	38,0	2,4	354,7	73,3	428,0
Juin	48,0	42,0	6,0	360,7	74,0	434,7
Juillet	40,6	39,5	1,1	361,8	74,6	436,4
Août	37,9	37,8	0,1	361,9	75,5	437,4
Septembre	40,6	41,6	- 1,0	360,9	76,2	437,1

<sup>1</sup> Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

<sup>2</sup> Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

<sup>3</sup> Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

<sup>4</sup> Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1977, les intérêts capitalisés s'élevaient à 18,8 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
<b>ACTIF</b>									
Disponible <sup>1</sup> .....	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique .....	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9
Avances à l'industrie .....	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7
Crédit agricole .....	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation .....	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels .....	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4
Acceptations bancaires .....	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes .....	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8
Prêts au jour le jour .....	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6
Total ...	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat .....	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3
Prêts hypothécaires .....	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8
Crédit agricole .....	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales .....	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire) .....	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2
Total ...	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts .....	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7
Valeurs échues du portefeuille .....	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7
Réserve monétaire à la B.N.B. ....	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—
Divers .....	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1
Total de l'actif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5

**PASSIF**

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne <sup>2</sup> :									
Particuliers .....	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7
Etablissements publics et autres .....	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1
Total ...	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8
Dépôts en comptes courants <sup>2</sup> .....	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7
Fonds de développement des universités libres	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .....	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4
Divers .....	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7
Total du passif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.F.

<sup>2</sup> Y compris les intérêts capitalisés.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite**

(milliards de francs)

Source : OGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1978 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
<b>ACTIF</b>									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat .....	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers .....	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5
<b>PASSIF</b>									
Fonds des Rentes <sup>1</sup> .....	14,0	13,9	} 23,3 <sup>3</sup>	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0
Réserves mathématiques <sup>2</sup> .....	9,8	10,3		1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Fonds de réserve .....	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Total ...	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2

<sup>1</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>2</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

<sup>3</sup> A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie**

(milliards de francs)

Source : OGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1978 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
<b>ACTIF</b>									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat .....	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement .....	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Total ...	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4
<b>PASSIF</b>									
Réserves mathématiques et provisions <sup>1</sup> .....	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2
Fonds de réserve et de répartition .....	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8
Total ...	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0

<sup>1</sup> Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

**XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE**

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>ACTIF</b>									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat .....	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8	50,1	59,6
2. garantis par banques et organismes financiers .	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7
3. dont le risque est à charge de l'Institution .....	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3	66,9	66,7
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) .....	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2	0,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux .....	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme .....	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>1</sup> .....	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3	13,0	14,9
Placements divers à court terme .....	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4
Divers .....	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1	7,4	9,2
Total de l'actif ...	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3

**PASSIF**

Obligations .....	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5
Bons de caisse .....	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères) .....	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall .....	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4
Divers .....	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9	22,2	22,9
Total du passif ...	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3

<sup>1</sup> Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficulté, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES**

(milliards de francs)

**Actif**

Rubriques	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1977 31 août	1978 31 août	1977 30 sept.	1978 30 sept.
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux .....	3,0	1,5	1,7	2,3	1,3	1,5	1,2	1,4
Prêts au jour le jour .....	0,4	1,0	1,3	1,2	0,8	0,9	0,6	0,7
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers .....	7,7	11,9	10,7	8,2	10,4	6,8	7,8	5,5
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,2	2,5
Effets de commerce et factures .....	3,6	2,1	3,4	4,0	4,1	4,4	4,2	4,4
Débiteurs par acceptations .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	16,5	21,0	30,9	38,3	36,5	42,1	37,4	42,7
Portefeuille-titres et participations .....	103,0	131,7	151,0	172,3	165,2	189,4	167,8	190,7
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus .....	(1,8)	(1,6)	(1,9)	(0,6)	(2,6)	(3,6)	(1,1)	(1,1)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 <sup>er</sup> , 4 <sup>o</sup> , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge .....	(37,2)	(48,9)	(58,1)	(66,7)	(61,5)	(76,1)	(64,7)	(79,5)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées .....	(51,3)	(61,8)	(70,2)	(82,9)	(79,6)	(87,4)	(80,5)	(87,7)
c) Obligations de sociétés belges .....	(8,0)	(13,2)	(14,4)	(15,5)	(15,0)	(15,9)	(15,0)	(15,9)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(2,4)	(3,1)	(3,3)	(3,8)	(3,5)	(4,0)	(3,5)	(4,1)
e) Autres valeurs .....	(2,3)	(3,1)	(3,1)	(2,8)	(3,0)	(2,4)	(3,0)	(2,4)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires .....	127,3	143,4	166,7	186,2	178,1	204,3	181,0	207,5
Actionnaires ou sociétaires .....	1,9	2,4	3,1	3,4	3,3	3,5	3,4	3,5
Débiteurs divers .....	0,9	1,4	2,0	2,9	2,5	2,5	2,4	2,4
Divers .....	1,0	1,1	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6
Total du disponible et réalisable ...	267,0	319,3	373,5	421,7	404,6	458,2	408,6	461,9
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- relles .....	0,1	0,1	0,1	—	0,1	—	0,1	—
Immeubles et terrains .....	3,3	3,0	3,5	4,0	3,7	4,3	3,8	4,3
Leasing immobilier .....	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Matériel et mobilier .....	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Leasing mobilier .....	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Total de l'immobilisé ...	4,1	4,5	5,1	5,6	5,4	6,0	5,5	6,0
Comptes transitoires <sup>1</sup> .....	6,3	8,3	9,7	12,0	10,4	12,0	10,1	12,1
Total de l'actif ...	277,4	332,1	388,3	439,3	420,4	476,2	424,2	480,0
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 <sup>er</sup> des dispositions coordonnées .....	256,9	306,9	359,8	405,9	389,8	442,1	393,3	445,0
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements .....	253,4	302,6	354,5	399,7	383,6	434,6	387,5	437,6

<sup>1</sup> Y compris les comptes de résultats.

## XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

### Passif

Rubriques	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1977 31 août	1978 31 août	1977 30 sept.	1978 30 sept.
<b>Fonds d'épargne :</b>								
Visés à l'article 1 <sup>er</sup> des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais <sup>1</sup> :								
a) n'excédant pas deux ans .....		219,8	255,7	282,0	264,6	301,1	265,2	302,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...		20,5	24,6	28,3	27,5	30,4	27,8	30,6
c) de cinq ans ou plus .....		61,1	71,9	85,3	82,5	91,8	83,6	92,1
Visés à l'article 23, § 5, de l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967 .....	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—
<b>Total des fonds d'épargne ...</b>	<b>251,8</b>	<b>301,5</b>	<b>352,2</b>	<b>395,6</b>	<b>374,6</b>	<b>423,3</b>	<b>376,6</b>	<b>424,8</b>
Réserves techniques .....	1,1	1,2	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de reconstitution .....	2,5	2,8	3,1	3,4	3,3	3,7	3,3	3,7
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	0,4	0,5	0,6	0,8	0,1	0,1	0,1	0,2
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	—	—	—	—	0,1	0,1	—	—
b) auprès de la Banque Nationale .....	—	—	—	—	—	0,6	—	0,2
c) auprès d'autres intermédiaires financiers .....	0,1	0,2	0,7	1,1	1,1	1,1	1,4	1,6
Acceptations en circulation .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Réescpteurs .....	—	—	—	0,4	—	0,1	—	0,6
Mobilisation d'Actifs .....	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Autres engagements à un mois maximum .....	0,5	0,9	1,1	1,4	0,5	0,5	0,7	0,6
Créditeurs divers .....	1,1	1,2	1,0	1,3	1,0	1,7	1,1	1,4
Provisions pour charges .....	0,5	1,2	2,5	3,3	2,5	2,7	2,5	2,6
Divers .....	1,0	1,1	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>259,5</b>	<b>311,0</b>	<b>363,0</b>	<b>409,1</b>	<b>385,0</b>	<b>435,7</b>	<b>387,5</b>	<b>437,5</b>
<b>Fonds propres :</b>								
a) capital .....	5,6	6,5	7,6	8,0	7,9	8,2	7,9	8,3
b) réserve légale .....	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8
c) autres réserves .....	6,2	6,6	7,1	7,8	7,8	8,8	7,7	8,7
Comptes de redressements d'actifs .....	0,4	0,8	1,2	1,9	1,2	1,9	1,2	1,9
Comptes transitoires <sup>2</sup> .....	5,2	6,7	8,8	11,8	17,9	20,9	19,2	22,8
<b>Total du passif ...</b>	<b>277,4</b>	<b>332,1</b>	<b>388,3</b>	<b>439,3</b>	<b>420,4</b>	<b>476,2</b>	<b>424,2</b>	<b>480,0</b>

<sup>1</sup> Au 31 décembre 1974 :

Dépôts inférieurs à 2 ans .....	155,6
Dépôts à 2 ans et plus .....	81,8
Obligations et bons de caisse .....	64,1

<sup>2</sup> Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique  (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes  (14)
	Solde disponible au début de la période  (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période  (1) + (8) - (9) = (9)	(10)	(11)			créditeurs  (12)	débiteurs  (13)	
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs  (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat  (3)	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes  (4)	Total  (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts  (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires  (7)								
1970 .....	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971 .....	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972 .....	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973 .....	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974 .....	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975 .....	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1976 .....	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1977 .....	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	18,4	8,8	1,3	3,3	13,4	0,2	13,0	13,2	18,6	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	18,6	11,4	1,7	3,1	16,2	0,2	14,0	14,2	20,6	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	20,6	11,9	1,8	2,3	16,0	0,4	13,8	14,2	22,4	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	22,4	10,1	1,2	3,1	14,4	0,6	16,0	16,6	20,2	272,0	25,1	8,8	30,2	53,7	
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	20,2	8,8	2,3	3,5	14,6	0,3	14,2	14,5	20,3	276,0	25,7	10,7	31,8	72,8	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3	
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2	
1977 Mai .....	21,7	1,9	0,8	1,1	3,8	0,1	4,4	4,5	21,0	287,0	23,4	6,9	26,5	26,0	
Juin .....	21,0	3,0	0,7	1,1	4,8	0,1	5,1	5,2	20,6	290,6	25,7	6,6	28,0	20,6	
Juillet .....	20,6	2,0	0,7	1,2	3,9	...	4,4	4,4	20,1	290,0	25,2	7,0	33,7	33,9	
Août .....	20,1	1,9	0,7	1,1	3,7	0,1	3,9	4,0	19,8	294,2	25,3	8,0	31,2	19,6	
Septembre .....	19,8	2,5	0,6	1,3	4,4	0,2	4,4	4,6	19,6	297,1	27,6	7,2	31,0	18,3	
Octobre .....	19,6	3,0	0,7	1,6	5,3	0,8	4,2	5,0	19,9	296,3	27,7	6,7	33,0	22,3	
Novembre .....	19,9	4,0	0,5	2,5	7,0	1,2	5,0	6,2	20,7	299,4	25,8	12,7	26,5	22,3	
Décembre .....	20,7	3,7	0,6	1,3	5,6	0,4	5,5	5,9	20,4	303,0	26,1	13,6	25,8	23,7	
1978 Janvier .....	20,4	3,6	0,5	0,8	4,9	0,1	4,1	4,2	21,1	303,1	25,6	10,7	31,0	38,6	
Février .....	21,1	3,6	0,6	3,7	7,9	0,2	7,3	7,5	21,5	307,1	25,6	11,2	30,8	22,7	
Mars .....	21,5	3,7	0,5	1,0	5,2	0,3	5,3	5,6	21,1	311,4	27,6	11,1	29,2	24,9	
Avril .....	21,1	2,5	0,7	0,8	4,0	0,2	2,7	2,9	22,2	311,5	27,7	8,8	31,4	32,7	
Mai .....	22,2	2,7	0,4	0,9	4,0	0,2	3,9	4,1	22,1	314,4	28,1	11,9	30,7	26,3	

**XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE**

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

**Sociétés belges**

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>ACTIF</b>									
Immeubles .....	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7
Prêts hypothécaires .....	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4
Prêts sur polices .....	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges .....	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7	} 28,8	} 31,4	} 33,3
Titres des organismes parastataux de crédit .....	8,1	8,2							
Titres des autres organismes parastataux .....	2,5	2,5							
Titres des provinces et communes .....	2,3	1,9							
Valeurs étrangères .....	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5
Obligations de sociétés belges .....	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1
Actions de sociétés belges .....	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3
Total des valeurs mobilières ...	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2
<b>PASSIF</b>									
Cautionnements déposés .....	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9

**Sociétés étrangères**

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>ACTIF</b>									
Immeubles .....	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8
Prêts hypothécaires .....	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7
Prêts sur polices .....	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges .....	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3	} 9,9	} 10,4	} 9,2
Titres des organismes parastataux de crédit .....	1,5	1,5							
Titres des autres organismes parastataux .....	1,0	1,1							
Titres des provinces et communes .....	0,5	0,4							
Valeurs étrangères .....	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges .....	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5
Actions de sociétés belges .....	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4
Total des valeurs mobilières ...	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1
<b>PASSIF</b>									
Cautionnements déposés .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

*Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

## XV. — ACTIFS FINANCIERS

### XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS

*(variations en milliards de francs)*

Période	Détenus par les pouvoirs publics <sup>2</sup>						Détenus par les entreprises et particuliers <sup>6</sup>	Total général  (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale <sup>3</sup>	Autres actifs à un an au plus <sup>4</sup>			Actifs à plus d'un an <sup>4</sup>	Total  (6) = (1) + (4) + (5)		
		Après des intermédiaires financiers nationaux <sup>5</sup>	Après des secteurs nationaux non financiers	Total  (4) = (2) + (3)				
1970 .....	- 0,9	+ 3,3	...	+ 3,3	+ 0,5	+ 2,9	+ 160,6	+ 163,5
1971 .....	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 208,0	+ 215,7
1972 .....	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 279,8	+ 286,5
1973 .....	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 285,7	+ 301,2
1974 .....	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	+ 300,0	+ 309,2
1975 .....	+ 5,4	- 0,9	+ 0,3	- 0,6	- 0,7	+ 4,1	p+ 381,8	p+ 385,9
1976 .....	+ 8,8	- 1,5	- 0,3	- 1,8	+ 1,7	+ 8,7	p+ 467,5	p+ 476,2
1977 .....	- 1,2	+ 4,5	+ 0,2	+ 4,7	...	+ 3,5	p+ 474,6	p+ 478,1
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,2	- 6,4	...	- 6,4	- 0,2	+ 0,6	p+ 135,6	p+ 136,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 2,1	- 3,9	- 0,1	- 4,0	+ 1,6	- 4,5	p+ 78,9	p+ 74,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,6	+ 2,3	- 0,1	+ 2,2	- 0,1	+ 6,7	p+ 113,8	p+ 120,5
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 13,5	+ 14,5	+ 0,3	+ 14,8	- 0,1	+ 1,2	p+ 145,4	p+ 146,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 2,4	+ 0,8	- 0,1	+ 0,7	- 0,1	+ 3,0	p+ 144,0	p+ 147,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,2	- 13,3	+ 0,2	- 13,1	+ 0,1	- 8,8	p+ 80,2	p+ 71,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 5,7	+ 2,5	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	+ 8,1	p+ 105,0	p+ 113,1
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,2	+ 14,0	- 0,1	+ 13,9	+ 0,1	+ 16,2	p+ 134,2	p+ 150,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 9,6	- 11,4	...	- 11,4	...	- 1,8	p+ 176,0	p+ 174,2

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

<sup>3</sup> Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

<sup>4</sup> Durée à l'origine.

<sup>5</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>6</sup> Voir tableau XV-2.

**XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS**

*(variations en milliards de francs)*

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs <sup>8</sup>	Total général (9) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires <sup>2</sup>	Autres actifs à un an au plus <sup>3 4</sup>	Actifs à plus d'un an <sup>3 5</sup>	Total (4) = (1) à (3)	A un an au plus <sup>3</sup> (Dépôts) <sup>6</sup>	A plus d'un an <sup>3</sup> (Valeurs mobilières) <sup>7</sup>	Total (7) = (5) + (6)		
1970 .....	+ 29,7	+ 45,6	+ 56,0	+131,3	+ 3,3	+ 14,4	+ 17,7	+ 11,6	+160,6
1971 .....	+ 35,8	+ 78,1	+ 68,4	+182,3	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 6,9	+208,0
1972 .....	+ 64,7	+103,6	+ 62,0	+230,3	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,4	+279,8
1973 .....	+ 31,9	+139,3	+ 81,3	+252,5	+ 5,5	+ 25,4	+ 30,9	+ 2,3	+285,7
1974 .....	+ 34,4	+141,3	+ 96,7	+272,4	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	- 0,5	+300,0
1975 .....	+ 91,9	+126,1	p+112,8	p+330,8	+ 8,0	+ 31,8	+ 39,8	p+ 11,2	p+381,8
1976 .....	+ 37,2	+197,8	p+151,8	p+386,8	+ 12,0	+ 13,8	+ 25,8	p+ 54,9	p+467,5
1977 .....	+ 73,1	+113,4	p+228,4	p+414,9	+ 19,0	+ 17,1	+ 36,1	p+ 23,6	p+474,6
1976 2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 53,3	+ 21,0	p+ 44,7	p+119,0	+ 0,3	- 3,2	- 2,9	p+ 19,5	p+135,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 27,0	+ 49,7	p+ 29,1	p+ 51,8	+ 6,5	+ 1,9	+ 8,4	p+ 18,7	p+ 78,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 15,3	+ 69,9	p+ 38,7	p+123,9	+ 0,8	+ 4,3	+ 5,1	p- 15,2	p+113,8
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 24,8	+ 22,1	p+ 78,6	p+125,5	+ 4,6	+ 2,3	+ 6,9	p+ 13,0	p+145,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 45,4	+ 3,7	p+ 68,7	p+117,8	+ 1,7	+ 6,3	+ 8,0	p+ 18,2	p+144,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 14,5	+ 24,4	p+ 56,6	p+ 66,5	- 0,3	+ 4,2	+ 3,9	p+ 9,8	p+ 80,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 17,4	+ 63,2	p+ 24,5	p+105,1	+ 13,0	+ 4,3	+ 17,3	p- 17,4	p+105,0
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 5,9	+ 65,7	p+ 61,9	p+133,5	- 10,8	+ 4,4	- 6,4	p+ 7,1	p+134,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 54,1	+ 3,1	p+ 56,0	p+113,2	+ 6,6	+ 3,2	+ 9,8	p+ 53,0	p+176,0

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

<sup>3</sup> Durée à l'origine.

<sup>4</sup> Voir tableau XV-3a, colonne (8).

<sup>5</sup> Voir tableau XV-4, colonne (4).

<sup>6</sup> Voir tableau XV-3a, colonne (11).

<sup>7</sup> Voir tableau XV-4, colonne (7).

<sup>8</sup> Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS <sup>2</sup>**

*(variations en milliards de francs)*

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général (12) = (8) + (11)	
	Après des intermédiaires financiers nationaux 3 4						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux 3 6	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Après des organismes principalement monétaires 5 (6)						
1970 .....	+ 7,5	+ 25,4	+ 11,3	+ 0,7	+ 44,9	+ 19,7	+ 0,7	+ 45,6	- 3,3	+ 6,6	+ 3,3	+ 48,9
1971 .....	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972 .....	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,4
1973 .....	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+127,1	+ 65,2	+ 12,2	+139,3	+ 2,7	+ 2,8	+ 5,5	+144,8
1974 .....	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+100,9	+ 45,7	+ 40,4	+141,3	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+154,4
1975 .....	+136,7	- 3,0	+ 9,7	+ 1,8	+145,2	+ 42,2	- 19,1	+126,1	+ 5,5	+ 2,5	+ 8,0	+134,1
1976 .....	+106,0	+ 69,4	+ 4,6	- 4,2	+175,8	+ 87,8	+ 22,0	+197,8	+ 8,4	+ 3,6	+ 12,0	+209,8
1977 .....	+102,9	- 0,8	+ 5,0	+ 1,1	+108,2	+ 39,1	+ 5,2	+113,4	+ 4,4	+ 14,6	+ 19,0	+132,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 13,2	+ 3,5	- 1,5	+ 1,9	+ 17,1	+ 10,7	+ 3,9	+ 21,0	- 2,9	+ 3,2	+ 0,3	+ 21,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 12,0	+ 32,5	- 0,7	- 0,1	+ 43,7	+ 34,6	+ 6,0	+ 49,7	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,5	+ 56,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 47,9	+ 16,4	+ 2,5	- 4,8	+ 62,0	+ 18,6	+ 7,9	+ 69,9	+ 1,3	- 0,5	+ 0,8	+ 70,7
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,4	+ 14,4	- 2,4	+ 2,8	+ 17,2	+ 9,0	+ 4,9	+ 22,1	+ 5,7	- 1,1	+ 4,6	+ 26,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 23,7	- 17,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 7,8	+ 1,6	- 4,1	+ 3,7	- 6,4	+ 8,1	+ 1,7	+ 5,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 15,1	+ 2,7	+ 3,2	- 0,5	+ 20,5	+ 12,5	+ 3,9	+ 24,4	- 1,9	+ 1,6	- 0,3	+ 24,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 61,7	- 0,2	+ 3,2	- 2,0	+ 62,7	+ 16,0	+ 0,5	+ 63,2	+ 7,0	+ 6,0	+ 13,0	+ 76,2
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 17,7	+ 32,3	+ 0,7	+ 4,2	+ 54,9	+ 26,8	+ 10,8	+ 65,7	- 3,5	- 7,3	- 10,8	+ 54,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 16,7	- 17,5	+ 7,2	- 0,7	+ 5,7	- 1,1	- 2,6	+ 3,1	- 0,9	+ 7,5	+ 6,6	+ 9,7

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

<sup>5</sup> Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>6</sup> Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS <sup>2</sup>  
AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX <sup>3</sup>**

*(milliards de francs)*

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires <sup>4</sup> (6)		
1969 .....	270,8	110,6	18,8	2,5	402,7	156,8	14,7	417,4
1970 .....	278,3	136,0	30,1	3,2	447,6	176,5	11,4	459,0
1971 .....	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972 .....	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973 .....	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974 .....	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975 .....	678,6	241,0	69,8	7,8	997,2	394,3	23,0	1.020,2
1976 Mars .....	711,5	258,0	74,1	6,6	1.050,2	418,2	31,7	1.081,9
Juin .....	724,7	261,5	72,6	8,5	1.067,3	428,9	28,8	1.096,1
Septembre .....	736,7	294,0	71,9	8,4	1.111,0	463,5	30,1	1.141,1
Décembre .....	784,6	310,4	74,4	3,6	1.173,0	482,1	31,4	1.204,4
1977 Mars .....	787,0	324,8	72,0	6,4	1.190,2	491,1	37,1	1.227,3
Juin .....	810,7	307,1	73,0	7,2	1.198,0	492,7	30,7	1.228,7
Septembre .....	825,8	309,8	76,2	6,7	1.218,5	505,2	28,8	1.247,3
Décembre .....	887,5	309,6	79,4	4,7	1.281,2	521,2	35,8	1.317,0
1978 Mars .....	905,2	341,9	80,1	8,9	1.336,1	548,0	32,3	1.368,4
Juin .....	921,9	324,4	87,3	8,2	1.341,8	546,9	31,4	1.373,2

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS A PLUS D'UN AN <sup>2</sup>**

*(variations en milliards de francs)*

Période	En francs belges				En monnaies étrangères <sup>3</sup>			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions <sup>4</sup> (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1970 .....	+ 47,5	+ 7,5	+ 1,0	+ 56,0	.....	.....	+14,4	+ 70,4
1971 .....	+ 53,8	+11,2	+ 3,4	+ 68,4	.....	.....	+21,6	+ 90,0
1972 .....	+ 52,9	+ 8,0	+ 1,1	+ 62,0	.....	.....	+33,3	+ 95,3
1973 .....	+ 75,5	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,3	+ 7,1	+18,3	+25,4	+106,7
1974 .....	+ 91,2	- 1,1	+ 6,6	+ 96,7	+13,0	+ 2,0	+15,0	+111,7
1975 .....	p+ 95,5	+12,8	+ 4,5	p+112,8	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+144,6
1976 .....	p+146,5	+ 3,1	+ 2,2	p+151,8	+13,2	+ 0,6	+13,8	p+165,6
1977 .....	p+211,3	+ 7,1	+10,0	p+228,4	+18,1	- 1,0	+17,1	p+245,5
1976 2 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 43,3	+ 0,2	+ 1,2	p+ 44,7	- 1,9	- 1,3	- 3,2	p+ 41,5
3 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 28,3	+ 0,3	+ 0,5	p+ 29,1	+ 2,7	- 0,8	+ 1,9	p+ 31,0
4 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 37,4	+ 0,6	+ 0,7	p+ 38,7	+ 3,1	+ 1,2	+ 4,3	p+ 43,0
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p+ 72,3	+ 2,7	+ 3,6	p+ 78,6	+ 2,4	- 0,1	+ 2,3	p+ 80,9
2 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 63,9	- 0,1	+ 4,9	p+ 68,7	+ 6,9	- 0,6	+ 6,3	p+ 75,0
3 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 53,3	+ 3,3	...	p+ 56,6	+ 4,7	- 0,5	+ 4,2	p+ 60,8
4 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 21,8	+ 1,2	+ 1,5	p+ 24,5	+ 4,1	+ 0,2	+ 4,3	p+ 28,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p+ 63,4	- 1,6	+ 0,1	p+ 61,9	+ 3,7	+ 0,7	+ 4,4	p+ 66,3
2 <sup>o</sup> trimestre .....	p+ 44,7	+ 1,6	+ 9,7	p+ 56,0	+ 2,7	+ 0,5	+ 3,2	p+ 59,2

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.  
<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.  
<sup>4</sup> Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

**XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES<sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX<sup>2</sup>**

*(variations en milliards de francs)*

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à plus d'un an	(10) = (1)+(2)+(3)+(5)+(7)	(11) = (4)+(6)+(8)+(9)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			(12) = (10)+(11)
1970 .....	+ 4,7	+ 6,0	+ 31,5	+ 8,1	+ 19,1	+ 22,2	+ 10,1	+ 5,8	+ 0,6	+ 71,4	+ 36,7	+ 108,1
1971 .....	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+ 112,2	+ 42,4	+ 154,6
1972 .....	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+ 162,5	+ 32,3	+ 194,8
1973 .....	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,9	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+ 162,3	+ 46,1	+ 208,4
1974 .....	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 39,9	+ 38,0	+ 20,8	+ 9,5	+ 2,6	+ 140,3	+ 53,3	+ 193,6
1975 .....	+ 33,1	+ 8,3	+ 87,7	+ 16,8	+ 76,4	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+ 242,6	+ 65,9	+ 308,5
1976 .....	+ 16,8	+ 7,2	+ 107,2	+ 14,1	+ 54,2	+ 46,9	+ 35,8	+ 13,7	+ 3,8	+ 221,2	+ 78,5	+ 299,7
1977 .....	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,0	+ 31,8	+ 51,8	p+ 85,7	+ 25,7	+ 18,2	p+ 3,9	+ 185,9	p+ 139,6	p+ 325,5
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 23,7	+ 4,7	+ 29,2	+ 3,3	+ 1,5	+ 13,9	+ 8,3	+ 4,5	+ 1,0	+ 67,4	+ 22,7	+ 90,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 8,4	- 3,0	+ 18,6	+ 2,8	+ 7,2	+ 11,9	+ 3,6	+ 3,1	+ 1,1	+ 18,0	+ 18,9	+ 36,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,3	+ 3,1	+ 26,6	+ 2,1	+ 26,2	+ 8,8	+ 15,3	+ 4,1	+ 0,8	+ 78,5	+ 15,8	+ 94,3
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 5,8	+ 3,8	+ 37,7	+ 15,3	+ 15,5	p+ 37,3	- 3,5	+ 5,9	p+ 1,0	+ 47,7	p+ 59,5	p+ 107,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 26,1	+ 5,7	+ 4,4	+ 5,1	+ 1,8	p+ 20,0	+ 8,9	+ 4,7	p+ 1,0	+ 46,9	p+ 30,8	p+ 77,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,0	- 4,8	+ 3,9	+ 7,7	+ 4,9	p+ 23,0	+ 4,0	+ 5,1	p+ 1,0	+ 4,0	p+ 36,8	p+ 40,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 10,6	- 0,2	+ 31,0	+ 3,7	+ 29,6	p+ 5,4	+ 16,3	+ 2,5	p+ 0,9	+ 87,3	p+ 12,5	p+ 99,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 6,6	+ 3,3	+ 29,7	+ 3,9	+ 25,1	p+ 13,2	+ 5,7	+ 3,8	p+ 1,0	+ 57,2	p+ 21,9	p+ 79,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 28,7	- 2,9	+ 16,1	+ 8,0	+ 8,4	p+ 12,1	+ 8,5	+ 3,7	p+ 1,1	+ 58,8	p+ 24,9	p+ 83,7

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS**  
**ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX <sup>2</sup>**

*(milliards de francs)*

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1969 .....	176,6	50,9	280,0	31,8	184,8	190,0	68,6	46,2	5,3	760,9	273,3	1.034,2
1970 .....	181,3	56,9	311,5	39,9	203,9	212,2	78,7	52,0	5,9	832,3	310,0	1.142,3
1971 .....	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972 .....	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973 .....	228,9	72,2	502,5	68,6	317,7	280,6	148,0	70,7	10,9	1.269,3	430,8	1.700,1
1974 .....	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,6	168,8	80,2	13,5	1.409,6	484,1	1.893,7
1975 .....	278,8	83,3	650,2	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.652,2	550,0	2.202,2
1976 Mars .....	273,0	85,7	683,0	94,5	453,3	365,9	214,5	94,4	16,3	1.709,5	571,1	2.280,6
Juin .....	296,7	90,4	712,2	97,8	454,8	379,8	222,8	98,9	17,3	1.776,9	593,8	2.370,7
Septembre .....	288,3	87,4	730,8	100,6	462,0	391,7	226,4	102,0	18,4	1.794,9	612,7	2.407,6
Décembre .....	295,6	90,5	757,4	102,7	488,2	400,5	241,7	106,1	19,2	1.873,4	628,5	2.501,9
1977 Mars .....	289,8	94,3	795,1	118,0	503,7	p 437,8	238,2	112,0	p 20,2	1.921,1	p 688,0	p 2.609,1
Juin .....	315,9	100,0	799,5	123,1	505,5	p 457,8	247,1	116,7	p 21,2	1.968,0	p 718,8	p 2.686,8
Septembre .....	311,9	95,2	803,4	130,8	510,4	p 480,8	251,1	121,8	p 22,2	1.972,0	p 755,6	p 2.727,6
Décembre .....	322,5	95,0	834,4	134,5	540,0	p 486,2	267,4	124,3	p 23,1	2.059,3	p 768,1	p 2.827,4
1978 Mars .....	315,9	98,3	864,1	138,4	565,1	p 499,4	273,1	128,1	p 24,1	2.116,5	p 790,0	p 2.906,5
Juin .....	344,6	95,4	880,2	146,4	573,5	p 511,5	281,6	131,8	p 25,2	2.175,3	p 814,9	p 2.990,2

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

## XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> <sup>1</sup> :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> <sup>2</sup> :								
Caisses d'épargne .....	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques .....	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit .....	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités .....	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois <sup>3</sup> ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> <sup>2 4</sup> :								
Organismes de pensions .....	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles .....	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie .....	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses .....	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires .....	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers) .....	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public .....	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i> .....	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

<sup>1</sup> Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

<sup>2</sup> Accroissement de l'année.

<sup>3</sup> Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

<sup>4</sup> A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur 2					Titres non accessibles à tout placeur 4			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements 3 (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
	p 1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	- 5,4	66,3
	p 1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5
	1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	p 1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8
	p 1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,8	1,4	23,4	44,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	1975	—	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	p 1976	—	2,1	- 2,1	33,1	31,0	11,4	5,2	6,2	37,2
	p 1977	39,5	3,7	35,8	62,2	98,0	17,4	5,1	12,3	110,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	3,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	p 1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1
	p 1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	...	1,1	- 1,1	54,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	p 1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,3	3,8	2,5	18,4
	p 1977	6,0	6,7	- 0,7	—	- 0,7	18,4	2,6	15,8	15,1
<b>Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge</b>	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	p 1976	196,0	87,3	108,7	61,2	169,9	28,6	16,7	11,9	181,8
	p 1977	270,3	81,8	188,5	99,2	287,7	64,7	22,1	42,6	330,3

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : 10,9; en 1976 : 59,0 et en 1977 : 42,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976 et 1977 : « Intermédiaires financiers publics » : 3,9, 3,7, 1,0, 0,7, 0,6, 7,0, - 4,9 et - 2,0 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 5,9, 4,9, 3,7, 3,7, 4,5, 4,7, 1,9 et 2,2 milliards.

<sup>1</sup> Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC <sup>1</sup>

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis <sup>2</sup> (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission <sup>3</sup>	Rendement pour le porteur <sup>4</sup>		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 <sup>5</sup>	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/ E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 <sup>5</sup>	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	25	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
						175.100				
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	10,11	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	10,26	—	10,24
						196.000				
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	10,00	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	9,96	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	9,96	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 <sup>6</sup>	9,75	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	9,93	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	9,81	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	9,70	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	9,47	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28.500	9,02	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18.000	9,01	—	8,98
						270.300				
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63.000	9,24	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33.000	9,00	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63.000	8,50	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23.000	8,65	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59.000	8,95	—	8,93
	Octobre	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5.000	9,00	—	8,98
	Octobre	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4.000	9,00	—	8,98

<sup>1</sup> Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

<sup>2</sup> Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

<sup>3</sup> Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égale cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

<sup>4</sup> Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

<sup>5</sup> Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

<sup>6</sup> Dont 16.000 millions de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)					
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Septembre	761,4	14,7	134,2	75,4	975,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Décembre	762,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977 Mars	786,8	12,0	187,6	81,0	1.067,4	2,9	...	2,9	1.070,3	95,4	1.165,7	0,1	1.165,8
Juin	826,3	13,4	199,2	83,6	1.122,5	2,7	...	2,7	1.125,2	94,3	1.219,5	0,1	1.219,6
Septembre	876,6	6,9	172,3	80,9	1.136,7	2,6	...	2,6	1.139,3	92,5	1.231,8	0,2	1.232,0
Octobre	873,1	6,2	137,4	83,7	1.105,4	2,6	...	2,6	1.108,0	120,3	1.228,3	0,2	1.228,5
Novembre	869,2	6,3	161,8	81,7	1.119,0	2,6	...	2,6	1.121,6	119,8	1.241,4	0,1	1.241,5
Décembre	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978 Janvier	859,6	6,3	183,5	90,3	1.139,7	2,6	...	2,6	1.142,3	118,9	1.261,2	0,1	1.261,3
Février	914,0	6,4	181,4	86,3	1.188,1	2,6	...	2,6	1.190,7	118,3	1.309,0	0,1	1.309,1
Mars	909,7	6,2	218,3	85,7	1.219,9	2,6	...	2,6	1.222,5	125,8	1.348,3	0,1	1.348,4
Avril	907,3	6,2	216,0	90,6	1.220,1	2,5	...	2,5	1.222,6	125,8	1.348,4	0,1	1.348,5
Mai	954,4	6,2	220,1	86,5	1.267,2	2,4	...	2,4	1.269,6	125,2	1.394,8	0,1	1.394,9
Juin	949,6	6,2	246,9	88,9	1.291,6	2,4	...	2,4	1.294,0	124,2	1.418,2	0,1	1.418,3
Juillet	946,8	6,2	244,9	85,6	1.283,5	2,3	...	2,3	1.285,8	123,6	1.409,4	0,1	1.409,5
Août	943,2	6,2	262,4	86,6	1.298,4	2,3	...	2,3	1.300,7	122,9	1.423,6	0,1	1.423,7
Septembre	989,3	6,1	232,2	79,0	1.306,6	2,2	7,6	9,8	1.316,4	122,1	1.438,5	0,1	1.438,6

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) - (4) à (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,8	- 0,1 <sup>8</sup>	+ 33,8	...	+ 33,8
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 <sup>9</sup>	+ 63,7	...	+ 63,7
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 <sup>10</sup>	+ 51,1	...	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	...	...	...	+ 133,1	...	+ 133,1
1977	+ 170,1	- 0,1	+ 170,0	+ 2,6	...	...	...	+ 167,4	...	+ 167,4
1977 9 premiers mois	+ 173,3	...	+ 173,3	+ 1,8	...	...	...	+ 171,5	...	+ 171,5
1978 9 premiers mois	+ 209,9	...	+ 209,9	+ 15,1	...	...	...	+ 194,8	...	+ 194,8

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1978, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 La colonne (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

9 B.I.R.D.

10 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN  
DU SECTEUR PUBLIC**

**a) Ventilation par débiteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

**Titres accessibles à tout placeur <sup>1</sup>**

1970 .....	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971 .....	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972 .....	498,2	58,0	—	101,4 <sup>5</sup>	315,1	972,7 <sup>5</sup>	—
1973 .....	560,5	63,7	—	120,9 <sup>5</sup>	352,6	1.097,7 <sup>5</sup>	—
1974 .....	611,1	71,2	—	124,4 <sup>5</sup>	406,4	1.213,1 <sup>5</sup>	—
1975 .....	705,4	72,1	—	126,9 <sup>5</sup>	460,5	1.364,9 <sup>5</sup>	—
1976 .....	788,7	88,0	—	139,0 <sup>5</sup>	516,8	1.532,5 <sup>5</sup>	—
1977 ..... p	923,8	87,3	—	157,8 <sup>5</sup>	655,7	1.824,6 <sup>5</sup>	—

**Titres non accessibles à tout placeur**

1970 .....	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971 .....	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972 .....	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973 .....	76,1	27,3	3,2	23,4	59,8	189,8	—
1974 .....	80,1	30,9	3,2	27,6	63,1	204,9	—
1975 .....	77,8	35,9	5,7	29,6	75,3	224,3	—
1976 .....	72,5	38,5	11,2	30,8	81,8	234,8	—
1977 ..... p	65,4	54,3	16,3	47,9	93,7	277,6	—

**Total**

1970 .....	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971 .....	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972 .....	576,3	84,2	3,9	122,8 <sup>5</sup>	370,9	1.158,1 <sup>5</sup>	—
1973 .....	636,6	91,0	3,2	144,3 <sup>5</sup>	412,4	1.287,5 <sup>5</sup>	—
1974 .....	691,2	102,1	3,2	152,0 <sup>5</sup>	469,5	1.418,0 <sup>5</sup>	—
1975 .....	783,2	108,0	5,7	156,5 <sup>5</sup>	535,8	1.589,2 <sup>5</sup>	—
1976 .....	861,2	126,5	11,2	169,8 <sup>5</sup>	598,6	1.767,3 <sup>5</sup>	—
1977 ..... p	989,2	141,6	16,3	205,7 <sup>5</sup>	749,4	2.102,2 <sup>5</sup>	—

<sup>1</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>2</sup> Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

<sup>3</sup> Y compris les bons de caisse à un an au plus.

<sup>4</sup> Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

<sup>5</sup> Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN  
DU SECTEUR PUBLIC**

**b) Ventilation par détenteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs <sup>2</sup>	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires <sup>3</sup>	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

**Titres accessibles à tout placeur<sup>1</sup>**

1970	384,4	4,7	2,9	8,9	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	427,1	5,1	2,6	11,2	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 <sup>4</sup>	470,4	6,2	2,7	12,7	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 <sup>4</sup>	519,3	6,6	3,0	14,7	254,0	15,7	129,3	113,1	42,0	1.097,7
1974 <sup>4</sup>	577,1	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,9	44,0	1.213,1
1975 <sup>4</sup>	641,1	8,4	4,5	14,4	322,6	17,9	172,3	131,2	52,5	1.364,9
1976 <sup>4</sup>	748,5	8,2	5,9	15,5	347,7	14,9	203,1	136,7	52,0	1.532,5
1977 <sup>4</sup> p	897,4	8,7	6,7	14,8	418,5	17,5	238,1	154,5	68,4	1.824,6

**Titres non accessibles à tout placeur**

1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,8	32,8	11,6	189,8
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,6	204,9
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	92,6	—	70,1	31,7	15,5	224,3
1976	11,0	0,3	0,2	3,0	91,7	—	82,9	29,7	16,0	234,8
1977 <sup>4</sup> p	11,0	0,3	0,2	2,7	110,8	—	91,3	30,4	30,9	277,6

**Total**

1970	393,8	5,1	3,2	11,3	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	436,3	5,4	2,9	14,0	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 <sup>4</sup>	479,4	6,5	2,9	15,5	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 <sup>4</sup>	527,7	6,8	3,2	17,9	335,6	15,7	181,1	145,9	53,6	1.287,5
1974 <sup>4</sup>	585,8	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,8	59,6	1.418,0
1975 <sup>4</sup>	651,3	8,7	4,7	18,1	415,2	17,9	242,4	162,9	68,0	1.589,2
1976 <sup>4</sup>	759,5	8,5	6,1	18,5	439,4	14,9	286,0	166,4	68,0	1.767,3
1977 <sup>4</sup> p	908,4	9,0	6,9	17,5	529,3	17,5	329,4	184,9	99,3	2.102,2

<sup>1</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>2</sup> A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

<sup>3</sup> A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

<sup>4</sup> Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**Références bibliographiques :** Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII<sup>e</sup> année, vol. I,

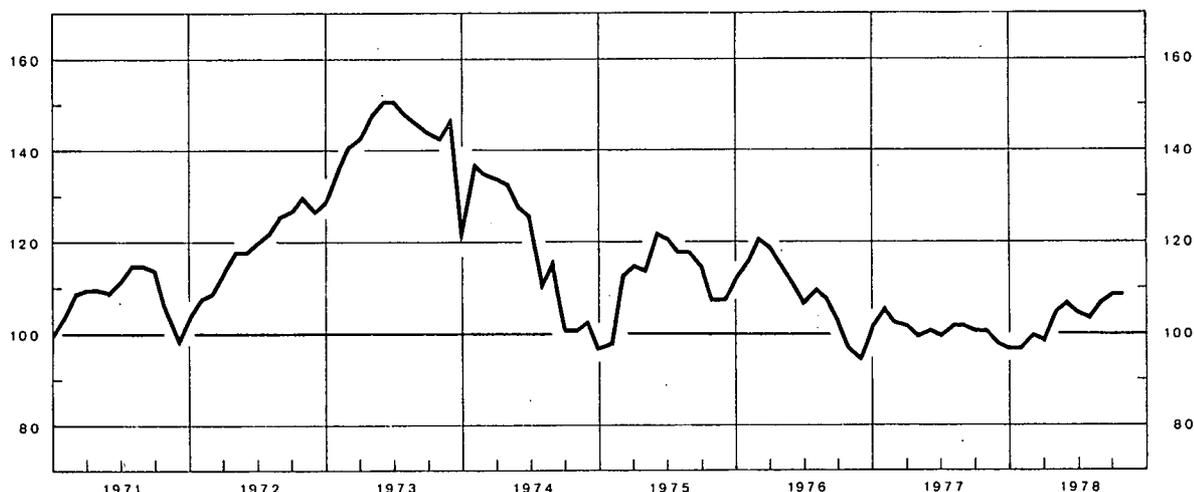
n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

# XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

## 1. — ACTIVITE BOUSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT

**Indices des cours des valeurs belges au comptant**

(Base 1970 = 100)



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges					Valeurs étrangères 5			
	Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1 2	Indices des cours 3			Taux de rendement des actions 4		Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles		Au comptant	A terme
		Ensemble	Sociétés industrielles						
(Base 1970 = 100)			(p.c.)		(Base 1970 = 100)				
1970 .....	-----	100	100	100	4,9	5,2	-----	100	100
1971 .....	-----	109	111	104	5,2	5,9	-----	104	102
1972 .....	-----	121	125	118	4,1	3,9	-----	113	110
1973 .....	-----	143	148	142	3,8	3,7	-----	117	111
1974 .....	105	118	119	122	5,3	5,4	80	98	96
1975 .....	100	114	114	115	5,8 <sup>6</sup>	5,8 <sup>6</sup>	105	100	96
1976 .....	102	109	105	107	5,5	4,9	128	102	97
1977 .....	89	101	97	92	5,9	5,4	77	92	89
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	88	106	102	105	5,5	4,4	100	102	96
4 <sup>e</sup> trimestre .....	99	98	94	94	5,6	4,8	92	89	85
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	91	103	99	97	5,5	4,8	90	93	90
2 <sup>e</sup> trimestre .....	101	100	97	94	5,8	5,1	84	92	89
3 <sup>e</sup> trimestre .....	78	102	97	92	6,0	5,6	66	93	89
4 <sup>e</sup> trimestre .....	85	98	94	85	6,2	6,0	68	91	87
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	76	99	94	82	6,2	6,1	51	86	81
2 <sup>e</sup> trimestre .....	109	106	101	90	6,0	5,8	75	92	87
3 <sup>e</sup> trimestre .....	88	107	101	96	5,9	5,6	89	104	97
1977 Octobre .....	80	101	97	89	6,1	5,8	74	95	91
Novembre .....	91	98	93	85	6,3	6,0	77	91	87
Décembre .....	84	97	92	83	6,3	6,1	54	90	84
1978 Janvier .....	76	97	92	82	6,3	6,1	51	88	83
Février .....	78	100	96	81	6,3	6,2	45	86	82
Mars .....	74	99	94	82	6,2	6,1	58	85	79
Avril .....	125	105	101	88	5,8	5,6	74	86	81
Mai .....	116	107	103	91	6,0	5,8	85	91	86
Juin .....	86	105	101	91	6,2	6,1	67	96	91
Juillet .....	75	104	99	91	6,0	5,8	75	95	89
Août .....	85	107	100	94	5,8	5,5	101	106	99
Septembre .....	104	109	103	100	5,8	5,4	91	109	103
Octobre .....	-----	109	103	100	6,1	5,9	-----	109	102

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

2 Obligations de sociétés et actions uniquement.

3 Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Chiffres annuels et trimestriels : moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois; chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois.

4 Source : Kreditbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

5 Y compris les valeurs zairoises.

6 Nouvelle série.

## XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantômes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

### A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

#### Banques <sup>4</sup>

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2

#### Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,1	3,8

#### Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3

#### Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2

#### Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
<b>Industrie alimentaire</b>									
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
<b>Industrie chimique</b>									
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
<b>Electricité</b>									
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
<b>Industrie du charbon</b>									
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
<b>Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6</sup></b>									
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,2	10,4

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>7</sup>**

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3

**C. — Total général <sup>6 7</sup>**

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,0	10,7

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

<sup>7</sup> Après déduction des doubles emplois.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup>**

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>**

1970 12 mois	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 12 mois	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973 1 <sup>er</sup> mois	193	3,8	2,6	0,6	0,2	0,2	0,6
2 premiers mois	441	16,7	14,4	3,8	0,4	1,6	1,3
3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	4,1	2,1
4 premiers mois	5.340	119,7	76,1	20,2	3,0	8,7	2,8
5 premiers mois	10.743	267,0	145,5	39,0	7,1	17,5	3,6
6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	25,5	4,3
7 premiers mois	15.031	380,2	217,5	56,2	9,6	26,2	5,2
8 premiers mois	15.307	391,1	232,3	57,2	9,7	26,7	5,7
9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	26,9	6,4
10 premiers mois	16.328	405,0	245,8	59,6	10,3	27,6	7,0
11 premiers mois	16.701	410,2	250,7	60,7	10,4	27,9	7,7
12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7

Notes : voir page suivante.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

1970 12 mois .....	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 12 mois .....	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 3 premiers mois .....	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois .....	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
9 premiers mois .....	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
12 mois .....	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 1 <sup>er</sup> mois .....	6	1,4	0,3	0,1	...	0,1	...
2 premiers mois .....	8	1,4	0,3	0,1	...	0,1	0,2
3 premiers mois .....	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
4 premiers mois .....	35	2,2	1,0	0,2	0,1	0,1	0,2
5 premiers mois .....	79	21,9	12,2	2,9	0,1	2,0	0,3
6 premiers mois .....	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
7 premiers mois .....	176	39,6	29,3	5,0	0,3	3,5	0,3
8 premiers mois .....	179	40,1	29,6	5,0	0,3	3,5	0,3
9 premiers mois .....	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
10 premiers mois .....	195	41,5	30,3	5,1	0,3	3,6	0,4
11 premiers mois .....	200	41,8	30,9	5,1	0,4	3,6	0,4
12 mois .....	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1970 12 mois .....	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 12 mois .....	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 3 premiers mois .....	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
6 premiers mois .....	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
9 premiers mois .....	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
12 mois .....	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 1 <sup>er</sup> mois .....	199	5,2	2,9	0,7	0,2	0,3	0,6
2 premiers mois .....	449	18,1	14,7	3,9	0,4	1,7	1,5
3 premiers mois .....	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
4 premiers mois .....	5.375	121,9	77,1	20,4	3,1	8,8	3,0
5 premiers mois .....	10.822	288,9	157,7	41,9	7,2	19,5	3,9
6 premiers mois .....	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
7 premiers mois .....	15.207	419,8	246,8	61,2	9,9	29,7	5,5
8 premiers mois .....	15.486	431,2	261,9	62,2	10,0	30,2	6,0
9 premiers mois .....	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
10 premiers mois .....	16.523	446,5	276,1	64,7	10,6	31,2	7,4
11 premiers mois .....	16.901	452,0	281,6	65,8	10,8	31,5	8,1
12 mois .....	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	p 36,6	39,1
1974	49,5	p 22,3	p 13,3	p 3,9	p 9,4	p 9,6	p 19,0	p 41,3	p 45,0

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	...	0,1	-0,1	...	-0,1	p 0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	p ...	p 0,1	p -0,1	p ...	p -0,1	p 0,1	p 0,1

**C. — Total général**

1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	p 36,8	39,3
1974	50,1	p 22,5	p 13,3	p 4,0	p 9,3	p 9,6	p 18,9	p 41,4	p 45,1

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

(Chiffres mensuels <sup>2</sup>)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).  
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (8)	Total (4)=(2)+(3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8)=(6)+(7)
1974 .....	49,5	19,5	p 9,3	p 28,8	0,6	0,2	p ...	p 0,2
1975 .....	39,6	17,7	p 24,7	p 42,4	...	...	...	...
1976 6 premiers mois ... p	20,9	9,6	2,4	12,0	1,2	...	...	...
9 premiers mois ... p	29,6	13,6	4,5	18,1	1,2	...	...	...
12 mois ..... p	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 3 premiers mois ... p	14,7	6,5	1,2	7,7	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	35,8	18,2	1,3	19,5	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	53,7	32,8	2,6	35,4	...	...	...	...
12 mois ..... p	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 3 premiers mois ... p	11,8	6,7	3,7	10,4	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	27,1	16,8	4,0	20,8	...	...	...	...
1977 Juillet ..... p	7,0	5,5	...	5,5	...	...	...	...
Août ..... p	6,1	6,7	...	6,7	...	...	...	...
Septembre ..... p	4,8	2,4	1,3	3,7	...	...	...	...
Octobre ..... p	5,8	3,9	0,6	4,5	...	...	...	...
Novembre ..... p	4,5	1,7	...	1,7	...	...	...	...
Décembre ..... p	27,9	12,1	5,2	17,3	...	...	...	...
1978 Janvier ..... p	3,6	2,9	2,0	4,9	...	...	...	...
Février ..... p	2,1	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Mars ..... p	6,1	2,5	1,7	4,2	...	...	...	...
Avril ..... p	4,3	2,9	0,2	3,1	...	...	...	...
Mai ..... p	6,6	4,9	...	4,9	...	...	...	...
Juin ..... p	4,4	2,3	0,1	2,4	...	...	...	...
Juillet ..... p	7,6	6,4	0,4	6,8	0,3	0,3	...	0,3

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (8), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine <sup>2</sup>  
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation <sup>4</sup> (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total <sup>3</sup> (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1970 .....	2,8	...	243,6	246,4	170,7	62,6	112,4	90,9	0,7	437,3	683,7	29,1
1971 .....	3,7	...	279,4	283,1	184,4	71,0	120,8	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972 <sup>5</sup> .....	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973 .....	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974 .....	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975 .....	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976 .....	1,7	0,4	614,5	616,6	313,2	129,0	233,3	220,0	1,8	897,3	1.513,9	69,6
1977 ..... p	1,6	0,3	725,7	727,6	345,9	153,9	263,2	247,3	1,6	1.011,9	1.739,5	85,3
1976 Mars .....	1,7	0,4	544,7	546,8	288,7	114,7	207,3	190,8	1,8	803,3	1.350,1	73,7
Juin .....	1,2	0,4	569,0	570,6	295,4	120,3	215,5	200,4	1,8	833,4	1.404,0	69,1
Septembre .	1,2	0,4	591,1	592,7	301,3	124,8	223,4	207,5	1,8	858,8	1.451,5	68,3
Décembre ..	1,7	0,4	614,5	616,6	313,2	129,0	233,3	220,0	1,8	897,3	1.513,9	69,6
1977 Mars .....	1,3	0,4	623,9	625,6	318,2	135,1	240,9	225,3	1,4	920,9	1.546,5	70,2
Juin .....	1,3	0,4	656,3	658,0	327,5	142,5	248,0	233,7	1,1	952,8	1.610,8	75,7
Septembre .	0,6	0,3	672,9	673,8	336,4	149,1	255,8	241,4	1,2	983,9	1.657,7	81,5
Décembre <sup>5</sup> p	1,6	0,3	725,7	727,6	345,9	153,9	263,2	247,3	1,6	1.011,9	1.739,5	85,3
1978 Mars ... p	1,1	0,3	711,8	713,2	355,5	159,6	272,2	254,1	1,2	1.042,6	1.755,8	89,9
Juin ... p	0,8	0,3	752,6	753,7	358,6	167,7	283,0	266,4	1,3	1.077,0	1.830,7	95,1

<sup>1</sup> Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

<sup>2</sup> Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

<sup>3</sup> Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

<sup>4</sup> Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1970 .....	4,9
1971 .....	5,6
1972 .....	7,4
1973 .....	10,1
1974 .....	10,4
1975 .....	9,7
1976 .....	14,7
1977 .....	16,2
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	14,3
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	14,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	15,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	16,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	18,3
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	18,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	19,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	19,8

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-*

1970. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI<sup>e</sup> année, tome I, n<sup>o</sup> 1, janvier 1970 et LIII<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 5, mai 1978. — *Indicos et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

**XVII - 8. — CREDITS <sup>1</sup> D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL <sup>2</sup> AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire <sup>3</sup> est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(milliards de francs)

	Encours ouverts		Encours utilisés	
	31 déc. 1976	31 déc. 1977	31 déc. 1976	31 déc. 1977
<b>Agriculture et commerce de gros des produits agricoles .....</b>	14,1	17,5	12,8	13,8
<b>Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries .....</b>	10,6	9,5	5,1	5,4
<b>Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :</b>				
Alimentation, boissons et tabac .....	99,5	116,3	56,0	62,0
Textile, habillement et cuir .....	66,0	72,1	38,6	40,9
Industrie chimique <sup>4</sup> .....	144,1	153,7	71,5	75,7
Métallurgie de base .....	138,1	149,6	91,9	101,0
Fabrications métalliques .....	230,6	254,0	118,6	132,5
Produits minéraux non métalliques et bois .....	66,1	71,9	41,0	46,1
Papier, carton et imprimerie .....	30,6	31,1	18,3	19,7
Pétrole .....	59,6	62,6	25,9	29,1
Diamant et orfèvrerie .....	19,7	26,0	13,5	18,1
Autres .....	1,4	1,5	0,9	1,1
<b>Construction et affaires immobilières. travaux de génie civil .....</b>	74,6	84,9	42,7	49,1
<b>Production et distribution d'énergie et d'eau .....</b>	31,8	31,9	20,9	21,3
<b>Autres services :</b>				
Commerce de gros non spécialisé .....	38,4	41,2	19,2	19,5
Commerce de détail .....	43,2	50,2	24,1	29,1
Transports, entrepôts et communications .....	55,2	65,9	40,0	43,5
Services financiers <sup>5</sup> .....	68,7	77,9	33,1	36,0
Autres services aux entreprises <sup>6</sup> .....	28,4	29,6	17,7	18,6
Autres services aux particuliers <sup>7</sup> .....	49,5	69,9	39,0	50,1
<b>Total ...</b>	<b>1.270,2</b>	<b>1.417,3</b>	<b>730,3</b>	<b>812,6</b>

<sup>1</sup> Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

<sup>2</sup> Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

<sup>3</sup> Est considéré comme tel, l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

<sup>4</sup> Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

<sup>5</sup> Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

<sup>6</sup> Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

<sup>7</sup> Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire <sup>1</sup> est un non-résident**

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(milliards de francs)

	Encours ouverts		Encours utilisés	
	31 déc. 1976	31 déc. 1977	31 déc. 1976	31 déc. 1977
<b>Communauté Economique Européenne</b> .....	95,8	120,2	53,8	65,0
Royaume-Uni .....	21,7	32,4	14,5	19,7
République Fédérale d'Allemagne .....	20,4	30,5	9,7	15,7
France .....	18,1	21,2	7,1	7,9
Pays-Bas .....	17,2	18,3	8,6	8,3
Italie .....	7,5	6,6	6,8	5,3
Luxembourg .....	5,3	5,0	2,7	2,8
Danemark .....	3,9	4,8	2,9	3,9
Irlande .....	1,7	1,4	1,0	1,4
<b>Autres pays d'Europe</b> .....	53,4	64,3	36,4	48,1
dont : Espagne .....	12,8	14,2	11,3	13,0
Suisse .....	12,6	13,6	3,6	5,9
Norvège .....	10,8	9,5	8,6	7,5
Suède .....	9,7	15,3	7,2	12,6
<b>Etats-Unis et Canada</b> .....	22,2	22,1	9,7	6,9
<b>Pays exportateurs de pétrole</b> .....	17,0	26,3	9,5	17,3
<b>Autres pays de l'Hémisphère occidental</b> .....	46,7	53,2	37,7	41,7
dont : Brésil .....	23,3	26,2	20,3	22,8
Mexique .....	10,3	11,6	8,2	9,5
<b>Autres pays d'Afrique</b> .....	28,4	33,6	19,4	22,1
dont : Afrique du Sud .....	8,7	7,2	7,3	6,0
République du Zaïre .....	7,5	6,9	4,4	5,3
<b>Australie et Nouvelle Zélande</b> .....	4,6	7,7	3,5	3,7
<b>Autres pays d'Asie</b> .....	5,8	9,1	3,1	5,3
<b>Total ...</b>	<b>273,9</b>	<b>336,5</b>	<b>172,6</b>	<b>210,3</b>

<sup>1</sup> Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.

*Note* : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR \*

(milliards de francs)

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1)+(2)+(3) ou (4) + (5)+(6)+(7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes <sup>2</sup> (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes <sup>3</sup> (7)	
1970 .....	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971 .....	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972 .....	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973 .....	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974 .....	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975 .....	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976 .....	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977 .....	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,9	0,1	3,2	4,1	3,6	1,8	0,7	10,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,3	1,3	3,6	4,9	0,6	4,2	1,5	11,2
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7,3	0,8	3,5	4,5	0,2	5,5	1,4	11,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,8	0,2	3,6	4,4	3,3	1,8	1,1	10,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,6	0,4	3,4	4,9	0,1	4,0	1,4	10,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7,4	2,5	4,0	5,2	1,0	6,3	1,4	13,9
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7,4	1,7	3,6	5,3	...	6,0	1,4	12,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,9	1,6	3,7	5,1	0,3	5,2	1,6	12,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,6	...	3,8	4,8	...	3,7	1,9	10,4
1977 Octobre .....	4,8	4,3	2,9	6,0	...	4,3	1,7	12,0
Novembre .....	11,4	3,3	3,3	3,9	...	12,5	1,6	18,0
Décembre .....	6,3	...	5,6	5,8	2,8	2,5	0,8	11,9
1978 Janvier .....	5,6	0,1	3,7	5,9	...	1,9	1,6	9,4
Février .....	9,3	2,9	3,9	4,2	...	10,5	1,4	16,1
Mars .....	7,4	2,2	3,4	5,8	...	6,2	1,0	13,0
Avril .....	6,5	3,3	3,1	5,7	0,2	5,1	1,9	12,9
Mai .....	7,5	1,4	4,2	4,5	0,4	6,5	1,7	13,1
Juin .....	6,8	...	3,9	5,1	0,2	4,2	1,2	10,7
Juillet .....	8,1	...	4,8	4,8	...	5,5	2,6	12,9
Août .....	5,6	0,1	2,8	5,0	0,1	1,8	1,6	8,5
Septembre .....	6,0	...	3,8	4,5	...	3,9	1,4	9,8
Octobre .....	5,8	...	2,9	4,6	...	1,4	2,7	8,7

\* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

<sup>1</sup> Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique et divers prêteurs « hors Protocole ».

<sup>3</sup> Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I. et le Crédit Communal de Belgique.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX  
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES <sup>1</sup>**

*(milliards de francs)*

Moyennes des encours à fin de mois <sup>2</sup>	Portefeuille logé				Total  (5) = (1) + (4)
	dans les banques de dépôts  (1)	à l'I.R.G. <sup>3</sup>  (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger  (3)	à la B.N.B. <sup>4</sup>  (4)	
1970 .....	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971 .....	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972 .....	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973 .....	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974 .....	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975 .....	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976 .....	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977 .....	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	192,8	2,4	29,5	43,3	268,0
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	196,2	7,2	35,1	28,3	266,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	210,4	2,5	37,6	25,7	276,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	203,0	3,7	38,0	32,3	277,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	193,8	6,3	41,4	42,4	283,9
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	209,6	5,0	42,8	39,7	297,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	214,2	6,6	45,9	33,2	299,9

<sup>1</sup> Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parastatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

<sup>2</sup> Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

<sup>3</sup> Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

<sup>4</sup> Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.



## XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

### 1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 1 ou certifiées 2 représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 3	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 3	Autres effets publics 4
Taux en vigueur au 31-12-1969 ...	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50
1970 22 octobre .....	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00
10 décembre .....	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50
1971 25 mars .....	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50
23 septembre .....	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00
1972 6 janvier .....	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50
3 février .....	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00
2 mars .....	4,00	5,00		5,00	
23 novembre .....	4,50	5,50		5,50	
21 décembre .....	5,00	6,00		6,00	
1973 10 mai .....	5,50	7,00		7,00	
5 juillet .....	6,00	7,50		7,50	
2 août .....	6,50	8,00		8,00	
4 octobre .....	7,00	8,50		8,50	
29 novembre .....	7,75	8,50		8,50	
1974 1 <sup>er</sup> février .....	8,75	9,50		9,50	
8 juillet .....	8,75	9,50		9,50	
1975 30 janvier .....	8,25	9,00		9,00	
13 mars .....	7,50	8,00		8,00	
24 avril .....	7,00	7,50		7,50	
29 mai .....		6,50		6,50	
21 août .....		6,00		6,00	
1976 18 mars .....		7,00		7,00	
23 juillet .....		8,00		8,00	
13 août .....		9,00		9,00	
1 <sup>er</sup> octobre .....		9,00		12,50	
20 octobre .....		9,00		12,00	
18 novembre .....		9,00		11,00	
9 décembre .....		9,00		10,00	
1977 6 janvier .....		8,00		8,00	
17 février .....		7,00		7,00	
5 mai .....		6,50		6,50	
23 juin .....		6,00		6,00	
2 décembre .....		7,00		7,00	
14 décembre .....		9,00		9,00	
1978 5 janvier .....		8,50		8,50	
19 janvier .....		7,50		7,50	
2 février .....		6,50		6,50	
16 mars .....		6,00		6,00	
30 mars .....		5,50		5,50	
27 juillet .....		6,00		6,00	
12 octobre .....		6,00		8,50	

1 Le visa a été supprimé le 1<sup>er</sup> avril 1974.

2 La procédure de certification a débuté le 1<sup>er</sup> juin 1970.

3 Quotité maximum : 95 p.c.

4 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.  
Quotité maximum : 80 p.c.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, du

23 juillet au 10 décembre 1976 et à partir du 12 octobre 1978, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE  
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE  
DE LA BANQUE NATIONALE  
DE BELGIQUE <sup>1</sup>**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1975 ...	—	6,50	1974 Juillet .....	9,05
1976 30 janvier .....	—	7,50	Août .....	9,11
11 février .....	—	8,00	Septembre .....	9,14
12 février .....	8,00	8,00	Octobre .....	9,07
19 février .....	7,50	8,00	Novembre .....	9,12
24 février .....	7,00	7,50	Décembre .....	9,18
15 mars .....	8,00	8,00	1975 Janvier .....	8,66
17 mars .....	9,00	9,00	Février .....	8,26
19 mars .....	9,00	10,00	Mars .....	7,54
21 avril .....	9,00	9,00	Avril .....	7,01
19 mai .....	8,00	8,00	Mai .....	6,51
14 juin .....	7,00	8,00	Juin .....	6,50
17 juin .....	—	8,00	Juillet .....	6,50
23 juillet .....	9,50	9,50	Août .....	6,00
30 juillet .....	10,00	10,00	Septembre .....	5,64
13 août .....	11,00	11,50	Octobre .....	6,00
27 août .....	11,00	13,00	Novembre .....	6,00
6 septembre .....	11,50	13,50	Décembre .....	5,73
1 <sup>er</sup> octobre .....	12,50	15,00	1976 Janvier .....	6,01
20 octobre .....	12,00	14,00	Février .....	6,05
26 octobre .....	12,00	13,00	Mars .....	7,80
2 novembre .....	11,00	12,00	Avril .....	7,67
18 novembre .....	10,50	12,00	Mai .....	7,19
9 décembre .....	10,00	11,00	Juin .....	7,09
17 décembre .....	10,00	10,50	Juillet .....	7,77
20 décembre .....	—	10,50	Août .....	10,16
1977 6 janvier .....	—	8,50	Septembre .....	10,42
17 février .....	—	7,25	Octobre .....	11,02
5 mai .....	—	6,75	Novembre .....	9,77
23 juin .....	—	6,25	Décembre .....	9,06
2 décembre .....	—	7,25	1977 Janvier .....	8,00
14 décembre .....	—	9,25	Février .....	7,00
1978 5 janvier .....	—	8,75	Mars .....	7,00
19 janvier .....	—	7,75	Avril .....	7,03
2 février .....	—	6,75	Mai .....	6,51
16 mars .....	—	6,25	Juin .....	6,03
30 mars .....	—	5,75	Juillet .....	6,00
27 juillet .....	—	6,25	Août .....	6,01
12 octobre .....	8,50	9,30	Septembre .....	6,01
13 octobre .....	8,50	9,55	Octobre .....	5,75
16 octobre .....	8,50	9,30	Novembre .....	6,00
17 octobre .....	8,50	9,45	Décembre .....	7,73
18 octobre .....	8,50	9,70	1978 Janvier .....	7,27
19 octobre .....	8,50	10,10	Février .....	6,46
20 octobre .....	8,50	10,30	Mars .....	5,51
23 octobre .....	8,50	10,35	Avril .....	5,50
24 octobre .....	8,50	10,25	Mai .....	5,50
25 octobre .....	8,50	10,40	Juin .....	5,50
26 octobre .....	8,50	11,05	Juillet .....	5,69
27 octobre .....	8,50	10,70	Août .....	5,95
2 novembre .....	8,50	10,25	Septembre .....	6,02
3 novembre .....	8,50	10,20	Octobre .....	7,00
6 novembre .....	8,50	9,95		
7 novembre .....	8,50	9,75		
8 novembre .....	8,50	9,45		
9 novembre .....	8,50	9,35		
10 novembre .....	8,50	9,25		
13 novembre .....	8,50	9,00		
14 novembre .....	8,50	8,85		
15 novembre .....	8,50	8,70		

<sup>1</sup> Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents

taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

## XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1969 .....	7,40	—	—	1969 .....	8,50	8,75	8,75
1970 .....	6,00 <sup>4</sup>	—	—	1970 .....	6,50	6,75	7,00
1971 Septembre 24 .....	4,30 <sup>4</sup>	—	—	1971 Septembre 24 .....	4,10	4,50	4,70
1971 .....	4,45 <sup>4</sup>	—	—	1971 .....	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14 .....	3,20 <sup>4</sup>	—	—	1972 Mars 27 .....	2,95	3,20	3,40
1972 .....	4,90 <sup>4</sup>	—	—	1972 .....	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6 .....	4,70 <sup>4</sup>	—	—	1973 Janvier 15 .....	5,90	5,90	5,90
1973 .....	7,65	—	—	Avril 9 .....	4,90	5,20	5,40
1974 .....	8,65	10,00	—	1973 .....	9,50	9,50	9,50
1975 .....	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8 .....	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13 .....	5,90	8,10	—	1974 .....	10,00	10,50	10,90
Mars 5 .....		6,75	—	1975 .....	*	5,70	5,80
Mars .....	6,90	9,10	6,70	1976 Février 12 .....	*	8,10	8,10
Juin .....	6,90	6,90	6,70	Mars 4 .....	7,00	7,00	7,00
Septembre .....	8,90	11,75	8,75	Mars .....	*	11,25	*
Octobre 4 .....		13,50	—	Juin .....	8,25	8,60	8,80
Décembre .....	8,90	—	8,75	Septembre .....	13,40	13,40	13,10
1977 Mars .....	6,75	—	6,75	Octobre 15 .....	15,55	*	15,00
Juin .....	5,75	—	5,75	Décembre .....	9,60	9,65	9,65
Septembre .....	5,75	—	5,75	1977 Mars .....	6,50	6,80	7,00
Octobre .....	5,55	—	5,55	Juin .....	6,00	6,25	6,35
Novembre .....	5,55	—	5,55	Septembre .....	5,70	5,80	5,90
Décembre .....	8,75	—	8,75	Octobre .....	5,60	5,70	5,80
1978 Janvier .....	7,25	—	7,25	Novembre 15 .....	6,50	6,75	6,75
Février .....	6,25	—	6,25	Novembre .....	5,40	5,70	5,90
Mars .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	Décembre .....	9,50	9,50	9,50
Avril .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	1978 Janvier .....	7,30	7,30	7,50
Mai .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	Février .....	6,40	6,50	6,60
Juin .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	Mars .....	5,15	5,35	5,60
Juillet .....	5,75 <sup>5</sup>	—	5,75	Avril .....	5,15	5,30	5,50
Août .....	5,75 <sup>5</sup>	—	5,75	Mai .....	5,15	5,30	5,50
Septembre .....	5,75 <sup>5</sup>	—	5,75	Juin .....	5,10	5,30	5,50
Octobre .....	5,90	8,50	5,90	Juillet .....	5,60	5,90	6,10
				Août .....	6,40	6,60	6,80
				Septembre .....	6,65	6,85	7,00
				Octobre .....	10,20	10,20	10,10

<sup>1</sup> Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

<sup>2</sup> Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

<sup>3</sup> Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

<sup>4</sup> Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

<sup>5</sup> Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

\* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT  
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE  
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Période	Moyennes 1	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats du Fonds des Rentes 3 (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
		1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois
		(fin de période)			6	6				
1970 .....	6,25									
1971 .....	3,70									
1972 .....	2,48									
1973 .....	4,81									
1974 .....	9,25									
1975 .....	4,63									
1976 .....	8,38									
1977 .....	5,58									
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	10,41									
4 <sup>e</sup> trimestre .....	10,15									
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,07									
2 <sup>e</sup> trimestre .....	5,97									
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4,75									
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5,04									
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5,32									
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3,89									
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4,54									
1977 Octobre .....	4,75									
Novembre .....	3,42									
Décembre .....	7,16									
1978 Janvier .....	7,56									
Février .....	4,12									
Mars .....	4,64									
Avril .....	4,04									
Mai .....	3,63									
Juin .....	4,06									
Juillet .....	3,85									
Août .....	5,06									
Septembre .....	4,93									
Octobre .....	7,41									
1969 .....		7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 .....		6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971 .....		4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972 .....		3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973 .....		7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974 .....		10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 10 déc.	*	*	*
1975 .....		5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 déc.	6,75	*	*
1976 .....		10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 sept.	*	*	*
1977 .....		8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	14 déc.	10,75	*	10,50
1976 3 <sup>e</sup> trim.	13,00	13,00	13,00	13,25	10,91		1977 8 mars	8,00	8,25	8,50
4 <sup>e</sup> trim.	10,00	10,00	10,00	10,50	12,69		14 juin	7,65	7,75	8,00
1977 1 <sup>er</sup> trim.	6,75	7,00	7,25	7,75	8,35		13 sept.	6,75	7,00	7,25
2 <sup>e</sup> trim.	6,25	6,50	6,75	7,00	7,51		11 oct.	6,75	*	*
3 <sup>e</sup> trim.	5,75	6,00	6,25	6,25	6,62		8 nov.	6,75	*	*
4 <sup>e</sup> trim.	8,75	9,00	9,25	9,50	7,06		13 dec.	7,75	*	*
1978 1 <sup>er</sup> trim.	5,25	5,50	5,75	6,50	7,69		1978 10 janv.	9,00	*	*
2 <sup>e</sup> trim.	5,25	5,50	5,75	6,00	5,84		14 févr.	7,25	*	7,75
3 <sup>e</sup> trim.	7,00	7,25	7,50	7,50	6,78		14 mars	7,25	7,50	7,75
1977 Oct. ...	5,75	6,00	6,25	6,25	6,25		11 avril	6,00	*	6,75
Nov. ...	5,50	5,75	6,00	6,25	6,25		9 mai	6,00	6,25	*
Déc. ...	8,75	9,00	9,25	9,50	8,80		13 juin	6,25	*	*
1978 Janv. ...	7,60	7,65	7,75	8,00	8,32		11 juill.	6,50	*	*
Févr. ...	6,50	6,50	6,75	7,00	7,00		8 août	*	*	*
Mars ...	5,25	5,50	5,75	6,50	6,84		12 sept.	7,40	7,55	7,70
Avril ...	5,25	5,40	5,60	5,75	5,75		10 oct.	7,90	*	8,00
Mai ...	5,25	5,40	5,60	5,75	5,75		14 nov.	8,50	8,50	*
Juin ...	5,25	5,50	5,75	6,00	5,95					
Juillet ...	5,90	6,15	6,35	6,25	6,25					
Août ...	6,75	6,90	7,00	7,10	7,12					
Sept. ...	7,00	7,25	7,50	7,50	7,27					
Oct. ...	10,25	10,25	10,00	9,75	9,34					

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.  
 2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1961 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8233).  
 3 Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains parasétatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.  
 4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.  
 5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.  
 6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).  
 \* Pas d'adjudication.

**XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES <sup>1</sup>**

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis <sup>2</sup>	terme <sup>2</sup>			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1973 .....	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février .....	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril .....	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai .....	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 <sup>er</sup> juillet .....	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre .....	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre .....	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février .....	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février .....	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars .....	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 <sup>er</sup> avril .....	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai .....	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin .....	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre .....	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier .....	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril .....	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août .....	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre .....	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier .....	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 <sup>er</sup> mars .....	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin .....	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet .....	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre .....	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril .....	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25

<sup>1</sup> Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.  
<sup>2</sup> Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES  
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 <sup>re</sup> tranche <sup>1</sup>		2 <sup>e</sup> tranche <sup>2</sup>	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>
Taux en vigueur au 31-12-1973 .....	4,00	0,75	3,00	0,75
1974 1 <sup>er</sup> janvier .....	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février .....	4,50	0,75	3,50	0,75
1 <sup>er</sup> juin .....	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre <sup>4</sup> .....	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 <sup>er</sup> janvier .....	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars .....	4,75	1,25	3,75	1,25
1 <sup>er</sup> mai .....	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin .....	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre .....	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 <sup>er</sup> janvier .....	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril .....	3,75	1,25	2,75	1,25

<sup>1</sup> Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.  
<sup>2</sup> Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.  
<sup>3</sup> La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

<sup>4</sup> Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES <sup>1</sup>**

Emprunts émis après le 1<sup>er</sup> décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1970 .....	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971 .....	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972 .....	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973 .....	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974 .....	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975 .....	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976 .....	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977 .....	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1976 Avril .....	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Juillet .....	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Octobre .....	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
1977 Janvier .....	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
Avril .....	9,14	9,04	9,06	9,21	10,82	9,11
Juillet .....	8,77	8,52	8,61	8,98	10,13	8,72
Octobre .....	8,65	8,42	8,42	8,75	9,56	8,53
Novembre .....	8,59	8,42	8,39	8,80	9,63	8,52
Décembre .....	8,66	8,43	8,42	8,79	9,97	8,54
1978 Janvier .....	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Février .....	8,79	8,63	8,71	8,90	9,69	8,75
Mars .....	8,66	8,51	8,54	8,72	9,50	8,60
Avril .....	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26	8,33
Mai .....	8,19	8,19	8,25	8,46	9,08	8,27
Juin .....	8,24	8,22	8,22	8,46	9,23	8,26
Juillet .....	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16	8,29
Août .....	8,40	8,22	8,25	8,51	9,34	8,33
Septembre .....	8,64	8,47	8,45	8,78	9,59	8,56
Octobre .....	8,63	8,40	8,40	8,77	9,68	8,54
Novembre .....	8,77	8,53	8,62	8,96	9,79	8,70

<sup>1</sup> Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS  
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>
Taux en vigueur au 31-12-1969 .....	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre .	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars .....	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin .....	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 <sup>er</sup> septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février .....	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai .....	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février .....	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars .....	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril .....	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin .....	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ....	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril .....	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin .....	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août .....	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre .	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril .....	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50

<sup>1</sup> Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1975 .		3,50		6,00		8,00		11,25		9,00		4,50		9,00		3,00
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars .....							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril .....							23	10,50								
Mai .....							21	11,50								
Juin .....											1	4,50			8	2,00
Juin .....											18	5,00				
Juillet .....					22	9,50										
Août .....											2	5,50				
Août .....											16	6,50				
Août .....											20	7,00				
Septembre .					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre .			22	5,25			19	14,75			29	6,00	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		
Décembre ..							24	14,25								
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars .....							10	11,00								
Mars .....							18	10,50								
Mars .....							31	9,50								
Avril .....							7	9,25								
Avril .....							15	9,00			18	4,50				
Avril .....							22	8,75								
Avril .....							29	8,25								
Mai .....							13	8,00			6	3,50	9	7,50		
Juin .....									13	16,00						
Juillet ...															15	1,50
Août .....							5	7,50								
Août .....			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre .							16	6,00								
Octobre ...							7	5,50								
Octobre ...			26	6,00			14	5,00								
Novembre .							25	7,00			11	4,50				
Décembre ..	16	3,00														
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50								
Février ...															27	1,00
Mars .....													9	8,00		
Avril .....							11	7,50			17	4,00	4	8,50		
Mai .....			11	7,00			5	8,75								
Mai .....							12	9,00								
Juin .....							8	10,00								
Juillet ...			3	7,25							26	4,50	26	9,00		
Août .....			21	7,75												
Septembre .			22	8,00												
Octobre ...			16	8,50					4	13,50	26	5,50	12	9,50		
Octobre ...			31	9,50							13	6,50 <sup>6</sup>	16	10,25		
Novembre ..							9	12,50								

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au rachat à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au rachat pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 7,00 p.c.

## XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 8 septembre	1978 7 septembre	1977 6 octobre	1978 5 octobre
<b>ACTIF</b>								
Or et créances sur l'étranger .....	42.896	100.098	92.854	110.255	104.409	122.691	104.671	122.724
Or .....	35.230	63.168	63.661	78.842	73.125	83.619	73.125	83.619
Disponibilités à vue à l'étranger .....	35.230	31.898	20.176	20.600	21.197	31.611	21.486	32.639
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes <sup>1 2</sup> .....	7.324	4.856	8.973	10.813	10.087	7.461	10.060	6.466
Annuités de prêt de la B.I.R.D. ....	342	176	44	—	—	—	—	—
Créances sur le Trésor .....	6.944	10.697	13.382	12.189	19.450	22.558	20.715	22.597
Monnaies divisionnaires .....	110	71	171	17	36	273	296	363
Comptes courants postaux .....	134	43	487	521	175	217	274	209
Concours au Trésor Public <sup>3</sup> .....	6.700	9.650	11.495	10.050	17.854	20.240	18.724	20.165
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. <sup>4</sup> .....	—	933	1.229	1.601	1.385	1.828	1.421	1.860
Créances provenant d'opérations de refi- nancement .....	111.710	68.745	80.872	84.059	68.330	66.935	65.526	64.165
Effets escomptés <sup>5</sup> .....	14.032	18.262	26.059	34.086	30.941	38.911	32.151	39.792
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations <sup>5</sup> .....	81.785	38.035	36.926	29.601	31.815	21.709	27.305	14.514
Avances sur titres .....	58	40	46	48	56	50	51	53
Effets en cours de recouvrement .....	15.835	12.408	17.841	20.324	5.518	6.265	6.019	9.806
Divers .....	2.600	3.304	4.165	3.958	3.129	3.425	4.266	3.588
Total ...	<b>164.150</b>	<b>182.844</b>	<b>191.273</b>	<b>210.461</b>	<b>195.318</b>	<b>215.609</b>	<b>195.178</b>	<b>213.074</b>

## PASSIF

Billets en circulation .....	96.955	106.742	115.405	121.002	118.221	126.879	119.404	127.513
Comptes créditeurs extérieurs .....	5.270	6.814	7.522	5.090	5.114	5.503	5.085	5.648
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères .....	1.195	922	513	792	719	1.397	690	1.542
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux .....	2.694	2.540	2.794	2.773	2.780	2.721	2.780	2.721
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères .....	1.381	3.352	4.215	1.525	1.615	1.385	1.615	1.385
Compte courant du Trésor public .....	3.022	4.719	1	5.252	1	...	...	1
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers .....	47.720	12.767	15.435	12.154	12.795	13.294	10.792	7.790
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue .....	44.801	10.175	12.783	9.862	10.960	11.489	8.935	5.806
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue .....	2.919	2.592	2.652	2.292	1.835	1.805	1.857	1.984
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or .....	—	43.553	43.997	59.053	53.399	63.831	53.399	63.831
Capital et fonds de réserve .....	1.021	1.243	1.368	1.444	1.444	1.538	1.444	1.538
Divers .....	10.162	7.006	7.545	6.466	4.344	4.564	5.054	6.753
Total ...	<b>164.150</b>	<b>182.844</b>	<b>191.273</b>	<b>210.461</b>	<b>195.318</b>	<b>215.609</b>	<b>195.178</b>	<b>213.074</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

2 Concours au Fonds Monétaire .....	2.487	3.348	4.945	4.312	4.601	2.913	4.601	2.838
Acquisition de droits de tirage spéciaux ..	1.123	1.280	1.806	1.335	1.338	1.329	1.338	1.329
Autres opérations .....	3.714	228	2.722	5.166	4.148	3.219	4.121	2.209

<sup>3</sup> Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

Montant maximum du concours au Trésor public .....	23.400	26.350	21.350	20.050	20.050	22.140	20.050	22.140
dont : non rémunérés .....	13.400	16.350	11.350	10.050	10.050	12.140	10.050	12.140

<sup>4</sup> Loi du 27 décembre 1974.

<sup>5</sup> Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics .....	2.682	20.328	26.812	16.960	10.828	18.251	15.305	14.183
Obligations .....	21	15	14	9	12	4	12	4
Bons à moyen terme .....	5.037	690	1.203	1.771	470	282	876	175
Crédits à moyen terme .....	21.957	22.208	29.284	31.951	32.733	39.076	33.230	39.944
— Prêts spéciaux à la construction ..	90	26	68	68	68	63	68	63
— Crédits à l'exportation .....	14.033	18.262	26.059	31.086	30.942	38.911	32.151	39.792
— Autres crédits .....	10.834	3.920	3.156	797	1.723	102	1.017	89
Crédits à court terme .....	63.120	13.047	5.673	9.906	18.707	8.007	10.027	—
— Crédits à l'exportation .....	11.401	4.005	1.542	5.131	6.336	2.211	4.062	—
— Autres crédits .....	51.719	9.042	4.131	4.865	12.371	5.796	5.965	—

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1974 February 28	1975 February 28	1976 February 29	1977 February 28	1977 September 7	1978 September 6	1977 October 5	1978 October 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

**ISSUE DEPARTMENT**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	3.513	4.625	5.234	5.540	6.355	7.594	6.347	7.472
Other Securities .....	1.076	739	805	1.224	1.009	920	942	1.042
<b>Total ...</b>	<b>4.600</b>	<b>5.375</b>	<b>6.050</b>	<b>6.775</b>	<b>7.375</b>	<b>8.525</b>	<b>7.300</b>	<b>8.525</b>

Notes Issued :

In Circulation .....	4.573	5.355	6.042	6.758	7.349	8.506	7.294	8.511
In Banking Department .....	27	20	8	17	26	19	6	14
<b>Total ...</b>	<b>4.600</b>	<b>5.375</b>	<b>6.050</b>	<b>6.775</b>	<b>7.375</b>	<b>8.525</b>	<b>7.300</b>	<b>8.525</b>

**BANKING DEPARTMENT**

Government Securities .....	1.645	1.017	1.243	833	1.375	838	1.398	1.678
Advances and Other Accounts .....	155	452	274	641	400	203	362	202
Premises, Equipment and Other Securities	188	132	157	257	153	201	153	168
Notes .....	27	20	8	17	26	19	6	14
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>2.015</b>	<b>1.621</b>	<b>1.682</b>	<b>1.748</b>	<b>1.954</b>	<b>1.261</b>	<b>1.919</b>	<b>2.062</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits .....	82	64	85	112	18	21	27	30
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	1.368	936	980	712	1.092	235	1.110	1.063
Bankers Deposits .....	250	217	228	372	288	319	228	293
Reserves and Other Accounts .....	300	389	374	537	541	671	539	661
<b>Total ...</b>	<b>2.015</b>	<b>1.621</b>	<b>1.682</b>	<b>1.748</b>	<b>1.954</b>	<b>1.261</b>	<b>1.919</b>	<b>2.062</b>

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1974 December 31	1975 December 31	1976 December 31	1977 December 31	1978 September 7	1977 September 6	1977 October 5	1978 October 4
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	11.652	11.599	11.598	11.718	11.595	11.679	11.595	11.668
Special Drawing Rights certificate account .....	400	500	1.200	1.250	1.200	1.300	1.200	1.300
Coin .....	240	347	364	282	281	267	297	282
Discounts and advances .....	298	229	25	265	359	785	468	1.506
Acceptances :								
Bought outright .....	579	741	196	...	4	...	4	...
Held under repurchase agreement .....	430	385	795	954	146	...	84	216
Federal agency obligations :								
Bought outright .....	4.702	6.072	6.794	8.004	7.329	7.972	7.329	7.941
Held under repurchase agreement .....	511	118	278	451	41	...	132	79
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	36.765	37.207	38.571	41.561	37.964	41.450	40.385	46.802
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes .....	40.009	43.989	47.972	50.509	48.963	53.229	49.856	53.859
Bonds .....	3.284	5.521	6.725	8.848	8.373	11.496	8.501	11.617
Total bought outright ...	80.058	86.717	93.268	100.918	95.300	106.175	98.742	112.278
Held under repurchase agreement .....	443	1.217	3.753	1.901	814	...	1.262	182
Total U.S. Government securities ...	80.501	87.934	97.021	102.819	96.114	106.175	100.004	112.460
Total loans and securities .....	87.011	95.479	105.109	112.493	103.993	114.932	108.021	122.202
Cash items in process of collection .....	8.312	9.210	7.835	9.617	11.563	11.993	11.078	13.470
Bank premises .....	263	319	363	378	376	394	379	393
Operating equipment .....	—	13	25	—	—	—	—	—
Other assets .....	2.932	2.980	2.790	2.064	2.307	3.553	2.339	2.173
Total assets ...	<b>110.810</b>	<b>120.447</b>	<b>129.284</b>	<b>137.802</b>	<b>131.315</b>	<b>144.118</b>	<b>134.909</b>	<b>151.488</b>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	70.916	77.159	83.727	93.153	88.264	97.490	88.234	97.452
Deposits :								
Member bank reserves .....	25.825	26.097	25.158	26.870	28.257	25.694	29.293	30.305
U.S. Treasurer - general account .....	3.113	7.285	10.393	7.114	3.989	7.414	6.521	12.162
Foreign .....	418	353	352	379	324	301	298	272
Other .....	1.275	1.090	1.357	1.187	616	1.566	561	545
Total deposits :	30.631	34.825	37.260	35.550	33.186	34.975	36.773	43.284
Deferred availability cash items .....	6.328	5.495	5.234	5.807	6.527	8.009	6.674	6.848
Other liabilities and accrued dividends ...	1.141	1.110	1.097	1.234	1.091	1.396	1.100	1.670
Total liabilities ...	<b>109.016</b>	<b>118.589</b>	<b>127.318</b>	<b>135.744</b>	<b>129.068</b>	<b>141.870</b>	<b>132.781</b>	<b>149.254</b>
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	897	929	983	1.029	1.013	1.059	1.016	1.061
Surplus .....	897	929	983	1.029	983	1.029	983	1.029
Other capital accounts .....	...	...	...	...	251	160	129	144
Total liabilities and capital accounts ...	<b>110.810</b>	<b>120.447</b>	<b>129.284</b>	<b>137.802</b>	<b>131.315</b>	<b>144.118</b>	<b>134.909</b>	<b>151.488</b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	981	...	...	...	...	...	...	...

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.



**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1974 dicembre	1975 dicembre	1976 dicembre	1977 dicembre	1977 maggio	1978 maggio	1977 giugno	1978 giugno
<b>ATTIVO</b>								
Oro .....	1.804	1.804	6.429	7.697	7.105	8.604	6.982	8.601
Cassa <sup>1</sup> .....	107	255	441	333	182	433	248	348
Portafoglio .....	156	13	17	23	22	27	23	35
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. <sup>2</sup> .....	1.178	1.216	1.259	1.309	1.277	1.326	1.292	1.344
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	3.058	769	1.018	988	749	680	1.602	980
Attività verso l'estero in valuta .....	6	3	4	13	4	7	11	24
Ufficio italiano dei cambi .....	7.696	9.538	9.744	13.222	9.954	13.985	11.234	15.245
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	10.677	18.226	28.027	25.435	25.055	24.978	23.651	24.899
Certificati di credito del Tesoro .....	1.748	40	17	432	95	245	721	222
Investimento fondi di riserva e fondi diversi <sup>5</sup> .....	556	682	825	985	841	994	842	995
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	339	339	339	...	...	...	...	...
C/c servizio tesoreria .....	2.962	3.522	5.216	4.796	6.616	5.660	6.207	6.581
Servizi diversi per conto dello Stato .....	747	64	92	71	70	70	105	105
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie .....	317	515	1.240	3.500	1.147	3.145	3.516	3.951
Spese .....	508	1.061	1.808	...	89	92	1.093	1.314
<b>Totale attivo ...</b>	<b>31.859</b>	<b>38.047</b>	<b>56.476</b>	<b>58.804</b>	<b>53.206</b>	<b>60.246</b>	<b>57.527</b>	<b>64.644</b>

**PASSIVO**

Circolazione dei biglietti <sup>6</sup> .....	11.190	12.921	14.590	16.508	13.925	15.883	14.366	16.499
Vaglia cambiari e altri debiti a vista <sup>7</sup> ...	178	134	89	106	90	91	94	124
Conti correnti liberi <sup>8</sup> .....	547	2.040	718	876	196	448	795	303
Conti correnti vincolati .....	6.639	11.682	16.748	20.412	19.026	23.565	19.221	23.866
Conti speciali .....	1.748	51	50	867	121	548	1.070	497
Conti dell'estero in lire e valuta <sup>9</sup> .....	7.743	7.825	9.439	7.737	9.487	6.964	9.594	6.843
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	165	...	42	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	171	116	917	611	118	192	232	1.621
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	91	145	130	412	27	24	140	845
Fondi accantonati .....	845	1.179	6.342	7.895	7.019	8.804	6.900	8.807
Partite varie .....	1.955	758	5.438	3.180	2.951	3.446	3.854	3.723
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	37	49	60	74	69	84	71	87
Fondo di riserva straordinario .....	37	47	60	76	69	86	71	88
Rendite .....	543	1.100	1.853	50	108	111	1.119	1.341
Utile netto da ripartire .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>31.859</b>	<b>38.047</b>	<b>56.476</b>	<b>58.804</b>	<b>53.206</b>	<b>60.246</b>	<b>57.527</b>	<b>64.644</b>

Depositanti di titoli e valori .....	20.708	18.222	86.119	31.382	191.011	33.718	429.196	35.492
1 Di cui : biglietti e monete di Stato .....	24	22	35	28	26	39	27	36
2 » aziende di credito .....	734	757	784	815	794	824	805	837
» istituti speciali .....	444	459	475	494	483	502	487	507
3 » aziende di credito .....	1.953	746	1.011	699	747	676	1.179	976
» istituti speciali .....	10	18	7	10	1	4	6	4
» altri .....	1	...	...	...	...	...	...	...
» anticipazioni a scadenza fissa .....	1.094	5	...	279	...	...	417	...
4 » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bliguz. p/c Tesoro } a breve ... » altri .....	6.162	9.915	17.648	8.066	13.689	4.440	10.697	3.674
» titoli di stato e oblig. p/c Tesoro ...	4.072	7.971	10.056	17.068	11.049	20.237	12.636	20.943
5 » titoli di stato e oblig. p/c Tesoro ...	325	443	535	701	544	684	544	684
6 » biglietti presso il Tesoro .....	11	13	15	16	n.d.	16	n.d.	...
7 » vaglia cambiari .....	57	75	89	106	88	91	94	124
8 » aziende di credito .....	491	1.380	293	850	179	420	139	248
» istituti speciali .....	43	638	399	15	9	4	641	29
9 » depositi in valuta vincolati a fronte di » prestiti esteri di : aziende di credito » istituti speciali	338	239	306	283	288	282	288	278
» altri enti non statali	3.747	3.241	3.839	3.310	3.686	3.081	3.665	3.038
» altri enti non statali	97	102	88	...	44	...	44	...

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1977 31. Dez.	1977 7. Sept.	1978 7. Sept.	1977 7. Oktober	1978 7. Oktober
<b>AKTIVA</b>								
Währungsreserven .....	71.805	74.614	76.656	80.970	78.002	90.361	78.209	95.538
Gold .....	14.002	14.002	14.002	14.065	14.034	14.065	14.034	14.065
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte .....	8.055	9.309	10.650	8.595	10.130	6.884	9.429	6.803
Devisen und Sorten .....	49.748	51.303	52.004	58.310	53.838	69.412	54.746	74.670
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland .....	11.636	11.804	11.848	9.256	10.598	5.339	10.589	4.792
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	15.516	8.521	19.517	19.588	21.570	22.842	19.268	22.779
Inlandswechsel .....	12.305	5.910	12.185	12.400	13.852	20.569	14.153	20.863
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	5.861	...	3.468	...
Auslandswechsel .....	877	903	1.223	1.629	1.657	1.902	1.508	1.724
Lombardforderungen .....	2.334	1.703	6.109	5.559	200	371	139	192
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .....	9.915	9.044	10.479	9.588	11.052	8.770	10.319	8.685
Kassenkredite (Buchkredite) .....	1.232	361	1.796	905	2.369	86	1.636	2
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung .....	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.684	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere .....	469	7.953	1.419	693	731	4.729	705	4.438
Deutsche Scheidemünzen .....	423	946	720	810	793	723	792	723
Postcheckguthaben .....	647	358	271	999	181	170	171	169
Sonstige Aktiva .....	7.115	8.139	4.546	6.518	4.729	4.633	4.704	4.761
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstiger Fremd- währungsposition .....	14.004	8.931	7.489	10.925	3.045	6.598	3.045	6.598
Ingesamt ...	<b>131.530</b>	<b>130.310</b>	<b>132.945</b>	<b>139.347</b>	<b>130.701</b>	<b>144.165</b>	<b>127.802</b>	<b>148.483</b>

**PASSIVA**

Banknotenumlauf .....	50.273	55.143	59.038	65.567	62.211	70.626	62.726	71.167
Einlagen von Kreditinstituten .....	46.504	44.591	51.298	52.491	48.076	44.851	42.833	43.587
auf Girokonten .....	46.483	44.563	51.270	52.464	48.047	44.821	42.805	43.557
sonstige .....	21	28	28	27	29	30	28	30
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	11.742	8.256	2.939	2.120	4.051	8.315	6.163	13.716
Bund .....	139	2.291	272	296	180	3.786	235	6.626
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen .....	163	358	304	150	514	417	647	364
Länder .....	643	2.106	2.094	1.630	3.309	4.067	5.257	6.698
Andere öffentliche Einleger .....	44	46	59	44	48	45	24	28
Sondereinlagen .....	10.753	3.455	210	—	—	—	—	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern .....	2.739	2.502	2.588	3.905	2.315	2.573	1.757	1.930
Bundesbahn .....	5	5	4	7	5	4	5	4
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter) .....	2.227	1.962	2.070	3.419	1.821	2.051	1.268	1.391
Sonstiger Einleger .....	507	535	514	479	489	518	484	535
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	127	256	58	—	411	—	—	—
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren .....	8.867	4.173	6.476	5.366	5.792	8.891	6.241	8.973
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft .....	1.284	840	1.097	489	607	1.464	510	1.267
Einlagen ausländischer Einleger .....	1.268	828	779	475	590	1.447	434	1.257
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	306	...	...	...	55	...
Sonstige .....	16	12	12	14	17	17	21	10
Ausgleichsposten für zugeweilte Sonder- ziehungsrechte .....	1.600	1.665	1.489	1.387	1.489	1.387	1.489	1.387
Rückstellungen .....	1.485	1.670	1.835	1.885	1.885	1.945	1.885	1.945
Sonstige Passiva .....	5.690	9.995	4.738	4.748	2.475	2.724	2.809	3.122
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	929	929	1.099	1.099	1.099	1.099	1.099	1.099
Ingesamt ...	<b>131.530</b>	<b>130.310</b>	<b>132.945</b>	<b>139.347</b>	<b>130.701</b>	<b>144.165</b>	<b>127.802</b>	<b>148.483</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 7 septembre	1978 7 septembre	1977 7 octobre	1978 6 octobre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	11.893	11.893	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises .....	11.571	14.706	20.426	20.514	12.800	20.579	13.069	24.472
Bons du Trésor étrangers en fr. s. ....	5.403	5.403	5.222	3.949	4.422	2.698	4.334	2.558
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change .....	2.210	1.712	926	1.252	361	273	344	262
Bons du Trésor de la Confédération ...	484	227	375	267	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	700	200	157	198	30	19	22	7
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	...	...	...	1	...	1
autres .....	92	3	64	559	606	317	606	317
Correspondants en Suisse .....	167	136	160	172	28	20	43	43
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	622	622	—	—	—	—	—	—
Autres postes de l'actif .....	94	64	65	106	82	115	84	118
Total ...	<b>33.236</b>	<b>34.966</b>	<b>39.299</b>	<b>38.921</b>	<b>30.233</b>	<b>35.926</b>	<b>30.406</b>	<b>39.682</b>
<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	66	67	68	69	69	70	69	70
Billets en circulation .....	19.436	19.128	19.731	20.397	18.383	19.384	18.512	19.629
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie .....	9.505	11.479	12.644	13.623	6.209	7.541	6.484	11.146
Autres engagements à vue .....	862	1.817	4.005	2.707	2.480	3.716	2.155	3.543
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger .....	348	165	246	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation .....	247	380	955	772	1.094	3.396	1.089	3.406
Comptes spéciaux <sup>1</sup> .....	986	...	...	...	...	...	...	...
Autres postes du passif .....	1.786	1.930	1.650	1.353	1.998	1.819	2.097	1.888
Total ...	<b>33.236</b>	<b>34.966</b>	<b>39.299</b>	<b>38.921</b>	<b>30.233</b>	<b>35.926</b>	<b>30.406</b>	<b>39.682</b>

<sup>1</sup> Dépassement du taux d'accroissement des crédits.

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX**  
**Situation en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

**Actif**

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 31 août	1978 31 août	1977 30 septembre	1978 30 septembre
<b>I. Or</b> .....	3.876	5.045	4.660	4.870	4.686	4.832
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b> ...	72	98	49	48	46	55
<b>III. Bons du Trésor</b> .....	105	280	253	285	254	909
<b>IV. Dépôts à terme et avances</b> .....	39.252	50.625	47.800	51.931	48.151	53.936
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	45	...	35	...	35	...
b) à plus de 3 mois .....	35	...	...	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	30.940	35.667	32.108	30.894	31.932	31.804
b) à plus de 3 mois .....	8.232	14.958	15.657	21.037	16.184	22.132
<b>V. Titres à terme</b> .....	5.044	2.481	2.405	3.472	2.539	3.800
a) à 3 mois au maximum .....	4.664	2.130	1.984	1.827	2.043	1.640
b) à plus de 3 mois .....	380	351	421	1.645	496	2.160
<b>VI. Divers</b> .....	32	946	709	947	801	962
<i>Total de l'actif</i> ...	<b>48.381</b>	<b>59.475</b>	<b>55.876</b>	<b>61.553</b>	<b>56.477</b>	<b>64.494</b>

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX**

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

**Passif**

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 31 août	1978 31 août	1977 30 septembre	1978 30 septembre
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 p.c. ....	301	301	301	301	301	301
<b>II. Réserves</b> .....	952	1.072	1.072	1.192	1.072	1.192
1. Fonds de Réserve Légale .....	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale .....	424	472	472	520	472	520
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre .....	423	495	495	567	495	567
<b>III. Dépôts (or)</b> .....	3.466	3.824	3.872	3.792	3.933	3.791
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	3.134	3.464	2.114	3.600	2.072	3.599
b) à 3 mois au maximum .....	273	241	1.449	68	1.565	159
c) à plus de 3 mois .....	26	86	275	91	263	...
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	33	33	8	33	7	33
b) à plus de 3 mois .....	—	—	26	—	26	—
<b>IV. Dépôts (monnaies)</b> .....	43.037	53.541	50.031	55.495	50.548	58.382
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	584	508	361	631	603	598
b) à 3 mois au maximum .....	37.571	41.601	38.791	41.462	37.681	41.736
c) à plus de 3 mois .....	3.498	10.731	10.033	12.457	11.521	14.871
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	35	60	45	44	36	46
b) à 3 mois au maximum .....	1.158	615	712	442	666	526
c) à plus de 3 mois .....	191	26	89	459	41	605
<b>V. Divers</b> .....	582	721	579	755	603	811
<b>VI. Provisions</b> .....	43	16	21	18	20	17
<b>Total du passif ...</b>	<b>48.381</b>	<b>59.475</b>	<b>55.876</b>	<b>61.553</b>	<b>56.477</b>	<b>64.494</b>

## LEGISLATION ECONOMIQUE

*Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.*

*Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.*

*Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.*

*Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :*

*1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.*

### 1. — ECONOMIE GENERALE

#### **Arrêté royal du 25 septembre 1978**

*modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en vue de promouvoir les investissements privés (Moniteur du 19 octobre 1978, p. 12488). (Voir aussi rubrique 3.)*

#### **Arrêté royal du 29 septembre 1978**

*fixant la date d'entrée en vigueur de dispositions de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 4 octobre 1978, p. 11460). (Voir aussi rubrique 2.)*

*Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du titre I, chapitres I, II et IV, et du titre IV de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1978.*

.....

### Arrêté royal du 4 octobre 1978

*pris en exécution de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiant l'encours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu de ces lois (Moniteur du 31 octobre 1978, p. 13249). (Voir aussi rubrique 2.)*

*Article 1<sup>er</sup>.* — En application de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, modifié par l'article 1<sup>er</sup>, § 5, de l'arrêté royal n° 22 du 23 mai 1967 et par la loi du 9 juin 1971, le montant global de l'encours à concurrence duquel la garantie de l'État peut être accordée, est porté de 40 milliards de francs à 45 milliards de francs par libération d'une première tranche de 5 milliards de francs.

*Art. 2.* — En application de l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifié par l'article 54 de la loi du 30 mars 1976 et par la loi du 30 décembre 1977, le montant global de l'encours à concurrence duquel la garantie de l'État peut être accordée, est porté de 35 milliards de francs à 40 milliards de francs, par libération d'une première tranche de 5 milliards de francs.

### Arrêté royal du 10 octobre 1978

*portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 24 octobre 1978, p. 12762). (Voir aussi rubriques 2 et 6.)*

#### CHAPITRE I. — *Utilité économique*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Dans le cadre du chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, il faut comprendre par « utilité économique », l'exécution de toutes les activités qui sont de nature, de quelque manière que ce soit, à améliorer la productivité des P.M.E., à lutter contre le chômage ou à promouvoir l'activité économique suivant les directives approuvées par les Comités ministériels régionaux.

Sont de toute façon exclus du bénéfice des aides prévues au titre I, chapitre I, section I :

- le secteur des banques et des autres institutions financières;
- le secteur des assurances;
- le secteur de l'immobilier (achat, vente et location);
- le secteur de production d'énergie et d'eau.

#### CHAPITRE II. — *Subvention-intérêt supplémentaire*

*Art. 2.* — En application des articles 1 b et 5 § 1 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, une subvention-intérêt supplémentaire s'élevant à 1 p.c. peut être accordée :

- aux personnes physiques qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans et qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante;
- aux sociétés, dont la majorité du capital appartient à une ou plusieurs personnes qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans et qui se sont installées pour la première fois;

— aux personnes, quelque soit leur âge, qui s'installent pour la première fois en tant qu'indépendant dans une profession dont l'activité principale consiste dans la construction, la fabrication, l'installation, l'aménagement ou la réparation de biens immobiliers ou mobiliers.

### CHAPITRE III. — *Aide conjoncturelle*

*Art. 3.* — L'aide conjoncturelle complémentaire prévue à l'article 1 c de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, peut s'élever à 2 p.c. maximum et peut être accordée jusqu'au 31 décembre 1978.

### CHAPITRE IV. — *Professions libérales*

*Art. 4.* — En application de l'article 2 d de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, le bénéfice des aides prévues au titre I, chapitre I, section I de cette loi peut être accordé aux professions libérales ayant un rapport direct avec l'activité économique des P.M.E. Les professions suivantes sont, à l'exception de ce qui est prévu à l'article 5 du présent arrêté royal, exclues du bénéfice des aides : médecins, pharmaciens, dentistes, professions paramédicales, vétérinaires, avocats et notaires ainsi que les associations formées par ces personnes, quelle que soit la forme de ces associations.

*Art. 5.* — En application de l'article 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, le bénéfice des aides prévues au titre I, chapitre I, section II de cette loi peut être accordé à toutes les professions libérales.

### CHAPITRE V. — *Amortissements accélérés*

*Art. 6.* — En application de l'article 7 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, l'autorisation peut être donnée de pratiquer, pendant un maximum de trois périodes imposables successives, un amortissement annuel égal au double de l'annuité d'amortissement linéaire normal pour les investissements en biens immobiliers bâtis, en matériel et outillage, pour lesquels une subvention-intérêt ou prime en capital a été accordée pour une durée de trois ans ou plus.

Cette autorisation est donnée par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale qui a l'expansion économique des petites et moyennes entreprises dans ses attributions. Elle fait l'objet d'une décision qui désigne les périodes imposables pour lesquelles l'amortissement linéaire normal peut être doublé ainsi que les investissements concernés.

La décision dont il s'agit est notifiée à l'Administration des contributions directes qui en assure l'exécution.

*Art. 7.* — La mesure visée à l'article 6 n'est applicable qu'aux entreprises qui satisfont aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, pour autant qu'elles y soient soumises.

Elle ne s'applique pas lorsque les investissements concernés :

— font déjà l'objet, sous l'une ou l'autre forme, d'un amortissement accéléré;

— sont constitués par :

a) des habitations ouvrières et d'autres installations en faveur du personnel visées à l'article 42 du Code des impôts sur les revenus;

b) des biens pour lesquels le contribuable a demandé ou demande le bénéfice des dispositions de l'article 2 de la loi du 29 novembre 1977 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de promouvoir les investissements privés, de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977 qui a prorogé les délais d'application des mesures prévues par cette loi ou de l'article 50 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

### CHAPITRE VI. — *Primes d'emploi*

*Art. 8.* — En application de l'article 10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'expansion économique des petites et moyennes entreprises dans ses attributions, peut, moyennant l'observance de certaines

conditions qu'il détermine, accorder des primes d'emploi aux entreprises, personnes et établissements visés à l'article 2 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique qui, même en dehors de tout investissement, engagent des travailleurs salariés supplémentaires.

*Art. 9.* — Une prime d'emploi n'est accordée que si le nombre de travailleurs salariés, occupés pendant les quatre trimestres civils qui suivent le trimestre civil au cours duquel l'engagement a eu lieu, comporte une unité supplémentaire par rapport au nombre de travailleurs salariés occupés durant les quatre trimestres civils qui précèdent le trimestre civil au cours duquel l'engagement a eu lieu.

Le nombre de travailleurs salariés occupés pendant quatre trimestres civils est égal au nombre de journées de travail prestées au cours de ces quatre trimestres civils divisé par le nombre de journées de travail qui peuvent normalement être prestées par un travailleur salarié au cours d'une année civile.

Cette prime ne pourra, en aucun cas, être cumulée avec une autre prime qui serait accordée, en raison d'une même mise au travail, à charge du Trésor public.

*Art. 10.* — Le montant de la prime est fixé à 15.000 francs par an et par travailleur salarié engagé. Pour autant que l'emploi supplémentaire soit maintenu, la prime peut être accordée pendant un maximum de cinq années consécutives.

*Art. 11.* — Quand le travailleur salarié est ressortissant d'un Etat non-membre des Communautés européennes, la prime d'emploi peut être accordée s'il est régulièrement établi en Belgique au moment de l'engagement et si l'employeur a obtenu pour lui l'autorisation d'engagement.

*Art. 12.* — La décision allouant une prime prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit l'engagement.

La prime fait l'objet d'un paiement annuel unique à partir du cinquième trimestre civil qui suit la date fixée à l'alinéa précédent; le premier paiement ne peut s'effectuer qu'après production des attestations de l'Office national de Sécurité sociale, pour les quatre trimestres précédents, tels que déterminés à l'article 9; les paiements annuels subséquents se font chaque fois sur production des attestations, relatives aux quatre trimestres civils concernés.

.....  
*Art. 13.* — Le premier paiement est également subordonné à la production par le demandeur des documents suivants :

1<sup>o</sup> liste mentionnant les nom et adresse des personnes engagées qui sont ressortissantes d'un Etat non-membre des Communautés européennes, avec indication du numéro de permis de travail;

2<sup>o</sup> la liste nominative des personnes engagées.

*Art. 14.* — Les primes acquises illicitement doivent être restituées. La décision de restitution est prise par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'expansion économique des petites et moyennes entreprises dans ses attributions.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

*Art. 15.* — Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1978.

### **Arrêté royal du 10 octobre 1978**

*portant exécution des articles 17, 18, 19, 22, 24 et 32 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 24 octobre 1978, p. 12765). (Voir aussi rubrique 2.)*

*Article 1<sup>er</sup>.* — En application des articles 17 et 32 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, les membres du Comité du Fonds de Garantie, nommés par les arrêtés ministériels du 11 juillet 1977, restent dans l'exercice de leur fonction jusqu'à ce qu'un nouveau Comité soit nommé selon les modalités prévues à l'article 17 de la loi, et ce avant le 11 juillet 1983.

Outre les membres du Comité nommés par les arrêtés ministériels du 11 juillet 1977, deux membres sont nommés, jusqu'au renouvellement du Comité, par les Ministres et Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions :

a) dont l'un est choisi sur une liste de deux candidats présentée par la Société nationale de Crédit à l'Industrie;

b) dont l'autre est choisi parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des classes moyennes au sens de l'article 5 de la loi du 6 mars 1964, modifiée par la loi du 21 décembre 1970 portant organisation des classes moyennes.

*Art. 2.* — § 1. L'arrêté ministériel du 23 septembre 1959, approuvant le règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959, modifié par les arrêtés ministériels du 21 février 1969, du 7 mai 1976, du 14 juillet 1976 et du 2 janvier 1978, reste d'application en exécution des articles 18, 19 et 32 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, à l'exception des modifications mentionnées au paragraphes ci-dessous et ce, tant que le Comité du Fonds de Garantie n'a pas fixé de nouvelles règles et directives selon les modalités prévues aux articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1978.

§ 2. a) A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959, les mots « des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959 » sont remplacés par les mots « des articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique ».

b) L'article 1<sup>er</sup> du règlement approuvé par l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959 est remplacé par :

« Article 1<sup>er</sup>. Peuvent obtenir la garantie du Fonds, les entreprises, associations, personnes et établissements déterminés par l'article 2 de la loi du 4 août 1978.

» Pour la détermination des quotas fixés au susdit article 2 a) et b), le dénombrement des personnes occupées est établi, pour les entreprises ayant existé pendant toute l'année civile précédant la demande de crédit pour laquelle la garantie du Fonds est sollicitée, sur base du chiffre moyen résultant des déclarations enregistrées à l'Office national de Sécurité sociale, au cours de cette année civile.

» Pour les autres entreprises il est tenu compte des prévisions dûment justifiées faites par les demandeurs de crédit.

» D'autre part, les demandeurs de crédit doivent en tous cas satisfaire aux conditions légales ou réglementaires pour l'exercice de leur profession ou de leur activité. ».

c) L'article 2 du règlement, approuvé par l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959, est remplacé par la disposition suivante : « La garantie du Fonds ne peut être sollicitée que pour des opérations définies à l'article 1 a) et à l'article 4 de la loi du 4 août 1978 ».

d) A l'article 9 littéra c du règlement, les mots : « repris à l'article 2 de la loi, compte tenu du dernier alinéa de l'article 7 », sont remplacés par les mots « repris à l'article 3 de la loi du 4 août 1978 ».

*Art. 3.* — § 1. L'arrêté royal du 12 septembre 1959, portant exécution de l'article 11 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, modifié par les arrêtés royaux du 4 juin 1964, du 27 octobre 1975 et du 25 août 1976, reste d'application en exécution des articles 22 et 32 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, à l'exception des modifications mentionnées au paragraphe ci-dessous.

§ 2. a) A l'article 1<sup>er</sup>, § 2 de l'arrêté royal du 12 septembre 1959, les mots : « en exécution des articles 7 et 8 de la loi » sont remplacés par les mots « en exécution des articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique ».

b) A l'article 1<sup>er</sup>, § 3 de l'arrêté royal, les mots « en exécution de l'article 7, alinéa 2 de la loi » sont remplacés par les mots : « en exécution de l'article 18, dernier alinéa, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique ».

c) A l'article 2 de l'arrêté royal, le paragraphe 1, b, 1, est remplacé par les mots : « que les dispositions de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 et des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11 et 12 du règlement approuvé par l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959, soient respectées ».

Art. 4. — § 1. L'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 déterminant les montants et les modalités de perception de la contribution à verser au Fonds en exécution des dispositions de l'article 13, § 1, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> de la loi du 24 mai 1959, portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, modifié par l'arrêté ministériel du 14 juillet 1976, reste d'application en exécution de l'article 24, § 1, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, et de l'article 32 de la loi du 4 août 1978 de réorganisation économique à l'exception des modifications mentionnées au paragraphe ci-dessous et jusqu'à ce que le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions ait pris un nouvel arrêté.

§ 2. A l'article 3, premier alinéa de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959, les mots : « à l'article 10 de la loi du 24 mai 1959 » sont remplacés par les mots « à l'article 21 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique ».

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1978.

#### **Arrêté royal du 11 octobre 1978**

*portant extension du champ d'application de la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'économie, aux entreprises occupant au moins 100 travailleurs (Moniteur du 31 octobre 1978, p. 13259).*

## **2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE**

#### **Arrêté royal du 18 août 1978**

*autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de un milliard de francs (Moniteur du 18 octobre 1978, p. 12386). (Voir aussi rubrique 3.)*

Article 1<sup>er</sup>. — La Société nationale du Logement est autorisée à contracter auprès de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, un emprunt d'une durée illimitée, d'un montant effectif de un milliard de francs.

Art. 2. — Les prélèvements sur cet emprunt s'effectuent contre remise de certificats d'une durée maximum de trente-deux mois et sont renouvelables.

Art. 3. — Les conditions des prélèvements sont approuvées par le Ministre des Finances.

Art. 4. — Les charges d'intérêt et de remboursement des prélèvements sont supportées en totalité par la Société nationale.

Art. 5. — Le paiement des intérêts et le remboursement du principal des prélèvements sont garantis par l'Etat.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté sont également applicables, au fur et à mesure du renouvellement, des prélèvements, aux emprunts, d'un montant total de un milliard de francs qui ont été autorisés par les arrêtés royaux des 6 avril et 24 août 1959, 4 mars 1961, 3 décembre 1962, 15 janvier 1964, 19 février 1968, 27 mai 1969 et 9 octobre 1975.

.....

#### **Arrêté royal du 25 septembre 1978**

*portant, à partir de cette même date, de vingt-trois milliards à vingt-cinq milliards de francs, par libération d'une troisième tranche, le plafond des engagements à l'Institut national de Crédit Agricole (Moniteur du 19 octobre 1978, p. 12495).*

#### **Arrêté royal du 29 septembre 1978**

*fixant la date d'entrée en vigueur de dispositions de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 4 octobre 1978, p. 11460). (Voir texte rubrique 1.)*

#### **Arrêté ministériel du 4 octobre 1978**

*portant approbation de l'arrêté de la Commission bancaire du 25 juillet 1978 portant règlement sur les fonds propres des caisses d'épargne privées (Moniteur du 12 octobre 1978, p. 12015).*

.....

Article 1<sup>er</sup>. — Les caisses d'épargne privées sont soumises à :

1<sup>o</sup> un coefficient de solvabilité, définissant une exigence minimum en fonds propres sur la base des engagements;

2<sup>o</sup> un coefficient général de risque, définissant une exigence minimum en fonds propres sur la base des risques;

3<sup>o</sup> un coefficient de limitation des risques individuels, définissant le rapport maximum entre le total des risques sur un même bénéficiaire et les fonds propres de la caisse d'épargne privée.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Art. 2. — § 1<sup>er</sup>. Les fonds propres comprennent le capital, les primes d'émission, les réserves, les plus-values de réévaluation exprimées et le bénéfice reporté.

§ 2. La Commission bancaire peut assimiler aux fonds propres, dans les limites et aux conditions qu'elle détermine,

a) les emprunts subordonnés et les lignes d'avances subordonnées;

b) les réductions de valeurs qui ne correspondent pas à des moins-values réelles et durables et les provisions qui sont libres de toute affectation à des charges effectives ou à des risques survenus et à provisionner spécialement.

Art. 3. — Les engagements se composent du passif exigible, en ce compris la partie exigible des comptes transitoires, et des cautions et garanties données pour compte de tiers. En sont exclus les fonds de reconstitution et les réserves mathématiques relatives aux contrats d'assurance-vie ou de capitalisation adjoints aux prêts hypothécaires.

Art. 4. — Les risques saisis par le présent règlement sont répartis entre les trois catégories suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Les avoirs auprès des caisses d'épargne privées et des banques;
- les effets commerciaux portant la signature d'une caisse d'épargne privée ou d'une banque, de même que les crédits garantis par ces organismes;
  - les titres d'emprunts d'une caisse d'épargne privée ou d'une banque;
  - les autres créances et recours sur caisses d'épargne privées et banques;
  - les prêts sur les marchés de l'argent au jour le jour non garanti;
  - les fonds publics étrangers;
  - les francs belges et les devises à recevoir pour opérations de change à terme et à très court terme;
  - les coupons et titres remboursables;
  - les prorata se rapportant à ces actifs;

2<sup>o</sup> — les crédits hypothécaires, prêts aux membres et avances aux organismes poursuivant des buts sociaux ou professionnels connexes, y compris les prorata afférents à ces opérations, lorsque leur encours sur un même bénéficiaire au sens défini à l'article 10, n'excède pas :

- 20 millions pour les caisses d'épargne privées dont les fonds propres sont supérieurs à 50 millions;
- 5 millions pour les caisses d'épargne privées dont les fonds propres ne dépassent pas 50 millions.

Ces encours pourront être augmentés par décision de la Commission bancaire et aux conditions qu'elle détermine, sans pouvoir cependant dépasser les montants respectifs de 40 et 10 millions;

3<sup>o</sup> — les autres avoirs, créances et droits de recours, à l'exclusion de ceux sur les banques et les caisses d'épargne privées, les institutions publiques de crédit, l'Etat, les provinces, les communes et les autres débiteurs, dont les engagements bénéficient directement ou indirectement de la garantie intégrale de l'Etat, des provinces ou des communes et à l'exclusion des immobilisations corporelles affectées à l'exploitation de la caisse d'épargne privée;

- les actions et parts de sociétés détenues à titre de placement, excepté celles des institutions publiques de crédit;
- les garanties personnelles fournies pour compte de tiers ainsi que, sauf les doubles emplois avec celles-ci, les actifs, quels qu'ils soient, donnés en garantie pour compte de tiers.

*Art. 5.* — Les participations comprennent :

1<sup>o</sup> les participations représentant 10 p.c. au moins du capital des sociétés dans lesquelles la participation est prise ou donnant droit à un nombre de voix égal à 10 p.c. au moins des voix attachées à l'ensemble des actions et parts émises par ces sociétés;

2<sup>o</sup> si la caisse d'épargne privée appartient à un groupe, suivant la définition donnée à l'article 7, les autres participations dans des sociétés de ce groupe.

Sont exceptées les participations dans les sociétés dont le seul objet est de gérer les immeubles ou le matériel affectés à l'exploitation de la caisse d'épargne privée.

*Art. 6.* — Les emplois et recours comprennent les emplois, autres que les participations, dans les sociétés visées à l'article précédent ainsi que les créances potentielles et les recours sur ces sociétés qui découleraient d'engagements contractés par la caisse d'épargne à leur profit ou envers elles, à moins que ces emplois et ces engagements ne soient susceptibles d'être repris aux mêmes conditions par d'autres caisses d'épargne ou d'autres banques effectuant des opérations semblables.

*Art. 7.* — § 1<sup>er</sup>. Par groupe auquel la caisse d'épargne privée appartient, on entend :

1<sup>o</sup> les sociétés dont la caisse d'épargne privée est filiale ou sous-filiale ainsi que les autres filiales ou sous-filiales de ces sociétés;

2<sup>o</sup> les personnes physiques ou morales qui sont actionnaires ou sociétaires de la caisse d'épargne privée, à l'exception de celles qui, détenant moins de cinq pour cent du capital,

ne siègent pas au conseil d'administration ou au conseil de gérance, et n'y sont pas d'avantage représentées directement, indirectement, personnellement ou par interposition;

3° les entreprises que les personnes visées au 2° possèdent, dominant ou gèrent;

4° les filiales et les sous-filiales de la caisse d'épargne privée.

§ 2. Pour l'application du présent règlement,

1° est considérée irréfragablement comme filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société détient directement ou indirectement, personnellement ou par interposition, une participation représentant la moitié au moins du capital de cette autre société ou une participation à laquelle est attaché un pouvoir de vote égal à la moitié au moins des voix attachées à l'ensemble des actions et parts émises par cette société;

2° est présumée, sauf preuve contraire, être filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société détient directement ou indirectement, personnellement ou par interposition, une participation à laquelle est attaché un nombre de voix égal à la moitié au moins des voix présentes ou représentées à la dernière assemblée générale de cette autre société;

3° est présumée, sauf preuve contraire, être filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société belge ou étrangère, dans laquelle la première société exerce une domination assurée par un mécanisme, contractuel ou non, ou établie sur une quelconque situation de fait.

*Art. 8.* — Les valeurs à amortir comprennent : les pertes, les frais de constitution et d'établissement, premier ou autre; le prix d'acquisition de fonds de commerce; les frais d'établissement dans des immeubles pris à bail; les autres dépenses-charges à amortir; s'il en existe, les moins-values durables et les risques certains ou probables de toute nature pour lesquels aucune réduction de valeur ou aucune provision spéciale n'aurait encore été formée.

*Art. 9.* — Les participations, les emplois et recours et les valeurs à amortir visés aux articles 5, 6 et 8, ne sont pas compris dans les risques visés à l'article 4. Ils s'ajoutent directement aux exigences en fonds propres découlant du coefficient de solvabilité et du coefficient général de risque.

*Art. 10.* — Pour l'application du présent règlement, le montant des crédits à prendre en considération est l'encours par bénéficiaire, qu'il s'agisse d'un débiteur unique ou de plusieurs débiteurs pouvant être considérés comme un ensemble unique du point de vue du risque. Dans le cas des prêts remboursables par reconstitution, l'encours s'entend du capital prêté, sauf remboursement, sous déduction, selon le cas, du fonds de reconstitution ou de la réserve mathématique relative au contrat adjoint d'assurance-vie ou de capitalisation.

## CHAPITRE II. — *Coefficients*

*Art. 11.* — Coefficient de solvabilité.

Le coefficient de solvabilité repose sur une échelle de taux dégressifs, appliqués aux tranches d'engagements :

1<sup>re</sup> tranche : jusqu'à 500 millions : 5 p.c.

2<sup>e</sup> tranche : de plus de 500 millions à 1 milliard : 4 p.c.

3<sup>e</sup> tranche : de plus de 1 milliard à 5 milliards : 3 p.c.

4<sup>e</sup> tranche : au-delà de 5 milliards : 2 p.c.

*Art. 12.* — Coefficient général de risque.

§ 1<sup>er</sup>. Le coefficient général de risque consiste en un pourcentage de chaque catégorie des risques saisis, établi suivant le barème ci-dessous :

1. risques visés à l'article 4, 1° : 1 p.c.

2. risques visés à l'article 4, 2° : 2,5 p.c.

3. risques visés à l'article 4, 3° : 5 p.c.

§ 2. Lorsque le total des risques visés à l'article 13, sur un même bénéficiaire au sens défini à l'article 10, dépasse un cinquième des fonds propres de la caisse d'épargne privée, les taux mentionnés au § 1<sup>er</sup> sont portés à 7,5 p.c. Cette disposition ne s'applique cependant pas aux avoirs et créances visés à l'article 4, 1<sup>o</sup>.

*Art. 13.* — Coefficient de limitation des risques individuels.

Les risques visés à l'article 4 augmentés des participations prévues à l'article 5 et des emplois et recours énumérés à l'article 6, ne peuvent dépasser, par bénéficiaire au sens défini à l'article 10, 30 p.c. des fonds propres. Cette limite est portée à 40 p.c. lorsque la caisse d'épargne privée a obtenu des garanties complémentaires :

— d'une caisse d'épargne privée, d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou d'une institution publique de crédit;

— sous la forme d'une assurance-crédit;

— avec l'accord de la Commission bancaire, sous d'autres formes.

### CHAPITRE III. — *Dispositions communes et transitoires*

*Art. 14.* — Lorsque la caisse d'épargne privée fait partie d'un groupe d'entreprises au sens de l'article 7, la Commission bancaire peut autoriser ou exiger que tout ou partie des coefficients prévus ci-dessus soient établis sur la base de comptes de groupe.

*Art. 15.* — Les caisses d'épargne privées communiquent à la Commission bancaire, aux dates que celle-ci détermine et en tout cas trimestriellement, le calcul détaillé des coefficients prévus par le présent règlement.

*Art. 16.* — Lorsque à deux échéances trimestrielles consécutives, les fonds propres d'une caisse d'épargne privée sont insuffisants au regard des obligations découlant des articles 11 et 12, la Commission bancaire fixe le délai dans lequel les fonds propres de la caisse d'épargne privée devront être complétés, de manière à satisfaire aux obligations réglementaires.

*Art. 17.* — Sont abrogés :

1<sup>o</sup> Le règlement II du 11 septembre 1975 de l'Office Central de la Petite Epargne, relatif au montant minimum des fonds propres imposé aux caisses d'épargne privées, approuvé par arrêté ministériel du 7 novembre 1975.

2<sup>o</sup> Le règlement III du 11 septembre 1975 du même Office, relatif au financement en faveur d'une même entreprise ou groupe d'entreprises affiliées, approuvé par arrêté ministériel du 7 novembre 1975.

#### **Arrêté royal du 4 octobre 1978**

*pris en exécution de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiant l'encours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu de ces lois (Moniteur du 31 octobre 1978, p. 13249). (Voir texte rubrique 1.)*

#### **Arrêté royal du 10 octobre 1978**

*portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 24 octobre 1978, p. 12762). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubrique 6.)*

**Arrêté royal du 10 octobre 1978**

*portant exécution des articles 17, 18, 19, 22, 24 et 32 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 24 octobre 1978, p. 12765.) (Voir texte rubrique 1.)*

**3. — FINANCES PUBLIQUES**

**Loi du 17 mai 1978**

*ajustant le budget des Affaires culturelles communes pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 17 octobre 1978, p. 12262).*

**Loi du 17 mai 1978**

*contenant le budget des Affaires culturelles communes pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 17 octobre 1978, p. 12274).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1977 afférentes aux Affaires culturelles communes des crédits s'élevant aux montants ci-après :*

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	3.585,7	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	342,0	—	—
Total ...	3.927,7	—	—

**Loi du 15 juin 1978**

*ajustant le budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 27 octobre 1978, p. 13084).*

**I. Ajustements des crédits**

*Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits prévus au titre I<sup>er</sup>, — Dépenses courantes, et au titre II —*

Dépenses de capital, du budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1977, sont ajustés (...) à concurrence de :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
<i>Titre I — Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante .....	2.688,5	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures .....	188,9	—	—
<i>Titre II — Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante .....	299,4	—	31,6
Crédits supplémentaires pour années antérieures .....	0,9	—	—

**Loi du 15 juin 1978**

*contenant le budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 27 octobre 1978, p. 13088).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1978, afférentes au budget des Dotations culturelles et énumérées au tableau ci-annexé, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	16.576,0	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	427,2	3.480,0	3.218,6
Total ...	17.003,2	3.480,0	3.218,6

**Loi du 19 juin 1978**

*contenant le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 10 octobre 1978, p. 11777).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert, pour les dépenses du budget de l'Education nationale — régime néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1978 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I) .....	100.221,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	1.254,0	650,0	674,5
Total ...	101.475,5	650,0	674,5

.....

§ 2. Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1978 des crédits s'élevant aux montants ci-après et dont l'affectation est réglée par le « Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap ».

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I) .....	2.508,1	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	29,7	—	—
Total ...	2.537,8	—	—

.....

### **Loi du 19 juin 1978**

*ajustant le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 11 octobre 1978, p. 11890).*

### **Loi du 19 juin 1978**

*ajustant le budget de l'Education nationale, secteur commun, de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 28 octobre 1978, p. 13152).*

### **Loi du 19 juin 1978**

*contenant le budget de l'Education nationale, secteur commun aux régimes français et néerlandais, pour l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 31 octobre 1978, p. 13209).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1978 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	2.232,9	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	13.540,9	288,8	258,8
Total ...	15.773,8	288,8	258,8

**Loi du 14 juillet 1978**

*ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 21 octobre 1977, p. 12633).*

**Loi du 14 juillet 1978**

*contenant le budget de la Défense nationale de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 21 octobre 1978, p. 12648).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert pour les dépenses du Ministère de la Défense nationale (partie I) et du Cabinet du Vice-Premier Ministre (partie III), afférentes à l'année budgétaire 1978, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) :			
Partie I .....	54.024,2	17.145,9	18.594,9
Partie II (pour mémoire) .....	—	—	—
Partie III .....	35,0	—	—
Totaux du titre I ...	54.059,2	17.145,9	18.594,9
Dépenses de capital (Titre II) :			
Partie I .....	1.317,0	80,0	80,0
Partie II (pour mémoire) .....	—	—	—
Partie III .....	0,5	—	—
Totaux du titre II ...	1.317,5	80,0	80,0
Sous-totaux parties I (Défense nationale) .....	55.341,2	17.225,9	18.674,9
Sous-totaux parties II (Affaires bruxelloises) (pour mémoire) .....	—	—	—
Sous-totaux parties III (Vice-Premier Ministre) .....	35,5	—	—
Totaux généraux ...	55.376,7	17.225,9	18.674,9

**Loi du 11 août 1978**

*contenant le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 14 octobre 1978, p. 12149).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert, pour les dépenses de la politique régionale flamande afférentes à l'année budgétaire 1978, des crédits s'élevant aux montants ci-après :*

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	9.777,3	23,0	23,0
Dépenses de capital (Titre II) .....	6.916,7	5.591,5	4.511,0
Total ...	16.694,0	5.614,5	4.534,0

.....

**Loi du 11 août 1978**

*ajustant le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 13 octobre 1978, p. 12050).*

**Arrêté royal du 18 août 1978**

*autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de un milliard de francs (Moniteur du 18 octobre 1978, p. 12386). (Voir texte rubrique 2.)*

**Arrêté royal du 25 septembre 1978**

*modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en vue de promouvoir les investissements privés (Moniteur du 19 octobre 1978, p. 12488). (Voir aussi rubrique 1.)*

**Loi du 6 octobre 1978**

*ajustant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 25 octobre 1978, p. 12858).*

**Loi du 6 octobre 1978**

*contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 25 octobre 1978, p. 12880).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement afférentes à l'année budgétaire 1978 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	13.939,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	3.145,7	1.584,7	1.318,1
Total ...	17.085,2	1.584,7	1.318,1
.....			

#### **Arrêté royal du 9 octobre 1978**

*modifiant l'arrêté royal n° 1, du 23 juillet 1969, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 13 octobre 1978, p. 12088).*

### **6. — TRAVAIL**

#### **Arrêté royal du 10 octobre 1978**

*portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 24 octobre 1978, p. 12762). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubrique 2.)*

### **8. — COMMERCE EXTERIEUR**

#### **Arrêté ministériel du 27 septembre 1978**

*modifiant l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 6 octobre 1978, p. 11665).*

*Application de la recommandation n° 1616/78/CECA de la Commission des Communautés européennes, du 10 juillet 1978 modifiant la recommandation 77/330/CECA établissant une surveillance communautaire à l'égard des importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques, relevant du traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, originaires des pays tiers.*

10. — PRIX ET SALAIRES

**Arrêté ministériel du 4 octobre 1978**

*réglementant les prix des lampes à incandescence (Moniteur du 13 octobre 1978, p. 12082).*

**Arrêté ministériel du 6 octobre 1978**

*fixant les prix maxima de vente du lait de consommation (Moniteur du 10 octobre 1978, p. 11842).*

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision du Conseil du 16 octobre 1978 (78/870/CEE)**

*habilitant la Commission à contracter des emprunts en vue de promouvoir les investissements dans la Communauté (Journal officiel du 25 octobre 1978, n° L 298, p. 9.)*

## BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

*Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin d'octobre 1978. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.*

*L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.*

*Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.*

\*\*

Le mouvement de la population en 1977.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 9, septembre 1978, pp. 834-845.*)

BELG. 44

DAEMS, L. et VANWIJNSBERGHE, D.

Perspectives de croissance des régions belges jusqu'en 1985.

(In : *Eco-Brabant, Bruxelles, nos 18-19, juillet-septembre 1978, pp. 15-27.*)

BELG. 64

311.94

331.061.

CHABOT, J.

Deux études sur la population active disponible en Belgique.

*Bruxelles, Centre d'Etude de la Population et de la Famille, 1977, 115 p.*

VANWIJNSBERGHE, D.

Perspectives de l'économie belge jusqu'en 1985.

(In : *Eco-Brabant, Bruxelles, nos 18-19, juillet-septembre 1978, pp. 3-14.*)

BELG. 64

331.00 - 331.04

331.30

Le mouvement Kondratieff.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 35, 22 septembre 1978, pp. 1-6.*)

BELG. 33

La conjoncture belge et internationale : bilan et perspectives.

(In : *Institut de Recherches Economiques — Service de Conjoncture, Louvain-la-Neuve, septembre 1978, pp. 1-41.*)

BELG. 87

331.01

332.63

VAN ROSSEM, J.-P. en SLOSSE, W.

Hoe ziek is onze economie ? Anatomie van de economische crisis in België.

(Brochure naar aanleiding van de radioserie door de VPRO-radio uitgezonden in juni, augustus en september 1978.)

*Hilversum, Drukkerij Het Gooi, 1978, 38 blz.*

LINDEMANS, I.

Toelichtingen bij de cijfers betreffende tewerkstelling en werkloosheid tot 1985.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 8-9, augustus-september 1978, blz. 588-592.*)

BELG. 71

332.630.

332.691. - 338.43

DENIS, F.

L'entreprise et la politique de l'emploi.

(In : *Revue du Travail, Bruxelles*, n<sup>os</sup> 4-5, avril-mai 1978, pp. 249-281.)

BELG. 153

DOUMONT, M. et MIGNOLET, M.

Les perspectives d'emploi dans les provinces de Namur et de Luxembourg.

(In : *Wallonie 78, Namur*, n<sup>o</sup> 5, 1978, pp. 345-359.)

BELG. 186

332.630. - 339.21

332.87 - 339.2

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Les politiques de l'emploi, les revenus et la croissance à moyen terme.

Paris, O.C.D.E., 1978, 207 p.

RENDERS, J.

Arbeidersbeweging en inkomensverdeling in crisistijd.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel*, n<sup>r</sup> 8-9, augustus-september 1978, blz. 593-614.)

BELG. 71

332.630. - 339.21

333.101.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Les politiques des revenus et de l'emploi liées à la croissance à moyen terme.

Paris, O.C.D.E., 1978, 165 p.

SMETS F.A.

Les banques en Belgique et leur rôle international.

(In : *Eurépargne, Luxembourg*, n<sup>o</sup> 10, octobre 1978, pp. 1-8.)

LUX. 4

332.630.

333.130. - 333.23

De werkloosheid weg-werken !

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel*, n<sup>r</sup> 8-9, augustus-september 1978, blz. 577-588.)

BELG. 71

DETREMMERIE, H.

De privé-spaarkassen en hun specificiteit.

Brussel, Studiecentrum voor het Financieuzen, Reeks studiën en voordrachten, n<sup>r</sup> 292, augustus 1978, 24 blz.

333.138.1

333.453. - 333.432.4 - 334.151.25

333.162.

Les fonds communs de placement.

(In : *Bulletin Financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 30, 15 septembre 1978, pp. 1-4.*)

BELG. 34 A

Unités et monnaies de compte.

(Travaux du Colloque international, Paris, 24-25 octobre 1977.)

Paris, *Economica*, 1978, XIII+139 p.

333.428.

333.600. - 339.312.3

ANTHONISSEN, R.

Deux méthodes d'analyse de l'évolution de la masse monétaire.

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances, Bruxelles, n°s 8-9, août-septembre 1978, pp. 45-60.*)

BELG. 99

Le capital financier. Mécanismes de captation du pouvoir économique.

(In : *Contradictions, Bruxelles, n° 17, octobre 1978, 110 p.*)

BELG. 56

333.432.8 - 333.450. - 333.451.7

333.662. - 382.242.4

SOLNIK, B. et ROLL, R.

Système monétaire international et risque de change.

Paris, *Economica*, 1978, 146 p.

LOPEZ, M.H.

The Euro-Markets in 1977. Prospects for 1978.

(In : *Banco de Vizcaya — Boletín Internacional, Bilbao, n°s 9-10, 1978, pp. 12-20.*)

ESP. 1 B

333.451.2

333.820. - 333.110. - 333.111.7

DALLEMAGNE, Y.

La prévision du change par les cours à terme : le cas du marché de Bruxelles.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 5, 1978, pp. 357-367.*)

BELG. 134

HERRMANN, H.

Optimal Central Bank Policy with Special Consideration for the Reaction of Commercial Banks.

(In : *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tübingen, Nr 2, Juni 1978, S. 220-241.*)

DEUTSCHL. 36

333.820.

333.841.

SOCIETE UNIVERSITAIRE EUROPEENNE DE  
RECHERCHES FINANCIERES (SUERF).

Innovations en matière de politique monétaire.  
(Colloquium, September 29 - October 1, 1977,  
Wiesbaden, Working Papers.)

s.l., SUERF, 1978, div. pp.

SNEESSENS, H.

Inflation : An Infectious Disease ?

(In : CORE Discussion Papers, Louvain-la-Neuve,  
No. 7804, January 1978, pp. 1-31.)

BELG. 57

333.820.

333.846.2

VANTHOOR, W.F.V.

Monetaire normen in een aantal landen.

(In : Bank- en effectenbedrijf, Amsterdam, n<sup>o</sup> 217, sep-  
tember 1978, blz. 301-307.)

NED. 3 A

HOLDEN, K. and PEEL, D.A.

The Influence of Money on Prices in 14 OECD  
Countries 1958-1975.

(In : Empirical Economics, Vienna, No. 2, 1978,  
pp. 115-122.)

AUSTR. 3

333.820. - 333.823. - 333.428.

333.846.6 - 333.825. - 333.110.

VON ZUR MUEHLEN, P.

Optimal Bands in Short-Run Monetary Policy.

(In : Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tü-  
bingen, Nr 2, Juni 1978, S. 242-260.)

DEUTSCHL. 36

VERHEIRSTRAETEN, A. en HEREMANS, D.

Begroting, wisselkoers en geldbeleid in België. Rem  
of steun voor de conjunctuurherneming ?

(In : Tijdschrift voor het Bankwezen, Brussel, n<sup>o</sup> 5, 1978,  
blz. 339-354.)

BELG. 134

333.821.

334.150.6

Plafonds de réescompte et politique d'escompte.

(In : Bulletin hebdomadaire - Kredietbank, Bruxelles,  
n<sup>o</sup> 36, 29 septembre 1978, pp. 1-5.)

BELG. 33

BOUQUIN, J.-P.

Les ressources propres des communautés européen-  
nes.

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n<sup>o</sup> 218, juin-  
juillet 1978, pp. 321-339.)

FR. 58

Communication sur les perspectives d'Union économique et monétaire.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, nos 8-9, août-septembre 1978, pp. 139-152.*)

BELG. 99

CRIJNS, L. et LAURENT, A.

L'action de la Commission des Communautés européennes en matière de sécurité sociale.

(In : *Revue Internationale du Travail, Genève, n° 5, septembre-octobre 1978, pp. 615-627.*)

B.I.T., 10

334.151.20

334.151.6

MAGNIFICO, G.

L'unification monétaire européenne.

(In : *Banque, Paris, n° 377, octobre 1978, pp. 1124-1128.*)

FR. 6

COMMUNAUTES EUROPEENNES. Commission.

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA); importance et fonctionnement.

*Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1978, 88 p.*

334.151.20 - 334.151.22

334.2 - 341.245.

Some Thoughts on European Monetary Union.

(In : *International Currency Review, London, No. 4, July-August 1978, pp. 28-38.*)

G.B. 26 D

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES. Institut d'Etudes Européennes.

La charte sociale européenne; dix années d'application.

*Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1978, 336 p.*

334.151.21

336.020. - 336.60 - 331.161.0

VAN DER MEER, A.H.A.

Het nieuwe Europese Monetaire Systeem.

(In : *Bank- en effectenbedrijf, Amsterdam, n° 217, september 1978, blz. 323-325.*)

NED. 3 A

VANDENDRIESSCHE, St.

Evolutie van de Belgische centrale-overheidsuitgaven sinds 1919. Onderzoek naar de determinerende factoren.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 11, novembre 1977, pp. 37-112; n° 12, décembre 1977, pp. 145-233; n° 2, février 1978, pp. 131-232; n° 3, mars 1978, pp. 187-305; n° 4, avril 1978, pp. 129-178; n° 5, mai 1978, pp. 37-105; n° 6, juin 1978, pp. 49-129; n° 7, juillet 1978, pp. 101-167; n° 8-9, août-septembre 1978, pp. 153-232.*)

BELG. 99

Charge fiscale et gestion de l'entreprise.

(In : *Paribas Belgique présente, Bruxelles, n° 3, 1978, 21 p.*)

BELG. 64 E

La consommation d'énergie dans l'industrie en 1971 et en 1975.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 9, septembre 1978, pp. 846-862.*)

BELG. 44

336.211.

338.43

FRANK, M. e.a.

L'introduction en Belgique d'un impôt annuel sur le patrimoine des particuliers.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 79, 1978, pp. 407-433.*)

BELG. 44 E

DAURMONT, O.

La décentralisation économique et la régionalisation à Bruxelles.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 148, août 1978, pp. 355-360.*)

BELG. 155 C

336.61 - 333.846.6

338.43

LANGOHR, H.

Financiering van het begrotingstekort : grenzen en mogelijkheden.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n°s 8-9, août-septembre 1978, pp. 11-430.*)

BELG. 99

PLASSCHAERT, S.

Aspects financiers de la régionalisation. Orientations d'un système rationnel pour le financement des régions en Belgique (suite et fin).

(In : *Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, n° 125, juillet 1978, pp. 163-194.*)

BELG. 61 A

336.834.

338.721. - 338.723.

VANDERHAEGHE, W.

Belgium : Depreciation « Ad Libitum » of New and Additional Investments.

(In : *Intertax, Deventer, n° 6-7, June-July 1978, pp. 225-229.*)

GEN. 6 A

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'agriculture à temps partiel : Autriche, France, Belgique, Canada, Finlande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Suisse.

Paris, O.C.D.E., 1978, 91 p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'agriculture à temps partiel dans les pays de  
l'O.C.D.E.

Paris, O.C.D.E., 1978, 78 p.

Le pétrole après les événements de 1973.

(In : *Bulletin hebdomadaire - Kredietbank, Bruxelles,*  
n° 34, 15 septembre 1978, pp. 1-4 + 9.)

BELG. 33

338.721. - 338.43

SCOUMANNE, E.

Libres réflexions sur certains aspects de l'agriculture  
concernés par la régionalisation.

(In : *Wallonie 78, Namur, n° 5, 1978, pp. 335-343.*)

BELG. 186

339.112.0 - 339.21 - 339.230.  
336.211.

BABEAU, A.

Définition et mesure du patrimoine des ménages.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 79,*  
1978, pp. 295-309.)

BELG. 44 E

338.731.

JANSSEN, E.R.

Le prix du pétrole brut et des produits pétroliers et  
leur évolution en Europe.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 1,*  
mars 1978, pp. 3-15.)

BELG. 34

339.112.0 - 339.21 - 339.230.  
336.211.

PESTIEAU, P.

Distribution et taxation optimales de la richesse.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 79,*  
1978, pp. 391-406.)

BELG. 44 E

338.731.

JOMAU, F.

Recherche d'une structure optimale du raffinage de  
pétrole brut en Belgique.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 1,*  
mars 1978, pp. 91-106.)

BELG. 34

339.112.0 - 339.21 - 339.230.

PRAET, P. e.a.

La distribution du patrimoine des particuliers en  
Belgique (1969).

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 79,*  
1978, pp. 341-388.)

BELG. 44 E

339.112.0 - 339.21 - 339.230.  
336.211.

381.50

VUCHELEN, J.

Les déterminants de la répartition des patrimoines.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 79, 1978, pp. 311-340.*)

BELG. 44 E

La distribution en Belgique.

(In : *Courrier hebdomadaire du C.R.I.S.P. Bruxelles, n° 789, 3 mars 1978, pp. 1-30; n° 730, 10 mars 1978, pp. 1-29; n° 803, 23 juin 1978, pp. 1-27.*)

BELG. 28 E

339.113. - 336.834. - 336.214.

382.51 - 338.340.

SOCIETE GENERALE DE BANQUE.

Industrial Investment in Belgium; Why ? How ?

*Bruxelles, S.G.B., 1978, 94 p.*

La nouvelle division internationale du travail.

(In : *Bulletin hebdomadaire - Kredietbank, Bruxelles, n° 37, 6 octobre 1978, pp. 1-6.*)

BELG. 33

339.232.

385.25 - 336.026.

La rentabilité, l'endettement et la valeur ajoutée des entreprises belges en 77-78.

(In : *PARIBAS - Notes économiques, Bruxelles, n° 21, septembre 1978, pp. 2-6.*)

BELG. 64 D

KIRSCH, E.

Enige aspekten van de werking van het Wegenfonds.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, nos 8-9, août-septembre 1978, pp. 61-138.*)

BELG. 99

339.238. - 333.633.0

657.2

Return à long terme (1952-1977) des actions belges.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 180, septembre 1978, pp. 1-6.*)

BELG. 27 C

MAYER, R.

La législation sur les comptes annuels devra-t-elle être modifiée, suite au texte définitif de la 4<sup>e</sup> directive européenne ?

(In : *La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 10, octobre 1978, pp. 641-648.*)

BELG. 183 A

---

---

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---